

**Fascisme, nazisme  
et régimes autoritaires  
en Europe – 1918-1945**



Johann

# Chapoutot

**Fascisme, nazisme  
et régimes autoritaires  
en Europe – 1918-1945**

QUADRIGE



P U F

ISBN 978-2-13-061875-1

ISSN 0291-0489

Dépôt légal — 1<sup>re</sup> édition « Quadrige » : 2013, septembre

2<sup>e</sup> tirage corrigé : 2016, janvier

© Presses Universitaires de France, 2013

6, avenue Reille, 75014 Paris

## INTRODUCTION

Vue de l'Ouest, et vue d'aujourd'hui, l'histoire contemporaine de l'Europe semble rythmée par trois dates déterminantes : 1918, 1945 et 1989. En 1918, quatre démocraties en guerre (la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis d'Amérique et l'Italie) l'emportent sur deux empires : l'Allemagne, qui devient une République, et l'Autriche-Hongrie, dont disparaît l'édifice supranational. Un troisième empire, celui des tsars, allié des vainqueurs mais vaincu par l'Allemagne, disparaît en tant que régime, emporté par la révolution bolchevique de 1917. En 1945, la démocratie libérale l'emporte sur le fascisme italien et le national-socialisme allemand. Elle en partage le mérite avec le communisme russe qui étend son hégémonie sur l'Europe de l'Est, avant de disparaître entre 1989 et 1991. La chute du mur de Berlin semble annoncer ce que certains, en néo-hégéliens convaincus, appellent la « fin de l'histoire » : la dialectique des forces appartient au passé, l'événement n'est plus. Le cours du temps est désormais apaisé, car règne dorénavant en maîtresse la démocratie libérale, alliance d'une anthropologie, celle des droits de l'homme, et d'une pratique politique, celle de la représentation et de la souveraineté du peuple.

Les trois dates de 1918, 1945 et 1989 semblent donc jalonner l'avènement nécessaire et triomphant de la

démocratie, du moins en Europe. La téléologie *a posteriori* est une tentation tenace en histoire, dont les praticiens se montrent souvent soucieux de trouver un sens à ce qui, sans un ferme schéma de lecture, n'apparaît que sous le jour informe du chaos.

Lire l'histoire de l'Europe au *xx<sup>e</sup>* siècle comme le progressif, mais inéluctable, avènement d'une démocratie triomphante conduit à considérer la période 1919-1945 comme une malheureuse parenthèse, une hésitation convulsive, un hoquet monstrueux, avant que ne se ressaisisse l'Esprit du monde, du moins celui du continent.

Un tel récit est, pour la période et le thème qui nous occupent, triplement contestable.

Le *xix<sup>e</sup>* siècle européen a tout d'abord connu un bouleversement des sociétés et des cultures inédit à l'échelle des deux millénaires précédents. L'industrialisation, l'exode rural, l'urbanisation, le désenchantement du monde et de l'homme, désormais réifié, mais aussi, en arrière-plan, la Révolution française et son message, ont provoqué doutes et questionnements en Europe : les États-nations qui s'y construisent, au *xix<sup>e</sup>* siècle, hésitent sur la nature du lien qui les constitue et sur le mode souhaitable de dévolution du pouvoir.

Les démocrates célèbrent la victoire de 1918 et les traités de 1919 comme la victoire d'une conception française du lien social et du pouvoir politique qui, de fait, se diffuse à chaque nouvelle constitution proclamée entre 1918 et 1920 : les États nouveaux imitent avec déférence les lois constitutionnelles de 1875, fondatrices du régime français de la *III<sup>e</sup>* République, ainsi que le parlementarisme britannique. Or la démocratie est loin d'avoir gagné la guerre : la première euphorie est trompeuse, comme le montre la réaction antilibérale qui couvre le continent de régimes autoritaires et fascistes à partir de 1921-1922.

Ce phénomène nous semble, du haut de nos lumières, éminemment dommageable. 1940 puis 1945 sont passés par là : nous savons ce que le fascisme et le national-socialisme ont infligé à l'humanité, flanqués de leurs amis et alliés autoritaires. Cette vision *a posteriori* méconnaît toute la séduction dont le fascisme et le nazisme ont pu exercer sur des millions de leurs contemporains. Cette séduction fut sensible, induite par une rhétorique, un décorum, un *ethos* qui faisaient fructifier le crédit dont jouissait la violence depuis la Grande Guerre. Elle fut également intellectuelle ou culturelle : la fascination pour la violence des squadristes italiens, des SA ou des franquistes a coexisté avec une réelle estime accordée à la solution fasciste ou autoritaire. Contrairement à une démocratie libérale peu apte à se renouveler, fondée sur des postulats rationalistes et humanistes brutalement vieillis par l'expérience de 14-18, fascisme, nazisme et autoritarismes se sont fermement confrontés aux questions posées par le XIX<sup>e</sup> siècle européen et à celles léguées par la Grande Guerre.

Ces questions touchent d'abord au lien social : comment faire l'unité d'une somme d'individus ? Autrement dit : comment transformer un agrégat en groupe ? Et quel type de groupe est-il préférable de former : une société ou une communauté ?

Elles concernent ensuite le pouvoir et son mode de dévolution : peut-on se fier au suffrage universel, fondé sur un postulat égalitariste, pour trancher les questions qui se posent à la communauté ? Peut-on se passer, pour créer du lien social et politique, d'une domination charismatique ou traditionnelle et fonder la communauté politique sur le seul mode de domination légal-rationnel (Max Weber) ?

La seconde série de questions constitue le passif problématique de la Grande Guerre : quel crédit accorder à la raison, à l'humanisme rationaliste, à l'idéologie du

progrès, au « procès de civilisation » après quatre ans d'un tel massacre ? Tout homme ne serait-il pas, au fond, l'animal et le barbare dénoncé dans l'adversaire ? Comment apaiser les hommes et les groupes humains ? Est-il possible, après quatre ans d'encouragement au meurtre et au massacre par l'État, de rétablir le monopole de la violence physique légitime (Max Weber, là encore) ? Peut-on faire rendre les armes et inviter 8 millions d'hommes en France, 10 millions d'hommes en Allemagne, 66 millions dans toute l'Europe, à rentrer chez eux et à se conformer de nouveau à la tranquille temporalité du quotidien, à l'éthique quiète des travaux et des jours, après quatre ans de paroxysme dans l'exercice de la violence ? Une sortie de guerre est-elle seulement possible, et l'État peut-il l'imposer ? L'État lui-même, son rôle nouveau, constitue un des legs embarrassants du conflit : l'État éthique et minimal de l'âge libéral a fait place au grand organisateur de la mobilisation totale, dirigeant hommes et armes vers les fronts, organisant l'économie et régissant l'arrière. La Grande Guerre voit l'avènement, lent et partiel, d'un nouvel État, qui n'est plus le simple État-gendarme du minarchisme libéral, sans être encore l'État-providence d'après 1945, impensable, d'ailleurs, sans la mutation culturelle et structurelle de la Première Guerre mondiale.

Qui se confronte à ces questions après 1918 ? La démocratie libérale semble peu innovante : les démocrates croient possible un retour au *statu quo ante*, agrémenté, chez certains, de l'espoir wilsonien que la civilisation des relations internationales permettra, dans une catalyse kantienne, le triomphe de l'esprit démocratique *intra-* et *extra-muros*.

Les régimes nouveaux, le bolchevisme et le fascisme, apparus entre 1917 et 1922, prennent acte de la guerre et se confrontent à son héritage. En rejet du premier et en imitation partielle et prudente du second, des régimes



autoritaires apparaissent également, qui définissent une troisième voie, ni libérale ni révolutionnaire, autour d'un projet national-catholique que nous aurons à expliciter. Laissant de côté l'étude du bolchevisme, nous exposerons ce qui a distingué fascisme et national-catholicisme, tout en explicitant ce qu'ils ont en commun : la pratique dictatoriale, revendiquée et assumée, du pouvoir.

La notion de dictature a fait l'objet d'une étude parue en 1921, rédigée par le juriste allemand Carl Schmitt, universitaire national-conservateur qui se ralliera opportunément au nazisme après 1933. Dans cet ouvrage devenu un classique de la réflexion juridique et politique, Carl Schmitt rappelle l'étymologie du mot et cite un adage latin : *Dictator est qui dictat*. Le dictateur est celui qui dit, celui qui dicte, celui qui, à compter de sa prise de pouvoir, parle seul. Conçue, sous la République romaine, comme une période de suspension du droit commun où, pour sauver la République, on excipe de sa loi fondamentale pour mieux la rétablir ensuite, la dictature désigne par extension toute forme d'exercice du pouvoir où un seul parle : une autocratie sans hérédité ni droit divin, en somme, la mon-archie d'un <sup>xx</sup>e siècle privé des fondements anciens du pouvoir, Dieu et la Tradition.

Parlant désormais seul, le dictateur, qui dicte et impose, met fin aux débats du parlementarisme, contestés depuis la critique contre-révolutionnaire du <sup>xix</sup>e siècle et rendus plus insupportables encore par le souvenir des tranchées : comment justifier la désunion, l'interpellation, la querelle, cette gabegie de mots et de sons, au regard des sacrifices consentis ? La véritable communauté politique n'est-elle pas une, unie et rassemblée derrière son chef, comme le groupe de combat ? Le souvenir des camarades disparus sera constamment opposé, par les fascistes notamment, au révoltant palabre

des parlements. Le monologue du dictateur prétend donc mettre fin au dialogue, le soliloque autoritaire fait cesser le colloque des raisons : la dictature a pris acte de l'entrée des masses en politique, mais pour les réduire à l'univocité de l'approbation tapageuse. Les masses doivent être arraisonnées et domestiquées, pour que cessent division et dispersion.

Si les parlements disparaissent, la dictature n'est pas l'orgueilleux monologue qu'elle prétend être : il faudra, au cours de cet ouvrage, voir tout ce qu'elle implique de polyphonie, c'est-à-dire de polyarchie, et ne pas croire sur parole les proclamations d'efficacité et d'unanimité – ou, sur images, les cohortes alignées au cor-deau des défilés nazis.

Un mot sur les inclusions et les exclusions. Nous avons jugé utile de remonter haut et loin : il nous semblait illusoire de parler avec pertinence des expériences autoritaires et fascistes du *xx<sup>e</sup>* siècle en passant sous silence les mutations politiques, sociales et culturelles du *xix<sup>e</sup>* siècle européen et les traumatismes de la Grande Guerre. Ces conditions une fois éclairées, un second mouvement nous mènera dans les années 1920, décennie de crise de la démocratie et d'installation de régimes concurrents. Dans un troisième temps, celui des années 1930 et 1940, nous nous pencherons sur les expériences politiques concrètes, en excluant les Pays-Bas et la Belgique qui ont connu l'occupation, mais sans sécréter de régimes possédant une ambition autoritaire, un projet de société propre et une autonomie relative, comme ce fut le cas dans la France de Vichy.

PREMIÈRE PARTIE

LES QUESTIONS POSÉES  
PAR LA MODERNITÉ



## CHAPITRE I

### Le XIX<sup>e</sup> siècle

L'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle est généralement mal connue, pâtiſſant, dans les programmes de l'enseignement secondaire, d'un inconfortable statut d'entre-deux : entre la Révolution française et la Première Guerre mondiale. L'ampleur de ses enjeux économiques, culturels et sociaux, de même que la complexité de son profil politique – que l'on songe à la valse des régimes en France, par exemple –, découragent en outre souvent.

En parlant du XIX<sup>e</sup> siècle, nous n'allons pas adopter une perspective téléologique et y chercher les *racines* ou les *origines* du fascisme, du nazisme ou des régimes autoritaires européens du XX<sup>e</sup> siècle. Nous ne penserons même pas en ces termes. Nous souhaitons simplement exposer des éléments d'histoire politique, sociale et culturelle qui constituent à notre avis des *conditions* ayant rendu possible l'épanouissement futur de ces phénomènes, après la grande catalyse de la Première Guerre mondiale. Ce qui suit propose quelques entrées dans ce siècle méconnu, et constitue une invitation à lire bien plus, et au-delà.

#### 1. LE FAIT NATIONAL

Une opiniâtre téléologie voit dans le XIX<sup>e</sup> siècle le nécessaire avènement du fait national, inauguré par la

geste révolutionnaire française, du Jeu de Paume aux guerres de l'Empire en passant par la charge de Valmy. C'est faire abstraction des considérables résistances que les partisans de l'idée nationale eurent à vaincre, et c'est méconnaître les mutations de l'idée nationale elle-même au cours du siècle : elle le débute résolument à gauche pour le terminer assez fermement à droite.

L'idée nationale est, au moment de la charge de Valmy, consubstantielle à celle d'autonomie, théorisée par Kant, ou de souveraineté, conceptualisée par Rousseau. Un peuple n'est pas le patrimoine, le bien, d'une dynastie : il est une entité juridique dotée de la faculté de se déterminer librement, c'est-à-dire, vis-à-vis de l'extérieur, de choisir son entre-soi en établissant la frontière entre ami et ennemi, et, à l'intérieur, de se doter de ses propres normes.

L'idée de nation et de peuple souverain sont ainsi synonymes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les guerres de l'Empire, en important le Code civil et la pratique du suffrage dans des régions qui l'ignoraient, provoquent une acculturation considérable qui inaugure le fait national au XIX<sup>e</sup> siècle. Cette idée révolutionnaire se heurte à une réaction : après la double défaite de l'Empire, Metternich succède à Napoléon, Vienne à Valmy, 1815 à 1792.

En 1814-1815, le Congrès de Vienne est réuni pour solder les comptes de la Révolution et de l'Empire : il s'agit de revenir aux frontières et aux idées de 1788, après et malgré les chambardements territoriaux et culturels induits par la Révolution française et ses suites. La Sainte Alliance scellée en septembre 1815 entre le roi de Prusse, l'empereur d'Autriche et le tsar de Russie réhabilite le principe dynastique contre l'autonomie des peuples, le droit divin contre la souveraineté populaire, la foi chrétienne contre la raison.

L'absolutisme de droit divin recouvre ses trônes. 1815 inaugure des Restaurations qui rejettent l'idée nationale dans l'opposition. Nationalisme et libéralisme

politique vont alors de pair. La répression est sans faille en France, où se multiplient les sociétés secrètes nationales-libérales sous la Restauration, et en Allemagne : tandis que les décrets de Karlsbad (1819) font de l'expression du libéralisme et du nationalisme un délit pénal, Louis XVIII guillotine les Sergents de La Rochelle (1822).

La distance croissante qui se creuse entre un contexte culturel et social de forte modernisation et l'archaïsme politique que constituent ces autocraties de droit divin conduit au Printemps des peuples de 1848, suivi d'une féroce répression en Allemagne et dans l'Empire autrichien.

L'Autriche se débat contre un fait national qui serait fatal à l'Empire, mais François-Joseph doit concéder le compromis de 1867, qui crée l'Empire « austro-hongrois », après n'avoir pu empêcher l'union de la péninsule Italienne (1861), et avoir été battu par la Prusse de Bismarck (1866).

En Allemagne, le nationalisme passe à droite avec la volonté du chancelier prussien de faire l'Empire, proclamé en 1871 après trois guerres. Bismarck dissocie libéralisme et nationalisme en imposant une solution petite-allemande (sans l'Autriche) où le roi de Prusse coiffe une couronne qui ne lui aura pas été proposée, comme en 1848, par une assemblée démocratique, mais par les Princes allemands, qui acquiescent à un régime, certes fédéral, mais autoritaire. En France également, le nationalisme rejoint la droite à la faveur de l'affaire Dreyfus.

Une fois l'Italie faite, il fallut faire les Italiens. Cette remarque attribuée à Massimo d'Azeglio vaut au XIX<sup>e</sup> siècle pour tous les États qui prétendent être des nations, qui ne se contentent pas d'être le « plébiscite de chaque jour » cher à Renan.

Le XIX<sup>e</sup> siècle a ainsi été, pour reprendre un titre d'Eric Hobsbawm, celui de « l'invention des traditions ». Partout,

on suggéra l'archaïque pour forger l'archétype. Partout, on inventa des discours de mémoire qui se prétendaient d'histoire. Le but était de forger des substances censées avoir été toujours déjà là, des essences qui auraient précédé toute existence.

Hommes de lettres, savants de province, académies, encouragés par l'État, se mettent en quête du patrimoine national et vont, selon le mot d'Anne-Marie Thiesse, moins l'« inventorier » que l'« inventer », avant que les enseignements scolaires et les politiques publiques de construction des monuments et de célébration culturelles ne prennent en charge ce « roman national ».

L'idée nationale accouche d'une mythologie qui se décline sous différents aspects étudiés par Benedict Anderson dans son *Imaginaire national* : mythe d'origine, mythe de continuité, mythe de destination.

Pendant que l'enseignement de l'histoire, dans les écoles de Jules Ferry, entretient la mémoire de Vercingétorix et des premiers Gaulois décrits par César, les Allemands empruntent à Tacite et à sa *Germania* pour célébrer les vertus germaniques et la lutte héroïque de Hermann le Chérusque. Le livre et la pierre enseignent que la continuité, des glorieux ancêtres aux contemporains, est sans solution.

En 1896, le gouvernement impérial allemand inaugure ainsi le monument du Kyffhäuser, dans la forêt de Saxe. À cet endroit se dressait au Moyen Âge une forteresse impériale, où résida notamment Frédéric Barberousse. Tragiquement et tôt disparu, Frédéric, à qui succéda un interrègne long et chaotique, suscita des espoirs messianiques comparables au sébastianisme portugais quelques siècles plus tard. Une légende racontait que l'empereur dormait au creux de la montagne et qu'il se réveillerait lorsque les corbeaux, symbole de désaffection, auraient quitté son château. Avec la création de l'empire, en 1871, les corbeaux ont déserté l'idée impériale, à nou-



veau habitée. Un monument au didactisme cristallin superpose une statue de Guillaume I<sup>er</sup>, souverain et à cheval, au-dessus d'une représentation de Barberousse endormi : *Barbablanca* succède à *Barbarossa*, l'Empire est de retour, dans une parfaite continuité et nécessité historique.

Anne-Marie Thiesse note que, « à l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle, les nations n'ont pas encore d'histoire [...] ». À la fin du siècle, elles sont en possession d'un récit continu<sup>1</sup> ».

Les identités nationales se forgent également dans une dialectique constante avec les altérités, elles aussi construites ou renforcées au XIX<sup>e</sup> siècle, qui voit les stéréotypes nationaux bénéficier de la scolarisation, du développement de l'image et de la presse. De même que les identités sont censées être éternelles, de même les hostilités sont présentées comme héritées. La notion d'« ennemi héréditaire » est ainsi acclimatée, notamment entre la France et l'Allemagne depuis la crise rhénane de 1840 qui voit images, chansons, poèmes et libelles fleurir pour creuser et figer la différence entre ami et ennemi.

Contribuent également à cette « nationalisation des masses » dont parle George L. Mosse la création et la diffusion des symboles nationaux, devises, hymnes et allégories, témoins d'une esthétisation (au sens premier de ce qui rend sensible, mais aussi désirable) du politique que les régimes autoritaires et totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle allaient pratiquer avec art.

La construction des identités et des adhésions nationales est un succès, si l'on se fie au faible taux de réfractaires lors de la mobilisation d'août 1914 : en France, par exemple, ce sont 1,5 % d'appelés qui ne se présentent pas sous les drapeaux, alors que l'état-major redoutait

1. Anne-Marie Thiesse, *La Création des identités nationales. Europe, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, « L'Univers historique », 1999, p. 131.

plutôt 13 % de désaffection. Août 1914 marque l'échec de l'alternative proposée au XIX<sup>e</sup> siècle à la construction des édifices nationaux : l'internationalisme socialiste. Contemporains et analystes du fait national, Marx et Engels ont opposé à ce qu'ils estimaient être les identités fictives des nations les identités réelles des classes sociales, et prévenu que toute guerre internationale était un rideau de fumée qui mystifiait la classe ouvrière en lui masquant le véritable conflit qui l'opposait à la bourgeoisie : la véritable guerre, la seule guerre, c'est la guerre des classes. De même qu'il existe une alliance objective des bourgeoisies soucieuses de perpétuer leur domination en brandissant le spectre d'un ennemi extérieur fictif, et promptes à susciter des guerres pour s'enrichir, de même les prolétaires de tous les pays sont-ils invités, en conclusion du *Manifeste communiste*, à s'unir dans une formule célèbre qui devient l'âme du mouvement ouvrier. En 1864, la création de l'Association internationale des travailleurs se propose de fédérer les actions et les réflexions des « prolétaires de tous les pays ». Une résolution du congrès de Bruxelles, en 1868, décide d'opposer à toute nouvelle guerre la grève générale, avec le succès que l'on sait quand, à l'été 1914, les députés allemands du SPD et leurs homologues SFIO votent, au Reichstag comme à la Chambre des députés, les crédits de guerre et acquiescent, qui au *Burgfrieden* et qui à l'Union sacrée.

## 2. LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

On a coutume d'associer à des matières premières les différentes révolutions industrielles qui ont marqué l'histoire de l'Europe : il y eut ainsi la première, celle du charbon, et la seconde, celle du pétrole et de l'électricité.

Derrière matières et matériaux, il ne faut pas oublier les hommes, les aspects sociaux et culturels de ces révolutions industrielles, le bouleversement qu'elles induisirent, catalysèrent ou provoquèrent, dans la vie de dizaines de millions d'hommes.

La révolution industrielle, c'est tout d'abord une nouvelle forme d'organisation du travail, marquée par le développement du salariat et de la manufacture, puis de l'usine.

Les conditions de travail y sont décrites en ces termes, au début du XX<sup>e</sup> siècle, par le pionnier de l'histoire de la révolution industrielle, Paul Mantoux :

« Le personnel des fabriques fut au début composé des éléments les plus disparates : paysans chassés de leur village par l'extension des grandes propriétés, soldats licenciés, indigents à la charge des paroisses, le rebut de toutes les classes et de tous les métiers. Ce personnel inexpérimenté, peu préparé au travail en commun, le manufacturier avait à l'instruire, à l'entraîner, à le discipliner surtout : il avait à le transformer pour ainsi dire en un mécanisme humain, aussi régulier dans sa marche, aussi précis dans ses mouvements, aussi exactement combiné en vue d'une œuvre unique que le mécanisme de bois et de métal dont il devenait l'auxiliaire [...]. À l'intérieur de la fabrique, chacun a sa place marquée, sa tâche étroitement délimitée et toujours la même ; chacun doit travailler régulièrement et sans arrêt, sous l'œil du contremaître qui le force à l'obéissance par la menace de l'amende ou du renvoi, parfois même par une contrainte plus brutale<sup>1</sup>. » Les ouvriers sont « soumis à un règlement inflexible, entraînés comme un rouage, dans le mouvement impitoyable d'un mécanisme sans âme. Entrer dans une fabrique, c'était comme entrer dans une caserne ou une prison<sup>2</sup> ».

1. Paul Mantoux, *La Révolution industrielle au XVIII<sup>e</sup> siècle*, thèse, 1906 ; Génin, 1959, p. 391-392.

2. *Ibid.*, p. 430.

Le travail des ouvriers est régulé par des règlements dont Michel Foucault, dans *Surveiller et punir*, s'est fait l'analyste. Foucault décrit l'avènement d'une humanité disciplinée, c'est-à-dire qui a intériorisé la norme après avoir été soumise à une « procédure d'objectivation et d'assujettissement<sup>1</sup> ».

La révolution industrielle est donc le laboratoire d'une forme d'organisation sociale fondée sur l'enrégimentement et le contrôle des populations, à l'échelon des entreprises, « véritables États industriels », mais aussi à l'échelle des États. Le XIX<sup>e</sup> siècle industriel voit la naissance et le perfectionnement des techniques de contrôle policier des populations, dans un contexte de fortes mutations sociales et d'importantes migrations. C'est au XIX<sup>e</sup> siècle que s'impose l'idée que les classes laborieuses sont des classes dangereuses<sup>2</sup>. Louis Chevalier a bien montré à quel point les élites sociales de la monarchie de Juillet sont travaillées par un imaginaire de la peur, une représentation anxiogène de l'invasion des villes par des masses déracinées, vouées à la promiscuité, à la pauvreté et à une criminalité galopante.

Au XIX<sup>e</sup> siècle naissent les techniques de l'identité judiciaire moderne : la dactyloscopie, employée par la police anglaise depuis 1877, puis l'anthropométrie judiciaire élaborée à la Préfecture de police de Paris par Alphonse Bertillon (1853-1914) depuis 1882. Le « bertillonage » consiste à relever 14 mesures sur un corps humain pour en établir le signalement individuel certain. Les polices d'Europe feront le meilleur usage de ces techniques de renseignement, d'identification et de contrôle des populations. Bertillon, qui a aussi écrit des

1. Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, « Tel », p. 225.

2. Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Paris, Plon, 1958.

essais d'ethnologie raciste, est un des maîtres des techniques policières utilisées plus tard par des polices politiques comme le SD de la SS ou la PIDE de Salazar, au Portugal. Entre Bertillon et Cesare Lombroso, auteur de *L'Homme criminel* (1876), il existe une affinité intellectuelle. En arrière-plan des techniques de fichage, il y a une naturalisation, une biologisation du délit ou du crime, censés être liés à une idiosyncrasie, à une physiologie particulière. La justice de responsabilité individuelle fondée par la Révolution française et par le droit français devient ainsi une police de la sûreté sociale, chargée de traquer les éléments déviants et dangereux, reconnaissables à leurs caractères physiques. L'idée d'une nécessité biologique de la déviance et du crime s'impose peu à peu dans un contexte fortement social-darwiniste, qui conduit à préférer une police préventive à une justice responsive. Parallèlement, et en synergie avec ces phénomènes, se développent, avec les progrès de la médecine épidémiologique, les politiques sanitaires de contrôle et de filtrage des populations et de leurs flux.

Les ouvriers, dans ce monde de machines, deviennent, note Mantoux, « des rouages parmi les rouages », mus par le capital, « entraîné par sa loi propre qui est celle du profit, et qui le pousse à produire sans cesse pour s'accroître sans cesse ». La révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle obéit ainsi à la logique cumulative d'une rationalité calculante dont Martin Heidegger, dans les années 1930, a dévoilé la nature.

L'industrie requiert une abondante main-d'œuvre, issue d'un exode rural massif. Dans le même temps, la démographie européenne explose : la population de l'Atlantique aux frontières russes double, de 200 à 400 millions, entre 1800 et 1914, malgré une forte émigration et le départ de plus de 60 millions d'Européens vers le Nouveau Monde et les colonies. Le XIX<sup>e</sup> siècle voit un bouleversement, sans précédent depuis les XII<sup>e</sup> et

xiii<sup>e</sup> siècles, de la répartition géographique des populations européennes. Une impressionnante urbanisation concentre les populations dans des villes toujours plus denses et nombreuses. On pourrait multiplier les chiffres de cette explosion urbaine : on retiendra qu'en 1800 le continent totalise 23 villes de plus de 100 000 habitants. En 1900, il en compte 136. La part relative de la population urbaine augmente sans discontinuer, selon des rythmes nationaux certes différenciés mais qui tous suivent le même trend : la Grande-Bretagne, pionnière là encore, est urbaine à 90 % dès 1914, ainsi que la Belgique, à 80 %, suivies par l'Italie et l'Allemagne, à 60 %. La France attendra le recensement de 1931 pour révéler une population urbaine supérieure à la population rurale, mais elle est déjà urbanisée à 45 % en 1914.

La ville tend donc à devenir le cadre de vie de la majorité des Européens de l'Ouest. Lieu de promiscuité, de confrontation des classes, d'expression des inventivités et des désespoirs sociaux, la ville devient un objet à part entière des sciences sociales naissantes. Le sociologue Georg Simmel lui consacre en 1903 une monographie fameuse, tandis que les observateurs attentifs de la comédie humaine, de Balzac à Alfred Döblin, y plantent l'action de leurs romans. Quant aux expressionnistes allemands, leur représentation du milieu urbain, faite de violence mécanique, d'éblouissements électriques, de clochards ravagés et de tapin sordide, préfigure ce que Céline écrira à partir de 1931 sur New York ou sur le Paris de son enfance. Simmel, dans *Les Grandes Villes et la vie de l'esprit*, voit dans les concentrations urbaines contemporaines le creuset d'un nouvel *ethos*, celui, solitaire et désenchanté, de la rationalisation calculante : arrachés à une vie rurale où l'affectivité et l'émotion ont une grande place, les citadins objectivent les autres individus et se savent eux-mêmes objectivés dans un mode de relation marqué par la quantification et l'intéresse-

ment. Cet univers « d'une dureté impitoyable » ouvre un large espace au désir de lien et à la nostalgie d'une communauté traditionnelle perçue comme moins artificielle. Fondatrice, son étude sur la ville contemporaine pose des jalons intellectuels que développeront les travaux de Max Weber, Norbert Elias et Martin Heidegger.

Les cadres culturels et sociaux de la vie quotidienne sont donc bouleversés pour la majorité de la population européenne au XIX<sup>e</sup> siècle. Le moderniste François Furet développe une conception longue de la Révolution française, qu'il fait débiter vers 1750 et s'achever vers 1880. Quant au médiéviste Jacques Le Goff, il fait cesser son « long Moyen Âge » au XIX<sup>e</sup> siècle, où prennent fin un lieu et un habitus de vie multiséculaire, celui qui, dans la longue durée de l'économie rurale, s'était borné aux frontières de la famille et de la paroisse, avec ce qu'elles impliquaient de consanguinité culturelle : la transmission de valeurs traditionnelles et de savoirs fondamentaux liés au cycle des corps et des saisons ; le recours superstitieux, magique, à la foi. Cette étroitesse de l'horizon intellectuel s'accompagnait de solidarités traditionnelles que le mode de vie industriel et urbain vont faire cesser, nourrissant jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, mais aussi au-delà, et dans des contextes politiques très divers, des nostalgies ruralistes et agraristes vantant les mérites de la vie saine sur une terre qui, elle, ne ment pas (*Blut und Boden nazi*, agrarisme vichyssois), ou le rapport immédiat et non aliéné à la nature et à la communauté solidaire (utopies rurales postérieures à 1968).

Les solidarités traditionnelles de la famille, du village et de la paroisse s'estompent avec l'exode rural et l'urbanisation, ou la concentration sur de grands sites industriels. Le XIX<sup>e</sup> siècle a plongé des populations nombreuses dans une misère inouïe, aggravée par la violence des rapports sociaux et l'objectivation de l'humain opérée par le capitalisme contemporain. Le 10 mars 1906,

la catastrophe de Courrières – un coup de grisou qui entraîne la mort de plus d'un millier de mineurs – montre la valeur toute relative de la vie humaine, du « facteur travail », face au facteur capital : pour ne pas menacer les filons de charbon, les ingénieurs et les actionnaires décident de faire cesser les recherches et de fermer les puits pour étouffer l'incendie souterrain trois jours seulement après l'explosion. Or, vingt jours plus tard, 13 emmurés vivants parviennent à sortir des puits, puis un 14<sup>e</sup> quatre jours plus tard : des mineurs ont donc été abandonnés au fond, et il est probable que des dizaines, voire des centaines d'hommes y sont morts alors qu'ils auraient pu être sauvés. Dans le journal *L'Humanité*, Jean Jaurès s'interroge :

« Serait-il vrai que, par une funeste erreur, ceux qui dirigeaient les sauvetages, croyant qu'il n'y avait plus en effet d'existence humaine à sauver, se sont préoccupés plus de la mine que des hommes ? »

L'émotion publique suscitée par cette horreur provoque grèves, manifestations et émeutes puis, quelques mois plus tard, la création du ministère du Travail, l'instauration du repos hebdomadaire et la reprise des travaux pour l'élaboration du Code du travail, qui sera achevé en 1910.

Émile Zola s'est fait l'observateur attentif et indigné de ces phénomènes. Son portrait de la misère ouvrière dans *Germinal* repose, comme toujours chez lui, sur un travail préparatoire d'enquête fort nourri consigné sur des carnets qui ont reçu la consécration d'une publication en « Terre humaine », fameuse collection d'ethnologie. Zola ne fait que corroborer, à la fin du siècle, ce que constatait le médecin Louis René Villermé dans son célèbre *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie* (1840), qui fut, par l'émotion que provoqua son rapport, à l'origine de la loi de 1841 réglementant le



travail des enfants dans les manufactures. Les réactions que provoqua cette proposition de loi sont révélatrices du consensus qui règne au XIX<sup>e</sup> siècle autour d'une conception libérale de l'État<sup>1</sup>. Le simple fait de réglementer le travail des enfants en fixant l'âge minimum à 8 ans et le volume horaire journalier maximum à 8 heures indigna le pair de France Gay-Lussac qui, tonnant contre la loi du 22 mars 1841, exprima la peur libérale, tocquevillienne, devant l'intervention de l'État :

« Le patron est maître dans sa manufacture. Son établissement [...] est un sanctuaire aussi sacré que la maison paternelle et ne peut être violé que dans des circonstances extraordinaires. »

Le libéralisme français contemporain, de fait fortement tempéré par une conception malgré tout colbertiste et gaullienne de l'intervention de l'État, ne donne qu'une faible image de ce qu'il fut au XIX<sup>e</sup> siècle, soit, selon le mot fameux de Jaurès, « la liberté du renard libre dans le poulailler libre ».

L'État du XIX<sup>e</sup> siècle est résolument libéral : on parle d'État-gendarme, car il se limite aux fonctions de sécurité aux frontières et d'ordre à l'intérieur, ou de *minarchisme*, car les prérogatives et les intrusions du pouvoir (*arkhè*) doivent être réduits au minimum. Les économistes et les théoriciens de l'État sont majoritairement acquis à la conception de l'État prônée par Gay-Lussac : laissez faire les individus, laissez passer les marchandises. De cet affairement d'individus, résolument calculateurs et égoïstes, sortira le bien commun, grâce à cette main invisible imaginée par Adam Smith qui, telle la dextre bienveillante et providentielle du Créateur, fait converger les intérêts privés vers le bien public.

1. François Ewald, *Histoire de l'État-providence*, Paris, Grasset, 1986 ; rééd. Le Livre de poche, 1996.

Cette confiance libérale en la bienveillante émergence de la richesse trouve ses dernières conséquences théoriques dans le darwinisme social qui, au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, allait sous-tendre la politique sociale de certains États qui nous occupent ici. Le darwinisme social consiste, malgré et contre Darwin lui-même, qui avait pensé et construit ses concepts pour lire et comprendre la nature, et non la culture, à transposer les notions de « sélection », de « lutte pour la vie » et de « survie du meilleur » du monde animal au monde social. Pour des théoriciens comme Francis Galton, Herbert Spencer et, en France, Clémence Royer, la société est un biotope où survivent les meilleurs, les mieux dotés en force physique et intellectuelle. Sont appelés à périr les moins adaptés. Dès lors, l'État qui mettrait en place une politique de charité publique, de solidarité nationale ou d'aides sociales commettrait une grave faute : il encouragerait la survie inutile d'éléments promis à une mort nécessaire. Une politique fiscale redistributive, un système d'assurances sociales auraient pour effet d'encombrer la société par des poids morts : l'État aurait un rôle contre-sélectif au lieu de permettre la saine sélection et la bénéfique élimination des inaptes.

Il faudra attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte de traumatisme où l'on imputait grandement la crise des démocraties, le succès des fascismes et leurs conséquences à la crise de 1929 et à l'impuissance des États libéraux face à la récession, pour que les États assument un rôle d'édification des solidarités nationales et de redistribution des richesses qui va contribuer à assurer à l'Europe occidentale une période inédite de bien-être matériel et de paix civile. Le Rapport Beveridge (1942), la Charte du CNR (1944) et la création de la Sécurité sociale, ainsi que le consensus keynésien allaient inaugurer un nouveau type d'État qui ne serait remis en cause qu'à la fin des années 1970.

Le bouleversement culturel et social induit par la révolution industrielle a été observé et étudié par les sociologues, praticiens d'une nouvelle science apparue à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Émile Durkheim a ainsi consacré une grande partie de son œuvre à définir les sociétés modernes par rapport aux sociétés traditionnelles : d'un côté, une faible division du travail et une solidarité inter-individuelle forte, à tel point que la notion même d'individu, dans un contexte social volontiers holistique, est sujette à caution ; de l'autre, la rupture du lien social et des solidarités traditionnelles qui aboutit à l'augmentation du nombre de comportements anoniques. Son étude sur *Le Suicide* (1897) corrèle la forte augmentation de ce fait social à la déliaison qui affecte le statut des individus auxquels « la société n'est pas assez présente ». Contemporain de Durkheim, le sociologue allemand Ferdinand Tönnies a convoqué, pour les opposer, les deux notions de *Gemeinschaft* et de *Gesellschaft* qui lui semblent adéquatement décrire le passage d'une forme d'organisation sociale à une autre : la société pré-révolutionnaire et pré-industrielle était la communauté (*Gemeinschaft*) présentée et perçue comme naturelle, héritée, et fortement holistique. Dans cette communauté de la famille et de la paroisse, l'appartenance est dictée par la naissance, non par le libre-arbitre, et le tout communautaire confère existence, sens et statut à la partie (le membre). Les membres de la communauté sont liés par un fort sentiment d'appartenance et de solidarité. La *Gesellschaft* est, à l'opposé, cette forme d'organisation contractuelle à laquelle les individus déliés, affranchis des appartenances traditionnelles du village et du clan, adhèrent en toute liberté et volonté. Son fondement théorique est le *Contrat social* de Rousseau, et son expression géographique et sociale est la ville contemporaine. Autant la communauté était ressentie comme naturelle et

pérenne, autant la société est perçue comme essentiellement fragile et sujette à l'étiollement.

Face à cette carence de l'État, face à cette absence d'État social, l'initiative de l'aide revient à des individus privés. Certains patrons philanthropes développent une politique sociale interne à leur entreprise. L'Église encourage la charité, acte privé, libre et pieux qui s'exprime par l'aumône – par opposition à la solidarité, qui relève d'une organisation publique, obligatoire et politique fondée sur l'impôt et la redistribution fiscale. Le pape Léon XIII publie une encyclique fameuse, *Rerum novarum* (1891), qui condamne tout uniment le capitalisme égoïste et le socialisme subversif, et qui propose comme remède aux maux sociaux du temps la charité, vertu évangélique déduite de la fraternité de tous les enfants du Christ. Nous serons amenés à parler plus longuement de cette encyclique et du catholicisme social auquel elle a donné naissance. L'armée du salut, quant à elle, est fondée en 1865 par un pasteur protestant anglais, William Booth, consterné par les conditions de vie de la population ouvrière du quartier londonien d'East End, ainsi que par la déchristianisation avancée liée à la rupture de lien avec toute paroisse. Cette organisation, qui se veut militaire, disciplinée et exemplaire, adopte pour devise le célèbre « Soup, Soap, Salvation ».

Dans ces conditions, il n'existe pas, dans ce XIX<sup>e</sup> siècle européen tant marqué par les insurrections et les révolutions, d'adhésion à un contrat social ressenti comme juste. L'adhésion faisant défaut, l'ordre social règne parfois comme à Varsovie : il repose sur la contrainte. L'espace social n'est pas conçu ni perçu comme pacifié, mais comme le lieu d'une guerre qui se déroule entre bénéficiaires de la révolution industrielle et victimes de l'oppression économique. Au XIX<sup>e</sup> siècle, en l'absence de troupes de police spécialisées dans la manifestation

et l'émeute (en France, les pelotons de la Gendarmerie mobile sont créés en 1921, et les CRS – qui appartiennent à la police nationale – en 1944), en l'absence, également, de droit de réunion, ce sont les troupes de ligne qui sont envoyées au contact des manifestants, comme à Fourmies, le 1<sup>er</sup> mai 1891, quand l'infanterie française ouvre le feu sur des mineurs qui manifestaient pour une amélioration de leurs conditions de travail et de vie, tuant 9 personnes.

Le lien social est donc lesté d'une forte conflictualité, qui s'exprime plus qu'à son tour par une bellicosité ouverte, confinant parfois à la guerre civile, comme lors des événements du Printemps des peuples, suivis par une dure répression, en 1848-1849, ou lors de la reconquête de Paris par les troupes de Versailles contre la Commune, en mars 1871, qui fait, selon les estimations les plus récentes, la bagatelle de 10 000 morts.

En Allemagne, l'empereur Guillaume II stigmatise dans ses discours et toasts les « ennemis intérieurs » sociaux-démocrates et, lors du serment d'une promotion de cadets, se livre en 1891 à cette petite explication de texte :

« Vous m'avez juré fidélité et cela – enfants de ma garde – signifie que vous êtes désormais mes soldats et que vous m'êtes voués corps et âme ; il n'existe désormais pour vous qu'un ennemi, le mien. En ces temps d'émotions socialistes, il pourra se produire, ce qu'à Dieu ne plaise, que je vous ordonne de tirer sur vos propres parents, frères, voire pères et mères. Vous devrez alors obéir sans réticence aucune<sup>1</sup>. »

C'est dans ce contexte historique que Karl Marx a formulé une lecture de l'histoire en termes de matérialisme dialectique et de lutte des classes. Le terme de

1. « Rekrutenvereidigung in Potsdam (23. November 1891) », in Ernst Johann, *Reden des Kaisers*, Munich, DTV, 1966, p. 56.

« lutte » est à prendre ici au sens premier de conflit, de guerre civile entre oppresseurs et opprimés. Dans tous leurs textes, Marx et Engels dévoilent l'hypocrisie d'un État prétendument neutre et impartial. L'État, écrivent-ils dans *L'Idéologie allemande*, est le représentant fictif d'une communauté illusoire. Il n'est pas le garant d'un intérêt général, par ailleurs inexistant, mais un outil de domination aux mains des dominants. Ces derniers possèdent tout : capital, instruments de production, loisir de la création intellectuelle et de la production idéologique, ainsi que l'État, appareil répressif qui assure l'ordre nécessaire à la vie quiète des possédants et à leur parasitique prospérité. La critique de cette première mystification conduit à dénoncer l'illusion de la nation et des guerres internationales. Il n'y a pas, pour Marx, de guerre entre nations car ces dernières sont des communautés inventées, construites par des bourgeois soucieux de forger un lien artificiel avec le prolétariat en recourant à un ennemi fantasmé. La véritable entr'appartenance est transnationale : elle unit les bourgeois du monde, alliés objectifs dans leur entreprise d'oppression et d'enrichissement, à laquelle, d'ailleurs, contribue la guerre ; elle unit les prolétaires, victimes de l'oppression et de l'illusion nationale. L'appel célèbre à leur union intellectuelle et institutionnelle qui conclut le *Manifeste du Parti communiste* procède de cette analyse dialectique et critique du fait social contemporain. Face au pouvoir du capital, à la domination économique, politique, idéologique des possédants, il convient d'organiser la résistance et la contre-attaque des opprimés. De son vivant, Marx assiste au développement de différents partis communistes nationaux, et s'investit activement dans le projet d'une Internationale socialiste, qui voit le jour en 1864.

### 3. L'AVENIR DE LA SCIENCE : LA RAISON ET SES DOUBLES

Le XIX<sup>e</sup> siècle est fortement structuré par un rapport au temps que l'on pourrait qualifier de téléologie du progrès. Cette conception optimiste du devenir existe depuis la Renaissance : elle s'est affrontée à la conception médiévale, volontiers décadentiste et pessimiste, puis au culte des Anciens lors de la querelle des Anciens et des Modernes, au XVII<sup>e</sup> siècle. Il y aurait beaucoup à écrire sur ces débats où se joue l'optimisme ou le pessimisme : d'un côté, le temps conçu comme déliquescence, perte, épuisement, étiolement ; de l'autre, le temps vécu, goûté, célébré comme lieu du renforcement, de l'accroissement, de l'enrichissement. Le XVIII<sup>e</sup> siècle, celui des Lumières, a offert à l'action des hommes un récit qui présentait le temps non comme un dépérissement, mais comme une amélioration. L'optimisme a été chanté par Voltaire, exposé par Condorcet et théorisé par Kant : *Le Mondain* (1736), le *Tableau des progrès de l'esprit humain* (1792) et l'*Idée d'une histoire universelle du point de vue cosmopolitique* (1786) ont donné à voir et à lire une histoire rassurante. Le temps achemine l'humanité vers plus de lucidité, de savoir et de bien-être. La ligne du devenir est résolument orientée vers le mieux, des tréfonds d'un Moyen Âge affligé de tous les obscurantismes vers cette eschatologie du Bien et du Juste que promet le développement nécessaire de la raison.

L'histoire n'est plus seulement un récit, c'est une épopée, ce n'est plus une chronique ou une narration, c'est une herméneutique. Différentes eschatologies se développent au XIX<sup>e</sup> siècle, sur le patron et sur l'impulsion de ce qui avait déjà été esquissé par Kant et Condorcet au XVIII<sup>e</sup> siècle : l'eschatologie de la liberté de l'Esprit chez

Hegel, de la Justice chez Marx, des Lumières et du bien-être chez Comte et Hugo.

Il est stupéfiant de constater à quel point le XIX<sup>e</sup> siècle est un siècle de foi eschatologique. Il nous faut nous attarder ici sur Hegel et Marx, d'un côté, sur Comte et Hugo, de l'autre.

Hegel est, depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, un massif saillant dans la pensée occidentale. Dès qu'il s'agira de penser le devenir et l'action des hommes, tous s'affronteront à lui, pour le contester ou pour l'approuver bruyamment : il est impossible de comprendre Marx et Lénine, d'une part, Chamberlain, Rosenberg et Hitler, de l'autre, sans savoir à quel soutènement ils s'adossent ou s'affrontent. Tout le monde a tenté de lire, de comprendre, de développer ou de contester Hegel.

Hegel a fasciné ses contemporains, puis la postérité, par sa volonté de réconcilier la raison et le temps, la pensée et le devenir, la pérennité et le passage. La dialectique du mouvement et du devenir qu'il substitue à la logique aristotélicienne de la fixité permet de penser la coexistence des contraires dans le devenir. Soucieux qu'il était de penser la totalité du réel, de ne pas opposer la noblesse de la philosophie aux *trivia* de l'expérience, Hegel, dans ses *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, a convoqué l'empirique et couché l'histoire de l'art, du droit, de la religion, de la philosophie sur le lit de Procuste de la dialectique ternaire. Au prix de raccourcis et d'écornages nombreux, il a voulu montrer et démontrer que le temps est le lieu où advient la liberté de l'Esprit. L'Esprit s'émancipe de la matière et du corps, il accède à la pure connaissance de lui-même.

Ce qu'il faut retenir et comprendre de Hegel ici, c'est ce legs qui tient en deux mots : totalité et nécessité. Peu importe, au fond, le détail ou même le contenu de la démonstration hégélienne. Ce qui a fasciné, et ce que d'autres vont réitérer avec un esprit de sérieux sans



concession, c'est cette tentative de penser le tout sur le mode du nécessaire, l'idée qu'il existe des lois nécessaires, infrangibles, irréfragables, qui gouvernent le devenir des hommes. Après Hegel, mis sur cette voie par Kant, tous les penseurs du temps et de l'action vont vouloir être les Kepler non plus de la nature, mais de la culture, non des cieux et des étoiles, mais de l'humanité. Ce que les physiciens et les astronomes, depuis Galilée et Copernic, ont fait pour la nature, les philosophes de l'histoire vont vouloir le faire pour la culture en montrant que, aussi vrai qu'il existe une loi de la chute des corps, aussi vrai le devenir humain est-il régi par la nécessité. Cette nécessité du tout, Hegel l'oppose à la contingence des individus. La phrase de Hegel, consignée par ses étudiants dans les notes qui composeront *La Raison dans l'Histoire*, est fameuse :

« Une si grande figure écrase nécessairement mainte fleur innocente, ruine mainte chose sur son passage. »

Hegel parle ici du grand homme, expression de la nécessité d'une époque, qui ne peut pas prendre garde à toutes les plates-bandes qu'il foule. Le XX<sup>e</sup> siècle, armé par les concepts de nécessité et de contingence, de lois de l'histoire et de fin dernière, saura opposer le zéro de l'individu à l'infini de la masse : le marxisme-léninisme et le nazisme, par-delà les postulats et les fins qui les opposent, s'accorderont sur ce point.

Si ces idées vont passer au XX<sup>e</sup> siècle sans encombre, il n'en est pas de même de l'optimisme des Lumières, pourtant soutenu et continué au XIX<sup>e</sup> par l'exposé quiet et rigoureux d'un penseur, Auguste Comte, et par le chant torrentueux, passionné, fervent d'un poète, Victor Hugo.

Auguste Comte partage l'espérance kantienne et expose une certitude tranquille sur le mode ternaire cher à Hegel. Ce mathématicien de formation enterre la foi et

la superstition sans fleurs ni couronnes. Dans son *Cours de philosophie positive*, il enseigne que l'âge métaphysique a succédé à l'âge théologique. Jadis, les hommes expliquaient des événements naturels par des forces surnaturelles, les dieux. Puis ils les ont remplacés par des concepts. Enfin advient, depuis le <sup>xvii</sup>e siècle, l'âge positif, celui de la science, où des effets naturels sont référés à des causes naturelles. La foudre n'est plus due à l'ire de Zeus ou à quelque quiddité chère aux scholastiques, mais à un différentiel de potentiel électrique. On rencontre chez Comte cette tranquille certitude de la nécessité qui souffre aussi peu de contestation que l'apodicticité mathématique : c'est ainsi.

Ce que Comte développe avec calme et rigueur, Victor Hugo le célèbre avec une ardeur stupéfiante. Le lecteur contemporain, conscient des drames du <sup>xx</sup>e siècle, affecté par la fin des récits et trop au fait de la critique des discours pour être dupe, est interloqué et vaguement envieux à la lecture d'un auteur qui fait rimer histoire et espoir. Hugo est habité par une inébranlable mystique de la vie. Cette foi lui donne un souffle et un coffre qui permet à sa voix de résonner, malgré les épreuves personnelles, les deuils familiaux et les exils. Sa voix résonne en 1848, en 1852, en 1878, pour le centenaire de Voltaire, jusqu'à sa mort en 1885. Hugo prêche l'optimisme, la foi en la bonté de l'homme, en la nécessité des Lumières. Il rend un tonitruant hommage à Voltaire, « maudit par le passé, béni par l'avenir », et enseigne la logique des temps :

« Messieurs, le dix-neuvième siècle glorifie le dix-huitième siècle. Le dix-huitième propose, le dix-neuvième conclut. Et ma dernière parole sera la constatation tranquille, mais inflexible, du progrès. »

Dans les temps de gros grain, en 1851 et en 1870, il rappelle que le progrès est comme une navigation, avec

ses angoisses, ses tangages et ses roulis, mais que, si le cap est maintenu, la terre est certaine. Contre la mort apparente, le sens est à la résurrection renouvelée :

« C'est au moment où il semble que les cercueils se ferment qu'il faut affirmer la vie »,

dit-il en 1852. Ce « il faut » obstiné, émouvant, buté a, au XX<sup>e</sup> siècle, de quoi étonner tous ceux qui, face à l'absurde, cherchèrent, comme Camus et Malraux, du sens dans l'amour et dans l'action, ou qui, comme Céline, ricanèrent dans l'ironique et désespérée contemplation du sordide. Le « il faut » de Hugo est un roc. Il faut croire :

« Tel est l'avenir, je le salue. »

Cette eschatologie du bien, du bon et du juste, cette lecture optimiste du temps sera ébranlée au début du XX<sup>e</sup> siècle, non lors de cette naissance calendaire et décimale du 1<sup>er</sup> janvier 1900, mais entre 1914 et 1918.

La foi dans l'homme, dans sa bonté et dans sa destinée manifeste tend à se substituer à la foi dans le fils de l'homme. Le XIX<sup>e</sup> siècle est, avec le XVIII<sup>e</sup>, mais plus massivement et plus profondément encore, celui du désenchantement du monde, du retrait de Dieu. Pour reprendre une terminologie éprouvée, si le Moyen Âge est le temps du dieu omniprésent, si le XVII<sup>e</sup> siècle inaugure un nouveau mode d'être, celui du Dieu caché, *deus absconditus*, premier moteur cher à Descartes, le XIX<sup>e</sup> siècle est, selon le mot de Nietzsche, celui de la mort de Dieu.

Michel Vovelle a pu montrer à quel point la déchristianisation n'attend pas Nietzsche, notamment en France, où elle est perceptible au-delà des élites intellectuelles dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. Le XIX<sup>e</sup> siècle, cependant, donne à voir une désaffection religieuse d'une grande ampleur sociale. Elle est liée à tous les phénomènes sociaux que

nous évoquions plus haut : l'exode rural et l'urbanisation, la disparition des liens et communautés traditionnels.

Elle a été accentuée, dans le cas catholique, par l'attitude de l'Église qui s'est alliée avec tout ce que le siècle comptait de réactions et d'oppressions. L'alliance du trône et de l'autel est au fondement de la Sainte Alliance et des Restaurations de 1815, qui, au sens propre, diabolisent la Révolution et lancent leurs missions de jésuites à la reconquête des ouailles égarées, jouant ainsi comme un second acte de la Contre-Réforme. Au Grand Siècle, siècle des saints, répond celui de la piété sulpicienne, du cléricalisme et du Sacré-Cœur, édifié à Paris en expiation des péchés de la France : *Sacro Cordi Jesu Gallia Poenitens*.

Des brefs de Grégoire XIII et de Pie VII, qui fulminaient une sainte condamnation de 1789 et de la Déclaration des droits de l'homme, au Syllabus du très inspiré Pie IX, qui, en 1864, dresse une liste des idées défendues au chrétien, l'Église est vent debout contre la culture de son temps : un bref *aggiornamento* est tenté par le concilient Léon XIII, avant que Pie X ne claque violemment la porte au nez des exégètes modernistes. Karl Marx a beau jeu de fustiger l'opium du peuple, analgésique dispensé aux humbles pour atténuer leurs souffrances ici-bas en leur faisant miroiter la « propriété foncière sur la lune » dont Freud se gausse : la religion est, au XIX<sup>e</sup> siècle, une illusion pleine d'avenir, couvée par des pouvoirs politiques conservateurs et par des dominants économiques qui ont tout intérêt à ce que leurs ouvriers croient, espèrent et respectent les commandements de l'Ancien Testament. Madeleine Rebérioux remarque qu'une « image forte associe la robe noire du prêtre et la redingote du patron » ou l'uniforme du ministre, comme le chante, sur le ton de la mélopée, Aristide Bruant dans « Le Chant des canuts » (1894) :

« Pour chanter *Veni Creator*, il faut avoir chasuble d'or  
[...] / Pour gouverner il faut avoir, manteau et ruban en sautoir  
[...] / Nous en tissons pour vous Grands de la terre / Mais  
nous, pauvres canuts, sans drap l'on nous enterre. »

La religion protestante n'est pas en reste d'obédience politique et fait, elle aussi, de la théologie la servante de la domination. C'est même une vieille habitude acquise au moment où Luther, lors de la guerre des Paysans de 1525, a clairement dissocié réforme religieuse et rébellion politique, face à Thomas Müntzer, prédicateur apocalyptique et émancipateur, qui appelait au règne de la paix, de l'humilité et de l'égalité sur Terre, et dont, au XIX<sup>e</sup> siècle, Friedrich Engels fera un précurseur de la révolution communiste. Soucieux de préserver le soutien des Princes allemands, Luther, en bon exégète néotestamentaire, a exhumé la phrase de Paul tirée de l'épître aux Romains qui a justifié tant de tyrannies sous des cieux divers : si *nulla potestas nisi a deo*, alors l'autorité politique, bonne ou mauvaise, est voulue par Dieu. Le protestantisme s'accommode donc fort bien de régimes réactionnaires et oppressifs que, plus tard, la théologie de la libération trouvera déplaisants au motif que, après tout, Jésus-Christ, par son message subversif contre le Temple et ses marchands, pourrait bien avoir été de gauche...

Tant d'énergie, pêle-mêle, tout ce que stigmatise le Syllabus, véritable inventaire de la modernité intellectuelle et politique, savoir : le suffrage universel, les droits de l'homme, l'esprit critique, la diffusion des Lumières, l'émancipation des ouvriers, etc., allaient aggraver la pente d'un XIX<sup>e</sup> siècle en pleine sortie du religieux.

Certes, Dieu ne meurt pas tout à fait. Mais quand les croyants demeurent, quand les chaisières chantent l'Hosannah et que l'église ne se vide pas trop, il est permis de douter que l'on croie encore au XIX<sup>e</sup> siècle

comme on croyait au XVI<sup>e</sup> siècle. Le développement de la scolarisation, l'enseignement de faits scientifiques qui, manifestement, contredisent une lecture par trop littérale du Texte sacré et ébrèchent les notions d'infailibilité et de tradition, érodent la croyance et les deux premières vertus théologiques : la foi et l'espérance.

La fin de l'« espérance » sera magistralement résumée par Simone de Beauvoir qui rapporte, dans ses *Mémoires d'une jeune fille rangée*, le moment exact où, adolescente, au début des années 1920, elle perdit sa foi d'enfant :

« Je ressentis dans l'angoisse le vide du ciel [...]. Quel silence ! [...] Je réalisai que j'étais condamnée à mort [...]. Plus que la mort elle-même, je redoutais cette épouvante qui bientôt serait mon lot, et pour toujours<sup>1</sup>. »

Cette « épouvante » a suscité une abondante réflexion sur le thème de l'absurde qui va stimuler et enrichir le patrimoine littéraire et philosophique de l'Europe dans les années 1930 surtout, avec des auteurs comme Camus, Malraux et Céline.

Le désenchantement du religieux, ce retrait de Dieu, garant du sens, c'est-à-dire de la signification et de la direction, va créer un appel d'air auquel les « religions politiques » fasciste, nazie et communiste, comme les régimes autoritaires chrétiens, se proposeront de répondre après la grande catastrophe, absurde et mortelle, de la Première Guerre mondiale.

Le XIX<sup>e</sup> siècle n'est toutefois, pour paraphraser Clemenceau, pas un bloc. Le progrès n'a pas été tout uniment et tout unanimement accepté. Le XIX<sup>e</sup> siècle eut ses Préraphaélites en peinture, il eut ses décadentistes en

1. Simone de Beauvoir, *Mémoires d'une jeune fille rangée*, Paris, Gallimard, « Folio », p. 191-192.

littérature. Il eut aussi ses détracteurs de la raison en philosophie. Le siècle des Lumières et sa consécration révolutionnaire ont constitué un tel ébranlement que la réaction s'est organisée tant au point de vue politique qu'au point de vue intellectuel : à la Sainte Alliance et à la Restauration correspond le romantisme. On s'égare à associer à ce mot l'image d'un poète en pâmoison, taquinant la lyre au bord d'un lac. Le romantisme fut avant tout une réaction philosophique profonde aux Lumières : contre la Raison, il s'est agi de réhabiliter le sentiment. Contre l'universalité du sujet rationnel, l'individualité égotiste du moi. Contre l'universalisme de la Déclaration des droits de l'homme et du Code civil, le particularisme de la nation. Contre la nation du contrat social, celle de la terre et des morts. Au mot de « romantisme », on associera donc non seulement la figure fictive du Werther de Goethe, mais aussi les noms de Fichte, de Chateaubriand, de Joseph de Maistre et, paradoxal comme toujours, celui d'un certain Rousseau, l'auteur des *Confessions* et des *Rêveries*, non celui du *Contrat social*.

Les Lumières avaient théorisé une anthropologie spécifique, contre laquelle se cabre la réaction romantique. Le sujet des Lumières est une monade autonome et dotée par nature, c'est-à-dire par le fait même de sa naissance, de droits dits naturels. Essentiellement plastique et indéfini, l'homme ainsi né n'est rien qu'il ne devienne. Sa nature est de ne pas en avoir : il est radicalement libre de se choisir et de devenir ce que son libre-arbitre, sa raison éclairée, ou bien des contingences extérieures le conduiront à être. Être d'indétermination et de liberté, il n'est assujéti à aucune communauté, mais il se choisit, par la libre adhésion, consentie et éclairée, une société, en contractualisant, en adhérant au contrat social. Exaltante, voire enivrante de liberté, cette situation du sujet moderne est également lourde de déliaison,

mais aussi de déliquescence et d'effondrement des communautés traditionnelles qui ne sont plus fondées à le retenir, moins encore à le définir. Fascisme et nazisme, au <sup>xx</sup>e siècle, n'auront pas de mots assez durs contre cette rupture du lien inaugurée par 1789.

Les deux contradicteurs les plus célèbres des Lumières, les pères fondateurs du romantisme politique, sont l'Allemand Johann Gottlieb Fichte et le Français Joseph de Maistre. Fichte oppose à l'universalité du citoyen et du Code civil, arrivé à Berlin dans les fourgons de l'envahisseur impérial français, la particularité et l'authenticité de l'homme allemand. Fichte reprend l'opposition entre homme (particulier) et citoyen (universel) développée par Rousseau pour faire de l'homme la pierre angulaire de son anthropologie politique : l'homme est semblable à un arbre qui plonge ses racines au fond de sa terre. Une transplantation ou une greffe sont au mieux dangereuses, au pire vouées à l'échec. La métaphore botanique et arboricole connaîtra une fortune particulière, de Fichte au « *Blut und Boden* » nazi, en passant par Maurice Barrès et ses *Déracinés*. Joseph de Maistre, quant à lui, s'insurge contre la rationalité désincarnée des principes révolutionnaires français. Comme Fichte, il réincarne l'homme et écrit, mot fameux et terrible, fondement de presque tout discours contre-révolutionnaire un peu intelligent, qu'il a vu bien des Russes, des Français et des Italiens, mais d'Homme, jamais. Il suggère par là que l'on ne peut fonder des cités qu'en tenant compte des cultures et des héritages particuliers des peuples considérés, et que, si le Code civil, à Dieu ne plaise, convenait au peuple français, on ne pourrait, sur ce seul fondement, l'imposer aux autres peuples de l'Europe. Le particularisme est violemment opposé à l'universalisme et, en prime, Maistre invente un relativisme culturel bien éloigné, dans ses postulats et dans ses fins, de celui de Montaigne.



Ce romantisme politique va nourrir également un autre héritage du XIX<sup>e</sup> siècle : le racisme scientifique<sup>1</sup>. Joseph Arthur de Gobineau et Georges Vacher de Lapouge, auxquels Alfred Rosenberg rend hommage dans le Paris occupé de 1940, sont les deux pères du racisme contemporain. Gobineau participe clairement du romantisme par son goût du typique, de l'exotique, qu'il expose avec talent dans son œuvre d'écrivain. Dans son célèbre *Essai sur l'inégalité des races humaines*, Gobineau vaticine avec mélancolie l'inéluctable disparition des races jadis pures, mélangées désormais. Pure et vigoureuse, la race blanche était aristocratique et fière. Mélangée à des sangs inférieurs, elle a perdu toute conscience d'elle-même et s'achemine vers la médiocrité de l'indifférenciation.

Le XIX<sup>e</sup> siècle classe et distingue avec passion. Les Lumières s'étaient adonnées aux joies de la taxinomie : l'« histoire naturelle » du XVIII<sup>e</sup> siècle, celle de Linné et de Buffon, avait établi des typologies de minéraux, de végétaux et d'animaux. Le siècle suivant poursuit l'œuvre discrète et sérieuse avec les hommes. La raison se retourne contre elle-même et l'acribie taxinomique vient combattre le postulat universaliste de l'unité du genre humain. Les écarts types entre les pigmentations de peau, entre les indices anthropométriques divers que les anthropologues élaborent sont tels que le postulat polygénique s'impose : ces curieux hommes-là ne sont sans doute pas des hommes, ou si mal, ou si peu.

La raison, le rationalisme et l'universalisme des droits de l'homme sont donc loin de faire l'unanimité des esprits au XIX<sup>e</sup> siècle. La prétention de la raison à tout connaître (positivisme), à légiférer pour le genre humain (jusnaturalisme et droits de l'homme) et à dicter les

1. Pierre-André Taguieff, *La Couleur et le Sang. Doctrines racistes à la française*, Paris, Les Mille et une nuits, 1998.

normes du juste et du bon (moralisme kantien) a éveillé doutes et soupçons. Les « philosophies du soupçon » sont de ces dénominations commodes de manuels scolaires qui, une fois l'hypnose du sommaire dissipée, signifient réellement quelque chose : il y a une démarche commune à Marx, à Nietzsche et à Freud. Tous trois soupçonnent la raison de ne pas être ce qu'elle prétend. Marx montre avec force que la Déclaration des droits de l'homme n'avait pour principe et pour fin que l'homme bourgeois ; Nietzsche a suggéré que la pratique socratiko-kantienne de l'analyse et de la dialectique ressortissait non à une exigence universelle, mais aussi à une idiosyncrasie propre à un corps malade, soutenu par une vie faible ; quant à Freud, il a rappelé avec beaucoup d'humour les deux humiliations du sujet humain qui précèdent la psychanalyse : l'homme se croyait au centre de l'univers, Copernic l'a détrompé ; il se croyait au centre de la Terre, Colomb l'a décalé ; il pensait être au centre de lui-même, la découverte du « ça » l'a dessillé. Sans doute faut-il mentionner ici Henri Bergson, dont *L'Évolution créatrice*, parue en 1907, va être brandie en étendard par bien des antipositivistes tout heureux de montrer, Bergson en main, que la raison statique, analytique et lente, était incapable d'épouser et de connaître adéquatement cet élan vital qui est au fondement de toute vie. Si la raison avait été adaptée aux mathématiques et à la physique, elle le serait sans doute moins à ce nouveau continent du savoir que promettait d'être, au xx<sup>e</sup> siècle, la biologie.

Avec Nietzsche et Freud, précédés par Schopenhauer, le corps, immense réservoir de passions, de pulsions et d'énergie, est convoqué comme principe explicatif du comportement et de la création humaine. La raison, faible écume, n'est que la superficie qui émane des profondeurs organiques. Ces auteurs ont contribué à accréditer l'idée que la raison, orgueilleux fondement de l'anthropologie

et de la politique des Lumières, n'est rien face à d'autres forces autrement puissantes. La raison ne peut rien contre l'enracinement d'un individu dans sa terre et ses morts. De même est-elle un bien faible organe face aux énergies du corps : le sang et la chair commandent, l'intelligence obéit. Cette idée, si familière et si chère aux fascismes du XX<sup>e</sup> siècle, est résumée par Maurice Barrès dans *Amor et dolori sacrum* :

« Il faut en rabattre. Nous ne sommes pas les maîtres des pensées qui naissent en nous. Elles ne sont que des façons de réagir où se traduisent de très anciennes dispositions *physiologiques* [...]. Notre raison, cette reine enchaînée, nous oblige à placer nos pas sur les pas de nos prédécesseurs. »

Parler de Barrès nous conduit à évoquer les thèses de l'historien Zeev Sternhell qui, dans plusieurs ouvrages remarqués et parfois accueillis avec fraîcheur, a fait de la France la patrie, et de Barrès le père, du fascisme.

Ce qui importe ici, plus que le débat parfois passionné sur la nationalité du fascisme, est le fait que Sternhell souligne à juste titre que les idéologèmes du fascisme (culte de la violence virile, du chef, haine de la démocratie représentative, exaltation de la solidarité aristocratique face à la faiblesse et à la masse) sont antérieurs à 1914, qu'ils ne sont pas sortis tout armés de la tête de Mussolini et d'Hitler en 1919. Mais il faut être conscient que ces thèmes seraient demeurés silencieux et inaudibles à grande échelle sans l'expérience des tranchées, de la mort de masse et aussi – surtout ? – sans la magnification qui en fut opérée *ex post*. La Première Guerre mondiale apparaît dès lors à la fois comme une expérience fondatrice et comme une catalyse.



## CHAPITRE II

# Orages d'acier : la Grande Guerre

Les historiens de l'époque contemporaine ont considérablement réévalué, depuis 1989, l'année 1914. Avant 1989, la date de 1945 était considérée comme le pivot du siècle : la capitulation du Reich signait la fin des fascismes et la victoire des démocraties libérales à l'Ouest qui allaient affronter, dans un nouveau type de conflit, un bloc compact de puissances communistes à l'Est. Depuis la fin de la guerre froide, l'année 1914 est considérée comme la véritable naissance du temps présent, marqué par la violence des guerres et par les affrontements civilisationnels qui, depuis 1919, ont opposé successivement démocraties et fascismes, Est et Ouest, puis fondamentalismes et libéralismes. La Première Guerre mondiale y a gagné le statut de matrice du monde contemporain.

### 1. MOBILISATION TOTALE, GUERRE TOTALE

La Révolution française a inauguré l'entrée lente, mais inexorable, des masses en politique. Cette continuation de la politique par d'autres moyens qu'est la guerre en a changé de nature.

Un des faits saillants du monde contemporain, qui légitime que l'on fixe son *terminus a quo* en 1789, est la massification du phénomène guerrier, qui occupe une

grande part des réflexions de Clausewitz et de ses commentateurs. Ainsi Raymond Aron note-t-il :

« C'est la participation du peuple aux affaires de l'État qui constitue la cause décisive du caractère impitoyable, hyperbolique, des guerres révolutionnaires, à la différence des guerres en dentelles, menées par les cabinets européens au milieu de l'indifférence populaire » (*Sur Clausewitz*, p. 46).

Depuis l'introduction de la conscription, autre héritage du XIX<sup>e</sup> siècle, la guerre est devenue l'affaire de tous et de chacun, et plus seulement des cabinets, des troupes professionnelles ou des mercenaires, et des victimes. La guerre revêt dès lors un caractère participatif inédit, qui en aggrave l'enjeu : ce qui est en jeu, désormais, c'est la fierté d'un peuple en tant que peuple et non plus les arrondissements territoriaux de quelque monarchie. En outre, à une époque où l'accès au service vaut certificat de virilité et où le port de l'uniforme signifie prestige, courage et abnégation, l'investissement du citoyen ou du sujet mobilisé dans la guerre est proportionné au statut conféré par la qualité de soldat. Comme le note René Girard, spécialiste de la violence et autre grand commentateur de Clausewitz, la guerre contemporaine,

« c'est la rivalité de tous, alors qu'auparavant on était battu par le roi, seul responsable des batailles, ce qui était infiniment moins humiliant et rendait de vraies négociations possibles. Ce sont des peuples qui se sont affrontés et ont cru aux arguments qu'on leur avançait pour les convaincre de partir en chantant<sup>1</sup> ».

Dès lors, il est possible de s'expliquer le mécanisme clausewitzien de la « montée aux extrêmes » : l'investissement affectif dans l'action guerrière est tel que tout

1. René Girard, *Achever Clausewitz*, Paris, Carnets Nord, 2007, p. 242.

recul devient difficile. Le niveau de violence progresse ainsi par paliers, bloqués par un effet de cliquet entraînant un phénomène de radicalisation cumulative qui a culminé dans les grandes batailles de destruction de la Première Guerre mondiale, en attendant les bombardements en nappes, puis nucléaires, de la Seconde.

La Grande Guerre a été une guerre de masse. Elle a représenté, pour 66 millions de mobilisés, une expérience de la violence quotidienne, de la misère, de la dérégulation et de la mort de masse. On comprend mal ces chiffres vertigineux auxquels, depuis 1914, le <sup>xx</sup>e siècle nous a accoutumés. Dans leur excellent *14-18. Retrouver la guerre*, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker proposent de ramener ce chiffre de 10 millions de morts à des ratios quotidiens. En moyenne, calculent-ils, pendant plus de quatre ans, ce sont plus de 1 300 soldats français qui périssent de mort violente, ainsi que 1 800 soldats allemands, sans compter les Britanniques, les Canadiens, les Australiens, les Russes, les Autrichiens...

La Grande Guerre fut en outre une guerre d'appareils industriels : Foch réclamait 100 000 obus par jour pour Verdun. Il fallait une logistique de production et d'approvisionnement exceptionnelle pour fabriquer et acheminer canons, fusils, mortiers, munitions, uniformes et nourriture aux combattants du front. Cette débauche de matériel, et le lien organique entre l'arrière qui produit et le front qui consomme, ont été décrits par Ernst Jünger, dans plusieurs textes, dont, ici, son roman *Feu et sang* :

« Voilà ce qu'est le matériel. Devant le regard surgissent de vastes régions industrielles avec les chevalements des puits de charbon et l'éclat nocturne des hauts-fourneaux – salles des machines avec courroies de transmission et volants étincelants, imposantes gares de marchandises avec leurs voies ferrées scintillantes [...]. C'est là qu'on l'assemble et qu'on le forge selon les phases de travail

méticuleusement réglées d'une gigantesque production, et ensuite il roule jusqu'au front sur les grandes voies de communication, comme une somme de performances et d'énergie emmagasinée qui se déchaîne contre l'homme de manière dévastatrice. La bataille est un terrible affrontement entre industries et la victoire le succès du concurrent qui a su travailler plus vite et plus brutalement. »

Cette vaste débauche de matériel entraîne des destructions profondes et vastes dans des régions labourées par le pilonnage de l'artillerie. L'action du combattant, son angoisse et sa confrontation avec la mort se déroulent dans les paysages lunaires du no man's land labourés par les obus, parsemés de cratères où coexistent, comme souvent dans les tranchées, la boue, l'eau croupie, les déjections, les morts et les rats.

L'expérience par excellence du « matériel » et de ce que l'on appelle vite la « bataille de matériel », la *Materialschlacht* qui supprime la bataille des hommes, est le déluge d'obus des préparations d'artillerie, ces « orages d'acier » qui durent de longues heures ou de longues journées, labourant les sols, ébouyant les tranchées et ébranlant les casemates, abris fragiles où les états tremblent et laissent filtrer la terre par pelletées entières, rendant les hommes fous d'angoisse face au possible ensevelissement et à ce bruit constant d'une balistique obsédante, répétitive, obstinée. Les hommes qui craquent et les nerfs qui lâchent, les crises de panique caractéristiques de cette pathologie nouvelle qu'est l'obusite (*shell shock*, *Kriegsneurose*) sont décrits par toute la littérature de guerre et filmés avec talent par Lewis Milestone dans son adaptation du chef-d'œuvre de Remarque, *À l'Ouest rien de nouveau* (1930).

La Grande Guerre inaugure ainsi une indifférenciation croissante entre le front et l'arrière : la distinction entre civils et militaires s'estompe en raison non seule-



ment de la mobilisation économique, mais également des types d'armes et des tactiques utilisés. L'usage des gaz de combat à partir de 1915 ne permet pas de diriger avec précision une nappe de gaz vers un objectif strictement militaire : une fois les jarres ouvertes, c'est le vent qui sème la mort et la dévastation où il veut, provoquant chez militaires, animaux et civils une désolation décrite par André Malraux dans un passage saisissant des *Noyers de l'Altenburg*. Par ailleurs, la pratique du bombardement ne vise pas seulement les tranchées adverses : pilonner les villes de l'ennemi n'est plus seulement une pratique exceptionnelle de siège, mais un usage qui tend à devenir commun, comme en témoignent les efforts balistiques des Allemands contre Paris. Enfin, la peur des francs-tireurs de la guerre de 1870 conduit l'état-major allemand à faire exercer des représailles drastiques contre la population civile de Belgique et du nord de la France au moindre soupçon de port d'arme : aux yeux des stratèges et officiers, comme pour la troupe, inquiète, la distinction entre civil et militaire et les normes subséquentes censées régir l'usage létal de la force n'ont plus rien d'évident.

Tout cela amène les contemporains, acteurs et observateurs, à parler de « mobilisation totale », concept nouveau qui désigne un au-delà de la conscription : ce n'est pas seulement la totalité des hommes valides qui est appelée à combattre, mais aussi, du moins indirectement, le reste de la population. La Grande Guerre a été l'affrontement, quatre ans durant, d'industries de guerre servies et alimentées par le travail de l'arrière. Comme l'observe Ernst Jünger dans un texte de 1930, *La Mobilisation totale*, « toute existence est convertie en énergie » destinée à alimenter la machine de guerre, métaphore qui exprime à la fois l'implacable consécration des actes et la nécessaire solidarité des éléments :

« Il n'y a plus aucune activité [...] qui ne soit une production destinée, à tout le moins indirectement, à l'effort de guerre. » Dès lors, « à côté des armées qui s'affrontent sur un champ de bataille, des armées d'un genre nouveau surgissent : l'armée chargée des communications, celle qui a la responsabilité du ravitaillement, celle qui prend en charge l'industrie d'équipement – l'armée du travail en général ». L'engagement de cette armée implique une « réquisition radicale » de la société, qui « nécessite qu'on réorganise dans cette perspective jusqu'au marché le plus intérieur et jusqu'au nerf d'activité le plus ténu ; et c'est la tâche de la mobilisation totale [...]. Elle branche le réseau de la vie moderne, déjà complexe et considérablement ramifié à travers de multiples connexions, sur cette ligne à haute tension qu'est l'activité militaire ».

Jünger observe que l'État a été amené à sortir des étroites bornes dans lesquelles le libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle enfermait son activité. L'avènement de la mobilisation de masse, de la guerre industrielle a entraîné pour l'État-gendarme une inflation de son rôle et de ses prérogatives. Jünger observe que les « énergiques programmes d'équipement » militaro-industriel pilotés par les États pendant les années de guerre ont transformé les pays belligérants « en gigantesques usines produisant des armées à la chaîne afin d'être en mesure, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de les envoyer au front où un processus sanglant de consommation, là encore complètement mécanisé, jouait le rôle de marché ».

Ce qui est descriptif chez Ernst Jünger prendra un caractère prescriptif chez d'autres auteurs qui ont étudié ce que l'on nomme dès 1916 la « guerre totale », affrontement de deux sociétés plus que de deux armées. Erich Ludendorff, chef-adjoint de l'état-major allemand, publiera ainsi en 1936 une *Guerre totale* où il tire les conséquences de ce qu'il a vu et vécu : la Grande Guerre a inauguré un nouveau type de conflit qui exige

un nouveau type d'État où la société et le pouvoir civils sont entièrement subordonnés aux impératifs militaires. Si c'est l'honneur de la politique que d'assurer la sécurité et la survie d'une cité, alors il faut faire advenir une nouvelle race d'hommes en reformulant le contrat social qui les lie et les régit.

Les implications de l'expérience de 1914 sont donc nombreuses et profondes : les termes de « masse » et de « totalité » sont des concepts cardinaux convoqués par les analystes contemporains du fait guerrier. De la « mobilisation totale » en vigueur dans cette « guerre totale », on passe aisément à la notion d'« État total ».

## 2. L'EXPÉRIENCE DE LA VIOLENCE ET DE LA MORT DE MASSE

Au-delà de l'aspect quantitatif et des chiffres déjà cités, il convient de s'intéresser à l'aspect qualitatif de cette mort de masse. Pendant quatre ans, des dizaines de millions d'hommes vont être confrontés à la mort quotidienne. Pour reprendre un terme forgé par George L. Mosse, ils vont être brutalisés au double sens du terme : affectés dans leur psyché et frappés dans leur corps, mais aussi transformés en brutes, en êtres violents, enjoins de tuer par un État qui leur aura délégué, pour reprendre le mot de Max Weber, le monopole de la violence physique légitime. La violence, pendant plus de quatre ans, n'est plus bannie ou proscrite, mais valorisée et encouragée.

La Grande Guerre a connu, selon Audoin-Rouzeau et Becker, une « nouvelle intensité du feu » et un « franchissement des seuils de violence ». La moitié des 70 millions de mobilisés a été atteinte dans sa chair, soit par la mort, soit par des blessures dont la gravité est proportionnelle aux progrès de l'armement : mitrailleuses, mortiers, canons à gros calibres, et ces shrapnels, qui

projettent balles, boulons et éclats divers en explosant. Ernst Jünger décrit ainsi, dans *Feu et sang*, les effets d'un obus :

« Après un gargouillement infernal, l'obus explose, foudroyant, volcanique, assourdissant, au point que chacun a le sentiment d'avoir été atteint [...]. L'entonnoir est rempli comme un cratère d'un épais nuage d'un blanc laiteux. Une harde de silhouettes fantomatiques grimpe aux parois abruptes [...]. Mais qu'est-ce qui s'agite tout en bas, lourd et confus dans ce brasier rougeâtre, comme essayant de s'enfuir et restant cloué au sol par une force infernale ? Cet enchevêtrement de corps qui se tordent comme des amphibiens dans un lac en ébullition, comme les damnés dans une vision dantesque ? [...] Ce sont les grands blessés. Et maintenant, maintenant seulement, après deux secondes d'éternité, ils semblent comprendre ce qui s'est passé. Un effroyable hurlement éclate à plusieurs voix, rauque et strident, traînant et entrecoupé, une révolte à cent voix issue d'une même horreur. Pas de paroles, rien que des sons, mais de ces sons qui précèdent toute parole et qui bondissent comme des bêtes fauves à travers les barreaux qui nous séparent de l'abîme<sup>1</sup>. »

Cette violence a fait l'objet d'une adhésion, d'un consentement construit par une « culture de guerre ». La Grande Guerre a été le théâtre d'une large mobilisation des esprits, une mobilisation culturelle qui a emprunté tous les vecteurs de diffusion possibles, du discours politique à l'éditorial, en passant par l'affiche et le jeu de l'oie. L'historial de Péronne, pensé par les historiens suscités et leur équipe, exhibe quantité de ces supports : jeux de cartes, assiettes, traités divers, affiches...

Les intellectuels ont grandement contribué à cette mobilisation culturelle, en prêtant le crédit de leur nom et de leur réputation à la construction, cardinale pour une

1. Ernst Jünger, *Feu et sang*, *op. cit.*, p. 64-65.

culture de guerre, d'une figure de l'ennemi suffisamment répulsive et terrifiante pour susciter l'ardeur au combat et le stoïcisme du front comme de l'arrière. La Grande Guerre a marqué, en attendant pire, un acmé dans la disqualification de l'ennemi, tout à la fois bestialisé, barbarisé et diabolisé. Les discours comme l'iconographie construisent l'irréconciliable altérité de l'autre, figé dans une essence hostile et maligne. D'un camp à l'autre, ce sont d'ailleurs, intéressant mimétisme, les mêmes mythologèmes qui sont mobilisés. Ils empruntent au registre légendaire (le combat de Siegfried contre le dragon), historique (l'Allemand comme successeur du Hun), religieux (la lutte de saint Michel contre le dragon). Ce dernier est propre à susciter cette ferveur religieuse qui vient lester le conflit d'une signification eschatologique : pendant que les Allemands, pris entre deux fronts et encerclés par le blocus, se battent contre un monde d'ennemis pour la survie de leur nation, les Français revendiquent tout bonnement de défendre la civilisation contre la barbarie germanique.

La construction d'une figure de l'ennemi et la signification eschatologique du combat permettent ce consentement des combattants à la violence et des populations civiles à la longueur et aux souffrances de la guerre. Cette adhésion, produite en amont par un système scolaire qui avait préparé ces cadres d'interprétation et par une culture nationaliste qui avait soigneusement entretenu la dialectique ami/ennemi, est incontournable pour comprendre comment, au début du *xx*<sup>e</sup> siècle, dans une Europe fière de sa culture et de ce que Norbert Elias appellera en 1939 « le procès de civilisation », près de 70 millions d'hommes ont pu tuer, blesser, haïr et endurer des conditions de vie inhumaines. On ne peut comprendre ce phénomène inouï de la mort et de la souffrance de masse en faisant appel au seul concept de contrainte : la peur du gendarme et du conseil de guerre

est insuffisante pour s'expliquer quatre ans de tranchées, d'assauts vains et de pilonnages intensifs.

Les conditions de vie dans les tranchées creusées par la guerre de position défont l'imagination.

En sus de cette primitivité d'une existence dangereuse et sordide, les combattants de la Grande Guerre ont fait l'expérience massive d'une coexistence quasi permanente avec la mort. Les écrivains en ont livré des descriptions dont le réalisme macabre est parfois, rien qu'à la lecture, difficilement soutenable. Un certain nombre d'interdits sont emportés par les contingences de la guerre et de la vie au front. Une nouvelle anthropologie de la mort se dessine, qui s'accommode de la coexistence des vivants et des morts, rendant ces derniers familiers et banals. D'autres prescriptions, liées au traitement traditionnellement réservé au cadavre, s'estompent. On abandonne désormais les morts dans le *no man's land*, surveillé par les tireurs d'en face et balayés, au moindre mouvement, de rafales de mitrailleuses. Le mort, abandonné sans soin ni rite, est livré à une décomposition dont le spectacle et l'odeur deviennent familiers, alors qu'ils faisaient l'objet d'une dissimulation ritualisée avant guerre.

On laisse donc ses morts derrière soi et on ne s'y intéresse plus que dans de rares cas, quand le danger d'aller les retrouver est compensé par un possible bénéfice. On ne s'y risque que pour vider leurs musettes, récupérer leurs armes et chaparder leurs bottes, comme le rapporte Jean Giono :

« On voit là-bas un homme couché par terre, pourri et plein de mouches mais encore ceinturé de bidons et de boules de pain passées dans un fil de fer. On attend que le bombardement se calme. On rampe jusqu'à lui. On détache de son corps les boules de pain. On prend les bidons pleins [...]. Le pain est mou. Il faut seulement couper le

morceau qui touchait le corps. Voilà ce qu'on fait tous les jours<sup>1</sup>. »

Le cadavre est réifié. Le mort n'est plus qu'un objet banal et la mort survient si souvent qu'elle n'est plus un événement. Les combattants notent leur indifférence à voir s'écrouler autrui : ce qui donnait lieu au rite et au deuil avant la guerre est désormais à peine remarqué.

Le mort abandonné est livré aux outrages et aux blessures dont inhumation ou incinération le protégeaient. Ernst Jünger raconte que, lors d'une préparation d'artillerie, « les obus [...] ont ramené les morts au jour sans ménagement et [qu']ils en font leurs jouets, les lançant tantôt sur un talus, tantôt sur l'autre – ils ne leur accordent pas le repos », scène saisissante qui évoque un épisode du livre puis du film *À l'Ouest rien de nouveau* : Erich Maria Remarque puis Lewis Milestone montrent un assaut dans un cimetière. Le feu d'artillerie laboure les tombes et fait voler les sépulcres, projetant les cercueils comme des allumettes brisées. Scène terrible où les combattants se réfugient dans des entonnoirs que l'artillerie a creusés dans les caveaux et les fosses mêmes. Jouxant les morts, les soldats sont confrontés à un précipité de leur condition de morts en sursis. Le film de Milestone est, comme l'ouvrage de Remarque, une œuvre doublement historique, par la qualité et le réalisme du témoignage, et par les réactions enthousiastes ou outrées qu'ils provoquèrent lors de leur parution ou sortie en salle.

On conçoit quels ravages de tels spectacles ont exercé sur la psyché des combattants du front, mais aussi des civils de l'arrière, exposés au développement d'une presse réaliste qui a recouru massivement aux possibilités nouvelles ouvertes par la diffusion des appareils photographiques. Dans *Le Silence des peintres*, Philippe

1. Jean Giono, *Écrits pacifistes*, Paris, Gallimard, 1978.

Dagen a constaté le relatif mutisme de la représentation picturale, tétanisée par la mort et dépassée par le développement du réalisme photographique le plus cru : « À partir de 1915 [constate l'historien], le spectacle de la mort est partout, spectacle irréfutable, puisque photographique, d'une mort universelle » qui s'étale en Une des journaux. On se demande également comment, après quatre ans de familiarisation avec la violence, l'horreur et le macabre, une société de paix pouvait raisonnablement émerger en Europe et si l'on pouvait vraiment, d'un trait de plume ou en quelques dizaines de pages de traités, mettre fin à une telle guerre.

En raison de sa durée, de sa permanence et de son caractère extrême, la Première Guerre mondiale a durablement marqué les sociétés et les cultures, jusqu'à devenir l'exemple de la guerre en soi. Les deux chefs-d'œuvre du pacifisme cinématographique américain, réalisés au moment de la guerre de Corée puis du Vietnam, plantent leur décor non sur les plages du débarquement mais dans les tranchées de la Somme et de l'Artois : *Johnny s'en va-t-en guerre* (1965) de Donald Trumbo et *Les Sentiers de la Gloire* (1957) de Stanley Kubrick peuvent faire fond sur l'image d'un conflit resté dans les mémoires comme l'archétype de l'absurde, de l'injuste et de l'inhumain, alors que la Seconde Guerre mondiale se prêtera longtemps et plus aisément, sur fond de D-Day, à l'héroïsation.

Dans ces conditions extrêmes, les combattants de la Grande Guerre ont découvert l'importance du groupe et fait l'expérience de ce que le souvenir magnifiera, après guerre, sous le nom de « solidarité des tranchées ». La Grande Guerre a constitué pour beaucoup de survivants l'expérience inédite d'un lien social – ou communautaire – singulier. Innombrables sont les anciens combattants à avoir exalté la fraternité d'armes, forgée dans l'adversité et l'horreur, une fusion des individus, aupa-



vant atomisés, et désormais agglomérés par le feu de l'ennemi. L'image, une fois de plus, est de Jünger qui, dans *Feu et sang*, parle de cette « totalité, mais constituée d'atomes ardents réunis en un seul bloc ».

Le retour à la vie civile, la difficulté pour les anciens combattants de revenir à une économie et à une société de paix vont en conduire beaucoup, après 1919, à célébrer la guerre malgré tout et à tenter de retrouver, dans des organisations paramilitaires diverses, ce sentiment d'appartenance à la vie et à la mort éprouvé dans la boue et le feu des combats. Le cas d'Adolf Hitler n'est, de ce point de vue, pas une exception. Hitler a enduré, souffert et vécu la peur et les blessures du combattant moyen. Mais il a trouvé dans son régiment une fraternité que le jeune bohème autrichien orphelin et en rupture de ban n'avait jamais éprouvée auparavant. La construction d'un parti nationaliste, belliciste et paramilitaire fut un moyen pour lui et bien de ses semblables de retrouver, dans un monde civil qui leur était désormais étranger, cette communauté du combat, fondatrice d'un entre-soi qui conjurait la solitude d'une existence sociale marquée par la déliaison.

### 3. MALAISE DANS LA CIVILISATION

L'état de l'Europe en 1919 est tout de sidération et de désenchantement. Sûre d'elle-même et dominatrice avant 1914, matrice d'une civilisation et maîtresse d'une vaste partie du monde, l'Europe se retrouve matériellement rétrogradée et spirituellement ébranlée après plus de quatre ans de ce qu'Enzo Traverso a appelé « la guerre civile européenne ».

Le bilan de cet affrontement, qui, avec un siècle de distance, ne nous est compréhensible qu'au prix d'un vigoureux effort d'histoire culturelle, est désastreux. Là

encore, les chiffres, dans leur absolue obstination, ne donnent qu'une faible idée de l'invraisemblable gâchis humain, matériel et culturel, symbolisé par la destruction du beffroi et des places d'Arras, de la cathédrale de Reims, de la bibliothèque de Louvain. Bismarck, après avoir porté le feu et le fer pour construire l'unité allemande, craignait plus que tout une guerre européenne et avait tout fait pour diriger les ambitions, les énergies et les rancœurs des nations européennes vers l'exutoire de la colonisation. «Honnête courtier», il s'était entremis en 1884 pour que les puissances se partagent le monde et évitent d'en découdre. Ce qu'il redoutait s'est produit : l'Europe, sous les yeux des États-Unis et des colonies, s'est infligé des plaies suicidaires.

Avec ses 10 millions de morts, essentiellement des hommes jeunes dont l'absence se paie en déficit des naissances et en classes creuses vingt ans plus tard, avec ses victimes civiles, épuisées par les privations et décimées par la grippe espagnole, l'Europe est un continent dépeuplé et dévasté. Les nations européennes se sont considérablement endettées auprès d'une nouvelle puissance militaire et financière, les États-Unis – l'Allemagne étant, elle, en faillite. Le poids des pensions à verser aux anciens combattants, aux 4 millions de veuves, la prise en charge des 8 millions d'orphelins allaient contribuer à grever plus avant les budgets exsangues des États européens. Affaiblie par la guerre, l'Europe fait en outre face aux premières revendications émancipatrices sérieuses en provenance de ses colonies et voit sa domination sur le monde mise en question.

On comprend que, dans ces conditions, l'Europe soit étreinte d'une angoisse tenace, qui allait fortement marquer l'entre-deux-guerres, celle de la décadence, conçue dans les termes biologiques d'une déperdition vitale. Le géographe Albert Demangeon, professeur à la Sorbonne, publie en 1920 un retentissant *Déclin de l'Europe*, où il

défend l'idée que la guerre a ouvert « pour elle une crise vitale qui présage la décadence » en « décimant ses multitudes d'hommes [...], en gaspillant ses richesses matérielles [...], en détournant pendant plusieurs années les esprits et les bras du labeur productif vers la destruction barbare ». L'Europe s'est ainsi mutilée, pendant que « certaines nations extra-européennes », à la vitalité déjà avérée avant guerre, se développaient.

L'analyse du géographe est corroborée par l'œuvre du philosophe. Le héraut et le théoricien du décadentisme d'après-guerre a été l'Allemand Oswald Spengler. Le succès large et immédiat dont il a joui est dû à son effort de théorisation et de systématisation d'un sentiment répandu et diffus, auquel il a donné voix et force d'expression. Spengler, ancien professeur de sciences naturelles dans un lycée de Hambourg, publie sa *Décadence de l'Occident* en deux tomes, en 1918 et 1922. Plus que le livre en soi, profus et touffu, plus que le détail de l'analyse morphologique et de la vision biologiste de l'histoire, c'est le caractère définitif et péremptoire du titre qui a marqué les contemporains qui l'ont adopté comme étendard d'une intuition douloureuse mais incontournable.

On voit donc que, du point de vue culturel, l'Europe vit une première faillite des grands récits : à l'issue de la Grande Guerre, le discours du progrès est profondément affecté et contesté. On passe ainsi de l'optimisme hugolien au décadentisme spenglerien, de la foi de Renan au désenchantement de Valéry. Dans *L'Avenir de la science*, Renan écrivait, en 1848 :

« Moi qui suis cultivé, je ne trouve pas de mal en moi. »

Dans le sillage des Lumières, le XIX<sup>e</sup> siècle avait généralement fait rimer humanités et humanisme, civilisation et culture. L'investissement de la raison dans l'entreprise de mort de la Grande Guerre, l'usage guerrier de la

science, mais aussi l'engagement résolu des sciences humaines naissantes au service des diverses causes nationales, la contribution apportée par des intellectuels de renom à ce que l'on appelle, depuis cette époque, le bourrage de crâne ont ébranlé la foi dans la vertu civilisatrice du savoir. La raison n'est pas riche que de ruses, elle a ses perversions : si certains décrochages pouvaient, auparavant, être lus comme des péripéties dans l'irrésistible édification du progrès, l'ampleur de la catastrophe, des destructions et du massacre semblent, en 1919, interdire à Paul Valéry<sup>1</sup> toute espérance. La raison n'est pas le gage de la construction du bonheur humain, elle peut être l'outil complaisant et redoutable de sa destruction et fait entrevoir, par la puissance qu'elle développe, la fin d'un monde. Les mots de Valéry, publiés en mai 1919, sont célèbres et expriment un désarroi partagé :

« Nous autres civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. Nous avons entendu parler de mondes disparus tout entiers, d'empires coulés à pic avec tous leurs hommes et tous leurs engins ; descendus au fond inexorable des siècles avec leurs dieux et leurs lois, leurs académies et leurs sciences pures et appliquées, avec leurs grammaires, leurs dictionnaires, leurs classiques, leurs romantiques et leurs symbolistes, leurs critiques et les critiques de leurs critiques [...]. Nous apercevions à travers l'épaisseur de l'histoire les fantômes d'immenses navires qui furent chargés de richesse et d'esprit. Nous ne pouvions pas les compter. Mais ces naufrages, après tout, n'étaient pas notre affaire [...]. Nous voyons maintenant que l'abîme de l'histoire est assez grand pour tout le monde. Nous sentons qu'une civilisation a la même fragilité qu'une vie. »

1. Paul Valéry, « La crise de l'esprit » (1919), *Variété II* (1930), in *Variété I et II*, Paris, Gallimard, « Folio Essais », 1998.

Le récit optimiste élaboré par les Lumières est pris en défaut : le temps n'est pas ce vecteur unilatéralement orienté vers le bien-être, l'échange et la paix. L'homme, qui se croyait humanisé par ses Humanités, se découvre complexe, ambigu, prompt à mettre son intelligence au service de la souffrance et de la mort : « Tant d'horreurs n'auraient pas été possibles sans tant de vertus », note le poète, qui interroge : « Savoir et Devoir, êtes-vous donc suspects ? » Savoir et Devoir : la majuscule fait songer à ces allégories optimistes et apaisées peintes par Puvis de Chavannes au Panthéon ou à la Sorbonne, des pastels délavés par la guerre.

Valéry, comme tant d'autres de ses contemporains, estime la science « atteinte mortellement dans ses ambitions morales, et comme déshonorée par la cruauté de ses applications ».

Les discours tenus sur la raison étaient au XIX<sup>e</sup> siècle, et à l'exception notable de l'Église, des discours de foi, à tel point que, note Jünger, la croyance au progrès a été la « plus grande église populaire du XIX<sup>e</sup> siècle ». Les seuls discours qu'elle suscite désormais sont de nature critique. La raison n'est plus le levier certain de l'ascension ou le ferment du bonheur. Elle n'est, au mieux, qu'un instrument neutre, propre à servir toute cause avec tout le sérieux d'une indifférente concaténation logique. Dans *Les Chiens de garde*, brillant pamphlet publié en 1932 contre la « science bourgeoise », Paul Nizan précise son réquisitoire :

« L'intelligence [...] sert à tout, elle est bonne à tout, elle est docile à tout ; cette passive femelle s'accouple avec n'importe qui. Intelligence utile au vrai, au faux, à la paix, à la guerre, à la haine, à l'amour. Elle renforce avec une indifférence d'esclave les objets auxquels tour à tour elle consent à s'asservir, la géométrie et les passions de l'amour, la révolution et la stratégie des états-majors. Cette grande vertu est simplement technique [...]. L'intelligence peut servir sans

révolte, sans mouvement, sans opération propres, des philosophies de la libération et des sagesse de l'écrasement, des philosophies réactionnaires et des philosophies démocratiques, en ce qui regarde l'existence concrète des humains. Intelligence contre l'homme, intelligence pour l'homme. Elle n'est qu'un outil longuement compliqué et éprouvé. »

La Grande Guerre a été fatale à l'optimisme rationnel. Quand elle n'est pas ancillaire et instrumentale, comme l'écrivent Nizan en France, Adorno et Horkheimer en Allemagne, la raison est intrinsèquement destructrice, comme le défend, d'essai en conférence, Martin Heidegger dans les années 1930 : le passage du *logos* grec, pensée du langage et de l'être, à la *ratio* médiévale et moderne, simple comput, calcul des moyens et non réflexion sur les fins, a déchaîné une volonté de volonté dont l'aboutissement ne peut être que la destruction de tout étant, la consommation dévastatrice du monde par un déchaînement nihiliste.

Le désenchantement est donc sévère et durable. Il devait peser sur la période 1918-1939. Ce qui a été présenté ici ne se limite pas à des arguties de séminaires et n'affecte pas que de subtiles constructions systémiques. L'ébranlement de la raison touche tout ce que la foi dans les Lumières et leurs principes soutenait, avant tout la démocratie libérale. La pratique de la démocratie repose depuis Rousseau sur le primat de la raison sur la passion, la préséance de l'analyse sur l'émotion. Le discrédit qui frappe la rationalité occidentale affecte également ce régime qui lui est conceptuellement lié depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle.

### CHAPITRE III

## Paix ratée et brutalisation : y a-t-il eu un entre-deux-guerres ?

Comment faire la paix ? Entre les nations, cela s'avère difficile, comme le montrent les dispositions, très mal acceptées, des traités de paix signés dans la banlieue parisienne entre 1919 et 1920, qui donnent lieu à des contestations et à des reprises d'armes. Faire la paix dans les têtes est également difficile : quatre ans de guerre, de familiarité avec la mort, de pratique de la violence ne se laissent pas effacer par décret. Une fois que l'État a abandonné son monopole pour déléguer l'exercice de la violence physique légitime à chacun des 70 millions d'hommes mobilisés, une fois que les armes ont été sorties, il est difficile de faire rentrer les uns et taire les autres. La sortie de guerre de l'Europe se révèle dès lors complexe, peu aisée, peu désirée aussi par des anciens combattants qui, insatisfaits par le retour à la vie civile, déçus des fruits de leur sacrifice, conservent souvent, notamment dans les pays vaincus ou déçus, une nostalgie de l'aventure et de la solidarité du front. Dès lors, c'est la notion même d'entre-deux-guerres, courante pour désigner la période 1919-1939, qui mérite d'être interrogée. Un seul homme semble vouloir croire au retour incontestable et définitif de la paix en Europe : il s'agit du pape Pie XI qui, une fois élu, fait, dans sa première encyclique du 23 décembre 1922, un constat lucide et désenchanté de la situation européenne :

« C'est un fait évident pour tous : ni les individus, ni la société, ni les peuples n'ont encore, après la catastrophe d'une telle guerre, retrouvé une véritable paix ; la tranquillité active et féconde que le monde appelle n'est pas encore rétablie. [...] Aux inimitiés extérieures entre peuples viennent s'ajouter [...] les discordes intestines qui mettent en péril [...] la société elle-même [...]. La tâche qui s'impose avant toute autre, c'est la pacification des esprits. »

L'encyclique s'achève par des mots dont le nouveau pape fait sa devise : *Pax Christi in regno Christi*. Objurgation à son temps d'une *vox clamantis in deserto*.

#### 1. GAGNER LA PAIX ?

Le 11 novembre 1918, après des pourparlers initiés à la demande du commandement allemand, l'armistice est conclu. Le lendemain, Clemenceau, chef du gouvernement français, célèbre le silence des armes comme il en a commandé le fracas, avec la même conviction de justice et de bon droit :

« La France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat du droit, sera toujours le soldat de l'idéal. »

Gagner la guerre n'était pas tout. Selon le mot célèbre du Tigre, il restait à « gagner la paix » : le traité à venir serait donc une continuation de la guerre par d'autres moyens.

Keynes s'est fait l'analyste lucide et sans complaisance des négociations de Versailles auxquelles il participe en tant qu'expert économique de la délégation britannique. Dans son brillant essai *Les Conséquences économiques de la paix* (1919), Keynes brosse un portrait des Quatre Grands qui négocient en l'absence des vaincus. S'il s'attarde peu sur le Britannique Lloyd George et l'Italien Orlando, il consacre à Clemenceau et



à Wilson des portraits saisissants. Envers ce dernier, il éprouve une tendresse critique, le décrivant comme un pasteur égaré en politique et passablement démuné dans un cénacle de négociateurs emmenés par le madré Clemenceau. Wilson, note Keynes, a fulminé du haut de son Sinaï américain des principes qu'il veut appliquer à l'Europe sans en forcément connaître l'histoire et les complexités :

« Le Président n'avait rien conçu du tout ; quand on voulut les mettre en pratique, ses idées apparurent vagues et incomplètes. Il n'avait aucun plan, aucun projet précis, aucune idée constructive capable d'insuffler la vie aux commandements qu'il avait fulminés du haut de la Maison Blanche. Il aurait pu faire un sermon sur chacun d'eux, ou adresser une prière très digne au Tout-Puissant en faveur de leur accomplissement ; mais il ne pouvait pas concevoir leur application concrète en tenant compte des réalités européennes. »

Les Dix-huit Points, rendus publics en janvier 1918, portent la marque de l'inspiration rationaliste, kantienne propre à ce professeur d'histoire et de sciences politiques de Princeton. Les dispositions principales de ce programme de paix sont tout droit issues de la réflexion des Lumières : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – et, donc, le respect strict des nationalités et de leur autonomie –, une diplomatie publique, la liberté des mers et la fin du protectionnisme, la réduction des armements, la constitution d'une Société des Nations.

Convaincu qu'une paix durable – perpétuelle, eût dit Kant – ne peut être conclue que sur l'apodicticité de principes rationnels et publics, Wilson refuse de reconnaître l'accord secret de Londres qui, en 1915, avait concédé à l'Italie des gains territoriaux futurs pour prix de son engagement en faveur des Alliés, et se heurte à Clemenceau qui raille sa « noble candeur ».

Ces Dix-huit Points siéent peu au président du Conseil français qui n'entend pas se laisser voler une paix chèrement acquise. Affecté par la guerre de 1870 que, maire du XVIII<sup>e</sup> arrondissement, il a vécue dans Paris assiégé, meurtri par les destructions et les pertes humaines de la Grande Guerre, Clemenceau n'est préoccupé que d'une chose : faire payer l'Allemagne et retirer à ce pays, ennemi héréditaire, tout moyen de nuire à la France. Fortement habité par le passé récent, Clemenceau se montre peu désireux d'envisager un avenir d'équité et de transparence dans les relations entre nations. La SDN de Wilson lui apparaît comme un « machin » avant l'heure et il n'est guère soucieux que de conclure ce que Keynes appelle à de multiples reprises « une paix carthaginoise » : « Il pensait de la France ce que Périclès pensait d'Athènes », ou Caton de Rome et de cette Carthage qu'il fallait « détruire ».

Le traité signé le 28 juin 1919 dans la galerie des Glaces du château de Versailles, à l'endroit même où Bismarck avait fait proclamer le Reich, est lourd de désaccords présents et d'affrontements futurs.

Le cas italien se signale d'emblée par sa spécificité de vainqueur de la guerre vaincu par la paix. L'Italie, d'abord membre de la Triplice, avait refusé d'entrer en guerre et proclamé sa neutralité en 1914. Le 26 avril 1915, l'accord de Londres avec la France et la Grande-Bretagne suscite l'intervention italienne contre la promesse de gains territoriaux : l'Italie espère des colonies, ainsi que les terres irrédentes, considérées comme italiennes par Rome mais en possession de l'Empire austro-hongrois ou de la Serbie. Lors du Congrès de Versailles, Wilson refuse de reconnaître ces accords secrets et les estime en contradiction avec les principes de publicité diplomatique des Quatorze Points. Par ailleurs, il refuse de léser la Serbie, État vainqueur. Le président du Conseil italien, Orlando, ne parvient pas à imposer les buts de guerre de son pays. Il

quitte même un temps Versailles, en avril 1919, avant de revenir précipitamment. À l'issue des traités de 1919-1920, l'Italie n'obtient ni colonies, ni réparations, ni les terres irrédentes de la côte dalmate, qui s'étendent, en Croatie, de Fiume à Split. L'Italie estime bien mal payés ses 750 000 morts et ses combats acharnés. Le thème de la « victoire mutilée » s'ancre dans la presse et dans le discours politique. Une réaction de contestation violente aux dispositions des traités se développe, dans les milieux de soldats démobilisés qui reprennent du service au sein des Arditi d'Italia, organisation paramilitaire comparable aux Corps francs allemands. Ces Arditi, emmenés par le poète et aviateur Gabriele D'Annunzio, prennent d'assaut la ville de Fiume le 12 septembre 1919 et créent un État libre qui sera finalement récupéré par l'Italie de Mussolini en 1924.

Quant à l'Allemagne, elle n'est, à lire ce traité, plus une grande puissance. Ses plénipotentiaires ont rarement aussi mal porté leur nom : l'Allemagne a été exclue des discussions quadripartites de la conférence de la paix. Entre janvier et mai 1919, le gouvernement allemand a été un spectateur tenu à l'écart de son destin : le texte ne lui est transmis qu'en mai. Le chancelier SPD Philipp Scheidemann s'offusque de l'iniquité de ses dispositions : « Quelle main ne se desséchera pas qui [en signant un tel traité] nous entraverait de telles chaînes. Ce traité est inacceptable. » Un ultimatum est formulé par les Alliés le 16 juin : une signature est exigée dans les cinq jours sous peine de reprise des hostilités. Dans ces conditions, le traité ne peut être vécu que comme un diktat, par la droite comme par la gauche, du reste, puisque Scheidemann démissionne, tandis que le maréchal Foch lui-même fustige un texte qui « n'est pas un traité de paix, mais un armistice pour vingt ans ».

Les dispositions du traité portent la marque de Clemenceau et visent à faire disparaître l'Allemagne

comme grande puissance. L'Allemagne fringante du Reich wilhelminien, dont la « place au soleil » et le rang devaient être assurés par la force des armes, est humiliée par la perte de 15 % de son territoire et de 6 millions de ses habitants, au profit de la France, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie ; par l'interdiction de posséder une armée supérieure à 100 000 hommes, dépourvue d'aviation, de marine et d'armement lourd ; par l'interdiction de jamais se réunir à l'Autriche ; par l'article 231 du traité, qui proclame la responsabilité allemande dans le déclenchement du conflit et qui impose le règlement de Réparations dont le montant, non encore fixé, s'annonce exorbitant.

Au moment où les délégués allemands signent le traité, la *Kriegsmarine*, orgueil du Reich et de Tirpitz, joyau mécanique et guerrier qui devait rivaliser avec la Royal Navy et réaliser les ambitions de la *Weltpolitik* wilhelminienne, se saborde dans la baie de Scapa Flow, le 21 juin 1919, sur l'ordre du vice-amiral von Reuter. Les marins du Reich ouvrent les vannes pour suicider leur flotte, une sortie de guerre qui exprime leur refus des conditions de la paix. La République de Weimar, première démocratie parlementaire allemande dont la constitution est adoptée dans ces circonstances, le 31 juillet 1919, ne se remettra jamais d'être ainsi associée à une paix ressentie comme ignominieuse.

Le consentement à un traité aussi drastique, si ouvertement léonin, est chose impossible. La gauche s'offusque d'une injustice manifeste. La droite s'étrangle devant l'humiliation nationale et se réfugie dans la légende du coup de poignard dans le dos, accréditée par le maréchal von Hindenburg lui-même. Au moment où, en novembre 1919, il vient témoigner devant la commission parlementaire qui enquête sur les causes de la défaite, l'ancien chef d'état-major incrimine la révolution de novembre 1918 et affirme que, sans ces agitations communistes et

sociales-démocrates à l'arrière, le front aurait tenu. Mensonge éhonté, puisque c'est Ludendorff lui-même qui, le 29 septembre 1918, avait exigé l'ouverture de pour-parlers d'armistice qui devaient être toutefois menés par un gouvernement mandaté par le Parlement : des civils et des démocrates, qui en ressortiraient ternis, non des militaires, qui devaient demeurer immaculés.

Au-delà de la droite nationaliste et de l'extrême droite, la légende du coup de poignard trouve un large écho dans une société allemande stupéfaite par la défaite, et peu prompte à l'accepter. Le président SPD de la république lui-même, Friedrich Ebert, contribue au trouble en saluant des divisions « invaincues sur le champ d'honneur » à leur retour en Allemagne. La défaite, manifestement inexplicable, est inacceptable. La sortie de guerre est impossible, car, pour les Allemands, la guerre n'est pas réellement achevée : ils n'ont pas réellement vu le cadavre de l'Allemagne – même s'ils sont épuisés par la famine. En 1945, les ruines fumantes des cités allemandes détruites par les Alliés seront une évidence sensible de la défaite d'un pays occupé, alors que, le 11 novembre 1918, les troupes allemandes sont encore bien avancées en territoire français : le sol allemand n'a pas été violé durant toute la durée de la guerre.

En outre, comment peut-on vivre une défaite, ou une victoire mutilée, comme en Italie ? La comparaison de l'Allemagne du « Révisionnisme » (réviser le traité de Versailles) après 1919 et la France de la « Revanche » après 1871 est éclairante. La démocratie républicaine a sécrété, après 1871, un discours fortement belliciste, a connu les bataillons scolaires, a publié des manuels d'histoire dont l'honneur et la vocation, selon Ernest Lavisse, étaient de faire monter de nouvelles générations sans faillir au combat. La fausse défaite allemande et la fausse victoire italienne ont fortement contribué,

dans ces deux pays, à maintenir un haut niveau de mobilisation culturelle.

## 2. LA GUERRE CONTINUÉE

De fait, la guerre se poursuit en Europe. Sur la côte dalmate, des combats ont lieu jusqu'en décembre 1920. En Russie, les Alliés interviennent contre les bolcheviks, comme nous le verrons plus bas.

En Allemagne, le gouvernement est officiellement en paix, mais son armée ne refuse pas soutien logistique et complaisances matérielles diverses aux Corps francs qui continuent le combat à l'Est jusqu'en 1921. Les Corps francs se composent, à partir de novembre 1918, des soldats démobilisés peu enclins à rejoindre une vie civile qui leur est devenue étrangère. Tolérés, voire employés par le gouvernement, encadrés par des officiers d'active, les Corps francs combattent, avec le soutien des Alliés, les bolcheviks dans les Pays baltes. Ils combattent également en Haute-Silésie jusqu'en octobre 1921 pour éviter l'attribution de la région à la Pologne nouvellement recréée. Malgré ces combats et un référendum favorable au maintien dans le Reich, les Alliés décident le rattachement à la Pologne.

En Turquie, le traité de Sèvres (10 août 1920) provoque une réaction nationaliste : un coup d'État militaire renverse le sultan, qui avait acquiescé à des dispositions très dures, notamment la perte de toute la Turquie européenne à l'exception d'Istanbul ainsi qu'un partage futur d'une grande partie de l'Asie Mineure entre les Puissances. Le nouveau régime, emmené par Mustafa Kemal, livre une guerre sanglante à la Grèce entre 1920 et 1922. Le traité de Lausanne (1923) consacre la victoire turque et initie un processus inédit, mais appelé à un bel avenir, de transfert de population selon les prin-

cipes d'un remodelage ethnique : les Turcs de Thrace sont déportés en Asie Mineure, les Grecs d'Ionie envoyés en Grèce, le critère retenu pour déterminer la nationalité étant la religion.

À la guerre extérieure s'ajoute la guerre civile, ou des troubles civils conséquents, comme en Italie. Frustrée par sa « victoire mutilée », l'Italie connaît des difficultés de reconversion économique et sociale à la paix. L'industrie, privée des commandes de guerre, débraye et licencie. Fiat diminue ainsi sa production de 50 % entre 1919 et 1921, pendant que les faillites se multiplient. L'État reste fidèle à une posture libérale classique et refuse d'intervenir pour aider les entreprises en difficulté. Des conseils d'ouvriers se constituent, qui occupent parfois les entreprises et revendiquent, contre le droit de propriété patronal, une autogestion de l'outil de travail. Dans les campagnes, les journaliers et paysans non propriétaires occupent des terres, notamment à l'été 1919 dans la plaine du Pô et dans le Midi. Face à ces atteintes au droit de propriété, et dans la crainte d'une révolution bolchevique, les agrariens et les industriels se fédèrent dans deux organisations nouvelles, la Confagricoltora et la Confindustria, syndicats patronaux portés sur les fonts baptismaux en 1921. Des milices privées sont engagées. Le recours aux milices fascistes, les *squadristi*, est fréquent.

L'Allemagne est à plusieurs reprises un lieu de combats ouverts entre novembre 1918 et novembre 1923. Une révolution débute le 29 octobre 1918, avec la mutinerie des marins de Kiel qui refusent le projet d'une sortie pour l'honneur. Des conseils de soldats sont créés le 1<sup>er</sup> novembre, sur le modèle bolchevique, auxquels se joignent des ouvriers. Le 5 novembre, les secrétaires d'État sociaux-démocrates, que l'état-major a fait entrer au gouvernement pour qu'ils puissent négocier l'armistice et en porter la responsabilité, demandent

l'abdication du Kaiser, effective le 9. L'armée approuve que le social-démocrate Friedrich Ebert devienne Chancelier et lui propose le 10, par la voix du général Groener, une alliance : l'armée se résout, face à la menace révolutionnaire, à tolérer un gouvernement composé de parlementaires socialistes. Elle le soutiendra en assurant l'ordre dans la rue et la discipline dans la troupe. En contrepartie, le gouvernement d'Ebert combattra tout maximalisme bolchevique issu de la fraction minoritaire, dite spartakiste, du SPD, emmenée par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, qui souhaitent instaurer un régime soviétique à Berlin. Les spartakistes sont soutenus par des conseils d'ouvriers et de soldats radicaux et se heurtent à l'hostilité croissante des membres sociaux-démocrates du gouvernement. Ceux-ci, autour d'Ebert, parviennent à faire accepter aux conseils le principe d'une assemblée constituante, première étape vers la constitution d'un régime de démocratie libérale. Les spartakistes quittent le gouvernement le 25 décembre 1918. L'insurrection spartakiste est inévitable : elle est déclenchée le 6 janvier 1919, sur le modèle des insurrections bolcheviques de juillet et d'octobre 1917. Le gouvernement a pris les devants en nommant à la défense un député SPD, Gustav Noske, résolu, comme il le dit lui-même, à jouer le rôle de « chien sanglant » pour éviter la subversion bolchevique, et en adoptant, le 12 décembre 1918, une « loi pour la constitution d'une défense civile volontaire ». Les démobilisés peu désireux de revenir à la vie civile sont engagés au service du gouvernement, les Corps francs touchent une solde. Le 13 janvier 1919, la révolution spartakiste est terminée, après une « Semaine sanglante » d'intenses combats. Le 15, Liebknecht et Luxemburg sont abattus sans procès. Des répliques ont lieu à Berlin en mars, mais aussi en Bavière, où une



éphémère République des conseils est brutalement réprimée par les Corps francs.

Pendant ce temps, les élections à la Constituante s'organisent, qui se tiennent le 19 janvier 1919. L'assemblée se réunit le 6 février à Weimar, pour éviter les troubles de Berlin et pour donner à la République qui en naîtra la bénédiction humaniste et littéraire de la *Weimarer Klassik*. La constitution, profondément libérale et démocratique qui est élaborée par les travaux parlementaires, avec les conseils de Max Weber, est adoptée le 31 juillet 1919. Cette République, qui souffre à droite de la macule de Versailles, souffre à l'extrême gauche de la Semaine sanglante de Berlin : jamais les communistes allemands ne se réconcilieront avec les « sociaux-traîtres » de Noske, complices et valets de la bourgeoisie et de l'armée. Jamais, même en face des nazis, qui profiteront grandement de ces affrontements internes à la gauche.

L'Allemagne n'en a pas terminé, avec l'adoption de la Constitution, avec les troubles civils, qui se poursuivent jusqu'en 1923. Des soulèvements communistes ont lieu en décembre 1919 et janvier 1920 à Berlin, dans la Ruhr en mars 1920, à Halle en mars-avril 1920, à Hambourg en octobre 1923, tandis que le commandant de Corps francs Kapp tente un coup d'État militaire à Berlin en mars 1920, qui échoue grâce à la résistance passive des fonctionnaires et à une grève spontanée des ouvriers. L'année 1923, avec l'hyperinflation et l'intervention française en Rhénanie, entraîne un nouveau cycle de putschs : à Hambourg, le KPD se soulève tandis que, le 9 novembre 1923, cinq ans après l'abdication du Kaiser, le NSDAP d'Adolf Hitler tente un putsch en Bavière.

## 3. LA « BRUTALISATION DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES »

Ce titre est emprunté à George L. Mosse, qui l'a érigé en concept cardinal pour lire la culture européenne de la période 1918-1939. L'Europe a connu, pendant quatre ans, une accoutumance à la mort de masse et à la violence. La Grande Guerre a généré une brutalisation de la culture européenne qui, après 1918, et malgré la proclamation de la paix, s'est accommodée d'une présence continuée de la violence. Le dialogue des raisons, censé marquer le retour à la paix et le triomphe des démocraties, le cède au monologue de la force et à la relative légitimité dont il jouit désormais.

Quatre ans durant, les États, définis par le monopole de la violence physique légitime, ont délégué l'exercice de cette violence aux soldats mobilisés : 70 millions d'hommes ont, sur le continent, reçu des armes ainsi que l'injonction de tuer, et de le faire en toute bonne conscience. Il était irréaliste que cette libération de la violence puisse faire l'objet d'une contention subite lors du retour à la paix : on ne désarmerait pas les corps et les esprits aussi aisément – les esprits, en tout cas, moins aisément que les corps qui, eux-mêmes, comme le montre Bruno Cabanes, furent l'objet d'une lente et longue démobilisation. Cela est particulièrement vrai dans les pays qui ont des griefs contre la paix, qui lui reprochent son iniquité, mais également dans les autres. Que l'on songe ici à la France, où la vie politique apparaît marquée, après 1919, par une rémanence de la violence et de son culte. Dans un ouvrage paru en 1990, intitulé *Fallen Soldiers* et traduit sous le titre *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, George L. Mosse observe, à partir de la question du deuil et du culte des morts tombés au combat, comment la violence de guerre et la mort du

combattant ont fait l'objet d'un double mouvement de banalisation et de magnification. La mort du guerrier est banalisée par une culture de guerre qui la rend noble, souhaitable et qui en justifie l'occurrence et la fréquence. Elle est en même temps sacralisée par le culte dont font l'objet les morts glorieux de la patrie. Cette banalisation-sacralisation entretenue après la guerre par le culte des morts acclimate et perpétue une conception méliorative de la violence.

Si, en France, pays vainqueur et, quoique endeuillé, repus, la pacification intervient vite, cette brutalisation est visible dans la violence ouverte qui affecte la vie politique italienne ou allemande. Cicéron résumait en trois mots le principe fondateur de la cité, c'est-à-dire de la politique : *Cedant arma togae*. Les armes, désormais, ne cèdent plus à la toge : le monologue de la force remplace le dialogue des rhéteurs. Rome avait interdit que des armes pénètrent à l'intérieur du *pomœrium* : tout indique que, depuis novembre 1918, le *pomœrium* est tombé en Allemagne. Entre 1919 et 1922, on y compte 366 assassinats politiques, dont 354 du fait de l'extrême droite. Lors du discours qu'il prononce devant le Reichstag le lendemain de l'assassinat du ministre des Affaires étrangères Walther Rathenau, le chancelier Joseph Wirth gronde : « L'ennemi est à droite » (« Der Feind steht rechts »).

La brutalisation est également lisible dans la rhétorique et l'iconographie du combat politique.

Les affiches électorales qui constituent l'univers iconographique de la République de Weimar sont ainsi marquées par une forte bellicosité. On est frappé par le caractère réaliste très expressif de ces affiches, qui donnent à voir l'image d'une cité divisée par des lignes de partage et des affrontements violents. Une cité en guerre : les affiches représentent la menace terrifiante de l'autre, où les armes, le bras saillant, l'incendie et la mort dominant. Elles promeuvent leur parti sous l'aspect de

l'épée qui frappe l'hydre, de la botte qui écrase le reptile, du bras qui brise les chaînes, du marteau qui s'abat, du soldat, médiéval, moderne ou vétéran de la Grande Guerre.

Le chant politique et partisan pousse lui aussi à la lutte et à la guerre. Ainsi de l'hymne du Parti nazi, le Horst-Wessel-Lied qui, depuis 1929, appelle à la guerre civile et formule l'espoir d'une eschatologie politique :

Haut le drapeau, les rangs serrés  
La SA marche d'un pas calme et ferme  
Les camarades tués par les rouges et la réaction  
Marchent en esprit dans nos rangs

La rue est libre pour les bataillons bruns  
La rue est libre pour le SA  
Des millions de gens se tournent pleins d'espoir vers la  
croix gammée  
Le jour de la liberté et du pain s'est levé

Une dernière fois l'alarme est sonnée  
Nous sommes tous prêts au combat  
Les drapeaux d'Hitler flottent déjà dans toutes les rues  
Le temps de l'esclavage est révolu

Haut le drapeau, les rangs serrés  
La SA marche d'un pas calme et ferme  
Les camarades tués par les rouges et la réaction  
Marchent en esprit dans nos rangs.

La violence de l'image est un miroir de celle des affrontements politiques du meeting et de la rue. Elle participe également d'un contexte culturel où le souvenir de la guerre est constant. Sur l'une de ses affiches pour les élections législatives de 1928, le NSDAP, mais il n'est pas le seul, fait porter la mention :

« Deux millions de morts, et tout cela en vain ? Jamais ! Combattants du Front, Adolf Hitler vous indique la voie. »

Dans ce contexte de rémanence mémorielle, on s'étonne peu de voir les différents partis politiques se doter de milices en uniforme et en armes. En Italie comme en Allemagne, la souffrance des tranchées et des combats honore et légitime. Les partis nationalistes, partis de revanche fondés sur la rancœur provoquée par de fausses défaites (Allemagne) ou de fausses victoires (Italie), recrutent dans les milieux d'anciens combattants auxquels ils offrent, dans une société civile qui leur est devenue étrangère, une sociabilité virile et guerrière. Ces démobilisés qui sont rendus au chômage, à l'errance et à la déliaison se retrouvent dans les us, les uniformes et les discours de partis qui leur offrent une fierté, un chef, un sens, ainsi qu'un nouvel ennemi.

La brutalisation des sociétés européennes est en effet encouragée et entretenue par l'émergence d'une nouvelle altérité perçue comme hostile. On constate que, à partir de 1918, s'opère en Europe une nouvelle mise en état de guerre contre un ennemi nouveau, la révolution bolchevique, dont les auteurs ne font pas mystère de leur projet d'en découdre avec l'ordre ancien partout où l'occasion s'en présentera. Dans ses Quatorze Points, Wilson avait prévu que serait donnée à la Russie « toute latitude, sans entrave ni obstacle, de décider, en pleine indépendance, de son développement politique et de son organisation nationale » (Point 6). La *Realpolitik* l'emporte, et l'ingérence dans la guerre civile russe. Les gouvernements français et anglais redoutent le pouvoir bolchevique et envoient des troupes soutenir les Russes blancs dès août 1918. Un document distribué aux soldats français en résume bien les principes et les fins :

« À peine l'humanité vient-elle de terrasser le plus puissant ennemi qui se soit dressé devant elle depuis vingt

siècles sur la route du progrès, voici qu'un nouveau péril s'est levé. » Contre « le bolchevisme, déformation du marxisme germain [...] les Alliés sont intervenus en Russie pour aider la Russie à se relever et permettre aux peuples qui la composent de se donner un gouvernement, expression de la volonté populaire, qui ne sera pas celui de Lénine et de Trotsky ».

Du point de vue diplomatique, c'est la stratégie du « cordon sanitaire » élaborée par Foch qui s'impose : des États-tampons devront isoler la Russie de l'Europe occidentale. L'indépendance des Pays baltes et de la Finlande est confirmée, et la France aide la Pologne dans sa guerre contre la Russie qui, en 1921, lui permet de gagner 200 km vers l'est.

Au-delà de ces opérations, c'est une véritable culture de guerre antibolchevique qui prend racine en Europe occidentale, face à cette révolution aux ambitions mondiales. Le thème de l'homme au couteau entre les dents, image violente et inconcevable aujourd'hui, sinon sous forme ironique ou détournée, fait florès en France. Employée par la droite du Bloc national contre les communistes en 1919, elle est retournée par la SFIC lors des élections de 1932 : le bolchevik est remplacé par une caricature d'Hitler mordant un couteau Krupp.

Figé dans une essence barbare et hostile, le bolchevique devient une figure violemment répulsive pour les nationalistes et les conservateurs de tout bord, tandis que se créent les différents partis communistes nationaux. À la psychose de la menace révolutionnaire répond le thème eschatologique de ce que Romain Rolland, dans un roman de 1922, a appelé « cette grande lueur à l'Est », qui suscite espoir et ferveur. Une fois acquise la survie de son gouvernement, Lénine se préoccupe d'organiser le mouvement communiste international en créant en 1919 le *Komintern*. Les partis communistes qui y adhèrent

doivent approuver les 21 conditions imposées par Lénine, qui les subordonne à l'Internationale et qui institue, au sein de chacun d'entre eux, une hiérarchie inspirée du modèle paramilitaire propre au parti bolchevique, organisation de conjurés clandestins et bannis sous le tsarisme. La 12<sup>e</sup> des 21 conditions dispose que, « dans notre époque actuelle de guerre civile acharnée, les partis adhérant à l'Internationale communiste doivent être édifés sur le principe de la centralisation démocratique. Le Parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise ». Toute divergence équivaut désormais à une dissidence et se trouve punie d'exclusion (condition 21).

Les partis communistes, aux termes de la théorie et de la pratique révolutionnaires de Lénine, sont des avant-gardes militantes, c'est-à-dire combattantes, d'un prolétariat qui n'a pas encore accédé à la conscience de lui-même. L'avant-garde du Parti prend donc en charge la propagande qui crée les conditions de la Révolution (conditions 5 et 9) et prépare le coup d'État qui substituera le pouvoir des dominés à celui des dominants.

Avec Lénine, on assiste ainsi à une théorisation prescriptive de la pratique révolutionnaire, fondée sur l'étude descriptive des conditions sociales réalisée par Marx. Marx estimait que toute histoire était dialectique, qu'elle opposait des classes ennemies dans une lutte qui n'avait à ses yeux rien de métaphorique. Lénine refuse d'attendre que les contradictions internes du capitalisme ne le mettent à bas et se donne pour mission de construire l'armée du prolétariat pour hâter sa fin. Il contribue ainsi à acclimater un imaginaire de guerre civile en faisant de cette dernière à la fois un fait et un idéal. La violence, gaspillée dans des guerres internationales absurdes au bénéfice des oppresseurs, fait l'objet d'une introjection théorique dans le champ social, nourrissant en retour des

angoisses et des haines fédérées dans les thèmes du complot et de la barbarie bolcheviques. Ernst Nolte, dans *La Guerre civile européenne*, s'est fait l'historien d'une dialectique entre bolchevisme et fascisme. Sa thèse, qui l'a conduit à voir dans le fascisme allemand une réponse à l'existence hostile d'un bolchevisme aux ambitions révolutionnaires mondiales, a alimenté, en 1986, la « querelle des historiens » qui a divisé les intellectuels allemands sur l'interprétation à donner au nazisme.



DEUXIÈME PARTIE

UNE DÉMOCRATIE OBSOLÈTE ?



## CHAPITRE I

### 1918, victoire de la démocratie ?

La victoire de 1918 et la paix de 1919, identifiées aux deux figures iconiques de Clemenceau, président du Conseil d'une République qui a mérité de la patrie, et de Wilson, l'homme du Nouveau Monde et des Quatorze Points, sont célébrées comme la victoire du droit sur le fait et de la démocratie sur l'autocratie.

À y regarder de plus près, l'héritage culturel de la guerre – la brutalisation des esprits, des discours et des pratiques – rend l'idée problématique. Pendant que la démocratie libérale est, en Italie, terrassée entre 1922 et 1925 par un mouvement politique fortement militarisé d'un genre nouveau, les démocraties d'Europe de l'Ouest sont travaillées de tentations autoritaires violentes qui s'imposent parfois pour quelques années, comme en Espagne, ou à plus long terme, comme au Portugal et en Autriche.

#### 1. L'ORDALIE DE 1918, LES PROBLÈMES DES ANNÉES 1920

En 1913, un député socialiste, Marcel Sembat, rédige, par conviction pacifiste, un pamphlet intitulé *Faites un roi, sinon faites la paix*. Pour conjurer la perspective d'une guerre prochaine, il use de l'argument cher aux

ennemis de la République : la démocratie libérale française est incapable de soutenir une guerre contre les monarchies coalisées. Les régimes autoritaires semblent mieux armés pour la guerre, comme profilés pour elle : un commandement intégré, la pratique du secret, la militarisation de la société propres à ce type de régime semblent être des gages sûrs de victoire. Face à cela, la République ou la monarchie parlementaire, avec leur publicité des débats, leur culture du dialogue et de la concertation, leur principe majoritaire, leur attachement aux droits de l'homme semblent défavorisés. De fait, pendant la guerre, la pratique de la démocratie parlementaire va subir un aggiornamento conséquent. En France, notamment, les relations entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif sont réformées dès août 1914. Dans la ferveur de l'Union sacrée, le Parlement consent à ce que, en matière économique du moins, le gouvernement légifère par décret-loi. Le terme peut sembler anodin, mais le décret-loi est, aux yeux d'un juriste de droit public, une curieuse chimère : un décret-loi est bien un décret, donc un acte réglementaire pris par l'exécutif censé avoir la validité et la force exécutoire d'une loi, mais sans que le Parlement ne l'ait voté. Pratique d'abondance en France entre 1914 et 1919, le décret-loi réapparaît dans les années 1920 et 1930, jusqu'à devenir, d'exceptionnel qu'il était, une méthode commune de gouvernement, notamment pour les deux cabinets Poincaré (en 1922-1924 puis entre 1926 et 1929), et pour le cabinet Daladier, entre 1938 et 1940. Innovation française, le décret-loi inspire les constituants allemands de 1919, puisque l'article 48 de la Constitution de Weimar permet au président du Reich de légiférer sans consulter le Parlement en cas d'urgence. Là encore, l'exceptionnalité devient droit commun entre 1930 et 1933, où se succèdent en Allemagne des « cabinets présidentiels » (*Präsidialkabinette*) minoritaires au

Parlement, qui ne peuvent légiférer que sur le fondement de l'article 48. De même Mussolini, nommé président du Conseil en octobre 1922, s'empresse-t-il de se faire voter par le Parlement une habilitation à gouverner par décret-loi en novembre. Si la démocratie semble sortir vainqueur de la Grande Guerre, c'est une démocratie modifiée et sécrétant potentiellement une pratique autoritaire du pouvoir. Un juriste fameux s'est fait l'analyste attentif du phénomène. En 1921 – la date n'est guère un hasard –, Carl Schmitt publie *La Dictature*, un essai d'histoire et de philosophie du droit qui traite de cette notion, héritée de la République romaine. Durant les six mois de la dictature, le droit commun est suspendu et le dictateur est commis pour rétablir les conditions normales d'exercice de la légalité. La dictature vise donc le retour du droit commun mais crée un entre-deux, un intermède anomal où le commissaire excipe du droit au nom du droit. Carl Schmitt observe que la pratique romaine se diffuse en Europe dès la Révolution française et la construction de l'État de droit, jusqu'à être prévue dans la Constitution de Weimar, dont il commente longuement l'article 48-2.

Dès 1914, la guerre a été présentée comme une guerre du droit contre l'injustice, de la civilisation contre la barbarie, de la démocratie contre les régimes autoritaires. Innombrables sont les textes qui attestent le caractère ordalique conféré à l'affrontement entre Triplice et Triple Entente : d'un côté, les empires autoritaires continentaux alliés à la Turquie ; de l'autre, les démocraties britannique et française alliées, il est vrai, à l'autocratie russe. La victoire consacre la démocratie : l'Empire russe n'est plus, le tsar a été renversé pour laisser place à une confusion que Paris et Londres espèrent voir tourner à la faveur d'une démocratie libérale, comme en février 1917. Les Empires centraux sont défaits : l'Allemagne est affligée par le traité de Versailles tandis que l'Empire austro-

hongrois disparaît tout bonnement. Le triomphe de la démocratie est éclatant, proportionnel au prestige acquis par les vainqueurs : on comptait en Europe trois Républiques en 1914, on en compte treize en 1918. La fin de la Grande Guerre est une manière de 1792 à l'échelle du continent entier : partout, le suffrage universel masculin est introduit, des constitutions sont adoptées, des parlements sont créés, qui sont appelés à gouverner effectivement, car dotés de pouvoirs constitutionnels analogues à ceux du Parlement français. Les meilleurs juristes, les intellectuels les plus éclairés, participent à ce travail de réflexion et de rédaction, comme Max Weber en Allemagne, Hans Kelsen en Autriche et Thomas Masaryk en Tchécoslovaquie, tous fins connaisseurs des pratiques constitutionnelles britannique et française.

Le triomphe de la démocratie est bruyamment célébré par la France et les États-Unis, mais aussi par les démocrates qui, jusqu'en 1918, souffraient des Empires autoritaires. Thomas Masaryk, premier Président de la République Tchécoslovaque, déclare ainsi le 22 décembre 1918 :

« Dans ce terrible combat, ceux qui défendaient les idéaux de justice l'ont emporté. Les idéalistes ont gagné, l'esprit a vaincu la matière, le droit a vaincu la force, la férocité et la ruse. »

La Constitution tchécoslovaque du 29 février 1920 est un bon exemple de cette vague démocratique que connaît enfin l'Europe, comme un second Printemps des peuples après celui, avorté, de 1848 : un président élu au suffrage universel coexiste avec un Parlement doté de la même légitimité démocratique. Le modèle républicain français fait école partout en Europe où se créent de nouveaux États.

La victoire du principe démocratique est visible du point de vue interne comme du point de vue externe. En sus du sort des armes, c'est une nouvelle conception des

relations internationales qui semble triompher. Le président des États-Unis, Thomas Woodrow Wilson, est fêté comme un héros par les Européens quand il débarque avec son haut-de-forme et ses Quatorze Points. Lecteur attentif de Kant, Wilson est, comme lui, convaincu que la diffusion du régime républicain mettra fin à la guerre, car celui qui déclare la guerre, le peuple, est aussi celui qui la fait et celui qui en supporte les dommages et conséquences, alors que, soulignait Kant, un autocrate peut, sans trop en souffrir, pratiquer la guerre à loisir, comme un sport élégant, plus excitant encore que la chasse. Entre les nations, ajoutait Kant, il serait bon de créer une république des États ou, à tout le moins, une alliance de tous contre quiconque agresserait autrui et menacerait l'état de paix. C'est pénétré de ces idées que Wilson a rédigé ses Quatorze Points et c'est sous le double patronage du philosophe de Königsberg et du professeur de Princeton qu'est créée en 1919 la Société des Nations, parlement des États, hémicycle de dialogue et de concertation censé éviter le recours à l'affrontement direct. La SDN, sorte de démocratie des démocraties, viendrait couronner l'édifice des Lumières nationales et internationales pour en être la clef de voûte. Fortement optimistes, les Quatorze Points renouent avec le souffle hugolien : le triomphe de la démocratie, nationale et internationale, apparaît bien comme le sens de l'Histoire à l'issue de la Grande Guerre.

Or les démocraties libérales reposent sur les mêmes postulats que le XIX<sup>e</sup> siècle, celui qui n'avait pas connu le grand massacre des tranchées et des offensives meurtrières. Ces postulats, optimistes et rationalistes, sont, pêle-mêle : le primat de la raison et du dialogue rationnel, la quête du compromis, la bonne volonté foncière de l'homme.

Avec la crise du récit rationaliste et optimiste, fortement mis à mal par le carnage de la guerre, c'est donc le sol qui va se dérober sous la démocratie nationale ou

internationale : l'espoir historique n'est plus de mise, le dialogue des raisons a été supplanté par le monologue de la force, la quête du compromis a disparu dans le sillage des nettoyeurs de tranchées. Le tragique échec d'une SDN mort-née, minée par l'isolationnisme américain et la mise en quarantaine de la Russie bolchevique et de l'Allemagne, témoigne de la faillite des idéaux des Lumières, tout droit sortis de 1913 mais bien dépaysés dans le contexte culturel et politique de 1919. La SDN apparaît en outre dès sa naissance comme la gardienne d'un oukase et d'un coup de force : née du traité de Versailles, elle apparaît aux Allemands et aux Autrichiens comme la garante d'une paix imposée qui n'a été ni discutée ni consentie, et qui viole les principes sur lesquels elle est supposée reposer : l'interdiction de l'Anschluss, alors qu'il est souhaité par le gouvernement autrichien, contrevient directement au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les années 1920 et leur croissance économique permettront, comme en politique intérieure, un regain d'optimisme en matière de relations internationales. L'admission de l'Allemagne, les initiatives d'Aristide Briand, la mise hors la loi de la guerre marquent un bref acmé du projet kantiano-wilsonian avant que la récession économique, les réflexes protectionnistes ou autarciques, et un retour au bellicisme ne viennent mettre en berne les espoirs : Briand et Kellogg déclarent la guerre hors la loi en 1928. Mais, en 1931, la SDN est impuissante face à l'invasion japonaise de la Mandchourie. Les années 1930 sont catastrophiques pour la Société des Nations, qui assiste, sans s'accorder ou sans pouvoir conférer une quelconque efficacité à ses sanctions, à l'agression italienne en Éthiopie et au retour durable de la guerre en Europe, au moment où, en juillet 1936, débute la guerre civile espagnole.

Le dialogue international et les dispositions prophylactiques de la SDN sont donc impuissants à empêcher



le recours à la force, tradition éprouvée qu'une incertaine civilisation des mœurs politiques peine à faire reculer. Du point de vue interne comme du point de vue externe, le phénomène général de brutalisation des sociétés européennes semble rendre futile ou dérisoire cette civilité de l'écoute et ce respect de l'interlocuteur qui fondent toute pratique viable de la démocratie. Le Printemps des peuples et la « paix perpétuelle » viennent trop tard, dans des conditions culturelles qui ne lui sont pas favorables.

Les conditions économiques ne le sont guère plus. Il est de coutume d'opposer la croissance des années 1920 à la récession aggravée des années 1930. De fait, il est notable que, après une crise violente due à la fin de la guerre et aux difficultés de reconversion des économies et des sociétés de guerre, les années 1920 n'usurpent pas leur surnom de *roaring twenties* ou d'années folles, même si, en Europe, il s'agit d'un rattrapage sur la période précédant 1913.

Mais si les rattrapages des années 1920 sont notables et contrastent puissamment avec la dépression des années 1930, une autre vision s'impose quand on considère une chronologie de plus longue durée. À cette autre échelle, une succession de cycles de trente ans est aisément identifiable. Si la période 1874-1914 fut plutôt marquée par une croissance globale de la production industrielle et agricole, la période 1914-1944 fut affectée par un trend récessif, avant d'ouvrir sur une nouvelle période de croissance, plus connue sous le nom de « Trente Glorieuses ». Durant la période 1914-1944, même au plus fort des années folles de la décennie 1920, les indices de production ne font, au mieux, qu'égaliser les niveaux de 1913. Cette récession est lourde de conséquences et, du point de vue symbolique, contribue à accréditer l'idée d'une irrémédiable et continue décadence de l'Europe.

Du point de vue politique, elle prive en outre les États de marges de manœuvre budgétaire : l'absence de création notable de richesse prive les États des ressources fiscales qui eussent été utiles pour rallier des populations sans doute enchantées d'une égalité et d'une liberté formelles, mais dont le ralliement au régime aurait été plus sûrement acquis par une démocratie de surcroît sociale. L'État n'ayant pas d'excédent à distribuer, l'accord solennel des libertés formelles ne s'accompagne pas d'une amélioration réelle des conditions, sous la forme de redistribution de richesses et d'un système assurantiel performant. Partout où existent des velléités de créer des États-providence, les moyens manquent, les majorités se déchirent et l'orthodoxie libérale veille. En Allemagne, la tentative du SPD d'augmenter l'assurance chômage se heurte en 1928 à l'opposition des partenaires politiques et fait échouer la grande coalition du chancelier Müller. En France, André Tardieu est soucieux de mettre en œuvre une politique sociale qui, en intégrant les masses, raffermirait l'unité de la nation et évite aux classes défavorisées de se jeter dans les bras de ce qui est, pour cet homme de droite, l'abomination communiste : une loi sur les assurances sociales de 1930 et une autre sur les allocations familiales, en 1932, sont adoptées, sur lesquelles reviendront les gouvernements suivants qui, face à la crise, adopteront une posture budgétaire orthodoxe classique avec des conséquences déflationnistes malvenues dans une crise qui est elle-même de nature déflationniste.

L'impuissance des démocraties face à un contexte de récession entraîne une forte désaffection à l'égard de régimes qui ne savent pas faire face à l'appauvrissement de leurs citoyens. Il est remarquable de constater que la période de relative stabilité des régimes et celle d'adhésion des opinions publiques sont étroitement corrélées aux épisodes de croissance des années 1920.

La Grande Dépression qui fait suite à la crise américaine de 1929 provoque une désaffection aggravée à l'égard de démocraties qui semblent décidément frappées d'impéritie en matière d'économie politique. Le cas de la France, dont le régime est, dans le sillage de la crise, fortement contesté, est exemplaire. La France est touchée par la récession mondiale à partir de 1930. Le cycle dépressif s'amorce, qui enchaîne chute de la production et baisse du pouvoir d'achat dans un cercle vicieux que, nulle part, les États ne s'entendent à briser. La *Théorie générale de l'intérêt, de l'emploi et de la monnaie*, de John Maynard Keynes, ne paraît qu'en 1936. Auparavant, et à l'exception des États-Unis du New Deal à partir de mars 1933, les démocraties restent attachées à une conception orthodoxe et classique des finances publiques, contrairement à l'Italie fasciste, qui répudie dès 1925 la profession de foi libérale de Mussolini pour commanditer des grands travaux bienvenus pour créer de l'activité et de la richesse. Du côté des gouvernements démocratiques, la sclérose théorique et la fébrilité pratique sont manifestes. Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, le consensus règne autour d'une conception minimaliste de l'État, borné à assurer la sécurité intérieure et la sûreté des frontières. Cependant, le prix du sang massivement payé pour défendre la patrie entre 1914 et 1918 a fait naître des attentes nouvelles à l'égard d'un État qui a beaucoup exigé et qui a été douloureusement servi. Or économistes et hommes politiques restent obstinément fidèles à une conception au fond très privative des finances publiques : le budget de l'État doit être géré comme celui d'un ménage. Tout déficit est essentiellement mauvais, tout excédent heureux ; l'équilibre, en tout cas, est un dogme intangible que les différents exercices doivent scrupuleusement respecter. L'effet positif, à l'échelle macro-économique et sur le moyen terme, du déficit public est inimaginable. Les différentes démocraties réagissent

donc à une crise déflationniste par une politique déflationniste, comme en France, quand le président du Conseil Pierre Laval, en 1935, diminue de 10 % le traitement des fonctionnaires pour combler le déficit public croissant.

L'impéritie économique encourage l'instabilité politique. Plus démocratiques que celles des anciennes démocraties, les nouvelles constitutions européennes s'étaient en 1919 souvent accompagnées d'un mode de scrutin prudemment évité par la Grande-Bretagne et par la France, qui ne l'adopte qu'en 1919, pour l'abroger bien vite, en 1927 : le scrutin proportionnel, crédité d'une plus grande vertu démocratique par la représentativité accrue qu'il confère à la diversité des opinions. Qui dit diversité dans les urnes dit divisions au Parlement : le Reichstag allemand compte 16 partis en 1930, le Parlement tchèque 19, tandis que la Chambre des députés française totalise, malgré le scrutin majoritaire uninominal à deux tours, 15 groupes parlementaires, expression d'une longue tradition d'indépendance des élus vis-à-vis des partis. En raison des modes de scrutin, mais aussi du contexte économique difficile et de dispositions constitutionnelles insuffisantes pour assurer la continuité de l'exécutif face au pouvoir législatif, les années 1919-1939 sont marquées, dans les régimes démocratiques, par une forte instabilité ministérielle. En moyenne, un gouvernement français dure six mois, alors qu'il en durait dix avant 1914. En Allemagne et en Autriche, sur la période 1919-1933, la survie moyenne d'un cabinet est de huit mois. Comparée à la stabilité pesante et compassée des monarchies d'avant-guerre, la démocratie inaugure le temps court, fébrile et nerveux des crises ministérielles qui s'étalent régulièrement en Une des journaux : les gouvernements chutent, les cabinets expédient les affaires courantes, les citoyens s'effarent et prêtent une oreille de plus en plus attentive aux démagogues de tout bois qui condamnent sans appel

la gabegie et le cirque parlementaires. Même les démocrates se surprennent à désespérer de tant d'inconséquence, comme le philosophe français Alain qui, dans ses *Propos sur le pouvoir*, tance durement l'incompétence des parlementaires.

Le prestige de la démocratie et des démocraties, important en 1918, est donc fortement entamé par l'instabilité politique et l'impuissance économique. Il est également desservi par ce que l'on appellerait aujourd'hui un déficit d'image, une comparaison défavorable avec d'autres types de régime qui sont apparus depuis la Grande Guerre et qui, eux, semblent relever avec succès les défis de la modernité économique, sociale et culturelle. Mark Mazower, dans son magistral *Continent des ténèbres*, note avec humour que la démocratie est « incapable, avec ses politiciens en frac et haut-de-forme, de soulever l'enthousiasme des masses car elle reflète les aspirations d'une génération dépassée ». L'image est d'importance : la démocratie, incarnée par les hommes d'hier menant les combats d'avant-hier, semble aussi frappée d'obsolescence et de désuétude que les frusques civiles et soignées de ses gouvernants, tout droit sortis d'une belle époque libérale révolue. La Grande Guerre y a mis fin, qui a substitué au complet trois-pièces de l'avocat ou du professeur radical-socialiste l'uniforme paramilitaire du vétéran rallié à des mouvements fascistes qui imposent une image de modernité, de jeunesse, de virilité et d'énergie, célébrées par Mussolini, dans ce discours du 20 septembre 1922 :

« Ces hommes que nous connaissons tous, dont les images physiques sont imprimées dans notre cerveau, nous apparaissent désormais comme dépassés, décatis, comme des déchets, comme des vaincus », vaincus par cette Italie « exubérante de vie, d'élan, de passion »

qui demande à naître en faisant éclater les cadres vermoulus d'une démocratie libérale obsolète.

## 2. CRISE DE LA DÉMOCRATIE ITALIENNE ET INSTAURATION DU RÉGIME FASCISTE (1918-1926)

En Italie, la démocratie libérale est en crise. Le régime ne bénéficie pas du crédit d'une victoire sans tache, comme en France, où la guerre a été vécue comme une ordalie politique qui devait consacrer ou emporter la République. La « victoire mutilée » ne renforce pas le régime. Orlando, incapable d'avoir pu défendre les positions italiennes à Versailles, est renversé en juin 1919. Son successeur, Nitti, élargit, en prévision du renouvellement des assemblées, le droit de vote : la réforme électorale de 1919 instaure le suffrage universel masculin, mais réintroduit le scrutin proportionnel de liste, qui comporte un risque de fractionnement de la représentation nationale italienne. De fait, l'assemblée élue en novembre 1919 est partagée entre dix partis. Les plus puissants sont le Parti socialiste (32 %) et le Parti populaire italien (PPI), mouvement chrétien-démocrate récemment constitué qui rassemble 20 % des suffrages. Les piliers du régime, le Parti libéral radical et le Parti démocratique, n'obtiennent respectivement que 16 et 10 %. Cette configuration parlementaire est préoccupante pour le régime, car le PSI adopte, sous l'influence de la révolution russe, une rhétorique maximaliste en contraste avec le statut social de ses cadres, notables municipaux tentés par un radicalisme bonhomme. Le PSI résout la contradiction par une scission au congrès de Livourne qui, en janvier 1921, donne naissance au Parti communiste italien. Quant au Parti populaire de Don Luigi Sturzo, il est opposé à la tradition laïque et centralisatrice incarnée par Giolitti, qu'il ne soutient pas lors de son gouvernement (juin 1920 - juin 1921).

Les cabinets ministériels reposent dès lors sur des coa-

litions fragiles, ce qui entraîne une instabilité ministérielle : sept cabinets se succèdent en cinq ans, d'octobre 1917 à octobre 1922. Le personnel politique s'est peu renouvelé et paraît peu apte à répondre aux nouveaux défis : en matière économique, le consensus libéral interdit toute intervention de l'État pour aider les entreprises en difficulté de reconversion ; en matière politique, l'État italien fait preuve d'un étonnant libéralisme face aux agissements et aux exactions fascistes. Le symbole de cette inertie des personnels et des idées est Giovanni Giolitti : né en 1842, il est une première fois ministre en 1889, et président du Conseil en 1892. En juin 1920, à l'âge de 78 ans, il revient diriger le gouvernement. À ce haut fonctionnaire, inspecteur des Finances, succède l'avocat Luigi Facta, né en 1861 et lui aussi habitué des cabinets d'avant-guerre. Ni lui, ni Giolitti, ni Nitti (né en 1868) n'ont combattu lors de la Première Guerre mondiale ou ne sont particulièrement jeunes. Privés de l'expérience du front, ils restent fidèles à un type de contrat social et à une manière de penser et de pratiquer la politique qui sont devenues étrangères aux anciens soldats et aux nationalistes qui rejoignent les rangs fascistes, dont ils comprennent mal la culture, les présupposés et les objectifs. Giolitti se figure ainsi pouvoir travailler en bonne intelligence avec les fascistes de Mussolini, dont il facilite l'accession au pouvoir : significativement, il ne se détourne du nouveau régime qu'en 1928, au moment où Mussolini dissout définitivement le Parlement pour le remplacer par une Chambre des corporations.

Depuis 1919, un nouvel acteur est en effet apparu dans la vie politique italienne. Le phénomène n'est pas propre à l'Italie : partout en Europe se constituent des mouvements d'anciens combattants, qui sont rentrés de la Grande Guerre avec une vision spécifique de la cité, des rapports sociaux, une culture spécifique où humanisme, dialogue et

raison ont souvent été dilués dans la boue des tranchées et des combats. Le 23 mars 1919, à Milan, Benito Mussolini réunit des anciens Arditi, ces troupes de choc et nettoyeurs de tranchées italiens de la Grande Guerre, des syndicalistes et des futuristes à Milan pour créer les Faisceaux italiens de combat. Ce mouvement rassemble tous ceux dont la confiance en l'humanisme et la raison a été ébranlée, sinon détruite, par l'expérience de la guerre, et qui estiment la démocratie libérale dépassée. Déçus par la paix, peu à leur place dans une société d'après-guerre, les membres des Faisceaux ne savent plus quoi faire de leur violence. Ils adoptent le poignard et la tête de mort des Arditi, ainsi qu'une chemise noire symbolisant leur deuil du rêve italien et leur familiarité avec la mort. Le programme des Faisceaux est syncrétique, à la fois progressiste, anticapitaliste et nationaliste : il exige, pêle-mêle, la proclamation de la République, l'autonomie communale et régionale, le suffrage universel masculin et féminin, le scrutin proportionnel, l'abolition des titres de noblesse, le service militaire universel, l'impôt sur le capital, le partage des terres, la participation des employés à la gestion des entreprises. L'adoption des Faisceaux romains, symbole de la souveraineté et de l'*imperium* du consul, indique quelle conception de la nation et de son histoire les fascistes défendent : contre la « victoire mutilée », le refuge dans le prestige romain. Le mot *fascio* ressortit également au vocabulaire de la gauche dont Mussolini, ancien haut responsable du Parti socialiste, est issu. Il signifie quelque chose comme « ligue », et désigne ce que l'on appelle en italien un *antipartito*, un regroupement militant sur lequel ne pèse pas la hiérarchie rigide du parti politique.

La déroute électorale aux élections législatives de novembre 1919 réoriente le mouvement vers la droite, dans un contexte où les occupations d'usine et de terres se multiplient. Les troubles sociaux orientent le fascisme



naissant, idéologiquement indéfini, vers un anticommunisme ferme, ce qui lui vaut le soutien financier d'industriels et de grands propriétaires qui financent les groupes fascistes encouragés à faire le coup de poing contre la gauche pour défendre la propriété privée. À l'été 1920, les Faisceaux développent leur structure paramilitaire : des escouades (*squadre*) de militants violents, armés et vêtus de chemises noires, sont placés sous l'autorité des chefs fascistes locaux, les *ras* (mot d'origine arabe signifiant « chef »). Les *squadristi* fascistes délogent les occupants des terres en Émilie et en Toscane. Utilisés à titre de milice privée et anticommuniste, les *squadristi* sont de plus en plus nombreux, et les effectifs des Faisceaux explosent, de quelques centaines en mars 1919 à presque 300 000 membres en octobre 1922. Anciens combattants et anciens officiers démobilisés, ils trouvent dans cette activité une solde, un groupe de socialisation et une possibilité de mettre à profit l'apprentissage de la violence pendant leurs années de guerre. Leur nationalisme blessé leur fait en outre percevoir les communistes comme des internationalistes menaçant de dissoudre la nation dans une subversion inédite. La base fasciste est donc composée de gros bras qui terrorisent la gauche, sous le regard distrait ou bienveillant des autorités locales (préfets, police, magistrature), et en l'absence de réaction ferme du gouvernement. Giolitti, entre juin 1920 et juin 1921, veut voir dans les fascistes une organisation que l'on peut intégrer à la démocratie libérale. Soucieux, comme il le dit, de « constitutionnaliser le fascisme » en l'associant au fonctionnement de la vie politique italienne, il fait associer des fascistes aux listes des partis libéraux lors des élections municipales d'octobre 1920, puis lors des législatives de mars 1921. Mussolini, qui fait entrer 35 fascistes au Parlement, y gagne une honorabilité politique qui le conforte dans son double jeu : laisser se développer, à la base, la violence du mouvement qu'il ne peut

de toute manière pas contenir, et s'insinuer dans les allées du pouvoir, se présenter comme un recours possible face au désordre et au climat de quasi-guerre civile, un patriote énergique qui rétablira l'ordre. Il profite de la tribune parlementaire pour soigner un profil de droite qui amadoue et séduit des élites économiques, financières et politiques qui voient dans le fascisme une digue anti-communiste efficace. Jetant le programme de 1919 aux orties, Mussolini déclare ainsi, lors de son premier discours en tant que député au Parlement italien, le 21 juin 1921 :

« Je suis un libéral [...]. Il faut abolir l'État collectiviste tel que la guerre nous l'a transmis, par la nécessité des choses, et revenir à l'État manchestérien. »

S'il partage un antimarxisme résolu avec ses troupes, Mussolini n'est pas suivi par la base et les ras locaux dans son légalisme quand il répond à l'injonction du président du Conseil, Bonomi, qui impose, le 3 août 1921, un pacte de pacification avec les syndicats de gauche. Le pacte reste lettre morte et l'autorité de Mussolini sur le mouvement est mise en question. Pour regagner le contrôle des Faisceaux, Mussolini obtient du Congrès de Rome (7-10 novembre 1921) que les *Fasci di combattimento* deviennent un parti politique, le Parti national fasciste, dont il est proclamé Duce. En échange, il désavoue le pacte de pacification qu'il a signé en août et lâche la bride à sa base, dont le maximalisme permet d'éprouver la faiblesse de l'État : quand le ras Italo Balbo occupe Ferrare et Bologne en mai 1922, le gouvernement Facta envoie un général qui négocie la libération de la ville en faisant muter un préfet hostile aux fascistes. Devant cette faiblesse de l'État, et pour protester contre les violences fascistes, les syndicats décident de se compter et de montrer leurs forces par une grève générale le 31 juillet 1922. Une

vague de violence fasciste leur répond : les syndicats cessent la grève le 3 août. Mussolini a montré quel poids possède son mouvement. Dès lors, s'il souhaite toujours accéder légalement au pouvoir et ne pas circonvvenir le roi, Mussolini décide d'exercer une pression sur Rome en autorisant la préparation d'un coup de force qui satisfait ses troupes et dont il espère que la simple possibilité effraiera assez le roi pour qu'il fasse appel à lui. Lors du congrès du Parti national fasciste à Naples, le 24 octobre 1922, Mussolini déclare, comblant d'aise ses auditeurs maximalistes, qu'il n'entend « pas entrer au gouvernement par la porte de service » pour laper un « misérable plat de lentilles ministériel ». Les ambitions et les exigences fascistes sont plus hautes et ne se bornent pas au partage des responsabilités dans un cadre parlementaire et libéral classique : « Nous voulons devenir l'État » – des mots qui, sur l'heure, ne revêtent pas encore la profonde signification qu'ils prendront entre 1923 et 1926. Minutieusement préparé, le coup d'État fasciste, inspiré de celui des bolcheviks en octobre 1917 et disséqué par Curzio Malaparte dans sa *Technique du coup d'État*, débute le 27 octobre 1922. Les *squadristi* occupent commissariats, postes, télégraphes, centraux téléphoniques et préfectures dans tout le pays, tandis que 26 000 hommes entament leur marche sur Rome. Prudent, Mussolini a gagné Milan d'où il pourra fuir vers la Suisse en cas de problème, car il sait que, face à un gouvernement résolu et à une armée bien équipée, le coup d'État est, en cas d'affrontement, voué à l'échec. Rome, de fait, est défendue par 28 400 hommes de troupe bien armés et Luigi Facta, le président du Conseil, est décidé à défendre le gouvernement légal. Il demande au roi de signer un décret instaurant l'état d'urgence et permettant la mise en œuvre de la force militaire. Victor-Emmanuel III refuse, ce qui conduit Facta à démissionner. Pour éviter une guerre

civile, et convaincu de la sincérité patriotique et anti-communiste de Mussolini, qui a employé tout son charme et son entregent à l'approcher, le roi nomme Mussolini président du Conseil le 30 octobre 1922. L'attitude du roi, qui porte la responsabilité du lâchage de Facta et de la nomination de Mussolini, trahit la sympathie des élites traditionnelles pour le PNF et pour son chef, rempart et espoir contre la menace supposée d'une subversion rouge.

Une fois chef du gouvernement, Mussolini compose un cabinet ministériel pluraliste. Il se présente comme un homme d'ordre et d'efficacité après les tergiversations et les échecs de la démocratie libérale. Désormais résolument antimarxiste, financé par les industriels et les agrariens qui utilisent les squadristes comme une milice privée anticommuniste, Mussolini a opéré son virage à droite depuis longtemps. Toutefois, pressé par la base, Mussolini ne fait pas mystère de son désir de mettre fin à la pratique libérale du pouvoir et recourt à l'intimidation le 16 novembre 1922, dans un discours menaçant resté dans les mémoires comme le « discours du bivouac », inouï dans une enceinte parlementaire. Mussolini pose au grand seigneur magnanime qui retient son bras, alors qu'il ne dispose que d'une faible minorité au Parlement :

« Messieurs, ce que j'accomplis aujourd'hui, dans cette salle, est un acte de déférence formelle envers vous et pour lequel je ne vous demande aucun signe de reconnaissance spéciale [...]. Je suis ici pour défendre et renforcer le plus possible la révolution des "Chemises noires", en l'insérant intimement comme force de développement et d'équilibre dans l'histoire de la nation. Je me suis refusé à pousser jusqu'au bout ma victoire, et je pouvais le faire. Je me suis imposé des limites. Je me suis dit que la meilleure sagesse est celle qui ne vous abandonne pas après la victoire. Avec trois cent mille jeunes gens armés, décidés à tout et presque mystiquement prêts à suivre mes ordres, je pouvais châtier

tous ceux qui ont diffamé et tenté de salir le fascisme. Je pouvais faire de cette salle sombre et grise un bivouac pour mes manipules. »

Mussolini réclame que le Parlement lui vote les pleins pouvoirs « car nous voulons prendre les pleines responsabilités ». Le 19 novembre 1922, par 306 voix contre 116 (celles des communistes et des socialistes), le Parlement vote au cabinet Mussolini les pleins pouvoirs législatifs pour un an. Mussolini peut désormais légiférer par décret-loi et créer les conditions de sa dictature. Il fait ainsi des ras locaux du PNF des préfets volants qui contrôlent et supervisent l'action de l'administration d'État. Il crée également le Grand Conseil du fascisme dont les réunions, à partir du 15 décembre 1922, se substituent à celles du gouvernement, peu à peu abandonnées. Le 14 janvier 1923, Mussolini crée par décret la Milice volontaire pour la sécurité nationale. La milice, qu'il avait créée au sein du parti à l'été 1921 pour encadrer un squadriste remuant, est une police placée sous les ordres directs du président du Conseil, tandis que la Garde royale est dissoute le 1<sup>er</sup> janvier de la même année. Le commandement de la Milice et celui de la police sont unifiés dans les mains du général De Bono.

Pour obtenir une majorité au Parlement et conférer à son pouvoir une légitimité électorale, Mussolini fait adopter une réforme électorale : la loi Acerbo du 21 juillet 1923 attribue la majorité des sièges à la première liste qui aura obtenu plus de 25 % des suffrages. Après une dissolution de la Chambre, les élections législatives du 6 avril 1924 donnent à la très large liste, nourrie de débauchages, présentée par le PNF, 66 % des suffrages dans un contexte de propagande et d'intimidation permanentes. Le député socialiste Giacomo Matteoti s'élève, dans un discours du 30 mai 1924, contre les conditions dans lesquelles le scrutin s'est tenu. Le 10 juin, il

disparaît. Le 12, un fasciste, Amerigo Dumini, est arrêté pour l'enlèvement du député, dont on retrouve le corps en août. Les députés socialistes se retirent du Parlement le 13, en signe de protestation, comme, jadis, les plébéiens s'étaient retirés sur l'Aventin. Mussolini condamne l'enlèvement du député le 12 juin et, pendant quelques mois, semble tergiverser : il remercie des ministres fascistes et les remplace par des libéraux, il ne maîtrise pas la majorité du Parlement qui peine à voter les budgets de l'automne. Les maximalistes du PNF retrouvent leur vieille défiance de l'été 1921 face à leur chef, qu'ils soupçonnent de vouloir composer et normaliser, au lieu d'édifier une dictature sans compromis. Dans le journal fasciste *La Conquista dello Stato*, Curzio Malaparte signe même un article intitulé « Le fascisme contre Mussolini ? » en décembre 1925 :

« Si le mouvement fasciste n'est pas une révolution, alors il est temps d'en finir avec la rhétorique jacobine et il est juste que peu à peu [...] tout redevienne comme avant octobre 1922 ; mais si le fascisme est une révolution en cours, alors il est indispensable que cette révolution soit accomplie jusqu'au bout. »

Le 31 décembre 1924, un groupe des consuls de la milice se rend au Palazzo Chigi et impose à Mussolini de faire taire l'opposition. L'air est au coup de tête et au coup d'État. Pressé à la surenchère, Mussolini réagit par le fameux discours du 3 janvier 1925, où il se déclare totalement solidaire des malfaiteurs fascistes qui ont assassiné Matteoti, signifiant ainsi clairement que le temps du légalisme est passé :

« Je vous déclare ici, en présence de cette assemblée et devant tout le peuple italien, que j'assume à moi tout seul la responsabilité politique, morale et historique de tout ce qui est arrivé [...]. Si le fascisme n'a été qu'une affaire d'huile de ricin et de matraques, et non pas, au contraire, la superbe

passion de l'élite de la jeunesse italienne, c'est à moi qu'en revient la faute ! Si le fascisme a été une association de délinquants, si toutes les violences ont été le résultat d'une certaine atmosphère historique, politique et morale, à moi la responsabilité de tout cela, parce que cette atmosphère historique, politique et morale, je l'ai créée par une propagande qui va de l'intervention dans la guerre jusqu'à aujourd'hui [...]. Lorsque deux éléments sont en lutte et lorsqu'ils sont irréductibles, la solution est dans l'emploi de la force. Il n'y a jamais eu d'autres solutions dans l'histoire et il n'y en aura jamais d'autres. Maintenant j'ose dire que le problème sera résolu. Le fascisme, à la fois gouvernement et parti, est en pleine puissance. Messieurs, vous vous êtes fait des illusions ! Vous avez cru que le fascisme était fini parce que je le réfrénais, qu'il était mort parce que je le censurais [...]. Mais si je mettais à le déchaîner le centième de l'énergie que j'ai mise à le réfréner, vous verriez bien, alors. »

Mussolini adopte un ton bravache. Si le discours du 3 janvier 1925 a le mérite de dissiper les équivoques et de révéler la volonté du PNF d'instaurer une dictature par tous les moyens, y compris le recours à la violence, cette date n'est qu'une étape dans la lente fascisation de l'État italien, processus lent, car Mussolini doit composer avec le roi, l'Église et les élites agrariennes et industrielles. Celles-ci n'adhèrent pas forcément à un projet fasciste du reste bien nébuleux, et ne voient en lui que le garant de l'ordre social et de la paix civile, un homme fort qui tient en respect la menace de subversion communiste.

Le discours du 3 janvier donne d'ailleurs des gages à cette clientèle du fascisme en précisant explicitement que « l'Italie, Messieurs, veut la paix, la tranquillité, le calme laborieux ; nous lui donnerons tout cela, de gré si cela est possible, et de force si c'est nécessaire [...]. Et que tout le monde sache que ce n'est pas là le caprice d'un homme, que ce n'est pas un excès de pouvoir de la

part du gouvernement, que ce n'est pas non plus une ignoble passion, mais qu'il s'agit seulement d'un amour puissant et sans bornes pour la patrie ».

Quand on songe au fascisme italien, on voit se présenter l'image du Mussolini en uniforme, général emplumé et bruyant d'une nation-armée à la conquête de *Mare nostrum*. Cette image est caractéristique de la radicalisation totalitaire des années 1930. Il ne faut pas oublier le Mussolini en frac des années 1920, celui qui s'incline devant le roi et qui doit composer, étape par étape, avec les forces et les élites politiques, sociales et religieuses de l'Italie contemporaine. En comparaison, la radicalisation nazie sera infiniment plus rapide : il faut dire que les nazis ne faisaient face ni à un roi, ni à une Église – en un mot, à cette tradition culturelle et à cette légitimité historique que Mussolini dut affronter.

Au cours des années 1925-1926, les journaux d'opposition sont interdits, de même que le Parti socialiste, tandis que les députés de l'Aventin sont expulsés du Parlement. Par la loi du 24 décembre 1925, Mussolini reçoit l'habilitation à gouverner par décret-loi. La loi du 4 février 1926 remplace les maires élus par des podestats nommés par le roi et subordonnés au préfet.

La violence et le viol des droits fondamentaux deviennent légaux avec l'adoption des Lois de défense de l'État qui font suite, en octobre et novembre 1926, à un attentat manqué contre Mussolini. Ces lois, dites fascistissimes, créent une police politique redoutable, l'OVRA, sigle dont la signification n'a jamais été précisée, et qui renvoie soit à Organisation de vigilance et de répression de l'antifascisme, soit à Œuvre volontaire de répression antifasciste – ce qui révèle un des caractères de la novlangue fasciste, qui est de créer des contractions ou des sigles sans donner les moyens sémantiques de les penser. La loi du 15 novembre 1926 crée le Tribunal spécial pour la défense de l'État. Cette juridiction prési-



dée par un général d'armée est composée de cinq juges appartenant à la milice et dotée d'un procureur issu de la justice militaire. Elle connaît des atteintes au régime et rend des sentences rétroactives et sans appel. De novembre 1926 à sa suppression par décret royal en 1943, le Tribunal spécial a jugé 5 319 personnes, dont 5 155 ont été condamnées à un total de 28 000 années de prison, et 29 à mort. En outre, 15 000 Italiens ont été condamnés à la réclusion sur les îles de Feu (Lipari), au large de la Sicile. La démocratie libérale fait désormais face à un compétiteur sérieux, installé dans un grand pays européen de vieille et noble culture : l'effet de miroir est saisissant, car il n'est pas possible, pour les démocrates, d'attribuer à une quelconque arriération ou sauvagerie la gestation de cette dictature.

### 3. LES DIFFICULTÉS DES DÉMOCRATIES EUROPÉENNES

#### *L'Allemagne*

En Allemagne, la démocratie créée par la révolution de 1918 et par la Constitution de Weimar du 31 juillet 1919 est mal aimée. Fille de la défaite, la République a signé le traité de Versailles. Pire, la démocratie est accusée d'être née d'une sombre conspiration, celle de communistes et autres révolutionnaires ligués pour poignarder l'armée allemande dans le dos. Le mythe du coup de poignard, si parlant dans un pays où le lâche assassinat de Siegfried par Hagen est connu de tous les écoliers, élevés aux *Nibelungen* comme les petits Grecs l'étaient à Homère et les Français à la *Chanson de Roland*, est accrédité par Hindenburg lui-même quand il est auditionné par le Parlement en octobre 1919.

La division de la gauche est insurmontable depuis la Semaine sanglante de janvier 1919. À droite, seuls le

Zentrum catholique et le parti démocratique allemand (DDP) sont favorables au régime. Avec les socialistes du SPD, ils forment une coalition tripartite dénommée « coalition de Weimar » : celle-ci connaît son heure de gloire lors des élections de février 1919, où la coalition totalise 76 % des voix. Après la signature du traité et l'adoption de la Constitution, elle chute à 43 % et n'est plus capable de maintenir des gouvernements pérennes. Face à ces trois partis attachés à la démocratie libérale, mais irrémédiablement associés au traité de Versailles, les autres partis ont juré la perte du régime de la défaite. À droite, le Parti populaire allemand (DVP) et le Parti national-populaire allemand (DNVP) veulent une restauration monarchique et le rappel sinon du Kaiser, du moins du Kronprinz. Quand meurt le président SPD Friedrich Ebert, le nouveau président élu en 1925, le maréchal Hindenburg, est un proche de ces partis, tout comme sa famille et ses conseillers. À l'extrême droite, de multiples groupuscules ont éclos après la guerre. L'un d'entre eux a commencé à en fédérer d'autres, à se structurer, et veut lui aussi la fin de la République et la création d'un régime nouveau : le NSDAP (Parti national-socialiste des travailleurs allemands) d'Adolf Hitler. À l'extrême gauche, les communistes sont irrémédiablement opposés à un régime qui a fait tirer sur le peuple et réprimé les spartakistes comme Thiers avait noyé la Commune de Paris dans le sang en 1871.

La Constitution de 1919 recueille donc une approbation minoritaire parmi les partis qui sont censés faire vivre la démocratie. De fait, entre 1919 et 1933, ce sont 18 cabinets qui se succèdent, ainsi que 7 élections au Reichstag et 5 dissolutions, avec une accélération marquée entre 1930 et 1933. Instable, fébrile, le régime suscite peu la confiance d'Allemands qui font pour la première fois l'expérience d'une démocratie parlemen-

taire dont ils se détournent rapidement pour regretter la stabilité et le sérieux autoritaire du régime précédent.

La République fait tout aussi peu l'unanimité dans les élites intellectuelles et sociales de l'Allemagne des années 1920. La période de Weimar nous a laissé l'image d'une époque d'expérimentation culturelle féconde, parallèle à l'expérimentation politique. Berlin est une capitale culturelle mondiale : les studios de l'UFA, créés en 1917, où travaillent Murnau et Fritz Lang, produisent des chefs-d'œuvre comme *Caligari*, *Nosferatu* et la série des *Mabuse*. Une jeune actrice, Marlène Dietrich, y fait des débuts remarquables, pendant que la littérature et le théâtre s'honorent d'Alfred Döblin, de Thomas Mann et de Bertolt Brecht. Cette avant-garde innove et prospère, suscitant l'admiration du monde. Elle émigrera massivement à partir de 1933 au moment de la grande glaciation politique et culturelle provoquée par le nazisme. Les artistes constituent pourtant bien la seule élite clairement ralliée au régime. Les officiers de la nouvelle Reichswehr restent des nostalgiques de l'ancien régime ou se rallient aux groupes et partis d'extrême droite nationaliste et antisémite. Il est frappant de constater que, dans l'état-major nazi constitué pour le putsch du 9 novembre 1923, figure Erich Ludendorff lui-même, ancien chef d'état-major adjoint pendant la Grande Guerre. Un autre pilier de l'État est résolument réactionnaire. Les juges sont, sous la République de Weimar, de parti pris évident : sur les 366 assassinats politiques commis entre 1919 et 1922, 354 sont le fait de l'extrême droite. Les juges prononcent une seule peine de détention longue et nulle condamnation à mort. Les 22 assassinats dus à l'extrême gauche sont punis par 7 condamnations à mort et 10 détentions lourdes. La disproportion, flagrante, illustre l'attachement d'un corps à l'ordre et à la conservation sociale, et sa disposition à frapper lourdement quiconque est porteur d'une idéologie les menaçant. Ce faisant, ils discréditent la justice

républicaine et encouragent, par leur laxisme, les violences des opposants de droite au régime. Georg Grosz s'est fait le caricaturiste le plus virulent de ces « *Piliers de la société* », titre de son célèbre tableau de 1926 : couperosées, apoplectiques, avides et aveugles, les élites sociales (prêtres, possédants, militaires, professeurs et juges) sont représentées par cet artiste de gauche sous des dehors hostiles et intéressés. Son *Éclipse de soleil* (1926) représente le capital, en frac et monocle, les bras chargés d'armes, dictant à l'armée ce qu'il faut dire à des hommes politiques acéphales, sur un fond de mort et d'incendie.

### *L'Autriche*

L'Autriche est un pays créé à la fin de la Première Guerre mondiale par le traité de Saint-Germain, signé le 10 septembre 1919, après des discussions auxquelles les représentants autrichiens n'avaient pas été conviés. Le grand Empire a été scindé en plusieurs États nouveaux, et l'ancien universalisme autrichien se trouve réduit à une sorte de Suisse orientale de 6 millions d'habitants : on est loin de la fière devise qui, jadis, proclamait *Austria est imperare orbi universo*. Dans cet État croupion coexistent Vienne, capitale macrocéphalique de 2 millions d'habitants, métropole ouvrière et culturelle avancée, et une province rurale très conservatrice, où vivent 4 millions d'Autrichiens. La littérature du temps montre à quel point les Autrichiens sont, au sens littéral, dépayés après 1919 : Joseph Roth rédige deux romans célèbres qui critiquent tendrement une nation défunte. *La Marche de Radetzky* (1932) et *La Crypte des Capucins* (1938) décrivent un empire, la *Kakanien*<sup>1</sup> de

1. Le nom Kakanien est forgé à partir de l'abréviation « k. und k. » (*kaiserlich und königlich*, « impérial et royal ») qui désignait toutes les institutions de l'Empire d'Autriche.

Robert Musil (*L'Homme sans qualités*) qui, malgré tous ses défauts, avait le mérite de faire coexister dans une appréciable paix des populations d'Europe centrale remuantes et promptes à la guerre. À travers l'histoire d'une famille, les Trotta, anoblie à Solférino, Joseph Roth montre la grandeur et la décadence d'un empire multiculturel qui laisse orphelins les Autrichiens, passablement à l'étroit dans leur petite République alpine.

La constitution adoptée en 1920 crée une démocratie parlementaire, dotée d'un président et d'un chancelier responsable devant un Conseil national (*Nationalrat*) de 165 députés. Entre 1918 et 1920, les sociaux-démocrates du chancelier Karl Renner gouvernent et demandent le rattachement à l'Allemagne, à l'époque dirigée par le SPD du président Ebert et du chancelier Scheidemann. Le refus catégorique opposé par les Alliés laisse en Autriche un goût de diktat.

Au niveau national, les chrétiens-sociaux gouvernent en alliance avec les nationaux-allemands, parti conservateur prônant le rattachement à l'Allemagne. Les années 1920 sont marquées par la figure de Mgr Ignaz Seipel, professeur de théologie à l'Université de Vienne, deux fois chancelier, entre 1922 et 1924, puis entre 1926 et 1929. Seipel, conservateur et peu porté à l'innovation économique, mène une politique strictement déflationniste qui sera poursuivie par tous les cabinets suivants malgré la crise.

Si la droite gouverne le pays, Vienne est administrée par une municipalité sociale-démocrate, qui mène une active politique d'éducation et de construction de 65 000 logements sociaux, dont des cités devenues célèbres comme le Karl-Marx-Hof de Heiligenstadt, qui offrait aux ouvriers des conditions de confort et d'hygiène inconnues dans l'ancienne métropole impériale, débordée par l'afflux d'Autrichiens réfugiés des régions perdues de l'Empire. Le parti social-démocrate

s'est doté en 1923 de son organisation de défense paramilitaire, le *Republikanischer Schutzbund* (Ligue de défense républicaine), auquel fait face la *Heimwehr* (Défense patriotique), fédération créée par le prince Ernst Starhemberg en 1925. Dans un pays où quasiment chaque homme adulte est un ancien combattant de la Grande Guerre, les défilés au pas, les uniformes et la sociabilité de troupe restent prisés, et l'éventualité d'une guerre civile est envisagée par les différentes forces politiques du pays. Lors de son congrès de Linz, en 1926, le parti social-démocrate adopte dans son programme le principe suivant :

« La bourgeoisie [...] sera tentée de perturber la république démocratique, d'ériger une dictature monarchiste ou fasciste dès que le suffrage universel menacera de donner le pouvoir, ou l'aura déjà donné, à la classe ouvrière [...]. Mais si, malgré tous les efforts du parti ouvrier social-démocrate, une contre-révolution de la bourgeoisie réussissait à faire voler la démocratie en éclats, la classe ouvrière ne pourrait plus conquérir le pouvoir que par la guerre civile. »

Des affrontements armés ont lieu en 1927. Un premier incident se déroule le 30 janvier 1927, dans le village de Schattendorf (Burgenland), quand d'anciens combattants de droite, dont une réunion est perturbée par le *Schutzbund* socialiste, ouvrent le feu. Le 14 juillet 1927, la cour d'assises de Vienne acquitte les meurtriers au titre de la légitime défense. Le verdict était malheureux, sachant quelle empathie suscitaient les victimes : lors de leur enterrement, les ouvriers d'Autriche avaient été appelés par les sociaux-démocrates à une grève, très suivie, de quinze minutes.

Le 15 juillet 1927, une grève générale touche Vienne et une manifestation se dirige vers le Parlement, puis vers le palais de justice de la capitale, tout proche. Considéré

comme le symbole d'une justice inique et d'un État fédéral éternellement aux mains des conservateurs, il est pris d'assaut et incendié. Le préfet de police de Vienne, le national-conservateur Johann Schober, trois fois chancelier entre 1919 et 1932, fait ouvrir le feu : lors des affrontements du 15 et du 16, qui se déroulent dans toute la ville, 5 policiers sont tués, ainsi que 89 manifestants. Le chancelier Seipel défend son préfet de police, que le journaliste et écrivain Karl Kraus somme de démissionner. De leur côté, les sociaux-démocrates décident de rester légalistes et de ne pas verser dans l'action violente. Avertis par ce précédent sanglant, ils n'hésiteront plus à prendre les armes en 1934.

### *La France : la difficile sortie de guerre d'une démocratie*

En France, la pratique de la démocratie a été aménagée depuis août 1914 : la publicité des débats parlementaires a été réduite, voire supprimée, la pratique des comités secrets étendue, et le gouvernement Viviani a été habilité dès août 1914 à légiférer par décrets-lois, une première dans l'histoire de la République. Le retour à la normalité démocratique s'opère dans le dernier trimestre de 1919, qui connaît un rattrapage électoral inédit : dans une série de scrutins quasi hebdomadaires, c'est l'ensemble du personnel politique républicain qui est renouvelé après que les mandats électifs ont été gelés pendant plus de cinq ans. Par ailleurs, l'état d'urgence est levé à l'automne. Le signe et le symbole de cette normalisation est l'échec de Clemenceau, battu à l'élection présidentielle lors d'un scrutin préparatoire où les députés, en janvier 1921, lui préférèrent le courtois, mondain et falot Paul Deschanel. Au lieu de consacrer le Tigre, le Père-la-Victoire dont certains avaient dénoncé, depuis 1917, la dictature, les parlementaires reviennent

aux pratiques éprouvées de cette III<sup>e</sup> République qui, comme le disait lui-même Clemenceau depuis l'élection, en 1887, de Sadi-Carnot, consiste à « voter pour le plus bête », c'est-à-dire à élire un président effacé auquel toute velléité de pouvoir personnel à la Bonaparte ou de coup de force à la Mac-Mahon serait étrangère.

Malgré la normalisation, le fonctionnement de la démocratie française ne sort pas inchangé de la guerre. La pratique des décrets-lois, que nous évoquions plus haut, gagne droit de cité en temps de paix, puisqu'elle est exercée en matière financière par Raymond Poincaré en 1922-1923 puis entre 1926 et 1929, tandis qu'elle est refusée par le Sénat au gouvernement de cartel des gauches dirigé par Édouard Herriot entre 1924 et 1926.

La loi électorale en vigueur de 1919 à 1927 donne une prime aux listes et pousse ainsi aux coalitions. Cette disposition n'est cependant pas suffisante pour assurer la stabilité gouvernementale, puisque la succession des cabinets se fait à un rythme rapide. Naissent ou renaissent donc des interrogations sur la nature du régime. Le débat, ouvert *in petto* par les *Lettres sur la réforme gouvernementale* de Blum, rédigées dès 1918 mais publiées seulement en 1936, se cristallise autour du président Alexandre Millerand (1921-1924). Millerand, ancien socialiste peu à peu converti aux idées de la droite autoritaire et nationaliste, estime que le régime est trop parlementaire et il souhaite un renforcement du pouvoir exécutif. Il n'hésite pas à brusquer ses présidents du Conseil, dont Aristide Briand, et sort de sa réserve constitutionnelle lors d'un discours devenu célèbre, tenu à Évreux le 14 octobre 1923, où il appelle à voter pour le Bloc national (droite) et à modifier les lois constitutionnelles, ce qui conduit à un conflit ouvert avec la majorité de Cartel des gauches, puis à sa démission en juin 1924. La majorité de Bloc national (1919-1924) voulait perpétuer l'esprit de l'Union sacrée et avait pris des mesures de conciliation entre droite et



gauche : elle avait repris son nom du Bloc des gauches de 1902 et voté simultanément des hommages à Jeanne d'Arc et à Gambetta. Mais cette « Chambre bleu horizon » avait surtout réagi avec rigueur à la grande grève des cheminots de 1920, mettant à pied 15 000 agents, et joué de la peur d'une contagion bolchevique en popularisant sur ses affiches électorales l'épouvantail de « l'homme au couteau entre les dents ».

En 1924, la victoire du Cartel des gauches provoque une réaction inquiétante, la résurrection de l'agitation ligueuse qui, à droite, s'était apaisée depuis la fin de l'affaire Dreyfus, puis, surtout, la guerre. L'arrivée de la gauche aux responsabilités suscite la naissance de divers mouvements ligueurs, notamment la création par Pierre Taittinger, député de Paris, des Jeunesses patriotes, ligue conservatrice et prompte à la violence qui imite l'habitus et les oripeaux des *squadre* fascistes, dont le salut romain et la chemise, bleue dans ce cas. Dans son organe, *La Liberté*, Taittinger présente ses Jeunesses comme une troupe qui se mettra au service de tout « gouvernement national énergique » en cas de menace communiste. Un document interne aux JP informe les adhérents qu'elles se veulent « une machine de guerre nationale face à la machine de guerre internationale : le communisme », ce qui témoigne de la forte polarisation du spectre politique et de l'acculturation guerrière d'une partie de la droite pour laquelle l'usage de la violence, après quatre ans de tranchées et face à la menace bolchevique, n'est certainement pas un tabou. Les JP organisent leur présence dans l'espace public en troublant des réunions de gauche et en faisant le coup de poing contre les communistes dans des heurts qui se soldent tout de même par 6 morts lors de l'hiver 1925. Taittinger, ancien combattant revenu capitaine et décoré, reste fasciné par l'éthique du combat et organise ses JP militairement. Il reçoit le soutien moral et financier du général Édouard de Castelnau, qui a lui-

même fondé en juin 1924 une ligue, la Légion, mouvement nationaliste, conservateur et catholique, prêt à prendre les armes contre une subversion communiste dont il accuse Herriot de faire le lit. Dans ses articles, discours et écrits divers, Taittinger loue sans cesse le modèle du Duce qui a su faire taire le danger communiste en Italie et relever le pays grâce au triptyque nationalisme, volontarisme, corporatisme. Une autre ligue se crée en novembre 1925, le Faisceau, qui se réclame ouvertement, par son nom même, du fascisme italien. Fondé par Georges Valois, personnage intéressant, venu de la gauche, passé par l'Action française en laquelle il voyait une organisation propre à lutter contre le capitalisme, puis revenu à la gauche après l'échec, en 1928, du Faisceau, qu'il voulait à la fois national et social. Opposés à la démocratie libérale, foncièrement anticommunistes et disposés à recourir à la violence, ces mouvements rassemblent, en 1926, 130 000 adhérents (10 000 pour la Légion, 60 000 pour les JP et le Faisceau chacun), sans compter les 20 000 membres de la déjà vénérable et encore bien vivace Action française.

L'agitation ligueuse s'apaise avec la chute du second cabinet Herriot, septième ministère en deux ans, en juillet 1926, qui marque le retour aux affaires de la droite, avec Raymond Poincaré qui dirige un long ministère de 1926 à 1929. L'activité des ligues recouvrera force et publicité dans le sillage de la crise de 1929 et à la suite de la victoire du « néo-cartel », en 1932.

### ***L'Espagne de Miguel Primo de Rivera : sept ans de dictature (1923-1931)***

L'Espagne possède un régime de monarchie parlementaire depuis 1876. Le suffrage universel masculin, instauré en 1890, n'empêche pas le noyautage des élections par deux partis dynastiques, le parti libéral et le

parti conservateur, qui décident en accord avec le roi des résultats à donner aux scrutins. L'Espagne est un pays rural et agricole, où le fort taux d'analphabétisme (60 %) ne confère aucune efficacité au suffrage universel. Le seul parti d'opposition, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), créé en 1879, ne dispose que d'une infime représentation parlementaire. Devant un tel verrouillage du système, l'expression des oppositions emprunte d'autres voies qu'une légalité électorale sans espoir. En 1917, dans une Espagne demeurée à l'écart de la Grande Guerre, la Confédération générale du travail (CGT, créée en 1888), proche du PSOE et la CNT, confédération syndicale anarchiste créée en 1910 et illégale, appellent conjointement à une grève générale, réprimée par le pouvoir et par des propriétaires terriens et industriels qui engagent des milices privées pour protéger leurs biens et possessions (*pistolismo*). Le régime est cependant ébranlé par les combats menés contre l'armée espagnole par les indépendantistes marocains qui, emmenés par Abd-el-Krim, remportent d'importantes victoires, notamment à Anoual, en juillet 1921 : cette bataille tourne au désastre pour l'armée espagnole qui y perd 13 000 hommes. Les désastres marocains provoquent la réunion d'une commission parlementaire qui peut mettre en cause l'incompétence de nombreux hauts gradés et la responsabilité du roi Alphonse XIII lui-même. Dans ces conditions, encouragé par le roi, le général Miguel Primo de Rivera effectue un *pronunciamento* militaire à Barcelone, le 13 septembre 1923. Le gouvernement légal démissionne le 15, car le roi refuse de réunir les Cortès d'urgence comme il le demande. Le même jour, Alphonse XIII nomme le général Primo de Rivera ministre unique et proclame pour tout le royaume un état de guerre qui ne sera suspendu qu'en 1925. Dans sa première déclaration à la presse, Primo de Rivera

présente son pouvoir comme une nécessité temporaire pour rétablir l'ordre en Espagne. Le roi crée par décret un Directoire militaire le 17 septembre 1923, dont Primo est le chef. En 1925, des ministres civils y sont adjoints.

Les années de dictature de Primo de Rivera laissent un souvenir plus ambivalent que les presque quarante ans d'un franquisme qui fit des centaines de milliers de victimes. Par rapport à la *dictadura* de Franco, on parle ainsi parfois de *dictablanda* (*dictadouce*) pour les années 1923-1930. Non que Primo de Rivera soit un libéral : la Constitution de 1876 est suspendue, les décrets du général-dictateur, contresignés par le roi, ont force de loi, les intellectuels libéraux comme Miguel de Unamuno sont poursuivis ou exilés, et le jacobinisme madrilène du dictateur, qui interdit l'usage du drapeau et de la langue catalans, est mal vécu à Barcelone, dont les revendications autonomistes sont réprimées.

La priorité du général-dictateur est de rétablir l'honneur et le moral de l'armée espagnole : celle-ci reste affectée par sa défaite dans la guerre cubaine de 1898, véritable traumatisme national, auquel s'ajoute celui d'Anoual en 1921. Primo de Rivera s'investit personnellement dans la guerre du Rif, se rendant même au Maroc. La victoire, acquise dès 1925, est définitive en 1927. Primo de Rivera est en outre soucieux de développer l'économie espagnole : il assainit les finances publiques, permettant un retour à l'excédent budgétaire en 1929 et attire les investisseurs. Par ailleurs, il se gagne la coopération du PSOE et de l'UGT, tolérés et circonvenus alors que le Parti communiste et la CNT sont interdits. La coopération du PSOE et de l'UGT, qui permet au dictateur de garder un lien avec la classe ouvrière, se matérialise par une participation de ces organisations de gauche aux comités paritaires mixtes d'arbitrage des conflits

sociaux, qui sont créés dans chaque branche pour éviter ou apaiser tout affrontement entre capital et travail. L'inspiration fortement corporatiste de ces comités culmine par la création, par décret du 12 décembre 1927, de l'« Assemblée nationale des intérêts généraux », assemblée corporatiste composée de députés désignés par l'État parmi les membres de l'Organisation corporative nationale, syndicat corporatif unique. Par ces mesures, Primo de Rivera s'attire l'opposition renouvelée des socialistes. Dans l'armée, malgré la victoire du Rif, il mécontente les officiers, dont il veut diminuer le nombre pléthorique pour alléger les charges de l'État. Des rumeurs de putsch font craindre au roi que l'impopularité du dictateur ne menace la monarchie. Se sentant abandonné, et affaibli par l'âge et le diabète, le général-dictateur démissionne le 28 janvier 1930 et s'en va finir ses jours à Paris. Il est remplacé par deux autres militaires, le général Damaso Berenguer puis l'amiral Aznar-Cabanas, qui poursuivent la dictature. Toute l'opposition s'unit le 17 août 1930 par le pacte de San Sebastián qui prévoit l'organisation d'un putsch militaire pour renverser la dictature et proclamer la République. Le putsch échoue en décembre 1930, mais, conscient du mécontentement croissant, le gouvernement prévoit une série de consultations électorales qui doit s'ouvrir par des élections municipales en avril 1931. Le 12 avril 1931, la victoire des Républicains conduit à la fuite du roi Alphonse XIII et à la proclamation de la Seconde République espagnole.

L'histoire espagnole est donc singulière dans le contexte de l'entre-deux-guerres européen : une dictature précoce (1923) est remplacée par une République qui, de plus, voit la gauche s'installer aux responsabilités après des élections législatives favorables le 28 juin 1931.

### ***Fragilité et instabilité de la République portugaise (1910-1926)***

L'histoire de la Première République portugaise est marquée, depuis sa création en 1910, par une instabilité chronique et vertigineuse. L'historien se fait chroniqueur et suit avec peine l'oscillation fébrile d'une actualité politique rythmée par des changements incessants de gouvernement et par des putschs ou tentatives de putsch fréquents qui indiquent à quel point le fonctionnement du régime n'est ni apaisé ni assuré. Entre 1911, date de l'adoption de la constitution républicaine, et 1926, qui voit les militaires la vider de sa substance, on compte 8 présidents de la République, 45 gouvernements, 5 coups d'État réussis, 5 dissolutions du Parlement, sans compter des centaines d'attentats politiques (325 à Lisbonne entre 1920 et 1925) dans un contexte de guerre civile larvée ou ouverte.

La vie de la Première République portugaise est, comme le sera celle de la Seconde République espagnole à partir de 1931, fortement polarisée. Les affrontements d'idées y sont violents et sans concession, entre des Républicains organisés en parti depuis 1876 et les partisans de la monarchie et de l'ordre social traditionnel, marqué par la pauvreté, l'analphabétisme et la forte prégnance de l'Église en tant qu'institution et qu'idéologie. La domination d'une monarchie et d'un féodalisme catholiques suscitent une politique de laïcisation sans compromis de la part des Républicains qui prennent le pouvoir lors du coup d'État d'octobre 1910 qui institue le suffrage universel masculin pour les élections constituintes de 1911. La révolution républicaine de 1910-1911 se fait sur le modèle militant des événements français de 1792-1793. Des mesures symboliques viennent

exprimer la rupture avec l'ancien régime : le *real* est abandonné au profit de l'escudo, le drapeau rouge et vert remplace le bleu et blanc, couleurs mariales, et l'Hymne à la Charte de 1826 disparaît au profit de *La Portuguesa*. Les Républicains décident en outre l'abolition de la noblesse et des privilèges, la laïcisation de l'enseignement, la dissolution de l'ordre des Jésuites, la légalisation du divorce. De nombreux prêtres et réguliers sont emprisonnés pour délits politiques, tandis que les biens du clergé sont nationalisés, l'état civil laïcisé et l'enseignement religieux à l'école interdit. L'œuvre législative et les réformes sociales de la Première République sont d'importance, et évoquent ce qui s'est passé sous la III<sup>e</sup> République française dans les années 1880 et ce qui se fera en Espagne durant le *biennio* réformateur du gouvernement Azana entre 1931 et 1933. Dans les trois cas, ces réformes culturelles, anthropologiques plus que juridiques, sont massives et rapides. Elles provoquent, chez les tenants de l'ordre et de la culture traditionnels, un traumatisme profond. En France, le consensus s'est formé sur la forme républicaine de gouvernement, adoubee par la victoire dans la Grande Guerre. En Espagne et au Portugal, l'opposition conservatrice ou réactionnaire aboutit à un soutien accordé à une dictature de droite après que le régime républicain a fait preuve de son absence de stabilité et de modération.

La politique des républicains provoque une réaction outragée dans les milieux conservateurs et monarchistes, qui s'organisent autour de Manuel II, dernier roi parti en exil à Londres. L'année 1911 connaît la première révolte monarchiste, qui inaugure une longue série d'attentats et d'insurrections. De son côté, le parti républicain se divise, une fois la constitution proclamée et le dénominateur commun atteint. Trois partis apparaissent, qui se divisent sur l'opportunité et le rythme à donner à la laïcisation ainsi que sur la question sociale.

L'armée constitue également une force politique : si elle est majoritairement acquise au conservatisme social et culturel, elle est elle aussi divisée et compte une aile gauche où dominent républicanisme et laïcité. L'opposition interne entre militaires va être déterminante pour l'évolution du régime, notamment lors de sa disparition en 1926.

Dès janvier 1915, par exemple, un putsch militaire impose une dictature présidentielle et un gouvernement composé majoritairement d'officiers. Par décrets du président, ils gouvernent sans le Parlement et mettent fin à la politique anticléricale de la République. Cette « dictature des épées » est elle-même renversée quatre mois plus tard, en mai 1915, par un putsch de militaires républicains qui, après un court épisode de junte, rétablit la légalité constitutionnelle en octobre. Après l'entrée en guerre du Portugal, un putsch de militaires conservateurs, emmenés par le capitaine Sidonio Pais, renverse le gouvernement légal en décembre 1917. Pais se fait plébisciter président en avril 1918, avant d'être assassiné par un syndicaliste le 14 décembre 1918. Il s'était auparavant heurté à un putsch de militaires monarchistes et à des grèves massives organisées par les Républicains et par la gauche.

Dans cette histoire agitée, les dates de 1918 et 1919 ne marquent une césure que dans la mesure où, après elle, le rôle des militaires est d'autant plus marqué et où les affrontements entre droite et gauche atteignent un niveau de violence inédit. L'instabilité, elle, reste ce qu'elle était avant la guerre.

Le Portugal a participé à la Première Guerre mondiale à partir d'avril 1916 : après une hésitation neutraliste, il s'est rallié aux puissances de l'Entente en raison de ses liens diplomatiques anciens avec la Grande-Bretagne. Les Portugais ont envoyé sur le front un contingent de 100 000 hommes, dont 7 000 ne sont pas revenus. Le



traité de Versailles n'accorde au Portugal, pays vainqueur, aucune compensation, alors que ce pays comptait notamment agrandir ses possessions africaines au détriment des colonies allemandes, ce qui lui est refusé sans aménité.

À la déception nationale s'ajoute la radicalisation des oppositions et la tension du contexte politique. Dès 1917, contre la guerre et contre les menaces de restauration monarchique ou d'instauration d'un régime autoritaire, les grèves ouvrières et les émotions paysannes se multiplient. Depuis la première grève générale, qui a eu lieu en 1912, la réaction de l'État est répressive, ce qui détourne les ouvriers de la République. Il est frappant de constater qu'en Allemagne, en Espagne comme au Portugal, des régimes républicains se sont très tôt aliéné une classe ouvrière qui n'allait pas les défendre : les événements de 1919 en Allemagne comme ceux de 1934 aux Asturies ont fait percevoir la République des « sociaux-traitres » comme un ennemi pire encore que les plus noirs des réactionnaires. En 1919 se créent le Parti communiste portugais, qui adhère à la III<sup>e</sup> Internationale, ainsi que la *Confederação Geral do Trabalho*. Cette CGT portugaise partage avec son modèle français plus que l'identité des sigles. Comme la CGT de la Charte d'Amiens (1906), la CGT portugaise est marquée par un radicalisme anarcho-syndicaliste qui l'inscrit à l'extrême gauche d'un spectre politique portugais radicalement polarisé et l'amène à se rapprocher du Parti communiste nouvellement créé. CGT et PCP adoptent un maximalisme kominternien qui affaiblit des républicains déjà divisés. L'instabilité ministérielle tourne au chaos quand, sous la présidence du José Antonio de Alameda, le seul président à avoir pu mener à bien son mandat (1919-1923), une succession de deux coups d'État militaires trouble en 1921 la succession déjà folle des gouvernements légaux. Cette instabilité désespère les classes

moyennes cultivées qui peuplent traditionnellement les rangs des républicains radicaux-socialistes. La virulence de la laïcisation, d'une part, l'existence de conflits sociaux et l'ingérence des militaires, d'autre part, détournent insensiblement cette clientèle sociologique classique de la République qui n'est plus guère défendue, la gauche communiste et syndicaliste restant fidèle à l'orthodoxie kominternienne d'une lutte classe contre classe.

Privé de soutien massif, affaibli par l'instabilité, le régime républicain s'efface en 1926, laminé par une série de putschs et de contre-putschs internes aux cercles militaires rebelles : le vrai débat se situe désormais à l'intérieur de l'armée, et n'implique plus les républicains, impuissants.

Le 28 mai 1926 débute un premier putsch, celui du général Gomes da Costa. Le 31, le président légalement élu, Machado, démissionne et quitte le pays après avoir refusé de donner l'ordre de résister aux rebelles, pour éviter une guerre civile sanglante, bien qu'il disposait de troupes legalistes à Lisbonne et à Porto. Une junte militaire s'installe, avec un gouvernement où, pour remédier à la crise budgétaire de l'État, est appelé un jeune professeur d'économie de l'Université de Coimbra, António de Oliveira Salazar. Après une semaine, la junte est renversée par un nouveau putsch de Gomes da Costa, qui marche sur Lisbonne avec ses troupes, destitue le gouvernement et accapare les postes de président et de Premier ministre. Il interdit le Parti communiste et suspend officiellement la Constitution le 17 juin 1926, ce qui marque la fin de la Première République portugaise. Gomes da Costa reste peu au pouvoir, puisqu'il est à son tour renversé par une conjuration militaire qui le destitue et l'envoie en exil, mettant à sa place le général Óscar Carmona.

## CHAPITRE II

### Les alternatives à la démocratie

La démocratie libérale se trouve, après la Grande Guerre, sous le feu croisé de deux types de critiques, de droite comme de gauche. À gauche, les scissions au sein des partis socialistes font apparaître un nouveau mouvement, qui revendique l'appellation de « communiste » et qui se réclame de la révolution bolchevique de 1917. À droite, deux projets de société nouveaux, deux conceptions de l'État, de l'individu et du lien social apparaissent et s'épanouissent. Le premier, conservateur, voire franchement réactionnaire, qui se réclame du catholicisme social et d'une conception autoritaire du pouvoir, peut être qualifié de national-catholique. Le second est le projet fasciste, plus autoritaire mais moins conservateur, voire, dans le discours du moins, franchement révolutionnaire en comparaison avec les dictatures nationales-catholiques.

#### 1. LA CRITIQUE COMMUNISTE :

##### L'IMPOSTURE DE LA DÉMOCRATIE FORMELLE

La « lueur qui se lève à l'Est » en 1917 suscite partout en Europe des scissions au sein des partis socialistes qui existaient avant 1914. Le congrès de Tours (décembre 1920) donne naissance à la Section française de l'Internationale communiste, qui deviendra le PCF

en 1935, tandis que le congrès de Livourne voit apparaître le Parti communiste italien en janvier 1921. Quant au KPD allemand, il est né du mouvement spartakiste en 1919, mais on peut faire remonter son origine à la scission entre SPD et USPD dès 1917, au moment où les événements de Russie font rejouer les vieilles fractures qui, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, divisent le mouvement ouvrier entre « réformistes » et « révolutionnaires ».

Les scissions entre socialistes et communistes se font sur la question des exigences formulées par Lénine : le Komintern nouvellement créé a fixé 21 conditions à respecter, dont le principe cardinal est l'organisation des nouveaux partis, de leur action et de leur propagande en vue de combattre les forces de la réaction dans « cette époque actuelle de guerre civile acharnée ». La condition n° 3 du Komintern révèle à quel point la démocratie libérale, son respect de la loi et du principe majoritaire, sont répudiés :

« Les communistes ne peuvent se fier à la légalité bourgeoise » et doivent donc « créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin capable de remplir au moment décisif son devoir envers la révolution ».

La démocratie libérale est, pour les communistes, une mystification. Elle prétend accorder des droits qui, en l'absence d'égalité réelle, demeurent purement formels. Elle prétend également être la fin de l'Histoire, constituer un optimum en termes de dévolution du pouvoir et de régulation sociale : la démocratie se veut soustraite à toute critique et revendique un fondement universel. Or Marx, dans *L'Idéologie allemande* et dans *La Question juive*, a fait justice de cette prétention à l'universalité, en montrant bien au contraire que les droits de l'homme ne sont autres que les droits de l'homme bourgeois.

La révolution de 1917 a érigé les écrits de Marx et de Lénine en dogme. Dès lors, la distinction entre droits

formels et droits réels devient la pierre angulaire d'un discours de rejet résolu de la démocratie bourgeoise.

Pour les partis qui ont adhéré au Komintern, tout ce qui n'est pas d'obédience communiste et de stricte orthodoxie marxiste est bourgeois : les sociaux-démocrates, contre lesquels on mène une lutte fratricide et épuisante, la démocratie, les fascistes et les dictateurs de tout poil. Le VI<sup>e</sup> Congrès du Komintern, en 1928, définit le fascisme comme un régime de dictature directe de la bourgeoisie. Il n'y a donc pas de différence de nature, mais de degré, entre fascisme et démocratie : tous deux sont des modes de domination de la bourgeoisie sur le prolétariat ; seule la modalité change : ouverte et assumée dans la dictature fasciste, chattemite et dissimulée dans la démocratie libérale.

L'Internationale communiste refuse toute compromission avec la domination de la bourgeoisie. La stratégie imposée par Moscou se résume aux trois mots « classe contre classe » jusqu'en 1934. Ce n'est que confronté à la diffusion des régimes autoritaires que le Komintern, un an après la prise de pouvoir des nazis en Allemagne, décide d'adopter une stratégie de « Front populaire ». Les partis communistes sont invités à tirer les leçons de la fin de Weimar et à s'associer avec les partis socialistes et radicaux bourgeois dans des alliances électorales progressistes qui doivent faire obstacle aux forces de la droite réactionnaire, parvenus au pouvoir par la voie légale en Italie (1922) et en Allemagne (1933). Lors du VII<sup>e</sup> Congrès du Komintern en 1935, Georgi Dimitrov définit le fascisme comme « la dictature ouverte et terroriste des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier ». Le message a changé depuis 1928 : parler des éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie implique qu'il existe une bourgeoisie non fasciste avec laquelle les partis communistes peuvent collaborer au sein de fronts

communs antifascistes, qui se constituent et gagnent les élections en Espagne (février 1936) et en France (mai 1936).

Face aux communistes qui occupent désormais leur gauche, les partis socialistes sont amenés à évoluer. Considérés comme hérétiques et dangereux, parce qu'ils peuvent attirer à eux des prolétaires égarés par leur rhétorique, les socialistes sont l'objet d'une virulente et permanente disqualification de la part des communistes, qui estiment devoir combattre les « sociaux-traîtres » avant les bourgeois et les fascistes.

Face à ces nouveaux partis, les « vieilles maisons » socialistes (Blum) s'engagent dans une surenchère maximaliste qui engendre une inflation dans la critique de la démocratie bourgeoise.

La radicalisation des socialistes, qui n'entendent pas se laisser déborder sur leur gauche, affaiblit d'autant les régimes démocratiques. En France, par exemple, les socialistes de Blum s'achètent une virginité politique et une pureté doctrinale en refusant toute participation à des gouvernements qualifiés de « bourgeois ». De ce fait, les alliances de gauche gagnent parfois les élections, mais sont incapables de transformer la victoire électorale en gouvernement durable : le soutien sans participation de la SFIO est fatal au Cartel des gauches (1924-1926) et au néo-Cartel (1932-1934), deux alliances qui ne tiennent que moins de deux ans au lieu des quatre que compte la législature. L'instabilité ministérielle en est accrue d'autant, ce qui atteint la crédibilité du régime parlementaire.

Le prestige de l'URSS est encore accru à la suite du 1<sup>er</sup> plan quinquennal (1928-1933) : la croissance de la production industrielle soviétique atteint 250 %, alors que l'Occident capitaliste est miné par la crise de 1929 et ses conséquences. Ceux qui, lucides, décrivent l'oppression et la terreur stalinienne, tel le Gide du

*Retour d'URSS* (1936), sont calomniés par les gardiens de la foi, les chantres de l'utopie.

## 2. LA TENTATION FASCISTE

La prise de pouvoir par les fascistes, entre 1922 et 1926, entraîne l'instauration progressive d'un régime inédit en Europe, qui fait figure à la fois de contrepoint, pour les partisans de la démocratie triomphante en Europe, et d'archétype, pour ses détracteurs. Le régime fasciste instauré par Mussolini polarise durablement les débats et les affrontements politiques dans l'Europe de l'entre-deux-guerres en faisant office de repoussoir ou de modèle, en divisant intellectuels et hommes politiques entre « fascistes » et « antifascistes », et en diffusant sinon ses idées, du moins sa rhétorique et son décorum – en un mot, son style énergique, militarisé, volontariste. Ce style suscite adhésion, enthousiasme, voire fascination chez les observateurs extérieurs. Dans les années 1920, les démocraties représentent une tradition libérale ancienne et souvent dénoncée comme surannée. Son obsolescence supposée est à la mesure du vieillissement démographique qui inquiète tant les responsables politiques d'un pays comme la France. Face à cette sénescence démocratique et républicaine, le fascisme apparaît comme un souffle utopique et vigoureux, une doctrine politique jeune et impétueuse qui, de plus, valorise et érige en norme de la pensée et de l'action cette même jeunesse et impétuosité, cet élan vital dont les régimes voisins semblent dépourvus. Mussolini est admiré, révééré même, par le chef du Parti nazi allemand, qui possède un portrait du Duce dans son bureau de Munich et qui tente, un an après la marche sur Rome, un putsch visant à renverser le gouvernement de Bavière le 9 novembre 1923. Il nous faut tenter de définir en quoi

consiste l'alternative fasciste à la démocratie libérale – autrement dit, présenter cette culture fasciste qui séduit une Europe en quête de nouvelles réponses aux questions posées par le XIX<sup>e</sup> siècle et par la Grande Guerre.

L'historien italien Emilio Gentile a consacré un ouvrage fameux à cette question. Dans *Qu'est-ce que le fascisme ?*, Gentile observe que la notion de fascisme – on ose à peine dire : le concept – est protéiforme, plastique : le mot est « universellement employé, dans un sens péjoratif, comme synonyme de droite, de contre-révolution, de réaction, de conservatisme, d'autoritarisme, de corporatisme, de nationalisme, de racisme et d'impérialisme<sup>1</sup> ». On a pu par ailleurs parler, outre du fascisme noir, de fascisme rouge, et, désormais, de fascisme vert, expression récemment forgée pour désigner le fondamentalisme théocratique islamique. Dans ces conditions, tenter une définition semble relever de la gageure.

Parler de la culture fasciste est sans doute la manière la plus aisée d'approcher une définition du fascisme. Malgré les rodomontades performatives, le discours fasciste italien ou nazi est souvent plus remarquable par ses contradictions internes et ses palinodies que par une cohérence monolithique. Il y a des contradictions d'orateur à idéologue, car, de même que les régimes fascistes sont polyarchiques, leur discours est polyphonique. Il y a des palinodies parce que le fascisme n'est pas une Table de dogmes, mais une pratique politique très réactive au contexte historique : le rapport du fascisme italien au capitalisme, par exemple, a ainsi varié, de l'opposition en 1919 à l'accommodement en 1921, au moment où Mussolini veut rallier les élites traditionnelles et ces industriels et agrariens qui financent les squadristes ; Mussolini, qui se proclame ardemment libéral et capita-

1. Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétations*, Paris, Gallimard, « Folio », 2004, p. 69.



liste en 1921, change ensuite de ton et de message à partir de 1929. Ce n'est qu'un exemple, mais on voit que les variations du discours et de la pratique sont d'importance.

Plus qu'une introuvable idéologie *sub specie aeternitatis*, il convient de se mettre en quête d'un état d'esprit et d'une attitude, ce que l'on pourrait appeler un *ethos*. De fait, on se rend aisément compte qu'il existe une vision du monde, un rapport au temps, au corps, à l'autre, à soi, à la cité qui est propre au fascisme (au singulier) et commun aux fascismes (au pluriel) italien et allemand, même si les nuances devront être signalées.

C'est cette vision du monde et du temps, ce rapport à l'autre et à soi, que nous appellerons culture. L'expression « culture fasciste » peut surprendre et toucher à l'oxymore, car le second est censé tirer son revolver à l'annonce de la première : Benedetto Croce, intellectuel libéral italien, avait coutume de parler de l'onagrocration fasciste, un régime d'onagres, d'ânes sauvages plus aptes à manier le *manganello* et la démagogie que la belle langue, le dictionnaire et le raisonnement démonstratif argumenté. Les historiens ont mis du temps à se lancer dans une exploration culturaliste du phénomène fasciste. Il a fallu les travaux décisifs de George L. Mosse et d'Emilio Gentile pour lire le fascisme sous un jour nouveau : celui d'une culture qui répondait aux doutes et questions d'une époque déstructurée par le XIX<sup>e</sup> siècle et traumatisée par la Grande Guerre, une époque en quête de communauté, de valeurs et d'idéaux nouveaux.

Par ailleurs, s'il y a un anticulturalisme fasciste, les fascistes n'ont pas ménagé leurs efforts de théorisation et de création pour donner à leurs intuitions la dignité d'une culture nouvelle, appelée à régénérer l'Europe, convainquant bien des esprits éclairés de leur temps, au nombre desquels on compte Robert Brasillach, Pierre

Drieu la Rochelle, Mircea Eliade, Cioran, ainsi que, brièvement, Martin Heidegger.

Tentons d'éclairer les aspects fondamentaux de cette culture fasciste, les intuitions, angoisses et attitudes communes au fascisme italien et au nazisme allemand, en introduisant des nuances de distinction à chaque fois qu'il sera opportun de différencier entre l'un et l'autre.

Il est d'usage de définir le fascisme comme un catalogue de détestations. Le fascisme est antilibéral, antirationaliste, antidémocratique, antimarxiste, anti-individualiste...

Cette vertigineuse accumulation de négations ne signifie pas grand-chose si on ne la ramène pas à ce qui fait son unité et son sens : le fascisme est fondamentalement une réaction contre le discours des Lumières et ses conséquences, ses traductions politiques et sociales.

Le fascisme conteste l'universalité de la raison. Le discours rationnel n'a pour les fascistes rien d'universel ou d'apodictique. Le rationalisme est le produit d'une époque donnée et constitue une arme dans un champ de tensions particuliers. Le soupçon adressé par Marx aux Lumières et à ses œuvres (la Déclaration des droits de l'homme, par exemple) se retrouve chez les fascistes. Comme l'écrit Gentile, « le fascisme eut pour principe de son idéologie la critique des idéologies<sup>1</sup> ». Il a fait sienne l'idée de Marx qu'il y a un usage instrumental d'idéologies prétendument et faussement universalistes, car il n'y a que des particularismes. Fils du soupçon, le fascisme défend que tout énoncé est le produit d'un particularisme de nation, de classe ou de race. Dans cet affrontement des discours s'impose celui qui est porté et produit par le plus violent des groupes.

C'est que, de fait, les groupes humains sont en guerre : les nations, pour les fascistes italiens ; les races, pour les nazis allemands. L'existence humaine est essentielle-

1. *Ibid.*, p. 128.

ment guerrière : les conflits sont constants entre nations ou entre races, ce qu'atteste la Grande Guerre. En amont du fascisme, il y a un discours social-darwiniste qui appréhende toute existence sous le jour de la lutte, du combat pour la survie.

La guerre est d'abord un fait : elle est. Elle est également une norme, un idéal : elle doit être, car elle est bonne. Elle tend muscles et énergies vers l'amélioration de soi et du groupe dans l'attente du combat. La guerre rend meilleur physiquement et spirituellement : elle ne s'accommode pas de l'avachissement auquel le confort contemporain semble promettre le bourgeois, figure honnie du renoncement à la virilité et à l'héroïsme. Les fascistes ne rompent pas, malgré l'absurde carnage de quatre ans de guerre, avec la valorisation de l'*ethos* guerrier propre aux va-t-en-guerre de 1914. Beaucoup de mobilisés qui saluaient l'épreuve de 1914 comme une aventure rompant avec la médiocrité de la paix sont revenus de cette exaltation. Pas les fascistes, qui magnifient *ex post* l'expérience du combat. Les fascistes et les nazis lisent le monde sous le jour de la guerre. Ils ne sont pas les seuls : les marxistes également voient dans la réalité sociale un affrontement latent ou patent. Mais, contrairement aux marxistes, les fascistes voient dans la guerre un fait extérieur, extrinsèque à la communauté nationale ou raciale, et non une dialectique interne à la société, divisée entre classes hostiles aux intérêts contradictoires. En outre, si les marxistes ambitionnent et promettent un apaisement final après la révolution, le terme de la guerre fasciste apparaît à la fois lointain et problématique, car le fascisme semble avoir besoin d'ennemis : l'identité fusionnelle et confusionnelle de la communauté fasciste nécessite l'existence d'ennemis renouvelés pour maintenir les énergies en tension et entretenir la dialectique entre identité et altérité. Par ailleurs, l'existence d'un projet belliqueux et d'une situation d'hostilité

justifie un état d'exception permanent, une mobilisation des esprits et des corps qui coupent court à toute revendication libérale de la société civile, rendue irréaliste par l'état de guerre. Enfin, pour les nazis en particulier, la guerre est la réalité naturelle par excellence, celle qui dicte sa loi à tout comportement humain. Racisme et darwinisme social convergent dans le nazisme, ainsi que l'explique Adolf Hitler, le 15 février 1942, à de jeunes officiers de la Wehrmacht :

« Nous appartenons tous à une nature qui, pour autant que nous sachions, ne connaît qu'une seule et dure loi : cette loi qui donne au plus fort le droit de vivre et qui le retire au plus faible.

« Nous, les hommes, nous ne pouvons pas nous exclure de cette loi. Les planètes tournent autour de soleils selon des lois éternelles, de même que les lunes autour des planètes : le macrocosme comme le microcosme sont dominés par cet unique principe qui veut que le plus fort détermine le cours du plus faible. Sur cette terre elle-même, nous menons le nécessaire combat d'êtres vivants qui s'affrontent les uns les autres. Un animal ne vit que dans la mesure où il tue l'autre. On pourra dire : voilà un monde bien cruel, bien atroce, qui lie l'existence de l'un à l'extermination de l'autre. On peut bien essayer de s'abstraire de ce monde par l'esprit, mais, en fait, nous vivons en plein dedans. S'en abstraire, si on veut être conséquent, c'est se suicider. On peut faire ce que l'on veut, on n'y peut rien : ce n'est pas je ne sais quel droit abstrait, élaboré par les hommes, qui est sorti vainqueur de tout cela. Non : depuis toujours, c'est le plus fort qui a vaincu, celui qui a su imposer sa vie et la protéger.

« Toute réflexion sur l'histoire ne fait que nous montrer ceci : la providence a fait les hommes semblables à tous les autres êtres vivants. Elle leur a donné cette écorce terrestre comme champ pour éprouver leurs forces. Celui qui s'y distingue, celui qui sait y assurer les conditions de sa survie, celui-là vivra. Celui qui n'y parvient pas, il meurt. Il pourra répéter tant qu'il veut : "Mais moi, je ne veux de mal à personne", la nature, la providence ne lui demande pas son

avis, elle ne connaît qu'une loi : "Bats-toi, assure ta vie, et tu vivras. Si tu ne te bats pas, tu perdras, et d'autres prendront ta place." Il n'y a pas d'espace vide sur cette terre. Si d'aventure les hommes se fourvoyaient dans le pacifisme, des bêtes prendraient leur place, parce que ce n'est pas par des idées pacifistes que l'homme a imposé sa prééminence, mais par la supériorité dans sa manière de mener son combat pour la vie. On n'y changera rien : "Ça a toujours été ainsi, c'est ainsi, et ça demeurera ainsi." »

La vie est une guerre, et la guerre, c'est la vie. Rome et Berlin exaltent l'énergie et la force dont l'agressivité guerrière du combat, inachevé, mené dans les tranchées de la Grande Guerre a été une attestation. Cette mystique de la violence est une mystique de la mort mais aussi de la vie dans ce qu'elle peut avoir de plus dynamique, c'est-à-dire de la jeunesse. On constate tant dans le fascisme italien que dans le national-socialisme allemand un juvénisme, un culte de la jeunesse comme force, comme agression et comme promesse. L'hymne du Parti national-fasciste est intitulé *Giovinezza* et célèbre les « fils » de la patrie, « ressuscités avec la foi dans l'idéal », ces fils que « Mussolini a refaits pour la guerre demain ». Quant à Hitler, il proclame dans une apparente tautologie, devenue un slogan célèbre du régime, que « celui qui a la jeunesse possède l'avenir » et définit ainsi, dans un discours prononcé devant les Jeunesses hitlériennes en 1935, son idéal :

« Le jeune Allemand de demain doit être mince et élancé, preste comme le lévrier, résistant comme le cuir et dur comme l'acier Krupp. »

Les comparaisons utilisées par Hitler (lévrier, cuir, acier) montrent que l'idéal éducatif nazi n'a rien d'humaniste : le jeune homme, proche de l'origine biologique, de la naissance, est encouragé à conserver une animalité dont l'homme fait ou âgé est plus éloigné. Il est également

objectivé, et doit être tanné et forgé comme ces matériaux, le cuir et l'acier, qui sont utiles à la guerre.

Une communauté combattante est dirigée par un chef, qui la mène à l'assaut. En temps de guerre, la concertation, le dialogue et l'écoute propres à la régulation démocratique n'ont pas leur place. En temps de paix non plus : les fascistes sont convaincus que le combat est pérenne, et que la démocratie repose sur des postulats erronés et, de toute manière, rendus irrémédiablement obsolètes par la Grande Guerre. Les nazis, quant à eux, estiment que les monarchies sont mortes, enterrées par l'irruption des masses en politique et sur les champs de bataille, sans pour autant que les démocraties soient crédibles, car elles consacrent la médiocrité, là où la nature exige l'excellence : le régime optimal est donc celui de la *Frontgemeinschaft* (communauté du front), d'un groupe humain régi et ordonné par le principe du combat, et soumis à une discipline de fer.

Le principe démocratique est fallacieux, et le régime démocratique n'est qu'une mystification qui donne l'illusion de la souveraineté à un peuple qui en est privé par des oligarchies occultes. Au fondement de la démocratie libérale gît ce postulat inepte, dont l'absurdité a été prouvée en temps de guerre, que les hommes seraient égaux.

Dès lors, le fascisme se revendique comme seul authentiquement démocratique. Quand Hitler et Goebbels parlent de « démocratie germanique » pour désigner l'État nouveau, ils ne font pas seulement profession de cynisme : pour eux, la représentation engendre une démocratie impossible. Seule la participation des masses aux rituels du régime, seul le fait d'éprouver une communion avec autrui et avec son chef est gage d'une véritable démocratie. L'histoire est gouvernée par des lois que seuls quelques-uns ont compris : le Duce sait que la guerre entre nations est permanente ; le Führer a percé à jour la grande loi qui régit le devenir historique, celle de la lutte des

racés. Une nécessité est à l'œuvre dans l'histoire, qu'il s'agit de comprendre et de respecter en suivant le chef et guide : le peuple (*demos*) exerce le pouvoir (*kratos*) à travers ce chef dont il participe.

Le peuple du fascisme doit être une communauté et non une société. Le siècle des Lumières a imaginé que les groupes humains soient fondés sur la libre adhésion, sur le choix d'une volonté éclairée qui décide d'être citoyenne de telle nation plutôt que de telle autre. Contre le choix, le fascisme rétablit les droits de l'histoire, et plus précisément de la détermination, comme le proclame le programme du PNF, en 1921 :

« La nation n'est pas la simple somme des individus vivants [...] mais un organisme comprenant la série indéfinie des générations dont les individus sont des éléments passagers. »

La liberté ne vaut rien face à cette détermination qui vous fait Italien ou Allemand. Le fascisme fantasme la communauté prérévolutionnaire, cette communauté holistique où la partie était définie par son appartenance au tout, alors que, dans les sociétés individualistes contemporaines, c'est le tout qui est second, constitué par le libre choix des parties. La communauté fasciste est holistique, organique, naturelle. La métaphore organiciste est récurrente, qui compare la communauté à un organisme vivant, à un corps humain. Retranchez un membre du corps : le premier meurt, le second est mutilé.

La communauté naturelle ainsi (re)constituée possède la cohésion et la compacité de l'organisme vivant. D'un membre à l'autre, il n'est ni solution de continuité ni interstice.

Cette volonté de forger, de fondre une communauté fusionnelle, sans interstice, une masse compacte aussi imposante que l'architecture monumentale du régime, implique une exclusion d'autant plus ferme de l'altérité,

de tout ce qui est jugé déviant ou nocif envers la communauté. Les fascismes dénoncent ainsi les ennemis intérieurs, libéraux, socialistes, communistes, franc-maçons. Cette altérité est biologisée chez les nazis, qui attribuent toute différence d'opinion à une déviance ou à un vice biologique, alors que le fascisme italien n'adopte de politique raciale qu'en 1938. Ce caractère tardif s'explique par plusieurs facteurs : l'Italie de Mussolini est, depuis 1936, clairement alignée sur la politique étrangère de l'Allemagne nazie. Le rapport de maître à élève s'inverse, et Mussolini, qui fait une visite d'État à Berlin en septembre 1937, en vient à tout copier, jusqu'au pas de l'oie, ce dont s'amusent, condescendants, Hitler et sa suite lors d'une visite à Rome en 1938. Par ailleurs, avec la conquête et l'occupation coloniale de l'Éthiopie, les Italiens font l'apprentissage d'un racisme violent et obsidional qui se retrouve en métropole, jusqu'à être érigé en doctrine officielle à partir de 1938, où la « défense de la race » devient un impératif primordial. L'Italie est venue tard et imparfaitement au racisme et à l'antisémitisme, parce que l'idée d'une communauté pure, sans alliage ni mélange, ne faisait pas partie du mythe national italien. Marie-Anne Matard-Bonucci montre bien, dans *L'Italie fasciste et la persécution des Juifs*, que le racisme d'État a eu, à partir de 1936-1938, pour fonction de mobiliser contre un ennemi intérieur (le Juif) et extérieur (le sous-homme éthiopien), dans un contexte de relatif essoufflement de la dynamique « totalitaire », après quatorze à seize années de gouvernement fasciste. *A contrario*, le texte fondateur du nationalisme allemand est, depuis le *xvi<sup>e</sup>* siècle, la *Germania* de Tacite, qui vante la pureté germanique, alors que les chefs-d'œuvre de la littérature (l'Arioste), du chant et de l'opéra italien (Monteverdi) s'honorent de héros normands, mais agrégés au patrimoine national sans que



leur caractère allogène fasse l'objet d'une interrogation ni même d'une formulation explicite.

Le rapport à l'autre constitue une première différence entre le fascisme et le nazisme : la détestation de l'altérité biologique est une des pierres angulaires du nazisme.

La seconde différence concerne le rapport à l'histoire. On a beaucoup étudié le rapport du fascisme à l'Antiquité et glosé sur son usage de l'histoire, glorieuse et ancienne, de l'Italie. Pourtant, le rapport au passé n'est pas décisif chez les fascistes italiens : l'histoire de la Rome antique atteste flatteusement l'énergie créatrice de la nation italienne, perpétuée et continuée jusqu'au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle. Rome constitue un refuge bienvenu pour oublier Caporetto et la paix mutilée. Même si Mussolini fait excaver les *fora* et dresser les cartes de l'empire sur la *via dei fori imperiali*, il demeure que le fascisme italien est plus intéressé par le présent et l'avenir : l'affrontement entre libéraux, bolcheviks et fascistes est un fait contemporain, et l'empire à venir reste à édifier. Comme le note George L. Mosse dans *La Révolution fasciste*, « l'histoire ne fut jamais pour Mussolini qu'un tremplin pour s'élancer vers un avenir mal défini <sup>1</sup> », alors que les théoriciens du nazisme s'emploient à avérer l'éternité de la lutte des races en en traquant les indices dans les profondeurs du temps. L'histoire atteste et valide, et rien n'est neuf sous le soleil depuis que l'humanité nordique et la race sémitique se font face. Cette différence dans le rapport au temps, ouvert chez les fascistes, clos et ruminant chez les nazis, engendre ainsi un rapport différencié à l'art. Le fascisme italien est ouvert à la création artistique, salue l'innovation et honore ce qui est inédit, autre, nouveau. La politique artistique du fascisme s'en ressent, qui valorise la création, alors que les nazis, au

1. George L. Mosse, *La Révolution fasciste. Vers une théorie générale du fascisme*, Paris, Seuil, « <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle », 2003, p. 30.

fond, conçoivent l'art plus comme réitération d'archétypes hérités du passé que comme réelle création. L'art nazi, comme sa politique eugéniste, doit retrouver l'originel et non créer l'original. Il s'agit de réitérer ce qui a été et qui a adéquatement exprimé l'esprit de la race : un sculpteur devra donc faire des statues grecques, un architecte du néodorique et du néoromain, un peintre devra peindre paysages et portraits comme au XIX<sup>e</sup> siècle : l'État y veille, qui sélectionne chaque année, pour l'exposition de l'art allemand de Munich, des œuvres aux formes, styles et thèmes rebattus. L'écart et l'audace sont bannis : le nouveau ne peut être que l'expression d'une individualité pathologique, un art dé-généré au sens strict (qui a déchu de son *genos*, de sa race).

La question de l'art n'est ni oiseuse ni indifférente. Les fascismes italien et allemand ont conçu la politique en termes esthétiques, ce qui n'a pas échappé à des observateurs attentifs comme Walther Benjamin, qui parle d'« esthétisation de la vie politique ». Il faut prendre ce terme d'« esthétique » au sens littéral : la politique fasciste est un appel à la sensibilité. Elle tourne résolument le dos au *logos* pour se déployer dans le *pathos* sophistique de l'image et de la manipulation des sens. Hitler, dans *Mein Kampf*, écrit des pages célèbres sur l'art du politicien, qui est de provoquer des « éruptions volcaniques de passions humaines<sup>1</sup> », car les passions développent une puissance dont la raison, analytique et tempérée, est incapable :

« La grande masse du peuple ne se compose ni de professeurs ni de diplomates. Le peu de savoir abstrait dont elle dispose la situe plutôt dans le monde du ressenti. C'est là que gît son adhésion ou son refus. Elle n'est réceptive qu'à l'expression d'une force qui va dans une de ces deux directions, et jamais à une demi-teinte flottant entre les deux [...].

1. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, p. 116.

La foi est plus difficile à ébranler que le savoir, l'amour est moins versatile que la simple estime, la haine est plus durable que le mépris ; la force qui a animé les plus puissants mouvements de cette terre a moins résidé dans le savoir scientifique que dans le fanatisme qui s'empare de la masse et la rend parfois complètement hystérique<sup>1</sup>. »

Un usage maîtrisé du discours devra provoquer cette tempête de passions, de même que certaines techniques élémentaires de manipulation, comme ces réunions de nuit qu'Hitler affectionne et recommande. Dans *Mein Kampf*, là encore, il raconte que, jeune orateur, il a fait l'erreur de programmer un rassemblement un dimanche matin :

« Le résultat fut déprimant, mais en même temps riche d'enseignements : la salle était pleine, mon art consommé, mais l'ambiance glaciale. Personne ne s'est échauffé et moi-même, en tant qu'orateur, je fus profondément malheureux de ne pas pouvoir créer le moindre lien, le moindre contact avec mes auditeurs. Je ne pense pas avoir moins bien parlé ce jour-là que d'autres. C'est l'effet qui fut nul<sup>2</sup> »,

en raison de l'horaire. Aller au théâtre à 15 heures ou à 21 heures, ajoute-t-il, ne produit pas le même effet. La programmation de nuit permet d'affaiblir, pour le contraindre, le libre arbitre des auditeurs :

« Le matin, ou même au cours de la journée, la force du libre arbitre de l'homme semble se dresser contre toute tentative exercée par une volonté et une opinion étrangères de le soumettre. Le soir, par contre, il est plus facilement soumis à la force dominatrice d'une volonté plus forte<sup>3</sup>. »

La fatigue et la vertu hypnotique des flambeaux, des lumières et de la mise en scène, la force incantatoire des slogans et des mots d'ordre affaiblissent les résistances

1. *Ibid.*, p. 369.

2. *Ibid.*, p. 532.

3. *Ibid.*

et conduisent l'individu à se fondre dans la masse rassurante, à la fois participative et soumise, des corps agrégés et des bras tendus.

La raison, on le voit, n'est pas répudiée comme principe de gouvernement des esprits : l'orateur et metteur en scène calcule ses moyens en fonction de l'effet de soumission à produire. Il ne s'adresse pas à la raison mais, comme l'écrit Gentile, pratique « une politique de masse fondée sur l'usage rationnel de l'irrationnel<sup>1</sup> ».

Dictature du pathos, le fascisme a pris acte de l'entrée des masses en politique. Le processus, enclenché par la Révolution française, approfondi au XIX<sup>e</sup> siècle, est irréversible. Pour se rallier la masse, il faut la subjuguier par un discours et une scénographie sensibles et non rationnels. Cette répudiation de l'usage public du *logos* au profit du *pathos* inspire paradoxalement à Norbert Elias, qui a fui le nazisme en 1933, une étude du processus de civilisation européenne, qu'il estime défini par la maîtrise de soi et l'avènement de la rationalité prévisionnelle, comme s'il voulait conjurer le présent par le temps long d'une histoire multiséculaire à laquelle il confère un caractère de nécessité. *Le Procès de civilisation*, publié en 1939, est la réponse adressée à la déferlante de *pathos* démagogique fasciste par un intellectuel qui cherche à se rassurer sur les destinées de l'Europe.

La culture fasciste séduit et fait des émules. Le modèle italien n'apparaît pas, dans les années 1920, répulsif de manière univoque comme, bien au contraire. Mussolini possède ses disciples allemands, mais aussi portugais, espagnols, autrichiens et français. En France, mais aussi en Belgique, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, se développent des mouvements d'extrême droite nationaliste et autoritaire qui puisent volontiers leurs idées et postures chez Mussolini.

1. Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ?*, op. cit., p. 407.

**Deux grands historiens proposent une définition du fascisme****A – La définition de l'historien Emilio Gentile**

Le fascisme est une forme nouvelle, inédite, d'expérience de domination politique mise en œuvre par un mouvement révolutionnaire qui professe une conception intégriste de la politique, qui lutte pour conquérir le monopole du pouvoir et qui, après l'avoir conquis, par des voies légales ou illégales, dirige ou transforme le régime préexistant et construit un État nouveau, fondé sur le régime à parti unique et sur un système policier et terroriste comme instrument de la révolution permanente contre les « ennemis intérieurs ». L'objectif principal du mouvement totalitaire est la conquête et la transformation de la société, à savoir la subordination, l'intégration et l'homogénéisation des gouvernés sur la base du principe du primat de la politique sur tout autre aspect de l'existence humaine. Celle-ci est interprétée, selon les catégories, les mythes et les valeurs d'une idéologie palingénésique, dogmatisée sous la forme d'une religion politique, qui entend modeler l'individu et les masses par une révolution anthropologique, pour créer un nouveau type d'être humain, uniquement voué à la réalisation des projets révolutionnaires et impérialistes du parti totalitaire. À terme, il s'agit de créer une nouvelle civilisation de caractère supranational et expansionniste<sup>1</sup>.

**B – La définition de Robert O. Paxton**

On peut définir le fascisme comme une forme de comportement politique marquée au coin d'une préoccupation obsessionnelle pour le déclin de la société, pour son humiliation et sa victimisation et par les cultes compensatoires de l'unité, de l'énergie, de la pureté ; ses militants, des nationalistes convaincus encadrés par un parti fondé sur la masse, collaborent de manière souvent rugueuse mais efficace avec les élites traditionnelles ; le parti abandonne les libertés démocratiques et poursuit, par une politique de violence rédemptrice et en l'absence de contraintes éthiques ou légales, un double objectif de nettoyage interne et d'expansion externe<sup>2</sup>.

1. Emilio Gentile, « Parti, État et monarchie dans l'expérience totalitaire fasciste », in Stéphane Courtois (dir.), *Quand tombe la nuit. Origines et émergences des régimes totalitaires en Europe, 1900-1934*, Lausanne, L'Âge d'homme, « Mobiles géopolitiques », 2001, p. 245-246.

2. Robert O. Paxton, *The Anatomy of Fascism*, New York, Knopf, 2004 ; trad. franç., *Le Fascisme en action*, Paris, Seuil, 2004, p. 373.

3. NI LIBÉRALISME NI COMMUNISME :  
LE PROJET NATIONAL-CATHOLIQUE.  
L'EXEMPLE DE L'AUTRICHE

À ce « ni libéralisme ni communisme », il eût sans doute fallu ajouter : ni fascisme. Les régimes autoritaires apparus en Europe après 1919 ont tous été qualifiés polémiquement de fascistes. Le but de ce qui suit, et qui sera poursuivi dans le dernier chapitre de cet ouvrage, est de montrer ce qui distingue le projet autoritaire national-catholique de la culture et de l'exercice fascistes du pouvoir.

Pour parler du premier, il nous faut remonter à 1891. Léon XIII est, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le pontife romain qui a tenté de réconcilier l'Église catholique avec le monde moderne. Son pontificat (1878-1903) succède à celui de Pie IX, dont le règne a été marqué par le Syllabus (longue liste d'idées condamnées par l'Église, publiée en 1864) et l'invention du dogme de l'infailibilité pontificale (1870). Léon XIII, lui, est resté célèbre pour avoir encouragé le ralliement des catholiques français au régime républicain (*Inter sollicitudines*, 1892), et pour avoir rédigé une encyclique célèbre, *Rerum novarum* (*Des innovations*, 1891), qui traite de la réalité économique et sociale contemporaine et des moyens de remédier à ses injustices. Auparavant, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Église s'était bornée à fustiger les évolutions culturelles du monde contemporain et avait refusé à ses prêtres et fidèles toute immixtion ou prise de position dans la réalité économique. Le sort de Félicité de Lamennais, condamné par l'encyclique *Mirari vos* en 1832, en témoigne, parmi tant d'autres. Léon XIII, humaniste préoccupé par la réalité de son temps, estime que l'Église est vouée à un discrédit croissant si elle

persiste à se taire pendant que sévit le capitalisme de la révolution industrielle et que progresse le socialisme.

*Rerum novarum* fonde ainsi la doctrine sociale de l'Église et expose des idées qui ont été adoptées comme principes régulateurs en Autriche, au Portugal et en Espagne à partir des années 1930, donnant naissance à un type de régime autoritaire que l'on peut qualifier de national-catholique et qui a voulu, concurremment au fascisme dont il a certes repris quelques éléments, représenter une troisième voie entre libéralisme capitaliste et communisme soviétique.

Dans son encyclique de 1891, Léon XIII constate que, du fait de la révolution industrielle, « les rapports entre patrons et ouvriers se sont modifiés. La richesse a afflué entre les mains d'un petit nombre et la multitude a été laissée dans l'indigence ». Cette disproportion de richesse épouse celle du statut social : les patrons sont de vrais maîtres qui « traitent l'ouvrier en esclave », en « vil instrument du lucre », le considérant non comme une fin, mais comme un moyen au service de la production et du profit. Léon XIII constate que les salaires maintiennent à peine les ouvriers en vie, rejoignant ainsi ce que dit Marx sur la loi d'airain des salaires dans *Le Capital*.

Cela étant, le pape condamne avec la dernière rigueur le socialisme, doctrine à ses yeux erronée et fausse, ouvertement antichrétienne. Le pontife défend longuement la propriété privée, droit naturel qu'il fonde sur une lecture de l'Évangile et de Thomas d'Aquin : le travail est béni de Dieu, or quelle est la fin du travail, sinon l'acquisition d'un bien qui soit à soi ? Dès lors, « il résulte que la théorie socialiste de la propriété collective est absolument à répudier comme préjudiciable à ceux-là mêmes qu'on veut secourir, contraire aux droits naturels des individus, comme dénaturant les fonctions de l'État et troublant la tranquillité publique. Que ceci soit

donc bien établi : le premier principe sur lequel doit se fonder le relèvement des classes inférieures est l'inviolabilité de la propriété privée ».

Le socialisme, en sus de cette première répudiation, est également disqualifié pour son caractère séditieux :

« L'homme doit accepter cette nécessité de sa nature qui rend impossible, dans la société civile, l'élévation de tous au même niveau. »

Le principe de hiérarchie sociale, fondé sur l'inégalité des dons et la différence des vocations, est réaffirmé par le pape contre toute tentation égalitariste. Dès lors, toute action violente tendant à créer cette égalité est condamnée :

« Beaucoup, imbus de fausses doctrines et ambitieux de nouveautés, mettent tout en œuvre pour exciter des tumultes et entraîner les autres à la violence. »

Il n'y a pas, selon le pape, de lutte des classes. Cette vision de la société en termes d'affrontement et non de naturelle harmonie est fausse :

« L'erreur capitale dans la question présente, c'est de croire que les deux classes sont ennemies-nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné. C'est là une aberration telle qu'il faut placer la vérité dans une doctrine complètement opposée. Dans le corps humain, les membres, malgré leur diversité, s'adaptent merveilleusement l'un à l'autre, de façon à former un tout exactement proportionné [...]. Dans la société, les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement et à se tenir mutuellement dans un parfait équilibre. Elles ont un impérieux besoin l'une de l'autre : il ne peut y avoir de capital sans travail, ni de travail sans capital. La concorde engendre l'ordre et la beauté ; au contraire, d'un conflit perpétuel, il ne peut résulter que la confusion et les luttes sauvages. Or, pour dirimer ce conflit et couper le mal dans sa racine, les institu-



tions chrétiennes possèdent une vertu admirable et multiple. »

Léon XIII ne nie pas l'existence de classes sociales définies par leur inégalité d'accès à la richesse produite. S'il y a des conflits entre classes, toutefois, cela est dû au recul de la morale chrétienne et aux abus subséquents plus qu'à une fatalité, car, en toute orthodoxie, les classes sociales sont appelées à vivre et travailler en bonne intelligence pour édifier une société d'ordre où règne l'Évangile. La comparaison avec le corps humain est significative : contre la dissolution des solidarités, l'individualisme et l'affrontement des classes, Léon XIII se réfère à un organicisme fort ancien dans l'Église et qui constitue le socle du naturalisme thomiste dont les théologiens catholiques ont fait l'alpha et l'oméga de leur conception du monde social – la doctrine de Thomas d'Aquin ayant été réaffirmée avec force en 1914.

La solution aux problèmes sociaux est à chercher dans la tradition. Tradition chrétienne, d'abord. Le pape prêche le respect des vertus chrétiennes de charité et de justice aux patrons, qui ne doivent pas asservir les ouvriers et qui sont enjoins de considérer en eux l'homme, et non la bête de somme productive. Les ouvriers, quant à eux, sont sommés d'accomplir leur devoir vis-à-vis des patrons. Recrutés, aux dires d'un pape visiblement mal renseigné, sur le fondement d'un contrat libre et équitable, ils ne doivent pas attenter aux biens de leur employeur. Ils doivent tenir à distance les fauteurs de troubles sociaux et se souvenir que « la pauvreté n'est pas un opprobre » et que « la vertu est le patrimoine commun des mortels, à la portée de tous, des petits et des grands, des pauvres et des riches ».

Tradition historique, ensuite. Le pontife parle à deux reprises, au début et à la fin de son encyclique, des corporations :

« Ce dernier siècle a détruit, sans rien leur substituer, les corporations anciennes qui étaient pour eux une protection. Les sentiments religieux du passé ont disparu des lois et des institutions publiques, et ainsi, peu à peu, les travailleurs isolés et sans défense se sont vus, avec le temps, livrés à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée. »

Léon XIII fait ici référence aux jurandes et métiers qui, dans l'Europe médiévale et moderne, rassemblaient maîtres, compagnons et apprentis dans une même organisation. Cette coopération des maîtres et des ouvriers est pour le pape le gage d'une société harmonieuse qui a disparu dans la tourmente révolutionnaire depuis qu'en France le décret d'Allarde et la loi Le Chapelier ont mis fin aux corporations et confréries. La Révolution française appliquait ainsi son postulat individualiste et abolissait des organisations qu'elle accusait d'aliéner l'individu. Depuis lors, déplore le pape, pauvres et riches se sont séparés, n'ont plus coopéré, se sont opposés. Léon XIII rappelle que « nos ancêtres éprouvèrent longtemps la bienfaisante influence de ces corporations », souhaitant les voir réapparaître sous la forme de syndicats chrétiens corporatistes mixtes qui se substitueraient à ces syndicats d'ouvriers noyautés par les socialistes, qui font stérilement face à des organisations patronales peu préoccupées par le bien commun.

L'encyclique de Léon XIII a entraîné dans les pays d'Europe le développement d'une intense réflexion sociale au sein des milieux catholiques, ainsi que la création de syndicats chrétiens.

Le 15 mai 1931, la doctrine sociale de l'Église est réaffirmée par le pape Pie XI (1922-1939) dans une encyclique intitulée *Quadragesimo anno*, qui commémore le 40<sup>e</sup> anniversaire de *Rerum novarum* et réitère, en les précisant, ses principes. Dans un contexte de crise

et de grande récession économique, dans un contexte, également, où les États ne semblent avoir de recours que la démission libérale ou le dirigisme soviétique, le pape expose quelle doit être l'attitude des gouvernements chrétiens pour faire face adéquatement au fléau du chômage et du désespoir social. Cette réaffirmation est bienvenue pour les cercles catholiques et fait l'objet d'une réception attentive en Autriche, au Portugal et en Espagne où elle va être traduite en politiques sociales et en actes gouvernementaux. L'encyclique influence en outre grandement la politique future du gouvernement de Vichy.

Pie XI réaffirme les principes majeurs édictés jadis par Léon XIII : organicisme et corporatisme.

En fustigeant dès l'incipit « les erreurs du socialisme et les fausses théories de la liberté humaine », il renvoie dos à dos libéralisme et socialisme, « le premier s'étant révélé totalement impuissant à bien résoudre la question sociale, et le second proposant un remède pire que le mal ». Le pape observe qu'« un droit nouveau est né qu'ignorait complètement le siècle dernier » et que des syndicats chrétiens se sont créés depuis 1891, même si « leurs effectifs sont malheureusement encore inférieurs à ceux des associations socialistes et communistes ». Pie XI prend acte de la scission opérée dans le monde de gauche entre des communistes portés à combattre l'injustice existante par la force et des socialistes plus enclins au réformisme progressif. Il demeure que, pour le pape, la solution aux problèmes sociaux reste la vertu chrétienne de la part des dominants comme des dominés, mais aussi une plus ferme intervention de l'État. Ce faisant, le pape ne verse pas dans la statolâtrie qu'il combat fermement par ailleurs : l'État est un moyen en vue de l'harmonie sociale. Ce moyen doit être animé par des catholiques dont le pape réclame qu'ils s'investissent dans la vie de la cité, des « soldats

du Christ», militants de l'Évangile dont l'action est bénéfique: Pie XI se félicite que l'État, depuis Léon XIII, ait cessé d'être «seulement le gardien de l'ordre et du droit» pour légiférer en matière d'assistance sociale, ce dont il crédite les cercles de pensée catholique et les partis de la démocratie chrétienne naissante apparus après 1919. L'encyclique se félicite de la création de législations sociales et, dans le contexte de la Grande Dépression (1929), condamne beaucoup plus fermement «les idoles du libéralisme» que Léon XIII. Pie XI appelle les États à intervenir pour reconstituer des relations sociales déstructurées par les révolutions politiques et industrielles, et minées par l'individualisme contemporain: «L'objectif que doivent avant tout se proposer l'État et l'élite des citoyens, ce à quoi ils doivent appliquer tout d'abord leur effort, c'est de mettre un terme au conflit qui divise les classes et de provoquer et encourager une cordiale collaboration des professions.» Pour éviter que la société demeure «plongée dans un état violent [...] puisqu'elle se fonde sur des classes que des appétits contradictoires mettent en conflit et qui, de ce fait, inclinent trop facilement à la haine et à la guerre», pour dépasser ce «champ clos où les deux armées se livrent un combat acharné», Pie XI suggère donc avec plus d'insistance encore que Léon XIII la création de corporations. Si elles ne se créent pas spontanément, à partir de l'initiative privée, une politique volontariste, abjurant «toutes les erreurs de la science économique individualiste», devra «substituer à ces classes opposées des organes bien constitués, des “ordres” ou des “professions” qui groupent les hommes, non pas d'après la position qu'ils occupent sur le marché du travail, mais d'après les différentes branches de l'activité sociale auxquelles ils se rattachent». Ces corporations seront donc transcassistes et permettront coexistence, collaboration et dialogue,

moins familiers aux syndicats classistes traditionnels. En France, les médecins doivent ainsi leur conseil de l'ordre à Vichy, tout comme les experts-comptables et les architectes.

La doctrine sociale de l'Église devient donc, avec Pie XI et l'encyclique *Quadragesimo anno*, plus explicitement doctrine politique. Pie XI se félicite que, « de la chaire de saint Pierre, la voix du souverain pontife retentisse dans tout l'univers ». Elle retentit du moins en Autriche, au Portugal, en Espagne, et son écho sera très présent dans la France de Vichy. Une voie est tracée par le pape, qui est celle de l'État corporatiste : les pays précités vont prétendre mettre fin à la division de la société en classes antagonistes au moyen d'une politique autoritaire. Le fascisme italien et le nazisme allemand prétendent également subsumer la division en classes, en empruntant le corporatisme à Léon XIII, mais sans cette référence constante et obsessionnelle à la tradition et à la foi.

Nous allons ici développer plus précisément l'exemple de l'Autriche, dont le régime autoritaire national-catholique a été bref, interrompu par l'Anschluss en 1938. En Espagne et au Portugal, il a pu s'épanouir jusque dans les années 1970. Quant au régime de Vichy, il est le plus tardif et le plus bref des trois, le plus saillant également, car il intervient après six décennies de tradition républicaine française. Nous reviendrons sur le cas de ces régimes autoritaires dans la dernière partie de cet ouvrage.

Le glissement de l'Autriche vers un régime autoritaire s'est fait dans un contexte intérieur de tensions politiques et sous l'influence d'un contexte international difficile, l'Autriche étant entourée de deux puissants voisins, l'Allemagne et l'Italie. Si la première ne fait pas mystère de sa volonté de l'annexer, la seconde assure Vienne de sa protection : Mussolini, entre 1933 et 1935, ne veut pas d'une grande Allemagne à ses frontières.

Du point de vue intérieur, la République autrichienne s'est aliéné les sociaux-démocrates depuis la répression des 15 et 16 juillet 1927. Les sociaux-démocrates gagnent des voix aux élections fédérales, de même que le Parti nazi autrichien, qui remporte de notables succès aux élections locales de Vienne, Basse-Autriche et Salzburg en avril 1932. Le gouvernement démissionne, laissant place au nouveau chancelier, Engelbert Dollfuss (1892-1934). Ce docteur en droit, ancien combattant décoré de la Grande Guerre, catholique convaincu, est ministre de l'Agriculture depuis 1931. Dollfuss compose un cabinet de droite conservatrice et nationaliste et décide d'imposer certaines décisions budgétaires en recourant à des décrets-lois, sur le fondement d'une loi d'habilitation datant de 1917. Le 17 octobre 1932, il fait interdire tout rassemblement social-démocrate, communiste ou nazi. Seules les *Heimwehren* peuvent parader. En mars 1933, une grève sérieuse dans les chemins de fer provoque un débat au Parlement, les chrétiens-sociaux souhaitant des sanctions que refusent les sociaux-démocrates. Le 4 mars 1933, un vote se tient, qui se déroule dans des conditions troublées. Contestations et incidents se multiplient, jusqu'à ce que les présidents des diverses commissions décident d'ajourner le débat. Dollfuss en profite pour interdire par décret la réunion des députés du Conseil national jusqu'à nouvel ordre (15 mars 1933) et gouverne désormais par décret-loi. Pour lui, il s'agit d'une « autodissolution du Parlement » qui a prouvé son incapacité à discuter et à décider. Le chancelier affirme d'ailleurs, dans un mot célèbre du 7 mars, qu'« il n'y a pas de crise politique ». Plus profondément, Dollfuss veut en finir avec un système de représentation politique hérité de la Révolution française. Il souhaite remplacer le Parlement par une Chambre des corporations et recréer les états (*Stände*) de l'ancien régime. Il commence à interdire par décret

la Ligue de défense républicaine, organisation paramilitaire des sociaux-démocrates (31 mars 1933), puis le Parti communiste autrichien (26 mai). Un camp de rétention (*Anhaltelager*) est ouvert à Wöllersdorf en mars 1933, où sont essentiellement internés des communistes et des nazis, rejoints à partir de février 1934 par des sociaux-démocrates. Dollfuss fonde le 20 mai 1933 le Front patriotique (*Vaterländische Front*) auquel adhèrent immédiatement les ligues nationalistes. Cette organisation veut fédérer les mouvements de droite, se réservant la possibilité d'évoluer vers le parti unique.

Dollfuss est encouragé dans cette voie par Mussolini qu'il rencontre en avril, juin et août 1933 à Rome et à Riccione. Mussolini l'assure de son soutien face aux visées annexionnistes de l'Allemagne, manifestes depuis qu'Adolf Hitler, Autrichien, a accédé à la chancellerie, et qui conduisent Dollfuss à interdire le parti national-socialiste autrichien le 19 juin 1933. En retour, il l'encourage à imiter l'Italie en abolissant le parlementarisme et en suivant le modèle fasciste. Dollfuss choisit une voie originale, qui diverge du fascisme italien. Le 11 septembre 1933, il déclare au Congrès catholique allemand, à Vienne qu'il souhaite ériger « un État social, chrétien, allemand sur un fondement corporatiste et sous une direction autoritaire forte ». À cette occasion, il cite d'abondance l'encyclique *Quadragesimo anno*, se réclamant de la doctrine sociale de l'Église et des objurgations de Pie XI.

Dollfuss est entouré de ministres et de conseillers issus des mouvements de droite et d'extrême droite, anciens étudiants membres des associations nationalistes du *Cartellverband* autrichien, équivalent des confréries estudiantines allemandes (*Burschenschaften*), et qui, tous, voient venu le temps d'en découdre avec les sociaux-démocrates. Le 21 janvier 1934, la vente de journaux socialistes est interdite. Le 24, les députés du

parti sont destitués et la police reçoit l'ordre de perquisitionner ses locaux à la recherche d'armes. Les arrestations se multiplient chez les socialistes qui répliquent par une résistance armée le 12 février 1934, lorsque la police se présente dans des locaux du parti à Linz. Les membres de la Ligue de défense patriotique ouvrent le feu et commencent à combattre police, armée et *Heimwehren*. Jusqu'au 14 février, à Linz, Graz, Vienne et dans d'autres villes et régions du pays, les affrontements font 200 morts du côté socialiste et 130 du côté gouvernemental. Des combats à l'arme lourde ont eu lieu, notamment à Vienne, citadelle sociale-démocrate, où l'emblématique cité ouvrière Karl-Marx-Hof, transformée en camp retranché, a été bombardée au canon. Emil Fey, chef des *Heimwehren* et ministre de l'Intérieur, mène une répression féroce et Dollfuss profite de ces événements de guerre civile pour interdire le parti social-démocrate, tandis que les chefs socialistes autrichiens, comme leurs collègues allemands un an plus tôt, se réfugient en Tchécoslovaquie. Dollfuss, qui avait déjà, en novembre 1933, réintroduit la peine de mort abolie en 1919, étend son application au crime de « sédition ». Les condamnations politiques se multiplient devant des tribunaux d'exception qui prononcent l'acquittement ou la mort : l'élite de la gauche qui n'a pas eu le temps de fuir en exil est décimée.

La voie est désormais libre pour l'instauration définitive de l'État autoritaire chrétien-allemand d'Autriche. Le 27 avril 1934, le Conseil national est convoqué pour une dernière séance, en l'absence toutefois des députés sociaux-démocrates : réduit à la droite, le Parlement valide en bloc les 461 décrets-lois pris jusqu'alors par Dollfuss et approuve une constitution nouvelle, qui se substitue à celle de 1920 le 1<sup>er</sup> mai 1934. Cette « Constitution de mai » (*Maiverfassung*) ne parle plus de la *Republik Österreich* mais du *Bundesstaat Österreich*. La



République est abolie, et le Préambule de la Constitution proclame, dans le droit fil du célèbre discours tenu par Dollfuss au congrès catholique de septembre 1933 :

« Au nom de Dieu tout-puissant, dont émane tout droit, le peuple autrichien reçoit cette constitution pour son État fédéral chrétien-allemand au fondement corporatiste. »

La date du 1<sup>er</sup> Mai, journée internationale du travail et des travailleurs, relève d'un parti pris symbolique évident. Généralement choisie par la gauche pour manifester et revendiquer, cette date est utilisée ici pour signifier que la nouvelle Constitution et le nouvel État mettent fin à la lutte des classes. L'Autriche est désormais un *Ständestaat*, un État corporatiste, avec, au niveau des entreprises, des *Kooperationen* de patrons et d'ouvriers, avec des syndicats de branche et une représentation des corporations au niveau fédéral.

Le nouvel État est également chrétien. Dès le 10 avril 1933, Dollfuss a décrété le rétablissement des offices catholiques obligatoires à l'école, sécularisée dans les années 1920 par le social-démocrate Otto Glöckel. Le 20 juin 1933, le chancelier interdit la ligue des libre-penseurs (*Freidenkerbund*). Dollfuss, qui a signé un concordat avec le Saint-Siège le 16 août 1933 et qui cite *Quadragesimo anno*, est soutenu par la hiérarchie catholique. Le cardinal-archevêque de Vienne, Theodor Innitzer, salue dans la mise en congé du Parlement « l'aube d'une ère nouvelle » comparable à la Contre-Réforme catholique du xvii<sup>e</sup> siècle. Quant à Pie XI, il bénit, le 28 octobre 1933, « ces hommes distingués qui gouvernent l'Autriche [...] si bien, si chrétiennement ».

En 1935, et concurremment au drapeau rouge et blanc, la croix potencée, dite aussi croix de Jérusalem, devient le symbole de l'État. Ce symbole hérité des croisés et du Saint Empire romain germanique renforce l'identification entre Autriche et catholicisme, à tel

point que le terme de *Klerikalfaschismus* est parfois utilisé pour désigner le nouveau régime, tout comme celui d'*Austrofaschismus*, calqué sur celui d'*Austromarxismus*. Ce dont il convient de discuter ici, c'est du terme de « fascisme ». La légitimité émotionnelle de son emploi ne se discute pas. Les victimes de la répression dollfussienne savaient le régime soutenu par Mussolini. De même, le terme de « fascisme » a été souvent employé, et jusque dans les années 1970 pour qualifier et disqualifier Franco et Salazar. Là encore, l'emploi du terme est de bonne guerre, dans un usage polémique. Des millions de personnes l'ont employé comme on scande « facho » dans une manifestation contre le Front national en France.

De plus, les similitudes entre fascisme italien, national-socialisme et le projet national-catholique autrichien existent. Le caractère autocratique du régime, d'abord : Dollfuss gouverne sporadiquement par décret-loi depuis l'été 1932, puis exclusivement à partir de mars 1933. Il interdit les partis politiques et abolit le pluralisme, avant de supprimer définitivement toute représentation parlementaire démocratique en mai 1934. Il érige la fédération du *Vaterländische Front* en parti unique, auquel les fonctionnaires sont tous tenus d'adhérer. Dollfuss s'en fait nommer Führer et impose comme salut un *Front Heil !* qui rappelle étrangement le *Sieg Heil !* nazi. Par ailleurs, l'ancien combattant Dollfuss affectionne de paraître en uniforme. Décorum et rhétorique sont imités des modèles italien et allemand, de telle sorte que l'on a également pu parler d'*Imitationsfaschismus*.

L'usage de la violence, la négation de l'État de droit, la création de juridictions d'exception et l'ouverture de camps d'internement rappellent également d'autres lieux, par ailleurs vicinaux. Il est frappant, également, de constater la concordance ou le parallélisme des chronologies : Dachau et Wöllersdorf sont tous deux ouverts

en mars 1933. La dernière session du Parlement d'avril-mai 1934 rappelle la Journée de Potsdam du 21 mars 1933 en Allemagne, et le vote d'une loi d'habilitation qui donne blanc-seing législatif à Hitler, mais aussi la dissolution des syndicats allemands après un célèbre discours où Goebbels annonce, le 1<sup>er</sup> mai 1933, la fin de la lutte des classes en Allemagne. Une loi de réforme de l'enseignement supérieur rend par ailleurs obligatoire, en 1933, des cours d'idéologie et institue des camps universitaires dirigés par des militaires.

Malgré ces ressemblances, la différence du projet idéologique l'emporte : l'État corporatiste, autoritaire et catholique de Dollfuss ne veut pas de révolution des corps et des esprits. À tout le mieux, une contre-réforme, censée faire coïncider l'Autriche contemporaine avec son essence éternelle, catholique et impériale. En 1933, Dollfuss fait célébrer en grande pompe le 250<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de 1683 sur les Turcs et fait diffuser un manifeste nationaliste médiocre, *L'Autriche au-dessus de tout, quand elle le voudra* (*Österreich über alles, wann es nur will*) de Philip Wilhelm von Hörnigk. Quelques années plus tard, Salazar fait de même au Portugal, en exaltant la culture chrétienne et l'empire, la grandeur historique de cet autre petit pays. Dollfuss, qui est soutenu par l'Église, veut refonder l'identité catholique de l'Autriche contre toutes les tentations et les dévoiements du monde contemporain. Les ennemis visés sont le marxisme, le libéralisme, la libre-pensée, mais aussi le nazisme, auquel Dollfuss reste fermement opposé.

Devant l'animosité du chancelier et sa ferme intention de préserver, avec l'aide italienne, la souveraineté de l'Autriche, les nazis, clandestins depuis l'interdiction de leur parti en juin 1933, complotent avec l'aide du SD de la SS contre celui qu'ils appellent, en raison de sa petite taille (1,50 m) et de sa stature d'homme d'État,

*Millimetternich* ou *Millimettermensch*. Dollfuss est une première fois blessé par les nazis lors d'un attentat, le 3 octobre 1933. En juillet 1934, une opération de grande ampleur est prévue. Il s'agit, pour une cinquantaine de conjurés nazis en uniforme de l'armée, de faire prisonnier le gouvernement en plein conseil, à la chancellerie. Le complot s'événue et les ministres s'égaillent. Seul, le 25 juillet 1934, Dollfuss est surpris et abattu par les putschistes qui le laissent mourir d'hémorragie en attendant qu'un autre commando prenne la radio nationale. L'armée et les ministres restent fidèles au régime de mai 1934 et le putsch est un échec. La mort de Dollfuss rend Mussolini furieux envers des nazis qu'il n'estime guère, et Hitler, informé en plein festival de Bayreuth, redoute « un nouveau Sarajevo », tant il craint une réaction militaire du Duce.

Kurt Schuschnigg, jeune ministre de la Justice de 36 ans, succède à Dollfuss. La protection italienne s'étioule, car Mussolini est de plus en plus lié à Hitler qui, seul, le soutient lors de la conquête de l'Éthiopie, achevée en mai 1936. Le 11 juillet 1936, Hitler impose à Schuschnigg l'accord de juillet (*Juliabkommen*), qui aligne la politique étrangère autrichienne sur celle du Reich et autorise les journaux nazis. L'accord de Berchtesgaden, en février 1938, rend légal le NSDAP et impose la participation nazie au gouvernement. La voie de l'Anschluss, en mars 1938, est désormais tracée.

### CHAPITRE III

## La fin des démocraties européennes

La décennie 1930 n'est guère une période faste pour le libéralisme. Dans sa version économique, il semble être pris en défaut par une nouvelle crise du capitalisme à laquelle les États trop attachés à l'orthodoxie budgétaire libérale sont incapables de faire face. Répondre à la déflation par la déflation, comme le font le chancelier Brüning en Allemagne et les gouvernement français jusqu'en 1936, aggrave une récession que semblent surmonter victorieusement les seuls régimes autoritaires ou totalitaires : pendant que l'URSS affiche les spectaculaires résultats de son plan quinquennal, l'Italie et l'Allemagne, celle-ci après 1933, sortent du cercle vicieux de la dépression. Dans sa version politique, le libéralisme apparaît de plus en plus comme une idéologie du passé et dépassée. Avec l'avènement de régimes autoritaires de plus en plus nombreux, le sens de l'Histoire apparaît contraire à des démocraties qui ne suscitent pas l'adhésion ou l'enthousiasme dont jouissent les régimes antagonistes. L'épuisement de régimes instables et impuissants face à la crise (Allemagne de Weimar, France, République portugaise), la guerre, extérieure ou civile (France, Espagne), les divisions des démocrates contribuent à l'avènement de dictatures dont il faudra, dans la troisième partie de cet ouvrage, distinguer les postulats, les pratiques et les fins.

1. LA FIN DE LA RÉPUBLIQUE DE WEIMAR  
ET L'ACCESSION DES NAZIS AU POUVOIR  
(1930-1933)

Après une phase de relative prospérité économique et de stabilité politique, la République de Weimar pâtit, à partir de 1929, des effets de la récession économique mondiale. Une fois encore, cinq ans après l'hyperinflation de 1922-1923, les Allemands renouent avec le vertige des chiffres : l'Allemagne, qui compte 600 000 chômeurs en 1928, en compte dix fois plus en 1931. À ces 6 millions de chômeurs, il faut ajouter 8 millions de chômeurs à temps partiel, laissés inoccupés, et sans salaire, par des entreprises qui produisent moins parce qu'elles vendent moins. Avec ces 14 millions de chômeurs, c'est quasiment chaque famille allemande qui est touchée par la crise.

Dans ce contexte économique difficile, le gouvernement le plus long de la République, celui du chancelier SPD Hermann Müller, chute.

De 1928 à 1930, Hermann Müller a dirigé un gouvernement de Grande coalition composé de son propre parti, le SPD, ainsi que de trois partis de droite (DDP, DVP) ou de centre droit (Zentrum). Cette coalition éclate, à cause de la crise, sur la question de l'État-providence : en 1927, le Reichstag avait voté une loi créant l'assurance chômage. Cette loi visait à aider les chômeurs en leur versant un salaire de substitution, financé par des contributions salariales et patronales. Cette logique assurantielle reposait sur l'idée que le chômage était un risque auquel tout travailleur était soumis en raison du fonctionnement de l'économie, sur lequel il n'avait pas prise, et instituait une solidarité obligatoire face à ce risque. Cependant, l'ampleur du financement de l'assurance chômage avait été calculée pour faire face

à un nombre maximal de 1 million et demi de chômeurs, nombre dépassé dès 1929. En 1932, ce sont à peine 30 % des chômeurs qui sont couverts par l'assurance. Pour remédier à ce déficit, le SPD propose une augmentation des contributions patronales, ce que refuse son partenaire de Grande coalition, la DVP, proche de l'Association des industriels allemands (RDI). Plus généralement, la droite, présente au gouvernement, prône, face à la crise comme partout ailleurs, des solutions qualifiées de déflationnistes à l'époque et d'austéritaires aujourd'hui, tandis que la gauche est prête à risquer un déficit des finances publiques pour injecter du pouvoir d'achat et réamorcer le circuit de la consommation et de la production.

Le 27 mars 1930, Hermann Müller présente la démission de son gouvernement, qui aura été le dernier gouvernement parlementaire de la République de Weimar.

Le 30 mars 1930, Hindenburg nomme chancelier un économiste et député du Zentrum, le Dr. Heinrich Brüning, qui est décidé à se passer du Reichstag pour faire face à la crise économique. En accord avec le président Hindenburg, Brüning va recourir à l'article 48 de la Constitution de 1919, qui dispose que « le président du Reich peut, si la sécurité et l'ordre publics se trouvent particulièrement troublés ou menacés, prendre toutes mesures nécessaires [à leur] rétablissement ». Une interprétation extensive des situations de trouble et de menace à l'ordre public permet à Hindenburg de prendre des décrets qui, de fait, ont force de loi : Heinrich Brüning gouverne dès lors, entre 1930 et 1932, au moyen de cette curieuse chimère juridique que constitue le décret-loi, *i.e.* un texte qui, juridiquement, est un décret mais qui, en vertu de l'état d'exception, a valeur de loi.

On passe ainsi, de Müller à Brüning, d'une pratique parlementaire du pouvoir à une pratique présidentielle :

comme les lois constitutionnelles de 1875 en France, la Constitution de Weimar du 31 juillet 1919 était justiciable de deux interprétations, en faveur du Reichstag, ou bien du président, qui peut imposer ses vues avec l'article 48. Pour désigner leur gouvernement, les Allemands parlent dès 1930 de « cabinet présidentiel » (*Präsidialkabinett*), significativement composé d'une majorité de juristes, économistes et autres experts, et non de parlementaires. La présidentialisation du régime est visible à la multiplication des ordonnances présidentielles (5 en 1930, 44 en 1931, 60 en 1932), corrélée à une baisse du nombre de lois votées par le Reichstag : 98 en 1930, 43 en 1931, 5 en 1932.

L'entourage du président Hindenburg, surnommé la *camarilla*, est convaincu que la démocratie parlementaire est un régime non viable en Allemagne. Hindenburg et ses proches misent à moyen terme sur une restauration impériale, sinon du vieux Kaiser Guillaume II, en exil aux Pays-Bas, du moins de son fils, le Kronprinz. Face à cette pratique du pouvoir, le Reichstag est divisé et affaibli : le Parlement étant réticent face à la politique de Brüning, Hindenburg dissout le Reichstag, acte risqué en pleine crise économique. Le résultat est catastrophique : lors des élections du 14 septembre 1930, les partis d'opposition au régime, le KPD et le NSDAP, obtiennent respectivement 13 et 18 % des voix, soit 77 et 107 sièges. Le scrutin de liste a, depuis 1919, toujours rendue difficile la constitution de majorités viables en Allemagne : la progression des deux partis qui ont juré la perte du régime rend le Reichstag ingouvernable.

La politique menée à coup de décrets-lois par le gouvernement Brüning est d'une orthodoxie budgétaire sans imagination. La conception traditionnelle d'un État libéral impose de limiter le budget de l'État ainsi que ses déficits au minimum. La possibilité de provoquer un déficit vertueux qui injecterait de la masse monétaire



dans le circuit économique, augmenterait la propension à consommer des ménages et relancerait la consommation, n'est pas envisagée. Brüning, économiste très classique, ajoute donc de la déflation à une crise déjà déflationniste. La crise économique allemande s'en trouve aggravée, comme en France sous l'effet de la politique déflationniste de Laval.

En avril 1932 se déroule l'élection présidentielle. Hindenburg se représente et affronte trois candidats, dont Adolf Hitler, qui le met en ballottage et lui impose un second tour, lors duquel tous les partis, sauf le Parti nazi, appellent à voter Hindenburg : malgré cette opposition large et unanime, Hitler rassemble 13,4 millions de voix sur son nom (contre 19 à Hindenburg). Le 30 mai 1932, Brüning est poussé à la démission par Hindenburg, sur les conseils d'un membre influent de son entourage, le général Kurt von Schleicher. C'est un conservateur du Zentrum, fils de propriétaire terrien, ancien militaire, Franz von Papen, qui est choisi comme chef du gouvernement. Il fait dissoudre le Reichstag et annonce à la radio le 4 juin qu'il est favorable à un changement de régime, qu'il souhaite une pratique présidentielle autoritaire du pouvoir : en ces temps de crise économique, la démocratie parlementaire est abandonnée de presque tous. Papen joint les actes à la parole en déposant, le 20 juillet 1932, le gouvernement légal de l'État de Prusse, dirigé par le social-démocrate Otto Braun. Papen se fait nommer par décret présidentiel commissaire du Reich pour la Prusse. Le prétexte invoqué est la faiblesse du gouvernement de Prusse et son incapacité à assurer l'ordre civil, notamment lors des affrontements d'Altona, entre communistes et nazis, le 17 juillet 1932. La raison plus profonde est la volonté du gouvernement de faire disparaître le dernier gouvernement social-démocrate qui pourrait se dresser face à une réforme autoritaire du régime ou à une restauration

impériale. Le SPD et les syndicats réagissent mollement : dans un contexte de fort chômage, un appel à la grève générale a peu de chances d'être entendu, et l'armée soutient ce coup d'État. Une plainte est déposée devant le tribunal suprême de Leipzig par des Länder qui estiment le principe fédéral mis en danger : le tribunal, en octobre 1932, approuve le gouvernement et la création du commissaire du Reich, ratifiant ainsi un véritable coup d'État. Dans cette affaire *Preussen contra Reich*, l'avocat du gouvernement Papen est le juriste Carl Schmitt.

Pendant ce temps, la campagne pour les élections législatives du 31 juillet 1932 se déroule dans un climat de rare violence. L'Allemagne se trouve dans une situation de quasi-guerre civile à l'été 1932 : le chômage de masse, le discrédit de la République, la propagande violente du NSDAP et du KPD, le mépris affiché du président, du gouvernement et des élites envers la démocratie encouragent des violences politiques. Les SA et les SS, interdits par Brüning, autorisés à nouveau par Papen, développent une campagne de terreur en juillet 1932 : dans le seul Land de Prusse, on compte plus de 100 homicides politiques dus à des combats de rue et à des assassinats. À Hamburg, une bataille rangée entre SA et *Rotfrontkämpfer* dans le quartier communiste d'Altona fait 17 morts en une seule journée, le 17 juillet 1932 – un événement à la répercussion politique et littéraire considérable, qu'attestent les textes de Brecht et de Sartre.

La dégradation de l'État de droit est visible à l'impunité réservée aux SA violents : le 25 août 1932, Hindenburg commue en prison à vie la peine de mort qui avait frappé cinq SA coupables d'avoir assassiné un ouvrier de Potempa, en Haute-Silésie, le 9 août. Hitler avait traité Papen de « chien sanguinaire » et menacé qu'il ne répondait plus de ses troupes.

Les élections sont un fiasco pour la démocratie de Weimar : ses meilleurs ennemis, les communistes et les nazis, progressent encore, jusqu'à atteindre 14,5 % et 89 sièges pour le KPD, mais surtout le score spectaculaire de 37,4 % pour les nazis, qui obtiennent 230 sièges de députés, véritable raz-de-marée brun qui impressionne l'opinion, les députés nazis effectuant la rentrée parlementaire en uniforme de SA. En ce 30 août 1932, les députés du Reichstag assistent à une scène stupéfiante, qui résume entre quel marteau et quelle enclume la démocratie allemande est désormais placée : la doyenne des députés, Clara Zetkin, membre du KPD, ouvre la session en dénonçant « la décadence du libéralisme bourgeois » et « l'effondrement du mode de production capitaliste ». Elle formule surtout le vœu d'inaugurer bientôt le « congrès des Conseils de l'Allemagne soviétique », avant de devoir céder la place et la parole au président élu du Reichstag... le nazi Hermann Goering.

Papen propose au Reichstag un programme de relance économique qui est rejeté par 512 voix contre 42. Une si faible majorité conduit Hindenburg à dissoudre une nouvelle fois le Reichstag, le 12 septembre 1932 : en deux ans, depuis septembre 1930, il y a donc eu trois dissolutions du Parlement. Les Allemands ont été appelés aux urnes trois fois pour des élections législatives, et deux fois pour les deux tours, régulièrement prévus, de l'élection présidentielle. L'opinion est définitivement convaincue que le régime est entré dans une phase de convulsions violentes, qu'il n'est plus viable car incapable d'assurer la stabilité de l'État et la continuité du gouvernement. Les élections du 6 novembre 1932 voient une nouvelle progression des communistes (17 % et 100 sièges) ainsi qu'un recul des nazis (33 % et 190 sièges), qui perdent, en valeur absolue, 2 millions de voix : les deux partis d'opposition au régime totalisent, on le voit, 50 % des voix et une majorité presque

absolue au Reichstag. Le 17 novembre, Papen démissionne et est remplacé par le général Kurt von Schleicher.

Une pratique parlementaire du régime eût exigé que, dès juillet 1932, Hitler soit appelé à la chancellerie, parce qu'il dirigeait le parti numériquement le plus puissant au Reichstag. Hitler a été approché par Brüning, puis par Papen et Schleicher, mais a refusé toute participation du NSDAP à un gouvernement dont il ne serait pas le chancelier. Le premier parti d'Allemagne reste donc, par la volonté de son chef, à l'écart du pouvoir.

Le nouveau chancelier, Kurt von Schleicher, est préoccupé par la percée des communistes et redoute le mûrissement d'une situation révolutionnaire qui pourrait conduire l'Allemagne vers des troubles comparables à ceux de 1918-1919. Il décide de réagir en annulant les mesures déflationnistes de Papen, qui avait gelé les salaires ; il élabore un plan de partage des terres des grands agrariens de l'Est : l'État distribuerait des lots à des familles qui, ainsi, pourraient travailler et vivre. Schleicher s'aliène, ce faisant, le président et son entourage, composé de Junker de l'Est qui fustigent son tropisme socialiste, il irrite les nazis, dont il tente de circonvenir l'aile gauche (Gregor Strasser) et ne convainc pas pour autant les sociaux-démocrates, qui voient en lui un démagogue fasciste.

Papen veut sa revanche et médite son retour contre celui qui l'a évincé de la chancellerie. Il manœuvre en coulisse pour faciliter l'accession de Hitler au pouvoir – motif, du reste, de son inculpation au procès de Nuremberg. Papen souhaite être vice-chancelier d'un nouveau gouvernement, qui serait dirigé, cette fois-ci, par Hitler qu'il estime pouvoir manipuler. Beaucoup de conservateurs considèrent Hitler comme un habile démagogue, un bateleur de tréteaux qui se trouvera démuné une fois à la tête de la grande machinerie de

l'État. Papen a tenu sur Hitler des propos proches de ceux que Thiers proférait à l'égard de Louis-Napoléon Bonaparte, quand il estimait en 1848 que c'était « un crétin que l'on mènera » : « Dans trois mois, on l'aura tellement acculé et coincé qu'il couinera », au lieu de vociférer.

Le NSDAP était certes en recul électoral. Mais, malgré ce reflux, la progression d'ensemble des nazis reste impressionnante depuis 1928. En outre, les milieux industriels, d'abord plutôt froids à l'égard du NSDAP, en raison du contenu anticapitaliste du programme en 25 points de 1920, sont acquis à l'idée d'un cabinet dirigé par Hitler : ils sont effrayés par la progression communiste et opposés à la politique sociale de Schleicher. Ils constatent par ailleurs que la droite bourgeoise s'effondre sans discontinuer et que seul le NSDAP peut donner un véritable soutien populaire de masse à une politique de droite.

Papen rencontre Hitler le 4 janvier 1933, au domicile d'un grand banquier, Kurt von Schroeder, partisan de longue date de Hitler, à Cologne, ce qui a accrédité la thèse d'un Hitler soutenu de toute éternité par le grand capital.

La *camarilla*, convaincue par Papen, et sous la pression des grands industriels, sape le crédit de Schleicher auprès du président Hindenburg. Sur ces entrefaites, des élections régionales dans le minuscule Land de Lippe-Detmold, où le NSDAP mène une campagne active et décisive, se soldent par une belle performance nazie : le parti d'Hitler recueille 39,5 % des voix. Dans des circonstances normales, des élections tenues dans le plus petit Land d'Allemagne (moins de 200 000 habitants) n'auraient eu aucun écho ni aucune importance. Dans le contexte de janvier 1933, ces résultats apparaissent comme le signe d'un rebond nazi, et comme la reprise d'une dynamique irrésistible. Le chancelier Schleicher se voit réclamer sa démission par Hindenburg le

28 janvier 1933. Le 30, Hitler est nommé chancelier du Reich, chef d'un cabinet de « concentration nationale » de droite et d'extrême droite.

Le soir du 30 janvier 1933, les SA fêtent l'accession de leur chef au pouvoir en défilant aux flambeaux sur *Unter den Linden* : les nazis sont les maîtres de la rue et de l'État. Désormais, ce qui n'était que violence politique illégale va recevoir la caution de la légalité.

La voie est ouverte à ce que la propagande nazie a appelé la *Machtergreifung*, et qui est censée se résumer à la seule date du 30 janvier 1933. Cela est doublement faux, car les nazis n'ont pas « pris » le pouvoir, on le leur a donné. Par ailleurs, l'établissement de la dictature nazie en Allemagne fut un processus long, qui s'étira au moins jusqu'en août 1934, pendant lequel il fallut composer avec des forces prudentes ou réticentes, comme l'armée ou le Zentrum catholique, et écraser les résistances de la gauche socialiste et communiste.

Il faut d'abord rappeler que le 30 janvier 1933 ne marque une avancée pour le NSDAP que dans la mesure où son chef, Hitler, est nommé chancelier. Sur 11 membres, trois seulement sont nazis : le chancelier, ainsi que Wilhelm Frick et Hermann Goering. Les autres sont issus de la droite nationaliste et conservatrice proche du président Hindenburg. On remarque cependant que Hitler a placé Frick à l'Intérieur et nommé Goering ministre de l'Intérieur de Prusse, cet État qui couvre les trois cinquièmes du Reich : les nazis contrôlent donc les services de renseignement et de répression, et vont en faire un copieux usage pendant la campagne électorale pour les élections du 5 mars 1933.

De nouvelles élections sont en effet organisées, car, à la demande d'Hitler, le président Hindenburg a, le 1<sup>er</sup> février, dissout le Reichstag, pour la troisième fois en moins d'un an. Hitler souhaite obtenir une majorité absolue pour le NSDAP.

La campagne électorale se déroule dans des conditions de violence proches de celles de l'été 1932, à la différence notable que les exactions, les tabassages et les 51 meurtres attribués aux miliciens nazis sont désormais légaux. Le 22 février 1933, en effet, le ministre de l'Intérieur de Prusse, Goering, engage 50 000 SA et SS comme policiers auxiliaires. Cinq jours auparavant, il avait donné à la police l'ordre de tirer sur toute manifestation de gauche.

La mort de l'État de droit intervient le 28 février. Le 27, le Reichstag est incendié, dans des conditions encore obscures. Il apparaît que les services de renseignement nazis avaient été informés d'un possible attentat mais qu'ils avaient laissé faire pour pouvoir exploiter l'événement. De fait, le 28 février 1933, à la demande de Hitler, Hindenburg prend un décret de l'article 48 « pour la protection du peuple et de l'État » : les libertés individuelles sont suspendues, la détention préventive sans contrôle judiciaire autorisée, la peine de mort prévue pour toute atteinte à l'ordre public. Cet état d'exception dure de fait jusqu'en 1945 : le décret du 28 février 1933 est l'acte de naissance légal du III<sup>e</sup> Reich, complété par la loi d'habilitation du 23 mars 1933.

Les élections du 5 mars se soldent par un résultat mitigé. Certes, le NSDAP réunit plus de 17 millions de voix, 44 % des suffrages et obtient 288 députés, mais, malgré le caractère antidémocratique de la campagne, la gauche socialiste et communiste totalise 201 députés, la droite non nazie 59, et le centre catholique 92. Hitler souhaite faire voter par le Reichstag une loi d'habilitation qui autorise le gouvernement à prendre des décrets qui aient force de loi. Pour cela, il doit réunir les deux tiers des voix des députés : aux voix nazies et de droite, il va donc falloir ajouter celles du centre catholique, circonvenu par la promesse d'abroger le décret du 28 février

et celle, qui sera tenue, de signer un concordat avec le Saint-Siège.

Le 21 mars 1933, le Reichstag est réuni en session d'ouverture dans l'église de la garnison de Postdam, sur la tombe de Frédéric II de Prusse. Hitler veut ainsi symboliser l'union de l'ancienne et de la nouvelle Allemagne. Le même jour, un nouveau décret de l'article 48 est signé, qui renforce les dispositions de celui du 28 février et qui permet l'ouverture du premier camp de concentration, celui de Dachau, en Bavière. Ce décret vise les communistes, dont le parti est interdit. Le 23 mars 1933, à l'opéra Kroll de Berlin, encerclé par les SA et les SS, les députés votent la loi d'habilitation, malgré la protestation courageuse du député SPD Otto Wels : désormais, les décrets du gouvernement auront force de loi sans être approuvés par le Reichstag. Cette loi a une validité de quatre ans : elle sera renouvelée par acclamation en 1937 et en 1941.

## 2. L'AVÈNEMENT DES DICTATURES IBÉRIQUES : SALAZAR ET FRANCO

### ***Le Portugal, du putsch militaire à la pérennisation de la dictature (1926-1933)***

En juillet 1926, à la suite d'une série de putschs et de contre-putschs, s'installe une dictature militaire sous la présidence du général Óscar Carmona. La Constitution est suspendue, le pluralisme prend fin. Le général Carmona, qui cumule les fonctions de président et de président du Conseil, s'entoure de ministres civils et militaires. Son gouvernement est confronté à la question du déficit budgétaire qui, après quinze ans de crise quasi permanente et une guerre mondiale, est pressante. Le gouvernement sollicite un prêt auprès de la SDN, qui est



conditionné à des restrictions de souveraineté telles que le principe en est finalement refusé par le Portugal en 1927, malgré un passif inédit de 600 millions d'escudos. Pour inscrire sa dictature dans la durée et revêtir une légitimité autre que celle du simple coup de force, le général Carmona organise un plébiscite en mars 1928, comme Sidonio Pais dix ans plus tôt : candidat unique, il se présente au suffrage des Portugais et renforce ainsi son pouvoir. Il fait alors appel à un économiste réputé, le Dr. Antonio de Oliveira Salazar, professeur à l'Université de Coimbra, qui avait déjà fait une brève apparition au gouvernement lors de la junte de mai 1926, mais qui avait été remercié au bout de cinq jours en raison de ses exigences exorbitantes en matière de pouvoir. Salazar est un intellectuel réputé du Centre catholique portugais, cercle de réflexion de l'Église, dont l'organe, *As novidades*, est considéré comme la voix du clergé et sert de tribune à l'économiste de Coimbra. Salazar est nommé ministre des Finances le 27 avril 1928 et mène une politique budgétaire d'une orthodoxie stricte : hausse des impôts et réduction des dépenses de l'État. L'équilibre budgétaire est rétabli dès 1929, mais le Portugal pâtit, en termes de développement économique, de cette sévérité déflationniste, et Salazar, qui ne déviara guère de cette ligne en matière de finances publiques, n'est pas un des moindres responsables du faible développement portugais, handicap surmonté dans les années 1990 seulement. En théorie simple ministre des Finances, Salazar gagne en influence en construisant sa crédibilité d'expert et en exigeant une soumission de tous les ministères au sien : il en affecte les recettes et en dirige les dépenses sans tolérer de contestation, en vantant les mérites d'une « dictature de la raison », gouvernement *ex cathedra* d'un professeur sûr de son fait, solitaire par timidité, par lassitude et par une misanthropie nourrie de la conviction de son incontestable supériorité intellectuelle.

Ancien boursier épiscopal, ancien séminariste revêtu des ordres mineurs, cet élève brillant issu d'une famille pauvre s'est tôt engagé dans le syndicalisme chrétien et a été blessé par la politique de réformes menée par la Première République qui constitue à ses yeux, comme à ceux de ses pairs, une aberration dans l'histoire du Portugal. Brièvement député en 1919, il est rapidement retourné enseigner, en concevant du parlementarisme une opinion déplorable : à quoi bon tant parler et écouter tout le monde, alors qu'un seul, lorsqu'il raisonne bien, peut formuler la réponse juste ? Dans un discours tenu le 28 mai 1930, Salazar évoque la nécessité de doter la dictature d'une constitution, dont le Portugal est privé depuis que la Constitution républicaine de 1911 a été suspendue en 1926. Ce faisant, Salazar se montre soucieux de pérenniser le régime et s'impose comme futur homme fort du Portugal. Les projets nationaux-catholiques de Salazar, qui souhaite ériger un État autoritaire corporatiste, provoquent des oppositions dans l'aile gauche de l'armée, volontiers laïque et parfois franchement républicaine, qui tolérât la dictature d'un général mais ne souhaitait pas connaître celle du professeur Salazar, qui affirme ses ambitions en créant un parti unique, l'Union nationale, en mai 1931. Une insurrection militaire lisboète est réprimée par des troupes fidèles à la dictature le 26 août 1931. En décembre, un Conseil national est adjoint au président Carmona, dont les pouvoirs se voient réduits d'autant, avant que Salazar ne soit nommé président du Conseil en juillet 1932. Au même moment, Manuel II, roi du Portugal, en exil depuis 1910, meurt (2 juillet 1932). Salazar s'empresse de rendre hommage au dernier roi du Portugal avant de déclarer, dans un discours du 23 novembre 1932 où il prend soin de professer son respect pour l'idée intégraliste d'une restauration monarchique :

« Les idées n'ont pas toujours une force réalisatrice ou une utilité pratique ; elles sont parfois mortes pour l'action et il importe de ne pas laisser les hommes amarrés à des cadavres. »

Catholique conservateur, voire réactionnaire, Salazar n'est donc pas monarchiste car il juge l'institution dépassée pour le <sup>xx</sup>e siècle portugais : il se distingue ainsi des intégralistes lusitaniens, ces disciples portugais de Charles Maurras qui, depuis l'instauration de la république, promouvaient, à l'instar du fondateur provençal de l'Action française, girondinisme, catholicisme et royalisme.

Salazar s'estime libre de rédiger et de faire approuver, par plébiscite populaire, sa constitution, qui crée en 1933 l'*Estado novo* qui, comme nous le verrons dans le dernier chapitre de cet ouvrage, devait être le cadre où, désormais, les Portugais allaient « *vivre habituellement* ».

### ***L'Espagne, de la République à la dictature franquiste (1931-1939)***

Après que les élections municipales du 12 avril 1931 se sont soldées par une nette victoire républicaine, le roi Alphonse XIII quitte l'Espagne, et le pouvoir dictatorial du second successeur de Primo de Rivera est remplacé par un gouvernement provisoire qui organise l'élection d'une assemblée nationale constituante. Une loi électorale opportune instaure un scrutin de liste par circonscription et attribue 80 % des sièges à la liste qui a obtenu 51 % des suffrages. Cette loi profite aux alliances du centre républicain et de la gauche qui remportent 263 sièges face à une droite monarchiste isolée qui n'obtient que 126 représentants aux Cortès. Une constitution est rapidement rédigée et adoptée le 9 décembre

1931, sur le modèle très libéral et très démocratique de la Constitution de Weimar du 31 juillet 1919.

Les républicains au pouvoir sont animés d'une foi régénérative comparable à celle qui animait leurs homologues français dans les années 1880. Le modèle français a été étudié et commenté par Manuel Azana, avocat nommé président du Conseil en octobre 1931, et qui le demeure jusqu'en 1933. Dans ses *Études de politique française contemporaine* (1918), Azana explique que le projet républicain français n'est viable que si se produit une transformation de la culture des masses, qui les rendent aptes à vivre en démocratie. De fait, entre octobre 1931 et octobre 1933, le gouvernement Azana s'efforce d'affranchir l'Espagne de l'ancien régime : le suffrage universel masculin et féminin est instauré, ce qui doit contribuer à changer le statut des femmes dans la société et la culture espagnoles (article 36 de la Constitution de décembre 1931), des centaines d'écoles publiques sont ouvertes dans le cadre d'un ambitieux programme de scolarisation, l'Église et l'État sont séparés (article 26 de la Constitution), les effectifs de l'armée sont progressivement réduits, une réforme agraire est votée le 15 décembre 1932, qui doit assurer un plus équitable partage des terres. D'autres réformes spectaculaires sont adoptées : l'ordre des Jésuites est prohibé, le divorce autorisé, l'enseignement confessionnel interdit. L'Église, l'armée et les grands propriétaires sont donc visés par la politique du gouvernement, qui mène une politique de modernisation et de laïcisation à la française sans compromis. Le gouvernement Azana est d'autant plus ferme que des organisations de gauche refusent leur adhésion au régime et leur allégeance au gouvernement : le PCE s'en tient au principe kominternien de la lutte des classes, et la CNT, de culture anarchiste, multiplie les grèves. De son côté, la droite, un temps sonnée, se réorganise pour le combat électoral après s'être convaincue qu'un coup de force

autoritaire serait contre-productif et pourrait aboutir à une guerre civile. Le 28 février 1933 se crée la CEDA (Confédération espagnole des droites autonomes) autour de l'Action populaire de José Maria Gil Roblès, dont les JAP (Jeunesses de l'action populaire) prennent Mussolini et Hitler comme modèles.

Le président Niceto Alcala-Zamora, un catholique progressiste effrayé par le radicalisme du gouvernement Azana et de ses réformes, tente d'imposer un gouvernement centriste aux Cortès, qui refusent l'investiture. Le président dissout le Parlement et de nouvelles élections législatives se tiennent en novembre 1933. Lors de ce scrutin, les socialistes ne réitèrent pas l'alliance de 1931 avec les Républicains. Face à la concurrence du PCE et des anarchistes de la CNT, les socialistes remettent à l'honneur un programme maximaliste avec un nouveau chef, Largo Caballero. Par ailleurs, les femmes votent pour la première fois : le corps électoral passe de 6,2 à 13,2 millions de votants. Ces 7 millions de femmes votent massivement pour les conservateurs, ce qui dissuadera les radicaux du Sénat français d'accorder, en 1937, le droit de vote à des femmes réputées dépendantes de l'Église et de son magistère moral et politique. La loi électorale de 1931 profite cette fois-ci à une droite unie contre une gauche divisée : 233 sièges vont à la droite contre 98 à la gauche. Le président Alcala-Zamora refuse de donner la direction du gouvernement à Gil-Roblès, qui ne reconnaît pas la République et qui s'exhibe au congrès de Nuremberg en septembre 1933. Sa nomination serait une provocation pour le PSOE, le PCE et la CNT. Le radical Alejandro Lerroux est nommé le 19 novembre 1933, qui tempère et apaise les mesures prises par Azana : les Jésuites sont tolérés, la fermeture des écoles confessionnelles reportée *sine die*, les prêtres reçoivent un pécule de l'État. La CEDA cessant de soutenir le gouvernement en octobre 1934, Lerroux est

contraint de lui offrir trois portefeuilles, ce qui provoque une grève de l'UGT. Pendant que la Catalogne se déclare indépendante, les mineurs des Asturies se révoltent le 6 octobre 1934 sous la direction des anarchistes de la CNT. L'ordre républicain devant être rétabli, le gouvernement Lerroux charge le général Francisco Franco de la répression. En octobre et novembre 1934, les combats font 1 300 morts, 3 000 blessés, et l'armée procède à 30 000 arrestations. La révolte des Asturies est un événement fondateur qui va peser lourd en 1936. Le rapport de la gauche radicale à la République en est changé : désormais, la République est un régime d'assassins et de militaires. Les anarchistes de la CNT et de nombreux socialistes, notamment, considèrent la Seconde République à la manière dont les communistes allemands voient la République de Weimar depuis 1918-1919.

Le gouvernement Lerroux et ses trois cédistes soutenus par la majorité de droite aux Cortès tentent une contre-réforme politique, culturelle et sociale : il s'agit d'effacer de l'histoire espagnole les deux ans du gouvernement Azana. En mai 1935, Gil-Robles lui-même entre au gouvernement, comme ministre de la Défense. En janvier 1936, il met en demeure le président Alcalá-Zamora de le nommer président du Conseil. Comme la Constitution l'y autorise, Alcalá-Zamora dissout une seconde fois les Cortès et provoque de nouvelles élections législatives.

En prévision de ces élections s'est constitué dès octobre 1935, et à l'initiative de Manuel Azana, le *Frente Popular*, un Front populaire contemporain de celui de la France et s'inscrivant dans le même contexte : face à la montée des fascismes et à la création de régimes autoritaires, les forces de gauche s'unissent, encouragées par le Komintern qui, dans son VIII<sup>e</sup> Congrès de 1935, recommande aux partis communistes de s'allier avec les forces progressistes de la bourgeoisie – en clair : les radi-

caux – contre le péril immédiat. Le programme, minimaliste, constitue le dénominateur commun des républicains modérés, des socialistes, des communistes, de l'UGT et des anarchistes de la CNT qui soutiennent sans participer : reprise des réformes de 1931-1933 et libération des détenus des Asturies de 1934. Lors des élections du 16 février 1936, le Front populaire fait face au Front national, coalition de droite. La loi électorale de 1931 est à nouveau favorable au rassemblement de la gauche, qui emporte dès le premier tour la majorité des sièges. Au total, le Front populaire, avec 48 % des voix, remporte 56 % des sièges, tandis que la droite, avec 43 % des suffrages, a 30 % de députés. Gil-Robles est décidé à en découdre : toujours ministre au lendemain du premier tour, il demande au président de proclamer l'état de siège, ce que refuse Alcala-Zamora. Le 19 février, dès avant le second tour, un gouvernement Azana s'installe. Après la victoire finale, les socialistes de Largo Caballero poussent à la surenchère maximaliste pour ne pas être débordés sur leur gauche par les anarchistes. Francisco Largo Caballero, chef du PSOE depuis 1925, parle de « révolution socialiste » à tout propos. Déjà âgé, il s'est radicalisé lors de la grève générale de 1917 puis une seconde fois dans les Asturies. Populaire ministre du Travail dans le gouvernement Azana (1931-1933), il fait taire les modérés au sein du parti et défend qu'il faut répondre à la réaction par le radicalisme. Les Cortès, juge des élections, annulent de nombreux scrutins dans des circonscriptions remportées par la droite. En outre, le 7 avril 1936, le président Alcala-Zamora est destitué, puis remplacé par Manuel Azana.

À l'extérieur des Cortès, une violence civile se développe, qui montre que la droite ne reconnaît pas la victoire du Front populaire, de même que la gauche n'était pas prête à reconnaître une éventuelle victoire de la droite. Chaque camp se préparait à l'affrontement. Lors

du « printemps tragique » de 1936, 146 attentats à la bombe font 270 morts et 1 300 blessés.

C'est dans ce contexte de violence que, le 17 juillet 1936, un putsch militaire se déclenche chez les troupes espagnoles du Maroc et du sud de l'Espagne. Le gouvernement n'est guère impressionné par ce *pronunciamiento*, mais les premiers combats sont indécis et la guerre civile s'installe. La Junte de Burgos porte à sa tête le général Franco le 1<sup>er</sup> octobre 1936, prestigieux officier qui a dirigé l'Académie militaire de Saragosse créée par Primo de Rivera de 1928 à 1931 et qui a réprimé le soulèvement des Asturies en octobre et novembre 1934. Son nouveau titre de « chef du gouvernement de l'État espagnol » indique bien que les putschistes revendiquent toute légitimité juridique et politique.

Dès l'été 1936, la guerre civile espagnole atteint un niveau de violence et de radicalité dont elle ne reviendra pas. Elle met aux prises deux Espagne dont la détestation réciproque trouve là son expression : l'Espagne des catholiques traditionalistes, qui part en croisade contre le bolchevisme et le libre esprit, et l'Espagne des socialistes, communistes et anarchistes, d'autant plus violents qu'ils se battent contre des siècles de tradition catholique enracinée, en laquelle ils voient la source de l'oppression millénaire du peuple. La guerre civile débute par des massacres irrémédiables : 8 000 prêtres et religieuses, 3 000 adhérents de la CONCA (syndicat agricole confessionnel) sont assassinés à l'été 1936, tandis que tombes et Églises sont profanées ; à ces exactions haineuses répondent les massacres perpétrés par les « nationaux », intraitables avec les partisans du gouvernement légal de Front populaire. L'Église prend fait et cause pour les putschistes et fait de cette guerre, dans une pastorale du 1<sup>er</sup> juillet 1937, une « croisade », tandis que le gouvernement des rebelles est officiellement reconnu par le pape Pie XI dès le 7 octobre 1937. Franco travaille à l'unité



de son camp : le 19 avril 1937, il signe un décret d'unification des partis de droite et des mouvements fascistes, qui crée le *Movimiento*, le Mouvement, un parti unique grâce auquel Franco va, dans les années qui viennent, pouvoir tenir en respect les fascistes les plus convaincus et imposer sa ligne nationale-catholique.

Cette guerre civile s'internationalise et apparaît *a posteriori* comme un précipité de guerre mondiale. Les démocraties française et anglaise, qui craignent une guerre européenne avec l'Allemagne et l'Italie, décident de ne pas intervenir en réunissant un Comité de non-intervention de 26 pays à Londres, le 9 septembre 1936. Signataires, Hitler et Mussolini ne respectent en rien cet engagement et livrent armes et troupes à Franco. Pour la Luftwaffe d'Hitler et de Goering, l'Espagne est même un terrain d'entraînement bienvenu : la légion Condor, unité *ad hoc* de l'aviation allemande, teste ainsi sa nouvelle tactique à Guernica lors du bombardement du 26 avril 1937, qui fait plus de 2 000 morts, révoltant les consciences européennes. Du côté républicain, l'URSS dépêche équipements et volontaires internationaux jusqu'en mars 1938.

Une guerre civile interne à la guerre civile se développe, entre les communistes de stricte obédience du PCE, assistés par des agents du NKVD, et les anarchistes de la CNT ainsi que les trotskystes du POUM (Parti ouvrier marxiste unifié). Staline profite de la présence de ses agents en Espagne pour éliminer les déviances et dissidences, comme il la fait partout, jusque dans la banlieue de Mexico, où il fait assassiner Trotsky en 1940.

Fortement idéologisée, placée dès le départ à un fort niveau de violence, la guerre civile espagnole fait 600 000 morts jusqu'à la victoire des insurgés. Le président Manuel Azana quitte le pays le 4 février 1939, passant de nuit la frontière française pour aller se réfugier à Montauban. Il démissionne officiellement le

27 février, date à laquelle la Grande-Bretagne et la France instaurent des relations diplomatiques avec le nouveau pouvoir. L'ambassadeur envoyé par la France n'est rien moins que le maréchal Philippe Pétain. Le 1<sup>er</sup> avril 1939, le général Franco fait son entrée dans Madrid : une longue et féroce répression commence, ainsi que la mise en place d'une dictature nationale-catholique pérenne, qui se prolonge jusqu'en 1975.

### 3. LA FRANCE, DE LA CRISE DES ANNÉES 1930 AU RÉGIME DE VICHY

La France des années 1930 connaît une insistante, parfois violente, remise en cause de la démocratie libérale. L'étrange défaite de la République – et son remplacement par un régime autoritaire, autocratique et réactionnaire en juillet 1940 – s'inscrit dans ce contexte d'une décennie critique. Loin de nous l'idée que 1940 est nécessairement annoncé par les années qui précèdent, mais il faut constater que, à l'exception notable de l'année 1936, la démocratie parlementaire française ne semble plus être porteuse d'avenir.

Le régime républicain semble frappé d'un triple discredit. Le premier est politique. La valse des ministères se poursuit dans les années 1930. Outre cette cascade de cabinets, on constate une alternance de coalitions opposées qui met en cause la capacité du régime à assurer la cohérence d'une continuité politique : la droite gouverne entre 1928 et 1932, puis un nouveau Cartel des gauches, qui survit moins de deux ans (mai 1932 - février 1934). Le Parti radical, pivot des alternances car il s'allie successivement à la droite ou à la gauche, gouverne dès lors avec la droite, de février 1934 à mai 1936. À cette date, allié aux communistes et aux socialistes dans la coalition du Front populaire, il gagne les élections, qui inaugurent

deux ans de majorité de gauche. En avril 1938, un ultime basculement des radicaux vers la droite permet le retour aux affaires de l'Union nationale dominée par la droite qui gouverne le pays jusqu'en juin 1940.

L'alternance rapide des coalitions et la valse des ministères confèrent au régime une physionomie nerveuse et instable, une physionomie de crise permanente, l'actualité politique troublée faisant régulièrement la Une des journaux, minant la crédibilité des lois constitutionnelles de 1875, dont une large coalition d'esprits et de voix s'accorde de plus en plus à dire qu'il faut les réformer. Les années 1930 consacrent le thème et l'expression de la « réforme de l'État », qui désigne, à l'époque, une réforme des institutions pour permettre une plus grande stabilité du pouvoir exécutif et autoriser des prises de décision plus rapides et efficaces. À gauche, Léon Blum se décide à publier ses *Lettres sur la réforme gouvernementale*, rédigées depuis longtemps, en 1936. À droite, André Tardieu, plusieurs fois ministre et président du Conseil, multiplie les pamphlets brillamment argumentés contre la suprématie du Parlement sur le gouvernement : *L'Heure de la décision* (1934), ainsi que les deux tomes de *La Révolution à refaire : Le Souverain captif* (1936) et *La Profession parlementaire* (1937). Dans ces essais aux titres explicites, Tardieu dénonce la constitution d'une oligarchie parlementaire déconnectée de ses électeurs, sporadiquement appelés, tous les quatre ans, à renouveler les mandats de ses représentants. Souverain par intermittence, le peuple français est donc captif. Tardieu réitère ici la critique que Rousseau, dans *Du contrat social*, adressait au parlementarisme britannique. Il étaye son argumentation par de multiples exemples tirés de sa propre expérience de chef du gouvernement soumis à un Parlement tout-puissant. Il rappelle ainsi qu'en huit mois il a fait face à 327 interpellations, qu'il est monté 172 fois à la tribune

et a posé 60 fois la question de confiance. Une commission ministérielle pour la réforme de l'État est constituée par Gaston Doumergue à la suite des événements tragiques du 6 février 1934. Paul Reynaud rend un rapport en avril 1934, et Gaston Doumergue annonce en octobre, dans deux discours radiodiffusés, ses propositions de réforme : le président du Conseil doit devenir un Premier ministre doté de services propres et disposant du droit de dissolution de la Chambre des députés. En décembre, il est renversé pour avoir, comme Tardieu avant lui, court-circuité la représentation nationale par l'usage, jugé plébiscitaire et bonapartiste, car sans médiation, de la radio. Quelques aménagements sont tout de même réalisés : à partir de 1935, le président du Conseil ne prend sauf exception plus de portefeuille et se consacre à la tâche exclusive de diriger le gouvernement. Il s'installe à l'hôtel Matignon, ancien siège de l'ambassade d'Autriche-Hongrie, acquis en décembre 1934, tandis que l'on crée le secrétariat général du gouvernement.

Hors des cercles du pouvoir, cette réflexion sur la réforme de l'État prend les accents de l'antiparlementarisme le plus cru, dont des républicains ne sont pas exempts : Tardieu, très polémique, mais aussi Alain, le philosophe de la khâgne d'Henri-IV, dont les *Propos sur les pouvoirs* régulièrement publiés dans divers organes de presse constituent une critique plus que sévère de cette oligarchie parlementaire qu'il dénonce.

L'antiparlementarisme est de saison dans les années 1930, car le discrédit du régime est également moral et économique. Économique, car la République semble impuissante face à la crise qui touche sévèrement la France à partir de 1930-1931. La réponse à cette dépression, déflationniste par nature, est une politique elle-même déflationniste qui entretient et aggrave la récession. À droite comme à gauche, chez les économistes et

hauts fonctionnaires du groupe X-Crise comme chez les Jeunes Turcs du Parti radical, nombreux sont ceux qui prônent la fin de l'État libéral et un interventionnisme résolu dans la vie économique du pays, comme le jeune Pierre Mendès France, juriste et économiste de talent. On voit donc se dessiner, entre les projets de réforme des rapports entre exécutif et législatif, et les conceptions nouvelles du rôle souhaitable de l'État en matière économique, un désir d'autorité et d'efficacité plus marqué. Le régime républicain français apparaît faible face à ses concurrents fascistes et autoritaires. C'est même un lieu commun du temps que d'opposer la friabilité des démocraties occidentales, régimes de dialogue et de compromis, au viril décisionnisme, sans concession ni compromis, ultrarhénan ou transalpin. La politique d'*appeasement* menée par Londres et Paris envers Berlin en est le symptôme le plus frappant aux yeux des contemporains : Munich, en 1938, mais aussi, dès 1936, la réaction des deux Alliés à la décision unilatérale que prend Hitler de remilitariser la Rhénanie. Au coup de force, le président du Conseil Albert Sarraut oppose, dans un discours radiodiffusé du 8 mars 1936, une « parole loyale, calme, mesurée, dont l'objectivité contraste avec les accents passionnés qui retentissaient hier à la tribune du Reichstag » : « Il va être procédé à des échanges de vues », annonce fermement le chef du gouvernement français, qui encourage ainsi Hitler dans sa politique de revendications croissantes envers des démocraties qu'il méprise. À lire cette réaction française, comme bien d'autres, on conclut que, décidément, le radical-socialiste Sarraut ne vit pas dans le même monde que le national-socialiste Hitler : d'un côté, l'éthique du dialogue, la recherche du compromis raisonnable et rationnel, la saisine du Conseil de la Société des Nations ; de l'autre, la Première Guerre mondiale

continué par le fait accompli et l'annexion croissante de territoires toujours plus nombreux :

« Le peuple français, auquel le chef du gouvernement adresse ce message, et l'opinion internationale qui doit en recueillir le fidèle écho, ont besoin, en cet instant, qu'une parole loyale, calme, mesurée, dont l'objectivité contraste avec les accents passionnés qui retentissaient, hier, à la tribune du Reichstag, souligne l'extrême gravité et récuse l'insoutenable prétexte de la double décision par laquelle, au mépris de ses propres et libres engagements, l'Allemagne vient de désavouer le traité de Locarno et de violer, avec ses armées, le territoire de la zone démilitarisée du Rhin [...].

« Nous sommes mis en présence du fait accompli sous sa forme la plus brutale. Il n'y a plus de paix en Europe, il n'y a plus de relations internationales si cette méthode se généralise. En nous y opposant, nous servons les intérêts de la communauté européenne. Le gouvernement français, pour sa part, est bien résolu à ne pas négocier sous la menace. Le seul fait qu'au mépris d'engagements solennels des soldats allemands sont maintenant installés sur les bords du Rhin interdit pour le moment la négociation.

« Ayant mûrement examiné la situation, au nom du gouvernement français je déclare que nous entendons voir maintenue cette garantie essentielle de la sécurité française et de la sécurité belge que constitue, contresignée par les gouvernements anglais et italien, le traité de Locarno. Nous ne sommes pas disposés à laisser placer Strasbourg sous le feu des canons allemands.

« Le traité de Locarno a stipulé qu'en cas de violation de ses clauses, le Conseil de la Société des Nations doit être saisi. Nous saisissons donc le Conseil. Il est d'autre part indispensable que des échanges de vues aient lieu entre les signataires du Traité mis brusquement en présence de la dénonciation allemande. Il va être procédé sans délai à des échanges de vues.

« Notre cause est juste et forte. En la défendant, nous

avons conscience de défendre avec notre destin un élément essentiel de la paix européenne. »

Pendant qu'Hitler et Mussolini glosent sur le sens de l'Histoire et la fin inéluctable des démocraties, des démocrates passionnés désespèrent de leur propre régime. Pendant que les régimes italien et allemand donnent une image de vitalité et de jeunesse, la France semble réduite à l'impuissance par la crise permanente et par le vieillissement démographique. Dépassée, frappée d'obsolescence face à une URSS qui se développe à marche forcée pendant un plan quinquennal (1928-1933) qui nargue la crise, et face à des régimes fascistes qui investissent, construisent et réarment, la République apparaît minée par une sénescence démographique inéluctable. Les années 1934 et suivantes constituent un second contrecoup démographique de la Grande Guerre, avec l'arrivée à l'âge de procréer des classes creuses de 1914-1918. Le déficit des naissances provoque une inquiétude résumée par Jean Giraudoux, écrivain, académicien et secrétaire d'État à la Propagande du gouvernement Daladier : « Le Français devient rare », écrit-il dans un essai de 1939 intitulé *Pleins pouvoirs* où il évoque « ces générations qui ne naissent pas » et où il se prononce par ailleurs pour un renforcement de l'exécutif dans un sens autoritaire. Cette déploration de la sénescence républicaine et démocratique a pour corollaire, chez certains, une réelle fascination, entretenue par une copieuse propagande, pour la jeunesse fasciste. Revenu enthousiaste du Congrès de Nuremberg où il fréquente des camps de la Jeunesse hitlérienne et des SA, Robert Brasillach écrit, dans *Notre avant-guerre* (1940) :

« L'extravagance des adversaires du fascisme se trouve avant tout dans cette méconnaissance totale de la joie fasciste. Joie qu'on peut critiquer, joie qu'on peut même

déclarer abominable et infernale, si ça vous chante, mais joie. Le jeune fasciste, appuyé sur sa race et sur sa nation, fier de son corps vigoureux, de son esprit lucide, méprisant des biens épais de ce monde, le jeune fasciste dans son camp, au milieu des camarades de la paix qui peuvent être les camarades de la guerre, le jeune fasciste qui chante, qui marche, qui travaille et qui rêve, il est tout d'abord un être joyeux.»

Le discrédit qui pèse sur la République est, enfin, moral. Depuis la fin des années 1920 se multiplient des scandales politico-financiers, qui impliquent dans de ténébreuses affaires des membres éminents du personnel politique. Notons que concussion, corruption et prévarication sont des pratiques courantes en Italie et en Allemagne, et que le fascisme, dont les liens avec la mafia ont été si bien étudiés par Marie-Anne Matard-Bonucci, ainsi que le nazisme, vont de pair avec une économie de la faveur illégale créée par la multiplication des petits chefs et des tracasseries sur lesquelles ils fondent leur pouvoir. À la différence de ces pays, la France est une démocratie d'opinion, dotée d'une presse qui, sans être tout uniment estimable, reste libre. Elle est également un État de droit où la justice enquête, révèle et condamne : les « affaires » finissent souvent par être révélées et jugées – ce qui donne à ses détracteurs le sentiment que seule la démocratie est malhonnête. La plus célèbre de ces affaires politico-financières porte le nom de Stavisky, un homme d'affaires qui avait spolié le crédit municipal de Bayonne et bénéficié de protections judiciaires et politiques qui mettaient en cause le radical Émile Chautemps, plusieurs fois ministre et président du Conseil. Cette affaire de concussion provoque des manifestations à l'appel des ligues de droite et d'extrême droite, mais aussi de l'Association des anciens combattants communistes. Tous crient leur



dégoût, au nom des valeurs et des sacrifices du front, pour un régime corrompu, qui trahit le pacte de sang conclu dans les tranchées entre gouvernés et gouvernants. À deux reprises, les 27 janvier et 6 février 1934, deux gouvernements régulièrement investis, le cabinet Chautemps puis le cabinet Daladier, démissionnent sous la pression de manifestations de rue qui tournent à l'émeute. Le 6 février, encerclés par des manifestants ligueurs qui convergent vers la Chambre des députés, les gardes mobiles ouvrent le feu, provoquant des combats qui font 15 morts : de tels événements ne s'étaient plus produits à Paris depuis la Semaine sanglante de 1871. La République s'aliène définitivement des éléments radicalisés qui, après le 6 février et face à l'union de la gauche qui déboucherait sur le Front populaire, rompent avec une Action française jugée trop timorée et constituent une organisation terroriste, le Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR), surnommé la Cagoule. Auparavant, l'année 1933 a vu la création de deux nouvelles ligues qui promeuvent ouvertement le modèle fasciste italien : le Francisme de Marcel Bucard et la Solidarité française de François Coty, riche parfumeur et ancien directeur du *Figaro*. Si leurs membres actifs restent peu nombreux (10 000 pour Solidarité française en 1934), leur audience est plus large, assurée par leur présence dans l'espace public (manifestations, défilés) et par leurs organes de presse, comme *L'Ami du peuple*, de Coty. Contrairement à la déjà vénérable Action française, héritée de l'affaire Dreyfus et aux Croix-de-Feu, mouvement d'anciens combattants fondé en 1927, ces nouvelles organisations témoignent d'une admiration sincère pour les modèles italien et allemand, sans pouvoir être qualifiés de fascistes ou de nazies au sens strict du terme. Solidarité française recrute ainsi ses gros bras parmi des ouvriers maghrébins, ce qui lui vaut le surnom, attribué par *Le Canard enchaîné*, de

« Sidilarité française ». Contre l'Israélien Zeev Sternhell et l'Américain Robert Soucy, qui voient dans ces mouvements d'authentiques fascismes français, les historiens français se sont majoritairement ralliés au jugement de René Rémond qui, dans *Les Droites en France*, ne voit dans bien des mouvements français qu'un bonapartisme nationaliste classique adorné d'un « badigeon à la romaine ».

Ces pressions externes et internes en faveur d'un renforcement de l'exécutif, le contexte de la récession économique et de l'instabilité politique, le voisinage inquiétant de régimes totalitaires aux ambitions territoriales avouées sont autant de facteurs qui contribuent à modifier la pratique du gouvernement. On sait que, depuis 1922, les décrets-lois sont une pratique qui, sans être courante, est sortie de l'exceptionnalité du temps de guerre. À partir d'avril 1938, le gouvernement Daladier tend à les multiplier, pour revenir sur les réformes sociales du Front populaire (retour aux 48 heures hebdomadaires) et pour instituer des procédures et des pratiques qui sont en contradiction avec les principes de l'État de droit, mais que le gouvernement justifie au nom de la sécurité nationale. Sont ainsi créés, dès février 1939, plusieurs camps d'internement qui, après la défaite des Républicains espagnols, doivent permettre de concentrer et de surveiller des combattants antifranquistes réfugiés en France et que les autorités considèrent avec méfiance, car ils sont presque tous étrangers, et trop souvent communistes ou anarchistes. Les camps (Argelès-sur-Mer, Rivesaltes, Gurs...) accueillent également des membres du Parti communiste français interdit après la signature entre Ribbentrop et Molotov du pacte germano-soviétique (23 août 1939), puis des ressortissants allemands, juifs et nazis confondus, de telle sorte que les camps français seront des nasses où le SD allemand ira puiser avec bonheur après la défaite française

de juin 1940. Ces pratiques, entre autres, ont fait conclure l'historien Gérard Noiriel aux « origines républicaines de Vichy », pour reprendre le titre d'un essai publié en 1999 qui a suscité l'émotion et le débat sur le statut d'un régime longtemps appréhendé en termes de rupture et désormais volontiers considéré sous le jour des continuités avec la période précédente.

Il demeure que la pratique parlementaire du régime est inchangée par la guerre, déclarée le 3 septembre 1939. Édouard Daladier en fait les frais, qui est renversé par un vote de défiance en mars 1940, la Chambre des députés lui reprochant la passivité française dans une « drôle de guerre » dont l'attentisme figé rend nerveux, à Paris comme sur les « balcons en forêt » (Julien Gracq). Il est remplacé par Paul Reynaud, qui est un observateur lucide de l'évolution allemande depuis 1933. Pour lui, Hitler n'est pas un avatar du pangermanisme éternel, un Guillaume II *redivivus* comme la majorité des analystes tend à l'affirmer. Le pouvoir nazi représente un phénomène inédit qu'il faut contrer vigoureusement. Reynaud fait cependant entrer dans son gouvernement des personnalités qui s'accordent peu, comme le général de Gaulle et le maréchal Pétain : les désaccords deviennent manifestes au moment de la crise ouverte par l'attaque allemande et sa foudroyante progression, à partir du 10 mai 1940. Le gouvernement se replie à Bordeaux, mais la vitesse des divisions de Panzer rend le Sud-Ouest vulnérable à très court terme. Un débat divise dès lors le gouvernement, où s'opposent les partisans d'un armistice « entre soldats, et dans l'honneur » (Pétain) et ceux d'un retrait des institutions en Afrique du Nord d'où l'empire français continuerait le combat contre le Reich allemand, abandonnant un temps la métropole. Les désaccords et la catastrophe sont tels que Paul Reynaud démissionne. Le président de la République, Albert Lebrun, nomme alors le maréchal Pétain chef du gouvernement le 16 juin. Or

Pétain ne cache guère son analyse de la situation : la France a été affaiblie par un régime républicain instable et poignardée par un Front populaire qui a désarmé la France en instaurant la semaine de 40 heures qui a désorganisé l'industrie et amolli l'ouvrier français. L'armistice est signé le 22 juin, et, dans un discours célèbre, tenu le 25, Pétain esquisse le programme d'une politique de redressement :

« Notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance a détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié. C'est à un redressement intellectuel et moral que, d'abord, je vous convie. »

Cette politique, plus que d'un nouveau gouvernement, sera celle d'un nouveau régime. Le 23 juin, Pierre Laval, ancien président du Conseil écarté des affaires depuis 1935, est appelé par Pétain à la vice-présidence du Conseil. Doté d'un formidable entregent et d'une rare force de conviction, il mobilise ses réseaux et convainc nombre de députés et de sénateurs de tirer profit de la situation exceptionnelle créée par la défaite pour rénover le régime. Le traumatisme de la victoire allemande est tel que la lecture de Pétain s'impose à beaucoup. Réunis en Congrès à Vichy, ville dotée de nombreux hôtels dont les chambres sont équipées de téléphones, propres donc à accueillir des bureaux, les députés et sénateurs se retrouvent à 660 sur 900, les absents étant soit morts, soit égarés, soit arrêtés, comme les communistes ou les parlementaires qui voulaient gagner l'Afrique du Nord sur le *Massilia*. Le 10 juillet 1940, les parlementaires présents, à l'exception de 80 d'entre eux, accordent « tous les pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'État français. Cette constitution devra garantir les droits de la famille, du travail, et de la

patrie. Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les assemblées qu'elle aura créées ». Ce blanc-seing, par lequel les parlementaires se dépossèdent de tout rôle, va permettre à Pétain de prendre plusieurs actes constitutionnels les 11 et 12 juillet 1940. La République française s'efface au profit de l'État français. Aucune nouvelle assemblée n'est créée. La démocratie libérale le cède au gouvernement d'un seul, à l'autocratie d'un maréchal auréolé de sa légitimité historique et qui apparaît à beaucoup comme un repère et un recours dans l'improbable tourmente qui jette à bas le régime et des millions de gens sur les routes de la débâcle et de l'Exode. La trilogie « Travail, Famille, Patrie », qui apparaît dans l'acte du 10 juillet, est reprise aux Croix-de-Feu, devenu Parti social français, du colonel de La Rocque – mouvement catholique, social, conservateur et anticommuniste, qui appelait à une révolution nationale. Ces idées sont également celles de Pétain, qui souhaite instaurer un régime de relèvement national proche de ce que le Portugal et l'Espagne connaissent, si possible en moins violent. Pétain connaît bien la péninsule Ibérique pour avoir été le premier ambassadeur français dépêché auprès de Franco dès février 1939.

Les ennemis de la République ont gain de cause en 1940. Les partisans conservateurs de Pétain vont cependant, dans les années à venir, devoir compter avec des personnalités et des mouvements plus radicaux et ouvertement fascistes.



TROISIÈME PARTIE

EXPÉRIENCES





## CHAPITRE I

### Fascisme, nazisme et sociétés

En matière de totalitarisme, on confond souvent, par excès de nominalisme, le mot et la chose : on conçoit les sociétés totalitaires comme des unités sans jeu ni disjonction, agglomérées par la coercition violente pratiquée par un État omniscient, omniprésent et omnipotent. Le chef, Führer ou Duce, y est crédité d'un pouvoir sans limites sur une société constituée d'hommes régénérés prêts à combattre. Le totalitarisme fut cependant plus une ambition qu'une réalité univoque, plus un idéal qu'un fait – une dynamique jamais achevée.

#### 1. LA COERCITION ET LE CONSENTEMENT

La reconstruction, après 1945, d'un ordre libéral, interne comme international, s'est adossée à ce qui apparaissait comme contretypage absolu de la Déclaration universelle des droits de l'homme de juin 1945 et des démocraties renaissantes : le totalitarisme fasciste et nazi, États de terreur policière produisant des sociétés enrégimentées, promises à la guerre et au désastre. Le succès immédiat et jamais démenti du chef-d'œuvre de George Orwell, *1984*, paru en 1948, a informé notre lecture du phénomène totalitaire, de même que *Le Système totalitaire* d'Hannah Arendt, publié aux États-Unis

en 1951. Arendt voulait être au monde contemporain ce que Montesquieu avait été au monde moderne : il fallait compléter la typologie des régimes proposée par Aristote et par le magistrat bordelais en pensant cette forme inédite d'organisation politique qu'est le régime totalitaire. Reprenant les catégories de *L'Esprit des lois*, Arendt affirme que la nature de ce régime nouveau est l'idéologie et que son principe est la terreur. Les analyses d'Arendt touchant le primat de l'idéologie sont capitales, mais la politologue et philosophe germano-américaine a pu diffuser, par le filtre de commentateurs et d'épigones moins inspirés, l'image mécanique d'un totalitarisme défini par la conjonction d'une propagande qui lave les cerveaux et d'une terreur qui contraint les corps. L'image des camps, entéléchie de la réduction de l'homme à la chose, a sans doute pesé sur cette vision d'un phénomène totalitaire assimilé à l'alliance de la matraque et du micro.

La contrainte fut indéniable. Elle ne fut pas uniquement terroriste, et revêtit la forme plus subreptice de l'adhésion forcée : en Italie, le décret du 17 décembre 1932 rend l'adhésion au PNF obligatoire pour être éligible aux concours de la fonction publique, de telle sorte que la carte du parti fut surnommée la *tessera del pane*, « la carte du pain », et que le sigle PNF en vint à signifier « Par Nécessité Familiale ». En Allemagne, l'adhésion au Parti nazi n'eut rien d'obligatoire, même au titre de la loi de 1937 sur la fonction publique allemande qui fait des fonctionnaires de l'État les « exécutants de la volonté de l'État constitué par le NSDAP ». Il était cependant impensable d'obtenir une quelconque charge sans posséder une carte du Parti. Pour les hauts fonctionnaires et les professeurs des universités, l'adhésion à la SS était en outre la bienvenue.

L'édification d'un appareil de renseignement et de répression constitua par ailleurs un souci immédiat du

nouveau pouvoir, en Italie, entre 1925 et 1926 comme nous l'avons vu, et en Allemagne. Le 20 mars 1933, le premier camp de concentration est ouvert à Dachau : il accueille des prisonniers politiques allemands, notamment des socialistes, des communistes et des syndicalistes. Onze jours plus tôt, le 9 mars, Heinrich Himmler a été nommé chef de la police politique de Bavière. Chaque Land possède une police secrète, sorte d'équivalent des RG. Himmler, chef de la milice prétorienne du NSDAP, prend la direction des polices secrètes de différents Länder, notamment de celle de Prusse, la Gestapo, avant d'être nommé le 17 juin 1936 « Reichsführer SS et chef de la police allemande ». L'intégration des différentes polices, ainsi que la confusion entre le Parti et l'État, sont ainsi totales. En 1939, un organisme central est créé : le RSHA, Office central de la sécurité du Reich, contrôle, sous la direction de Himmler et de Heydrich, la Gestapo, le SD (service de renseignements de la SS), la Waffen-SS, les entreprises économiques de la SS, les camps de concentration ainsi que l'*Ahnenerbe*, l'héritage des ancêtres, centre de recherche et de documentation SS en histoire, archéologie, droit, biologie, littérature. Cet appareil de répression emprisonne 1 million de personnes, opposants politiques, marginaux et, plus rarement, des Juifs, de 1933 à 1939, poussant à l'exil 500 000 autres. La contrainte est policière, légale, avec une législation interdisant la critique ou la déviance, mais aussi symbolique : l'obligation de saluer et de signer *Heil Hitler* n'est pas explicite, sauf dans l'administration du Parti et de l'État, mais permet de repérer aisément qui témoigne de son approbation et qui fait montre de réserve.

La contrainte seule n'explique pas les vingt et un ans de dictature fasciste en Italie. Elle explique tout aussi peu qu'il ait fallu raser Berlin, en avril 1945, pour obtenir la capitulation du III<sup>e</sup> Reich le 8 mai : le fascisme

italien et le national-socialisme allemand, pour obscène ou désespérante que cette idée ait pu paraître après 1945, sont parvenus à susciter l'adhésion de larges parties des sociétés italienne et allemande. La contrainte seule, la seule « terreur », eût été impuissante : les régimes nouveaux devaient susciter le consentement, un consentement actif et approuvateur. Imaginer une société entière totalement accablée par la matraque et obnubilée par une propagande abrutissante est faux.

Les facteurs de l'adhésion furent multiples, et il est incontestable que nazisme et fascisme ont su séduire. Les historiens ont mis du temps à le formuler ainsi, sans doute par scrupule moral : il paraissait difficile de créditer ce qui fut érigé, après 1945, et surtout dans le cas nazi, en archétype du mal, d'une quelconque attractivité, c'est-à-dire d'une capacité à susciter une adhésion positive, active. Fritz Stern avança prudemment le mot de « tentation nationale-socialiste » dans les années 1970. À la même époque, Renzo de Felice suscita une polémique violente quand il publia, en 1974, le quatrième tome de sa monumentale biographie du Duce, intitulé *Les Années du consensus* : que le fascisme ait pu être autre chose qu'une parenthèse, qu'il ait pu procéder d'un certain nationalisme italien, et qu'il ait pu ainsi susciter le « consensus » était inaudible en Italie, trente ans seulement après la fin de la guerre. La polémique est retombée et, du côté allemand, les historiens se sont mis à employer, sans hésiter, les mots de « séduction » (*Verführung*), voire de *Faszination*, concept central d'un grand livre de l'historien Peter Reichel (1991) : dans son introduction, Reichel explique que cette fascination a été oubliée, voire refoulée, car elle révèle l'essentielle vulnérabilité d'une société qui fut sensible au message nazi. Le nazisme, de fait, a séduit : en écrivant cela, l'historien n'écrit pas une grossièreté, d'autant moins

que le nazisme de 1933 ne fut pas celui de 1942, de 1945, ou de 2008.

Le consentement fut le résultat d'un travail scrupuleux qui visa à produire l'adhésion par la séduction des sens. Goebbels cite volontiers le mot de Machiavel qui, dans le chapitre XX du *Prince*, écrit que « la meilleure forteresse du monde est l'affection du peuple. Si tu as les pierres sans avoir les cœurs, elles ne suffiront point à te protéger ». La conquête de l'État ne suffit pas : pour inscrire le régime nouveau dans une temporalité durable et pérenne, il faut conquérir la société.

La propagande fasciste et nazie conçoit et pratique la politique comme un spectacle, un message qui s'adresse aux sens et dont le citoyen, déchu de son statut de sujet rationnel et libre, est convié, fondu dans la masse, à titre de simple audience passive. Cette esthétisation de la politique fut observée et dénoncée dès les années 1930 par Walter Benjamin, qui avait bien perçu sa signification profonde. Le mépris de la raison, l'exaltation de la passion comme principe moteur de l'action engendrent une manière spécifique de dire et de montrer, bien résumée par Emilio Gentile :

« Un système politique fondé sur l'irrationalisme réduit, presque inévitablement, la participation politique, individuelle et collective, au spectacle de masse. Quand on méprise l'homme pour son idéalisme rationnel, pour sa capacité de connaissance logique de la réalité, pour son besoin de conviction et de compréhension, l'homme se trouve réduit à un élément cellulaire de la foule et, en tant que foule, suggestible non pas à travers un discours rationnel, mais uniquement à travers les instruments de l'abus de pouvoir psychologique, de la violence morale à travers la manipulation des consciences, dégradant la vie à une pure extériorité<sup>1</sup>. »

1. Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ?*, op. cit., p. 142.

Ce que dit Gentile à propos du cas fasciste, George L. Mosse l'a bien montré pour le cas allemand, dans un livre de 1975 intitulé *The Nationalization of the Masses. Political Symbolism and Mass Movements in Germany*. Mosse inscrit l'esthétisation du politique dans la perspective plus longue de cette entrée des masses en politique, depuis la Révolution française (1789) et les guerres de libération (1813), le Printemps des peuples (1848), puis l'avènement quasi général du suffrage universel masculin en Europe. Les masses ne répondent pas aux mêmes stimuli que les « capacités », ces bourgeois libéraux qui, depuis l'apparition au XVIII<sup>e</sup> siècle d'un espace public minimal, d'un réseau des raisons, conçoivent la politique comme l'activité par excellence des « talents », gens bien nés ou bien arrivés, financièrement dotés et intellectuellement doués pour le débat argumenté. Ces capacités ont tenté de conserver le monopole du débat et de l'action politique au XIX<sup>e</sup> siècle, mais n'ont pu empêcher l'émergence de cet acteur nouveau qu'est la masse populaire. Dépourvue de culture, non rompue à l'exercice du débat en raison, celle-ci ne peut être mue que par la mobilisation de l'affect. La nationalisation des masses, c'est-à-dire l'entrée en politique nationale des masses, s'accompagne donc de et s'accomplit par une esthétisation de la politique, par le recours à des moyens sensibles de production de l'affect, de suscitation de la passion politique. La politique se charge et se surcharge de symboles : drapeaux, couleurs, étendards, slogans, chansons – tous moyens sensibles de produire un affect. Seul vecteur d'accès à la masse, seul moyen pleinement efficace de la mettre en mouvement, le stimulus sensible envahit le politique, alors qu'il avait été congédié par les Lumières au profit de la raison.

Cette instrumentalisation de l'affect en politique atteint des sommets de perfection avec le fascisme et le nazisme qui non seulement font le meilleur usage des

techniques modernes de vectorisation des messages (affiche, cinéma – « l'arma la piu forte » des fascistes – et radio), mais dont les chefs réfléchissent froidement à l'art de mettre en mouvement la masse, en théorisant une mécanique des passions d'une précision horlogère, comme Hitler dans *Mein Kampf*.

Ce que le spectacle mis en scène par le pouvoir fasciste donne à voir et à sentir, c'est l'image d'une communauté unie, affectée d'aussi peu de jeu et de disjonction que les alignements impeccables des *ballila* défilant devant le Duce ou des cohortes filmées par Leni Riefenstahl à Nuremberg. Cette dilution de la faculté critique et de la subjectivité dans la masse s'opère par le son, la lumière des flammes, la nuit, et l'art consommé de l'orateur, dont la voix est modulée selon l'effet à produire et dont les propos visent à produire une adhésion immédiate et non à encourager un examen critique et distancié.

La parole et l'image du chef font l'objet d'une exaltation particulière. Un des facteurs de l'adhésion au fascisme et au nazisme tient au mythe du Duce et du Führer. Différents dans leur personnalité et dans leur manière d'apparaître, Mussolini et Hitler ont encouragé le Parti et l'État à édifier l'image d'un homme du peuple, instituteur modeste, ou simple soldat du front, élu par une bienveillante providence pour tenir le timon d'un peuple en perdition. Travailleur infatigable, intelligence universelle, le chef vient satisfaire la demande d'autorité et d'ordre induite par la situation italienne de 1919-1921 et par les désordres de la République de Weimar. Hitler, qui se fait représenter comme le dernier terme d'une lignée comprenant Frédéric II de Prusse, Bismarck et Hindenburg, fait office d'*Ersatzkaiser*, figure d'identification monarchique qui bénéficie, comme tout bon roi, du mécontentement qui frappe les hiérarques du Parti. Dans *L'État hitlérien et la société allemande*, Norbert

Frei montre bien qu'Hitler est épargné par le « Si le Führer savait ! » dont se contente la vindicte populaire.

La parole du chef est une parole réconfortante. À une communauté nationale éprouvée par la guerre et son résultat, victoire mutilée en Italie ou défaite non acceptée en Allemagne, le Duce et le Führer chantent les louanges de son héroïsme, de son exceptionnalité, riches d'une destinée manifeste. Quand Mussolini rappelle les conquêtes romaines et organise une *Mostra Augustea della Romanità* pour le bimillénaire d'Auguste (1938), quand Hitler célèbre le *Drang nach Osten* des Teutooniques ou s'annexe l'Antiquité grecque, le chef rassure et console, en montrant tout ce dont la nation ou la race a été capable : les réalisations passées révèlent un potentiel d'héroïsme et de gloire qui ne demande qu'à être actualisé à nouveau.

Quand Mussolini parle d'*imperio* et Hitler de *Reich* millénaire, ils subliment un présent décevant par la promesse d'une épopée à venir, ou le transfigurent par une épopée en marche.

Au-delà de la fierté et du prestige, c'est d'une donation et d'une dotation de sens qu'il s'agit : quand Hitler crie *Deutschland*, il apaise tous les doutes, panse toutes les plaies et fait résonner la promesse d'un avenir de prestige et de gloire. Le chef donne le sens, c'est-à-dire à la fois la signification du devenir et la direction de l'avenir. En révélant les lois de l'Histoire, il explicite le devenir. En dévoilant un horizon de conquêtes, de puissance et de domination, il montre la direction dans laquelle s'engage la nation. Il n'est pas abusif, dès lors, de voir dans le fascisme et le nazisme des religions séculières des substituts à une foi chrétienne en déshérence dans le procès de désenchantement du monde. Comme la religion chrétienne, l'idéologie totalitaire explique le monde, rassemble la communauté, apaise et promet. Il n'est pas indifférent que le pouvoir fasciste comme le



pouvoir nazi soient entrés en conflit avec l'Église pour le contrôle de la jeunesse : l'Allemagne fut condamnée par l'encyclique *Mit brennender Sorge* de 1937, et Mussolini faillit être excommunié par Pie XI en 1938.

Comme l'avoua Mussolini à Émile Ludwig, en 1929, « il faut diriger la masse au moyen de deux rênes : l'enthousiasme et l'intérêt ». Le consentement emprunte donc également les voies plus concrètes de la satisfaction matérielle. Celle-ci est avérée en Italie. Après des débuts hésitants, la politique économique du fascisme italien a su contenter les Italiens, en les préservant notamment des effets les plus féroces de la Grande Dépression (1929). Une politique de grands travaux et de « batailles » (pour le blé, pour la bonification des terres insalubres), initiée dès 1926, a permis de soutenir une activité qui, sur le plan mondial, s'effondrait. Cette politique de grands travaux, qui serait keynésienne avant l'heure si elle s'inscrivait dans un contexte politique libéral, est permise par le revirement qu'opère Mussolini à l'égard du libéralisme économique. Après avoir déclaré en 1922 que « nous en avons assez de l'État cheminot, de l'État postier, de l'État assureur [...] ». Il reste à l'État la police [...], il lui reste l'armée », Mussolini abjure cette profession de foi libérale au milieu des années 1920 et n'aura aucun scrupule à écrire en 1938, dans la *Doctrines politique et sociale du fascisme*, préambule au « Statut national fasciste » :

« L'État fasciste ne peut donc se limiter à des simples fonctions de surveillance et de tutelle comme l'eût voulu le libéralisme. »

En Allemagne, l'État est, également, résolument interventionniste. Imitateur de Mussolini, Hitler lance en 1934 un ambitieux programme de construction des *Reichsautobahnen*, ces autoroutes du Reich qui font suite aux *autostrade* italiennes. La politique sociale du

III<sup>e</sup> Reich est attentive au bien-être des ouvriers, comme en témoigne la création, en 1933, de l'organisation *Kraft durch Freude* (La force par la joie) : ce syndicat d'initiative national, contrôlé par le Parti, devait pourvoir en loisirs ouvriers et patrons, pendant le temps libre du soir, des week-ends et des vacances. La KdF construisit des centres de vacances et une flotte de paquebots destinés à accueillir les vacanciers : le but était de régénérer la force de travail par la distraction et le loisir en commun. Son principe fut inspiré à Robert Ley, Führer du Front allemand du travail (*Deutsche Arbeitsfront*), lors d'un voyage en Italie, où existait déjà une organisation semblable, l'*Opera nazionale Dopolavoro*, depuis 1925. En 1935, Hitler lança le projet d'une « voiture du peuple », une *Volkswagen* qui devait, pour une somme modeste, permettre la motorisation des ménages allemands, motif de fierté nationale, source d'activité industrielle et de reconnaissance.

La réflexion sur la satisfaction matérielle induite par les régimes fasciste et nazi a été stimulée par la publication en 2002 d'un imposant essai d'histoire sociale, intitulé *Hitlers Volkstaat (L'État populaire d'Hitler)*, traduit en français sous le titre *Comment Hitler a acheté les Allemands*. Son auteur, Götz Aly, y défend que l'adhésion populaire au régime fut encore renforcée après 1939, car le peuple allemand toucha les dividendes de la guerre, avec ce qu'elle a impliqué de spoliations. L'intense controverse autour de cette thèse, qui fait bon ménage des souffrances endurées par le peuple allemand lui-même à partir de 1943, ne peut masquer le fait que les Allemands exprimaient dans les années 1930 une satisfaction matérielle certaine : l'arrivée d'Hitler au pouvoir marquait, parallèlement à la fierté nationale retrouvée, la fin du chômage de masse et de la détresse économique liée à la crise de 1929. L'effondrement du chômage est manifeste : de 6 millions en 1932, l'Allemagne passe à

2 en 1935, puis à 400 000 en 1938. La politique de relance menée par l'État est à créditer de ce succès, mais elle n'est pas la seule : il faut corréliser ces chiffres spectaculaires avec ceux, qui ne le sont pas moins, des internés en camps, des interdits professionnels et des recrutements dans la police et dans la Wehrmacht, sans oublier le rétablissement de la conscription en 1935. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut avoir une vision plus juste des réussites sociales du nazisme : l'adhésion et la contrainte sont inextricablement mêlées.

## 2. RÉGÉNÉRER L'HOMME

La volonté de régénérer l'homme, voire de faire advenir une humanité nouvelle, est ce qui distingue le plus sûrement le nazisme et le fascisme des projets nationaux-catholiques à l'œuvre en Autriche, en Espagne et au Portugal. Cette volonté s'accompagne d'un projet totalitaire en Italie et en Allemagne, alors qu'un régime autoritaire est, ailleurs, jugé suffisant pour conserver, préserver ou restaurer. Salazar veut faire « vivre le Portugal habituellement », faire de son pays un conservatoire culturel et social : le temps est appelé à cesser son cours, à suspendre son flux, à se figer dans un état considéré comme bon, donc appelé à être immuable. La conservation est exclue pour Mussolini et pour Hitler, car le temps présent n'est pas satisfaisant. L'homme contemporain n'est ni possible ni souhaitable, car il est décadent.

Emilio Gentile fait remarquer que le projet de régénérer l'humanité n'est, en Italie, pas propre qu'au fascisme. Les nationalistes du *Risorgimento* déjà tonnaient contre « l'homme de Guichardin », ce diplomate florentin du xv<sup>e</sup> siècle qui était à leurs yeux coupable de préférer à la patrie l'intérêt de son prince et à la cité son *otium* littéraire et artistique. Contre le renaissant esthète

et son avatar contemporain, le démocrate libéral individualiste, les hommes du *Risorgimento* veulent faire advenir un Italien nouveau, patriote et dévoué aux siens. Ce projet est partagé par les futuristes ainsi que par de nombreux syndicalistes révolutionnaires. Régénérer l'homme était une ambition de la Révolution française dès 1789 comme elle le sera de la révolution bolchevique en 1917. Au moment où, en 1915, il se fait l'avocat de l'intervention italienne dans la guerre, Mussolini insiste sur la vertu palingénésique de l'affrontement guerrier. La guerre doit être la forge de l'Italien nouveau, en trempant dans le fer et le feu une virilité nouvelle et en démentant par le fait les doutes odieux pesant sur les vertus guerrières des Italiens. À partir de 1919, les fascistes se proclament l'avant-garde de ces Italiens nouveaux, nés dans les combats de la Grande Guerre. Le *squadriste*, être résolu et violent, est l'archétype de cette humanité nouvelle, issue de la rencontre de la chair, du fer et des gaz, intuition développée en Allemagne par Ernst Jünger. Cette avant-garde noble et courageuse, prophétesse d'un monde nouveau, doit mener le peuple entier vers une régénération entendue au sens de nouvelle genèse, de nouvelle naissance, et non de retour à ce qui fut jadis, comme dans le cas du nazisme, nous allons le voir. Déçu par l'issue de la guerre, brûlant de ne pas laisser se disperser l'énergie des combats, le philosophe fasciste Giovanni Gentile écrit, en 1919 :

« Le vieil homme n'est pas mort, et il nous menace, nous attire et nous barre le chemin. Nous devons le combattre et l'anéantir ; la lutte est âpre, car cet homme est une bonne partie de nous. »

Le Duce voit dans l'avènement de cet homme nouveau sa tâche historique, sa responsabilité devant l'histoire de la nation italienne. Préoccupé par la santé physique du peuple italien, ce sportif tôt mis à la diète par un

ulcère à l'estomac est également obsédé par la démographie de la péninsule, à tel point qu'il interdit l'émigration en 1925, pour mettre fin à cette hémorragie d'hommes qui affecte l'Italie depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Il peste également contre les célibataires, véritables déserteurs dans la bataille pour la richesse et la puissance humaine de la nation, envisageant de les punir fiscalement comme l'avait décidé, en son temps, l'empereur Auguste. Mussolini, contrairement à ce que l'on croit, n'a pas été un imitateur servile de l'Allemagne. Il affiche des ambitions eugénistes et zootechniques dès le début, comme en témoigne ce discours prononcé au Congrès du PNF en 1925 :

« Quelquefois, l'idée de générations de laboratoire me semble séduisante : c'est-à-dire créer la classe des guerriers, toujours prête à mourir ; la classe des inventeurs qui traque le secret du mystère ; la classe des juges, la classe des grands capitaines d'industrie, des grands explorateurs, des grands dirigeants. À travers une sélection méthodique, on parvient à créer les grandes catégories qui créeront à leur tour l'Empire. Bien sûr, il s'agit d'un superbe rêve, mais je vois que, peu à peu, il devient réalité. »

Cet homme nouveau doit conjurer par la volonté, l'action, l'exercice physique et la foi nationale la décadence qui l'affecte et l'amollit depuis des siècles, due à un humanisme esthète et éthéré et à l'action d'une Église qui l'a dévirilisé en le culpabilisant :

« Nous devons extirper du caractère des Italiens, pour les pulvériser, les sédiments déposés par des siècles de décadence politique, militaire, morale, du XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'arrivée de Napoléon. C'est une tâche grandiose. Le Risorgimento n'a été qu'un commencement car il fut l'œuvre de minorités trop exiguës ; en revanche, l'action éducative de la guerre mondiale fut profonde » (27 octobre 1930).

C'est la main ferme et puissante de l'État qui doit saisir l'Italien au col pour éviter qu'il ne dévale plus avant cette pente délétaire. En 1938, dans le Statut national fasciste, Mussolini écrit :

« L'État [...] est une forme et une règle intérieure, une discipline totale : il pénètre la volonté aussi bien que l'intelligence. »

Le totalitarisme fasciste est statocentrique : c'est l'État qui doit permettre la révolution anthropologique et l'avènement de l'homme nouveau. Le nazisme est, quant à lui, caractérisé par un rapport plus instrumental à l'État, défini par *Mein Kampf* comme simple « moyen en vue d'une fin », celle de la régénération raciale et de l'expansion territoriale.

Mussolini se présente comme un artiste qui est appelé à transformer la matière vile et brute de la masse italienne en chef-d'œuvre au moyen d'un outil qui est l'obligation légale, prononcée par l'État, d'adhérer aux organisations créées par le régime. Le 3 avril 1926, Mussolini fonde l'*Opera nazionale Ballila*, du nom d'un jeune Génois qui aurait, en 1746, victorieusement soulevé les Italiens contre l'occupation autrichienne. L'adhésion n'y est pas obligatoire jusqu'en 1937, date à laquelle elle est rebaptisée *Gioventu Italiana del Litorio*, mais les instituteurs et enseignants des collèges sont fortement incités à orienter leurs élèves vers l'organisation de jeunesse qui, de toute façon, a le monopole de l'enseignement du sport à l'école et qui ne souffre plus guère de concurrence, puisque les autres organisations de jeunesse, à l'exception des Jeunesses catholiques, sont interdites en 1927 – en 1938, Mussolini renonce du reste à dissoudre l'organisation catholique devant la menace pontificale d'une excommunication. L'ONB est organisée paramilitairement : obéissance au chef, uniforme, maniement des armes, défilés au pas, chants patriotiques

doivent inculquer une éthique holistique de discipline et d'abnégation. Les activités ont lieu le soir et le samedi, ainsi que pendant les vacances, où les jeunes sont conviés à des *Campi Dux*. L'œuvre de régénération ne cesse cependant pas à 22 ans, âge auquel les jeunes Italiens sont libérés de l'emprise de l'ONB. En avril 1925, Mussolini a fondé l'*Opera Nazionale Dopolavoro*, l'œuvre nationale du temps libre, qui doit proposer aux travailleurs des loisirs contribuant à l'amélioration du peuple italien, notamment par le sport, le tourisme et la culture.

Sous l'influence de l'Allemagne nazie, le projet d'édification de l'homme nouveau se durcit à partir de 1935-1936, au moment où Mussolini débute la construction de l'Empire par la conquête de l'Éthiopie. Le contrôle sur la jeunesse se fait, comme nous l'avons vu, plus rigoureux. Cependant, le projet italien diffère du projet allemand. Mussolini et les idéologues du fascisme n'ont pas un rapport nostalgique au passé. Il ne s'agit pas de recréer l'archétype romain, par exemple : la Rome antique, excavée, célébrée et révérée, est convoquée à titre de consolation et d'exemple émulateur. L'Empire romain et ses conquêtes attestent la valeur de la nation italienne et proposent un modèle à égaler et à dépasser. Une affiche célèbre, au moment de la conquête de l'Éthiopie, représente un marin italien débarquant en Afrique et saisissant le glaive d'un légionnaire dont les restes, représentés avec un réalisme macabre, gisent à ses pieds. La légende proclame que « l'Italie brandit l'épée de la Rome antique », mais la Rome antique est bel et bien morte, et l'affiche le montre sans détour. Le fascisme prend acte de cette mort et oriente sa révolution anthropologique vers un avenir à créer. Sur les affiches nazies, les chevaliers teutoniques, Frédéric le Grand ou Bismarck sont toujours représentés vivants : l'archétype, le primal, le virginal est présent au plus profond de l'être

allemand. Une chirurgie eugéniste d'État doit permettre de retrouver la prime pureté de cette essence allemande originelle.

Les nazis ne parlent ainsi quasiment jamais d'homme nouveau : ce n'est pas tant la rénovation qui importe que le retour à ce qui fut jadis et qui a été altéré par des siècles de dégénérescence raciale due à un mélange contaminant et corrosif pour l'intégrité de la race. Renzo De Felice distinguait le nazisme du fascisme italien en parlant du « pessimisme tragique » propre au premier.

Le rapport au passé est marqué par l'angoisse de la déliquescence, de la décomposition, d'une dégénérescence biologique qui provoque la décadence morale, culturelle et intellectuelle, visible, selon les nazis, dans l'art dégénéré produit par des hommes mêlés et malades. Le passé de la race n'est pas seulement modèle et source d'émulation. Il est un archétype qu'une archéologie eugéniste doit retrouver et qu'une pratique médicale de l'action politique doit restituer et recomposer. Depuis des temps immémoriaux, des races s'affrontent dans un combat qui verra l'extermination du vaincu et le triomphe sans partage des survivants. Ces races s'affrontent sur le champ d'honneur du combat ouvert, comme lors des guerres médiques entre Grecs et Perses, lors des guerres puniques entre Romains et Carthaginois, puis lors des guerres des peuples germaniques contre les assauts de l'Est, des Champs catalauniques (451) au *Drang nach Osten* des chevaliers teutoniques contre l'éternelle Asie. C'est ce qu'affirme Hitler devant le Reichstag, le 11 décembre 1941, au moment où la progression militaire allemande ralentit en URSS et où la Wehrmacht, pour la première fois depuis sa création en 1935, est conduite à reculer :

« Lors de la bataille des Champs catalauniques, les Romains et les Germains se sont alliés pour la première fois



dans un combat destinal d'une incroyable importance pour défendre une civilisation qui, créée par les Grecs, transmise par les Romains, comprenait désormais aussi les Germains.

« L'Europe avait grandi. L'Occident, né en Grèce et à Rome, a été désormais défendu non plus seulement par les Romains, mais aussi, des siècles durant, par les Germains. Le concept territorial que nous appelons Europe s'est accru avec la colonisation germanique à partir de cet Occident éclairé par la Grèce et plein de l'héritage imposant de l'Empire romain. Peu importe que, désormais, on voyait des empereurs allemands parer les coups venus de l'Est au bord de l'Unstrut ou que l'Afrique était refoulée d'Espagne, il s'agissait à chaque fois d'un combat de l'Europe en devenir contre un monde qui lui était fondamentalement étranger. Alors que, jadis, Rome eut ses mérites dans la création et la défense de ce continent, les Germains, désormais, prenaient en main la défense et la protection d'une famille de peuples qui peuvent bien diverger dans leur conformation et direction politique, mais qui, somme toute, forment une unité de sang et de culture, qu'elle soit totale ou complémentaire. »

La race nordique n'ayant pu être défaite militairement par la Palestine et par l'Asie, le combat s'est poursuivi dans le demi-jour interlope du complot, qui a vu les races inférieures tenter de contaminer le corps germanique-nordique par l'infiltration du sang, par une contamination infectieuse. Le national-socialisme prétend se dresser contre cette menace et restituer le corps germanique à sa prime pureté. Il s'agit donc moins de créer un homme nouveau que de faire revenir l'homme ancien dans ce qu'il possédait de force et d'authenticité : l'archétype est cet homme archaïque qui doit être rappelé par le développement, l'actualisation d'un potentiel présent dans le peuple allemand, malgré les altérations et les sédimentations allogènes qui l'ont aliéné.

L'eugénisme d'État est, dans ce contexte, un projet ontologique à la fois rétrospectif, car le modèle est à

prendre dans le passé, et prospectif, car il s'agit de refondre le corps germanique et le corps social allemand pour les combats à venir. Cet eugénisme, souvent appelé «hygiène raciale» (*Rassenhygiene*) dans l'idiolecte nazi, est une médecine d'État qui vise à améliorer en encourageant ce qui est sain et en écartant résolument ce qui est défini comme malsain. L'«hygiène raciale» possède ainsi un aspect créateur, ou positif: la promotion du sport, notamment du sport de combat (*Wehrsport*), des loisirs, de la formation idéologique par l'école et par les organisations du Parti (Jeunesses hitlériennes, SA, SS notamment), l'encouragement à la natalité par des mesures incitatives (revenu maternel) et désincitatives (interdiction du travail des femmes dans la fonction publique en 1937) sont autant de dispositions visant à la reproduction du meilleur. La conformation du corps et de l'esprit doit s'effectuer sur le modèle antique gréco-romain, annexé à la cause et dont Hitler proclame qu'il est nordique. De la pierre à la chair, les corps allemands doivent actualiser un potentiel déposé dans un conservatoire de pierre, celui de la statuaire grecque redécouverte au XVIII<sup>e</sup> siècle par un Allemand, Johann Joachim Winckelmann. Lors de l'inauguration de l'exposition de l'art allemand de 1938, Hitler invite les visiteurs à «voir à quel point l'homme, jadis, était beau, combien il avait un beau corps. Nous ne pouvons parler de progrès que si nous parvenons à égaler cette beauté». L'étalon est le canon grec, conservé dans une mémoire de pierre, dont une fréquentation assidue permettra une imitation émulative.

L'ambition hygiéniste ne se limite pas à cela. L'État prétend bientôt contrôler la reproduction des individus, par l'interdiction et par l'incitation. L'interdiction est en vigueur dans la SS, depuis décembre 1931: il est interdit à un SS de se marier sans avis conforme du RuSHA (*Rasse- und Siedlungshauptamt*, Office de la race et de la colonisation), qui examine la valeur raciale de la pro-

mise. L'incitation est introduite par la SS, qui, en 1936, crée le *Lebensborn* (Fontaine de vie) : les foyers de cette organisation doivent accueillir toutes les filles-mères mises au ban de la société par une morale chrétienne monogamique absurde d'un point de vue racial, car l'homme se reproduit plus vite que la femme et parce que, en temps de guerre, le sang masculin s'écoule plus vite que ne naissent les générations de la relève. L'idée s'enracine de braver plus avant la monogamie chrétienne en provoquant des rencontres de permissionnaires SS venus du front avec des jeunes femmes sélectionnées sur des critères anthropométriques sévères, pour permettre une reproduction rapide des héros appelés au sacrifice de leur vie.

L'aspect destructeur ou négatif de l'« hygiène raciale » d'État est ce que l'on retient le plus souvent du racisme nazi. L'eugénisme nazi est ségrégatif. En septembre 1935, les lois de Nuremberg, adoptées par le Reichstag au cours du congrès du Parti, prohibent tout rapport charnel entre un Allemand et un Juif, ainsi déchu de sa citoyenneté au nom de sa race supposée : la même loi proclame la croix gammée du Parti symbole de souveraineté allemande et interdit aux Juifs de pavoiser aux couleurs du Reich, leur permettant au contraire d'arborer « les couleurs juives », sans précision – signe manifeste de leur exclusion hors de la *Volksgemeinschaft*. Tout mariage interracial est frappé de nullité par la loi, qui prévoit également des peines d'emprisonnement pour quiconque contreviendrait à ses dispositions, se rendant ainsi coupable d'un crime nouveau, le « crime de race » ou la « honte raciale ». La ségrégation légale est tatillonne. C'est pas à pas que les Juifs sont déchus de leur citoyenneté et réduits à un état de minorité juridique qui leur rend la vie en Allemagne littéralement impossible. Les lois de Nuremberg ne sont que les plus connues de ces dispositions juridiques, mais il existe une myriade d'autres dispositions légales. Dès le

7 avril 1933, la « loi de reconstitution de la fonction publique » exclut les Juifs du service de l'État. Un nombre impressionnant de décrets vient ensuite frapper les Juifs allemands de tétanie juridique : un décret du 15 avril 1937 interdit aux Juifs d'accéder au titre de docteur dans toutes les matières enseignées à l'Université ; un autre, du 22 août 1933, interdit aux Juifs de se rendre au lac de Wannsee, villégiature appréciée des Berlinoises, très fréquentée l'été, et de s'y baigner ; un décret du 3 décembre 1938 invalide tous les permis de conduire délivrés à des Juifs, ainsi privés de tout moyen de locomotion autonome. Viendront, le 1<sup>er</sup> septembre 1939, un couvre-feu à partir de 20 heures ; en 1941, sur l'ensemble du territoire du Reich, le port obligatoire de l'étoile jaune, signe distinctif et infamant ; en 1942, un décret du 14 février interdisant aux boulangers de leur vendre gâteaux et brioches. On pourrait multiplier les exemples à l'infini.

L'exclusion des Juifs hors de la communauté nationale ne se borna pas à la ségrégation légale. Elle culmina, plus tard, au terme d'un processus d'exploration des possibles, de réflexion des services et de radicalisation cumulative, dans le meurtre de masse.

### 3. LA COMMUNAUTÉ DU PEUPLE

On a longtemps cru les régimes fasciste et nazi sur parole, en voyant les sociétés italienne et, surtout, allemande comme des monolithes semblables aux images tournées par Lénie Riefenstahl lors du congrès de 1934 à Nuremberg, qu'elle a immortalisé dans *Le Triomphe de la volonté* : les alignements impeccables de SA, de SS, de conscrits du service du travail, épaulant leur pelle comme on présente une arme, donnent à voir une société mise au pas, parfaitement contrôlée et régulée par un pouvoir qui serait parvenu, en à peine un an, à militari-

ser l'Allemagne. Les « colonnes puissantes » célébrées par Hitler semblent prolonger celles de l'architecture de Speer, et en partager la compacité. L'architecture nazie est la meilleure image d'une communauté soudée, non disjointe et obéissant à un ordre géométrique strict. De même, la jeunesse uniformisée, disciplinée, les Balilla défilant au pas devant le Duce représentent-ils une Italie fantasmée par le pouvoir. Ces images donnent à voir le projet totalitaire dans son achèvement désiré : des cohortes de sujets-soldats prêts à marcher vers les conquêtes de demain, Reich de mille ans ou *imperium romanum*.

*Le Triomphe de la volonté* de Léní Riefenstahl a plu au Führer et a été largement diffusé, car il représente d'autres aspects de cette communauté fantasmée : la focalisation sur le chef, esthétisé et héroïsé par des plans en contre-plongée, des extraits enthousiastes de ses discours, dont l'intégralité peut être soporifique ; la camaraderie virile et bon enfant des membres du parti, rassemblés dans des villages de tentes, filmés lors de leur toilette, de leurs jeux, et à la popote, commune et fraternelle, un *Männerbund* (communauté virile) qui réédite la fraternité des tranchées ; le défilé des femmes et des paysans en costume traditionnel, sorte de revue d'un pays qui n'aurait perdu ni son identité ni son histoire dans les vicissitudes de la modernité. Nulle trace de hiérarchie, de classe ou de caste : le seul signe extérieur de puissance est réservé au Führer, circulant dans une imposante limousine Mercedes noire et parlant du haut d'une tribune surélevée. Führer et Duce sont supposés être la seule autorité, exorbitante, unique massif dominant une vaste plaine de conditions égalisées. Examinons ces éléments point par point.

La communauté sans classes est un idéal commun au fascisme et au nazisme. Tous deux gardent de leurs débuts – rhétoriques du moins – à gauche ce projet

d'égaliser les conditions sociales et de créer une véritable fraternité nationale ou raciale, nonobstant les différences d'origine, de culture, d'éducation et de richesse. Dans le combat que se livrent les nations ou les races, il est vital de marcher à l'ennemi solidaires et unis. C'est, au fond, ce qui a détourné Mussolini du socialisme, où il est fortement investi jusqu'à l'intervention italienne de 1915. Mussolini est adepte du socialisme de son père, un socialisme de justice sociale et de régénération nationale. L'année 1917 marque un tournant : l'Italie montre sa faiblesse militaire lors du désastre de Caporetto, tandis qu'en Russie la révolution bolchevique proclame ses ambitions internationales. Mussolini voit dans le Komintern, créé en 1919, un inacceptable danger de dissolution nationale, une insupportable menace contre la communauté naturelle de l'homme, l'entre-soi fondamental qu'est la nation. Pour protéger la nation, le fascisme se veut mobilisation guerrière et palingénésique des cohortes italiennes, mais pas une mobilisation réactionnaire : il s'agit de retourner les outils et les atouts de la révolution contre la révolution elle-même. Mobilisation, nationalisation et séduction des masses, agit-prop et violence vont permettre une révolution anthropologique d'essence contre-révolutionnaire, nationaliste et non internationaliste. Pour forger une communauté unie, Mussolini adopte ce qu'il considère comme une troisième voie, équidistante du communisme et du libéralisme, et qu'il emprunte à l'Église : le corporatisme.

La première étape est le pacte du Palais Vidoni, signé le 2 octobre 1925 entre les représentants de l'État, de la *Confindustria* et des syndicats ouvriers, qui sont dissous au bénéfice du seul syndicat ouvrier fasciste. Le 22 avril 1927, le Grand Conseil du fascisme proclame la Charte du Travail : la fin de la lutte des classes y est annoncée, grâce à la coopération entre ouvriers et patrons au sein de corporations instituées par métier par la loi du 16 mars

1928. En 1939, la Chambre des députés moribonde devient la Chambre des Faisceaux et des corporations.

En Allemagne, l'idéal d'une société sans classes est proclamé. Il est lié aux origines du mouvement, parti des ouvriers allemands, vite converti par Hitler au conservatisme social, lors de la grève des cheminots bavarois de 1920 qu'il désapprouve pour complaire à une bourgeoisie munichoise qui le finance généreusement. Il est porté, malgré tout, par la tendance rouge-brun, l'aile gauche du NSDAP, incarnée, depuis la disgrâce des frères Strasser en 1925, par Joseph Goebbels qui retrouve d'ailleurs des accents prolétariens lorsqu'il proclame la guerre totale en 1943. Il reste que l'aile « gauche » du NSDAP a fait scission en 1930 et que ce qu'il en restait a été éradiqué lors de la « Nuit des longs couteaux » du 30 juin 1934.

Le projet le plus explicite est bien de « rayer 1789 de l'histoire », comme le proclame Goebbels dans un discours radiodiffusé le 1<sup>er</sup> avril 1933. Un mois plus tard, le 1<sup>er</sup> mai 1933, proclamé « jour national du travail », le même Goebbels tient un discours où il annonce la renaissance de la *Volksgemeinschaft*, de la communauté du peuple, en proclamant la fin de la lutte des classes, dont il répudie l'idée délétère et dissolvante :

« Au soir de ce jour, par-delà les classes, les différences de statut et les différences confessionnelles, le peuple allemand tout entier se trouve réuni pour anéantir définitivement l'idéologie de la lutte des classes, laissant la voie libre à l'idée nouvelle de l'union et de la communauté nationale. »

La veille, Hitler a créé le DAF, Front du travail allemand, syndicat national unique auquel il est obligatoire d'adhérer. Le 2 mai, les syndicats allemands sont dissous. La lutte des classes est dénoncée comme une idéologie perverse, une ruse judéo-marxiste pour affaiblir le

corps organique de la nation allemande en le clivant et en opposant artificiellement ses membres, naturellement liés et solidaires. La suppression des syndicats, comme celle des partis politiques, achevée en juillet 1933, participe de cette *Gleichschaltung* – mot souvent traduit par « mise au pas », mais qui signifie plutôt réinitialisation, réglage – décidée par les nazis au pouvoir, qui ne veulent voir de différence et de dissension nulle part : l'unification de la nation passe également par la fin du fédéralisme allemand, quand est décidée, en janvier 1934, la suppression des Länder.

L'organisation de jeunesse, qui sert à forger l'homme nouveau en Italie, est considérée par le Führer comme le creuset de la communauté sans classes. Dans un discours tenu le 2 décembre 1938, Hitler définit ainsi les objectifs de l'encadrement de la jeunesse par le Parti :

« Cette jeunesse ne doit pas apprendre autre chose que penser allemand, agir allemand. Les garçons sortent du *Jungvolk* pour entrer dans les Jeunesses hitlériennes, où nous les gardons quatre ans, et après nous ne les remettons pas dans les mains de nos bons vieux producteurs de castes et de classes, nous les plaçons directement dans le Parti ou au Front du Travail, dans la SA ou dans la SS, dans le NSKK, etc. Et s'ils ne sont pas [...] devenus totalement nationaux-socialistes, ils font pendant 6 ou 7 mois leur service du travail, où on les polit. Et s'il reste encore en eux une quelconque conscience de classe ou morgue de caste, la Wehrmacht les prend en charge. Et ensuite nous les prenons dans la SA, dans la SS, etc., pour qu'ils ne replongent pas. Ils ne seront ainsi plus jamais libres de leur vie entière. »

Le but de cet encadrement est certes la nazification des jeunes Allemands, mais il est intéressant de voir quelle signification Hitler lui donne : il s'agit d'en faire de bons camarades, des *Volksgenossen* que ne sépareront plus ni *Klasse* ni *Stand* (caste, milieu, ou état social). Pour acculturer les jeunes Allemands et rendre impossible la



transmission d'une culture de classe, il faut les arracher aux familles et aux parents, que le Führer qualifie de « *bons vieux producteurs de castes et de classes* ». Le mythe spartiate, d'une éducation commune à visée holistique et militaire, est dès lors promu par l'enseignement scolaire, exalté dans les écoles du Parti (*Napolas* et *Adolf-Hitler-Schulen*), tandis que l'adjectif *spartanisch* est affectonné par le discours des hiérarques du Parti et par la propagande.

L'existence effective d'une communauté du peuple, au-delà des proclamations et du discours, est plus que discutable. En premier lieu, de nombreuses études ont fait justice de cette image d'une nation unie derrière son chef. Les motifs de mécontentement abondent, et, même si ce dernier ne peut s'exprimer ouvertement, certains historiens en ont traqué les indices. Ian Kershaw a ainsi publié en 1981 une *Opinion allemande sous le nazisme* dans laquelle, à partir de l'exemple bavarois, il étudie les écarts entre le discours du régime et l'opinion de la population à propos des questions socio-économiques, des questions religieuses et de l'antisémitisme. L'historien britannique rappelle que l'opinion publique n'existe plus dans un pays où l'expression d'une divergence est un délit politique. Il est néanmoins possible de caractériser ce qu'il appelle « l'opinion populaire » grâce aux sources produites par la police (les rapports sur l'opinion populaire du SD de la SS) et par les ennemis du régime (les mémoires du SPD en exil). Cette ambitieuse étude, qui couvre la période 1933-1945, conduit à ne pas « prendre pour argent comptant [...] les images de contrôle monopolistique de la société dans les États "totalitaires" », tant existent les divergences, que Kershaw appelle, en anglais, *dissent* entre la population et le pouvoir : désaccords religieux (la Bavière est profondément catholique), mécontentement économique et indifférence profonde à l'égard de l'antisémitisme d'État, qui ne

recueille qu'une très faible adhésion active, ce qui conduit Kershaw à écrire que « la route d'Auschwitz fut construite par la haine, mais pavée d'indifférence ». L'étude de Kershaw montre par l'exemple la force de ce que Martin Broszat a appelé la *Resistenz*, c'est-à-dire non pas la résistance active au régime (*Widerstand*, qui est avérée, mais très minoritaire), mais une forme de relative imperméabilité aux mots d'ordre du régime, qui n'ont pas eu le temps de pénétrer en profondeur la population allemande : la nazification de la société allemande eût requis un peu plus de douze ans...

En second lieu, le discours égalitariste ne s'est pas accompagné d'une réelle égalisation des conditions. En 1966, David Schoenbaum publia une étude pionnière intitulée *Hitler's Social Revolution*. Il relevait avec justesse les nombreux cas d'ascension sociale permis par l'appareil du Parti et ses organisations, l'ascension fulgurante d'individus marginaux sous Weimar et qui le seraient restés s'ils n'avaient pas eu l'opportunité d'accéder à des fonctions de responsabilité dans les organes de renseignement et de répression nazie. Ces cas ne doivent pas occulter la réalité sociale d'ensemble : il n'y eut pas de bouleversement des hiérarchies sociales allemandes entre 1933 et 1945. L'Université est demeurée élitiste, la grande industrie, la fonction publique et le corps des officiers ont recruté dans les mêmes couches sociales qu'auparavant ; mieux, la nouvelle aristocratie du Reich, la SS, révèle après 1933 une surreprésentation des anciennes classes supérieures, dont la noblesse : les nouvelles structures élitaires sont investies par les anciennes élites, qui y voient le moyen de préserver leur position dominante. Le III<sup>e</sup> Reich eut même des conséquences sociales inverses à son discours et à ses objectifs : le travail des femmes a augmenté, de même que la tertiarisation et l'exode rural se sont renforcés.

Le dernier trait idéal-typique du fascisme et du nazisme consiste dans la prééminence du chef et dans l'efficace supposée de sa volonté. Là encore, les historiens ont su revenir précisément sur des idées reçues : de même qu'il convient de ne pas avoir une représentation monolithique des sociétés totalitaires, de même faut-il se garder d'une vision moniste du pouvoir. En Italie, Renzo de Felice a montré à quel point le pouvoir fasciste est le produit moins d'une volonté jupitérienne et impérative que d'un consensus nécessaire avec les anciennes élites : le roi, l'Église et la bourgeoisie. Pour séduire la bourgeoisie, Mussolini ne se contente pas de faire rosser les syndicalistes à coups de *manganello* : il professe un libéralisme économique orthodoxe dès 1921. Le roi, quant à lui, est assuré du respect du Duce lors du Congrès de Naples du 24 octobre 1922, qui précède la marche sur Rome. Mussolini réitère sa déférence par une déclaration du 15 novembre 1928, au moment où il crée le Grand Conseil du fascisme. Quant à l'Église, elle est amadouée par l'exception d'autonomie accordée à la Jeunesse catholique en 1927, et par les Accords du Latran en 1929, qui règlent la question pontificale, pendante en Italie depuis 1870, en créant l'État souverain du Vatican et en rémunérant les curés comme officiers d'état civil. Même au cours de la radicalisation totalitaire opérée à partir de 1936, Mussolini recule devant l'ire du pape et évite l'excommunication en conservant aux catholiques leurs organisations de jeunesse.

En Allemagne, le compromis est patent entre le pouvoir nazi et les élites économiques traditionnelles du Reich, qu'Hitler a su rassurer tout au long des années 1920. Il séduit la clientèle de la droite traditionnelle en s'alliant à la droite nationaliste dans le Front de Harzburg, constitué en 1930 pour protester contre le plan Young.

La place du Führer dans l'édifice décisionnel nazi a suscité des débats historiographiques. Longtemps, l'usage a fait des mots « nazisme » et « hitlérisme » des synonymes, comme si le régime était réductible à la seule personne du Führer. Des travaux précoces, comme ceux de Franz Neumann (*Behemoth*, 1943), avaient pourtant relativisé le rôle effectif d'Hitler qui, loin d'être le démiurge omniscient et omnipotent qu'on imaginait parfois, était confronté à l'existence d'autres lieux de pouvoir. Certains historiens, comme Hans Mommsen, sont allés jusqu'à le qualifier de « dictateur faible », influençable et influencé par des factions entre lesquelles il hésitait. Martin Broszat, dans *L'État hitlérien*, en fait un simple « pivot », alors que Karl-Dietrich Bracher, dans *La Dictature allemande*, invoque son rôle moteur dans la formulation d'une idéologie qui servit sinon de foi, du moins de référence dans l'action des subordonnés. Si le III<sup>e</sup> Reich est, à bien des égards, une polyarchie, faisant coexister des officines et des bureaux concurrents, entre ceux du Parti, de l'État, de la SS, des officines créées *ad hoc*, il demeure que le Führer reste une instance d'arbitrage et de décision en dernier ressort : c'est en se réclamant de lui, c'est en arguant de ses mots, en alléguant de sa volonté que les décisions sont prises. Clef de voûte, le « dictateur faible » laisse travailler les services concurrents du Parti, de l'État, de la Wehrmacht, de la SS dans une belle ordalie social-darwiniste : que le meilleur s'impose. Ce phénomène de mise en concurrence d'offices qui se voient attribuer des compétences et des juridictions voisines ou identiques n'est pas étranger à la radicalisation cumulative des pratiques de violence, par exemple. Par ailleurs, la polycratie nazie met en œuvre ce que les juristes les plus en pointe du III<sup>e</sup> Reich théorisent : l'obsolescence de l'État, mastodonte statique et inerte, et l'efflorescence d'« agences » (*Anstalten*) affectées à

des missions (*Einsatz*) et dotées d'objectifs (*Aufgaben*) circonscrits et spécifiques. Un des penseurs de cette modernité administrative, Reinhard Höhn, professeur de droit et officier supérieur de la SS, deviendra, après la guerre, un des théoriciens majeurs de ce que les écoles de commerce – il en créera lui-même une – appellent le « management » des hommes et des organisations.

Mussolini, quant à lui, a pu donner l'impression qu'il gouvernait seul, mais il a été amené à composer avec le Parti et avec le roi. Ce sont les ras radicaux du PNF, qui avaient déjà manqué le renverser en 1921 parce qu'ils contestaient sa politique d'apaisement avec la gauche, qui imposent la radicalisation du régime après l'assassinat de Matteotti en 1924. Devant l'inéluctabilité de la défaite militaire, c'est le Grand Conseil du fascisme qui, le 24 juillet 1943, vote une motion conférant les pleins pouvoirs au roi Victor-Emmanuel III, qui a fortement suggéré cette solution. Le 26, le roi appelle le maréchal Badoglio à diriger le gouvernement. Après avoir été libéré par un commando SS, Mussolini est installé par les Allemands à la tête d'un État fantoche mais violemment criminel, qu'il intitule République sociale de Salò, se défaisant ainsi d'une tutelle monarchique qui l'avait toujours incommodé.



## CHAPITRE II

# L'impérialisme fasciste et nazi

La guerre apparaît en 1919 à tous les esprits sensés comme un fléau qui fut presque fatal à la civilisation. Les libéraux, hommes de raison et de dialogue, n'ont que le mot de « sécurité collective » à la bouche, pour éviter que ne se reproduise une catastrophe meurtrière de l'ampleur de la Grande Guerre qui a failli mettre fin à la civilisation européenne en l'engloutissant dans la boue des tranchées. Pour d'autres, la guerre est une culture, elle est une valeur. Comme l'a écrit Pascal Ory, dans *Du fascisme*, « le fascisme vient de la guerre et il y retourne ».

### 1. LA GUERRE, PRINCIPE ET HORIZON

Ce devait être la « der des der ». Le « plus jamais ça » domine dans l'entre-deux-guerres, même en Allemagne, humiliée par la paix, et en Italie, pays frustré de sa victoire. Dans ces pays, cependant, le pouvoir est, après 1922 et 1933, porté à moins écouter l'opinion populaire que dans les démocraties française ou britannique : le Premier ministre, à Londres, ou le président du Conseil, à Paris, en réfèrent constamment à leurs opinions publiques pour multiplier les manœuvres dilatoires et les mouvements d'évitement qui éloignent l'échéance d'une guerre européenne.

Après des débuts difficiles, pourtant, la Société des Nations a été porteuse d'espoirs, à compter de 1924. Jusqu'en 1924, elle apparaît en grande difficulté : les États-Unis ont refusé d'y adhérer, les guerres (entre la Pologne et la Russie, entre les Grecs et les Turcs, la guerre civile russe, encouragée par les puissances) n'ont pas cessé, et les Français choisissent, pour faire payer des Réparations à l'Allemagne, l'option de la force en décidant d'occuper la Ruhr en 1923. En raison de la résistance passive des Allemands et de la dégradation de la situation économique et financière allemande, cette occupation est un échec. Le plan Dawes, de 1924, qui rééchelonne les annuités des Réparations, permet des relations franco-allemandes plus sereines, ce que confirme, en octobre 1925, le traité de Locarno entre la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne, par lequel l'Allemagne reconnaît le tracé de ses frontières occidentales tracées par le traité de Versailles : toute revendication sur l'Alsace et la Moselle est désormais exclue. L'action des deux ministres français et allemand des Affaires étrangères est décisive : Aristide Briand et Gustav Stresemann œuvrent pour la paix, dans un contexte de reprise économique et de stabilisation politique de la République de Weimar. L'Allemagne est admise à la SDN le 10 septembre 1926, ce qui donne lieu à un discours célèbre où Briand définit l'esprit et les principes de la sécurité collective, ambition fondamentale et pierre angulaire de la Société des Nations :

« Plus de guerres, plus de solutions brutales et sanglantes à nos différends ! Certes, ils n'ont pas disparu mais, désormais, c'est le sage qui dira le droit. Comme les individus s'en vont régler leurs difficultés devant le magistrat, nous aussi nous réglerons les nôtres par des procédures pacifiques. Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix ! »



L'institution d'un tiers parti judiciaire, d'une médiation qui évite la confrontation directe est la réalisation de l'ambition formulée par Kant dans le *Traité de paix perpétuelle*. À la même époque, les projets d'union européenne se multiplient, comme celui de Richard de Coudenhove-Kalergi, qui publie un manifeste en ce sens en 1922 (*Panuropa*) : pour éviter à jamais la guerre sur ce continent qui ne l'a que trop connue, lions-en les États par des liens économiques et politiques tels qu'ils ne puissent plus jamais se distendre. Briand en adopte l'idée. En avril 1927, il prend l'initiative, avec le secrétaire d'État américain Frank Kellogg, d'un texte conjoint condamnant la guerre. Un « Traité général de renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale », dit pacte Briand-Kellogg, est signé à Paris le 27 août 1928 par 15 puissances, dont la France, l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, le Japon et les États-Unis. Ouvert à l'adhésion des pays du monde entier, le traité recueille encore 57 adhésions supplémentaires, et servira de fondement, lors du procès de Nuremberg, au chef d'inculpation de « crime contre la paix ». Une fois la guerre répudiée comme moyen de vider les différends entre nations, Aristide Briand envoie aux chancelleries et dépose sur le bureau de la SDN un projet d'union européenne, le 17 mai 1930. La crise économique survenue, les esprits sont désormais plus à la fermeture des frontières et à l'isolationnisme économique qu'à la coopération internationale.

Les années 1930 constituent une succession de revers et d'échecs pour le projet de sécurité collective. En 1931, le Japon, membre de la SDN et signataire du pacte Briand-Kellogg, attaque et envahit la Mandchourie. Il est condamné par la SDN, mais sans que des sanctions ne soient votées. Le Japon s'étend sur la province du Jehol, puis pénètre en Chine sans déclaration de guerre, en 1937, après avoir signé, le 25 novembre 1936, le

pacte Antikomintern avec l'Allemagne de Hitler : l'Allemagne et le Japon ont quitté la SDN en 1933 et révèlent, par ce pacte dirigé contre le communisme et la III<sup>e</sup> Internationale, leur ambition d'en découdre avec l'URSS, en Asie comme en Europe.

L'autre grand revers qui nuit considérablement à la crédibilité de la SDN est l'agression italienne contre l'Éthiopie (octobre 1935 - mai 1936). La SDN vote des sanctions en novembre 1935, mais elles sont limitées, car la France et la Grande-Bretagne redoutent de voir l'Italie se tourner vers l'Allemagne, ce qui se produira *in fine*. Le Négus, qui s'est déplacé à Genève, exprime sa déception et son indignation. À cela s'ajoutent les violations répétées du traité de Versailles par le nouveau gouvernement allemand, détaillées plus loin : contre toutes les dispositions du traité de 1919, Hitler réarme et refonde une armée de profession et de conscription (1935) et remilitarise la zone rhénane, censée être vierge de tout équipement lourd et de toute troupe pour assurer la sécurité de la France, de la Belgique, de la Hollande et de la Grande-Bretagne. La réaction française est d'une prudence qui confine à l'insignifiance.

Enfin, la guerre civile espagnole montre bien que les démocraties et les régimes italien et allemand ne parlent pas la même langue et ne visent pas les mêmes objectifs. Pour éviter une déflagration européenne, le gouvernement britannique et le gouvernement français de Front populaire, dirigé par Léon Blum, décident de ne pas intervenir dans la guerre civile espagnole, de ne pas soutenir le gouvernement légal républicain du *Frente Popular*, à la condition que les Italiens, les Russes et les Allemands s'abstiennent pareillement : un pacte de non-intervention est signé à Londres en août 1936. C'est un marché de dupes, car l'Italie et l'Allemagne livrent armes, fonds et hommes depuis juillet 1936. Blum, très critiqué pour son attitude, notamment par ses alliés com-

munistes, défend ainsi sa politique, dans un article du *Populaire* du 15 octobre 1936 :

« La non-intervention [...], qu'est-ce que cette expression signifie ? Personne n'a plus l'air de s'en souvenir. La non-intervention n'était pas, comme on semble l'imaginer, une décision unilatérale du gouvernement français, prise par lui seul et n'engageant que lui. C'était une convention conclue entre un certain nombre d'États, parmi lesquels figuraient l'Allemagne et l'Italie, mais aussi l'Angleterre et le gouvernement soviétique. La France en a pris l'initiative, c'est exact. Mais pourquoi ? Parce que nous voulions empêcher l'Allemagne et l'Italie d'envoyer à Franco des armes et des hommes. Et pour l'interdire à l'Allemagne et à l'Italie, nous nous l'interdisions nous-mêmes. »

En contrepoint à ces efforts et à ces échecs de la sécurité collective, fascistes et nazis ne considèrent pas la guerre comme un crime, ni même comme une déplorable nécessité, mais comme un mode d'être, une expression de la volonté de puissance, qu'il manifeste et qu'il accroît de même qu'une loi de l'histoire.

Les fascistes italiens exaltent la guerre. Comme l'écrit Mussolini dans *La Doctrine du fascisme* (1930),

« le fascisme [...] ne croit pas à la possibilité ni à l'utilité de la paix perpétuelle. C'est pourquoi il repousse le pacifisme qui cache une renonciation à la lutte et une lâcheté en face du sacrifice. Seule la guerre porte au maximum de tension toutes les énergies humaines et imprime un sceau de noblesse aux peuples qui ont le courage de l'affronter ».

Depuis 1919, et en synergie avec des mouvements anti-conformistes comme le futurisme, qui exalte la modernité, le mouvement et la vitesse, le fascisme italien fustige l'avachissement et la décadence de la bourgeoisie. Le bourgeois repu et assis, efféminé et affaibli par une maternité trop présente, engraisé par une *pasta* contre laquelle Mussolini tonne et fulmine, est le

contretype absolu de la virilité fasciste, dynamique et tendue vers l'effort de conquête et de domination. Cette agressivité trouve à s'exprimer dans les grandes « batailles » – le mot n'est pas indifférent – lancées par le régime à partir de 1925, pour la production du blé et la bonification des terres marécageuses et insalubres. Le matérialisme du marxiste, uniquement soucieux de juste répartition des biens et de bonheur matériel, et celui du bourgeois, « animal ne pensant qu'à une chose, être nourri et engraisé », répugnent au fasciste, défini par Mussolini et Giovanni Gentile, dans *La Doctrine du fascisme*, comme un être idéaliste, mû par des ambitions de conquête qui viendront défendre et illustrer sa nation et sa vigueur. La guerre, pour Mussolini, qui est en cela fidèle à l'esprit d'enthousiasme guerrier d'août 1914, est une aventure qui vient rompre avec la désespérante monotonie d'un quotidien morne. Elle est en outre, et plus que cela, l'expression d'une volonté de puissance qui démontre la vitalité de la nation et justifie sa prétention à figurer au premier rang des peuples du monde. L'Italie doit sortir d'elle-même, déborder de ses frontières, s'illustrer par la guerre, pour se soigner du décadentisme qui frappe l'Europe depuis 1919 :

« Pour le fascisme, l'aspiration à l'Empire, c'est-à-dire à l'expansion des nations, est une manifestation de vitalité : son contraire, l'esprit casanier, est un signe de décadence. »

L'idéalisme sans contenu du fascisme, pur mouvement non référé à une fin précise, entraîne un mouvement sans fin, une quête cumulative et indéfinie d'ennemis et de projets guerriers :

« Ce que nous devons conquérir nous intéresse beaucoup plus que ce que nous avons conquis. La vie et la gloire des nations résident dans cet esprit de l'avenir, dans cette volonté de se projeter au-delà du présent : cette attitude est le signe héroïque de la foi fasciste. »

La « foi fasciste » provoque donc une fuite en avant, manifeste dans les projets et les actions italiennes à partir de 1935, qui visent à créer l'Empire, défini par le Duce comme la « plus haute expression humaine de la puissance » : le fascisme est un bellicisme et un impérialisme qui a besoin, pour exister, de maintenir un haut niveau de mobilisation politique.

Ces éléments se retrouvent dans le discours nazi, qui confère cependant à la guerre une centralité plus essentielle encore que dans le fascisme italien. Dans l'idéologie nazie, comme chez Héraclite, « *polemos* est le père de toutes choses », comme le confie Hitler à Rauschnigg : « La guerre, c'est la vie [...], c'est l'origine de tout. » C'est en tout cas l'origine du mouvement national-socialiste, né en 1919 des rancœurs de la défaite et en réaction aux violences de la révolution et de la contre-révolution, qui installent en Allemagne une conflictualité de guerre civile jusqu'en 1923. Hitler, marginal socialement, garde de la guerre un souvenir fasciné de fraternité et d'illustration de soi, que partagent beaucoup d'anciens combattants qui éprouvent de grandes difficultés à réintégrer la vie civile. Né de la défaite, cultivant le souvenir de la camaraderie des tranchées et des morts pour la patrie, le Parti nazi est un mouvement paramilitaire qui revêt d'armes et d'uniformes les membres de ses milices, SA et SS, encouragées à frapper et à tuer, comme lors de la campagne électorale si violente de l'été 1932, qui fait une centaine de morts en Allemagne. Tout membre du Parti est en outre supposé être et agir en « soldat politique », fer de lance et combattant d'une idée, d'une vision de l'homme, de la communauté et du monde qui doit s'imposer avant que les ennemis de l'Allemagne ne la submergent pour la détruire. Hitler, qui intitule sa biographie-programme *Mein Kampf* place cette notion de *Kampf* (combat, lutte) au centre du message nazi. Le

nazisme est un racisme social-darwiniste, qui lit toute réalité humaine au prisme de la lutte : « La guerre, c'est la vie », et réciproquement, car la vie est une lutte constante. Les individus, comme les peuples, sont en concurrence et doivent imposer leur survie par un effort d'affirmation permanent. Au sein de la société, les forts luttent pour affirmer et imposer leur domination sur des faibles qui résistent et ont le mauvais goût de ne pas disparaître assez promptement. À l'extérieur, sur le plan international, chaque peuple est en compétition économique, culturelle, démographique permanente avec tous les autres. Seuls les plus dynamiques, ceux qui sont armés d'une vitalité suffisante et d'une volonté de puissance décisive, pourront survivre à cette guerre de tous contre tous. Sur le plan interne comme sur le plan externe, l'idéologie nazie prétend tirer les conclusions conséquentes de ce prétendu état de fait : il faut renforcer les forts à l'extérieur et armer la communauté pour la mêlée des peuples. La guerre doit également contribuer au perfectionnement social-darwiniste de la race : l'épreuve de la mêlée virile fera tomber les inaptes et les faibles en premier, pourvu que la guerre soit assez rapide pour ne pas provoquer une hémorragie du meilleur sang. La guerre est une ordalie biologique : la meilleure race est appelée à s'imposer ; les plus faibles, à disparaître. Cela conduit Hitler à justifier en ces termes à Speer, qui proteste, son ordre de destruction du territoire du Reich, de terre brûlée contre l'avance russe, le 19 mars 1945 : l'épreuve de la guerre ayant consacré les peuples de l'Est, il ne reste plus au peuple allemand qu'à disparaître, sans que l'on se soucie le moins du monde des conditions de sa survie. Speer refuse la destruction des infrastructures du territoire allemand et songe à l'après-guerre : pour Hitler, il n'y a pas d'après-guerre. Il y en a d'autant moins que la guerre entamée à l'Est par l'attaque contre l'URSS, le 22 juin 1941, est une

guerre eschatologique, l'affrontement ultime entre deux races antagonistes qui se livrent un combat d'extermination, comme nous le verrons plus bas.

## 2. IMPERIUM ROMANUM

Par rapport à Hitler, Mussolini a la chance d'avoir accédé au pouvoir très tôt. La précocité de 1922, d'avantage, devient cependant faiblesse dans les années 1930 : le régime se fait vieux. La seconde moitié des années 1920 a été consacrée aux batailles pacifiques mais mobilisatrices dans le domaine de la production agricole. Pour assurer une croissance économique suffisante sans avoir à baisser la valeur de la lire, qu'il avait fixée à un taux de prestige, Mussolini a opté pour l'autarcie. Celle-ci n'est viable que si un minimum d'autosuffisance est assuré. La « bataille du blé », encouragée par une intense propagande qui met en scène Mussolini aux moissons, est un succès, puisque l'Italie augmente de 50 % sa production de grain. De même, la bonification des marais pontins ainsi que ceux de la vallée du Pô et du littoral tyrrhénien aboutit à un gain considérable de terres arables, ce qui encourage l'activité du secteur primaire et permet de donner du travail aux Italiens privés d'émigration. La vertu mobilisatrice de ces batailles se tarit cependant, et le régime fasciste commence à s'assoupir. Mussolini le déplore, qui voit les dangers d'un arrêt du mouvement : si le fascisme est *tension*, et *tension vers*, il est indispensable de trouver les moyens de mobiliser la société italienne, de la faire participer au régime et de lui faire accepter un surcroît d'enrégimentement. Mussolini craint que le régime fasciste, après sa mort, ne lui survive pas, ou que la révolution de 1922 n'ait accouché, au fond, que d'une simple dictature méridionale, routinière, bourgeoise et paternelle. Mussolini est, en outre,

impressionné par ce qui se produit au nord de l'Italie, chez le voisin allemand. Le Duce, au départ, sait qu'il impressionne Hitler et ne se prive pas de montrer à Berlin sa préséance et sa prééminence. La visite que fait Hitler au Duce en 1934 est un fiasco pour le dictateur nazi, ridicule de civilité, par sa timidité et son costume, face à un Mussolini uniformisé, emplumé et bravache comme jamais. La question autrichienne est une limite ferme opposée aux initiatives allemandes : Mussolini refuse l'Anschluss, soutient Dollfuss et dénonce son assassinat par des nazis autrichiens, massant des troupes italiennes sur la frontière du Brenner en juillet 1934. Hitler recule et Mussolini, méprisant, s'offre le luxe d'humilier le racisme nazi à Bari, le 6 septembre 1934, dans un discours au ton cinglant et sans appel :

« Trente siècles d'Histoire nous permettent de regarder avec une souveraine pitié une doctrine venue du nord des Alpes, une doctrine défendue par la progéniture d'un peuple qui ignorait une écriture qui eût pu témoigner de sa vie, à une époque où Rome avait César, Virgile et Auguste. »

Le mépris devant l'épigone allemand est trop outré pour ne pas cacher une fragilité : Mussolini sait qu'Hitler qui, entre-temps, a décapité la SA, rallié la Reichswehr, qui lui est désormais liée par un serment personnel, et a enterré Hindenburg, dont il a accaparé le titre de *Reichspräsident*, a le vent en poupe. Le Duce se rapproche alors des démocraties, la France et la Grande-Bretagne, avec lesquelles il forme le front de Stresa : aux termes des accords du 15 avril 1935, les trois pays s'engagent à sauvegarder les clauses du pacte de Locarno (1925), par lequel l'Allemagne avait reconnu l'intangibilité de ses frontières occidentales. Mussolini va cependant s'aliéner Paris et Londres par une aventure guerrière dans laquelle le voisinage du dynamisme nazisme allemand joue un rôle important. Le national-



socialisme allemand est jeune, le fascisme a douze ans d'âge et commence à s'assoupir. Le Duce ne voit son salut que dans une aventure militaire prestigieuse qui conférerait un air d'épopée au quotidien politique italien et prouverait à l'Italie et au monde que la péninsule est une nation agressive, dynamique et qui compte. Mussolini ne cesse de dénoncer le partage colonial de 1884, qui annonce, par son injustice, la paix volée de 1919 : l'Italie n'a que peu de colonies (Libye, Érythrée et Somalie). En 1896, une expédition militaire italienne avait tenté de conquérir l'Éthiopie pour joindre les territoires italiens de Somalie et d'Érythrée, mais cette tentative avait été désastreuse (défaite d'Adoua). En décembre 1934, un incident de frontière met en difficulté des soldats italiens en Somalie. En février 1935, Mussolini masse 400 000 hommes, équipés d'une flotte de chars, de chasseurs et de bombardiers imposante. Les accords de Stresa une fois signés, l'Italie attaque l'Éthiopie le 3 octobre 1935. La disproportion des forces et des équipements est telle qu'Adoua tombe aux mains des Italiens le 6 avril 1936, et Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, le 5 mai 1936. L'empereur, le Négus Haïlé Sélassié, qui était venu défendre la cause de son pays agressé à la tribune genevoise de la SDN, part en exil. Le 9 mai 1936, sur la Piazza Venezia de Rome, où il est accoutumé à tenir ses discours et à dialoguer avec la foule, Mussolini célèbre la victoire en proclamant la renaissance de l'Empire romain. On a peine à imaginer le chef du gouvernement d'un grand État européen du *xx<sup>e</sup>* siècle tenir ces propos en public, mais le besoin d'épopée et de *pathos* mobilisateur est tel dans le régime fasciste que le Duce n'hésite pas à proclamer :

« Officiers ! Sous-officiers ! Soldats de toutes les armées de l'État, en Afrique et en Italie !

« Chemises noires de la Révolution ! Italiens et Italiennes dans le pays et dans le monde, écoutez !

« Un grand événement s'achève : le destin de l'Éthiopie est désormais fixé ce 9 mai, XIV<sup>e</sup> année de l'ère fasciste.

« Tous les nœuds ont été tranchés par notre glaive étincelant et la victoire africaine reste dans l'histoire de la patrie, entière et pure, telle que les légionnaires morts et ceux qui sont encore vivants l'avaient rêvée et voulue.

« L'Italie possède enfin son Empire. Empire fasciste, car il porte l'empreinte ineffaçable du fascisme, car il est le but réel vers lequel, pendant quatorze ans, ont été tendues les énergies débordantes et disciplinées des jeunes et vaillantes générations italiennes [...].

« Empire de paix, car l'Italie veut la paix pour elle-même et pour tous et ne se décide à la guerre que lorsqu'elle y est forcée par des nécessités vitales, immédiates et pressantes.

« Empire de civilisation et d'humanité pour toutes les populations d'Éthiopie. C'est là la tradition de Rome qui, après avoir triomphé, associait les peuples vaincus à ses destinées [...].

« Le peuple italien a créé l'Empire avec son sang. Il le fécondera par son travail ou le défendra par ses armes. Dans cette certitude suprême, levez haut, légionnaires, vos fanions, vos armes et vos cœurs pour saluer, après quinze siècles, la résurrection de l'Empire sur les collines sacrées de Rome. »

Grâce à l'*imperator* mussolinien, l'Italie renoue avec son destin impérial. Mussolini, dans les années 1920, a fait exhumer le Forum romain, entre Palatin, Colisée et Capitole, il a fait dégager les *fora* impériaux et dresser sur la *via dei Fori imperiali*, nouvellement ouverte, les cartes en marbre de l'extension progressive de l'empire, afin que nul n'en ignore et que le souvenir soit source d'émulation pour l'Italie contemporaine. Le Duce, volontiers latinisé, dans les inscriptions, en *Dux*, change le paradigme de sa politique étrangère. Condamné par la SDN à des sanctions (18 novembre 1935) que Paris et Londres ont d'ailleurs tout fait pour minimiser,

Mussolini se rapproche désormais d'Hitler, et proclame la constitution de l'axe Rome-Berlin à Milan, le 1<sup>er</sup> novembre 1936, car l'Allemagne a été le seul pays à le soutenir contre la SDN et a permis de contrer les dispositions du blocus grâce à une coopération économique renforcée. En septembre 1937, il effectue une visite d'État triomphale à Berlin dont Chaplin, dans *The Great Dictator*, s'est fait le caricaturiste talentueux : Hitler fait tout pour montrer sa puissance à son homologue italien, qui tient un discours apprécié, en allemand, au stade olympique, et repart à Rome profondément impressionné et décidé à renforcer l'axe germano-italien qui s'est ainsi créé. Hitler rend la politesse par une visite d'État à Rome, en mai 1938, quelques semaines après l'Anschluss auquel, cette fois-ci, Mussolini a acquiescé. Dans son discours du 7 mai 1938, Hitler formule les termes d'une coopération géostratégique entre les deux pays, qui se partagent leurs zones d'influence respectives :

« Maintenant que nous sommes devenus voisins immédiats [...], nous désirons tous deux reconnaître cette frontière naturelle que la Providence et l'histoire ont clairement tracée entre nos deux peuples. Cette frontière rendra possible le bonheur d'une coopération permanente et pacifique affirmée par la séparation nette et définitive de nos espaces vitaux [...]. C'est ma volonté inébranlable et ma volonté testamentaire au peuple allemand que cette frontière des Alpes, élevée entre nous par la nature, soit considérée pour toujours comme inviolable. »

Le partage géographique est ainsi explicite : l'espace vital allemand est au nord et à l'est, celui de l'Italie est au sud. Mussolini peut donc vaquer à loisir à la reconstruction de l'Empire romain et faire de nouveau de la Méditerranée une *Mare Nostrum* italienne. Ce partage s'effectue d'ailleurs à l'échelle mondiale : en novembre 1937, l'Italie adhère au pacte Antikomintern, signé

en novembre 1936 par l'Allemagne et le Japon. L'alliance est renforcée, à la demande de l'Allemagne, par la signature du pacte d'Acier germano-italien du 22 mai 1939, dont le préambule proclame :

« Le peuple italien et le peuple allemand, étroitement unis par la profonde affinité de leurs conceptions de vie et par la totale solidarité de leurs intérêts, sont décidés à œuvrer dans l'avenir l'un à côté de l'autre et en unissant leurs forces, pour la sécurité de leur espace vital et pour le maintien de la paix. Dans un monde inquiet et en désarroi, l'Italie et l'Allemagne entendent [...] remplir leur mission qui est de protéger les fondements de la civilisation européenne. »

Les affinités électives (militarisme, impérialisme et anti-libéralisme) conduisent également à renforcer les liens avec le Japon par le pacte tripartite du 27 septembre 1940 : ce dernier réitère les termes du pacte Antikomin-tern en précisant l'esprit. Trois zones d'influence sont clairement définies : l'Allemagne en Europe et à l'Est, l'Italie en Méditerranée et en Afrique et le Japon dans sa « sphère de coprosperité asiatique » conviennent d'imposer un ordre nouveau au monde.

Intimidé par les succès répétés de la diplomatie du fait accompli et de la menace menée par Hitler, qui a annexé l'Autriche, puis les Sudètes, puis la Bohême-Moravie, Mussolini attaque l'Albanie le 7 avril 1939, un mois après l'entrée de la Wehrmacht à Prague. L'Italie, depuis l'affaire éthiopienne, ne fait que suivre maladroitement ce que fait l'Allemagne. À l'écart de la guerre franco-allemande, elle n'intervient que le 10 juin 1940 pour faire valoir ses prétentions sur Nice, la Corse et la Tunisie française. Encore les armées italiennes sont-elles repoussées par les troupes françaises et Hitler doit-il personnellement imposer, lors de la convention d'armistice du 22 juin 1940, que satisfaction soit obtenue pour Rome, qui hérite, par la grâce du Führer, d'une zone

d'occupation. Quelques mois plus tard, le 28 octobre 1940, Mussolini attaque la Grèce : opération de prestige et d'arrondissement de l'empire italien de Méditerranée, mais opération politiquement stupide, car la dictateur grec Ioannis Metaxas est un ami du Reich, et militairement désastreuse, parce que les troupes italiennes sont repoussées et que l'armée grecque pénètre en Albanie, cependant que les Anglais envoient des contingents la soutenir. Hitler ne peut accepter une tête de pont britannique au sud de l'Europe et entre en Yougoslavie et en Grèce le 6 avril 1941. À la fin du mois d'avril, les deux pays sont occupés : Hitler a perdu un temps précieux pour la conquête planifiée de l'URSS et doit immobiliser au sud des divisions qui seraient utiles à l'est.

Mussolini, qui avait lancé son pays dans une fuite en avant belliciste et qui attendait de succès guerriers un surcroît de prestige, est déconsidéré par ces revers. Quand, le 10 juillet 1943, les Alliés, installés en Afrique du Nord depuis le 8 novembre 1942, débarquent en Sicile, l'opinion publique italienne est de plus en plus sévère à l'égard du Duce, ce dont le comportement des soldats italiens, peu combattifs face aux Alliés, se ressent : tandis que les unités allemandes de Sicile se battent avec acharnement, les soldats italiens déposent les armes par milliers. Le 24 juillet 1943, craignant un effondrement général du pouvoir, le Grand Conseil du fascisme, incité en cela par le roi, demande le « rétablissement des prérogatives royales et parlementaires ». Mussolini est arrêté et le roi confie la charge du gouvernement au maréchal Badoglio, qui négocie l'armistice, puis l'alliance, avec les Alliés (septembre 1943). Le nord de l'Italie est alors envahi par 30 divisions allemandes, alors que Mussolini, délivré par un commando SS, est installé à la tête d'un État fantoche, la République de Salò, sur le lac de Garde. État policier et violent, radicalisé par l'atmosphère crépusculaire et la certitude de

l'effondrement final, la République sociale de Salò prend fin avec l'arrestation de Mussolini par des partisans italiens, le 27 avril 1945, et son exécution sommaire le lendemain.

### 3. HITLER ET LA COLONISATION DE L'EUROPE

Les projets géopolitiques d'Hitler sont ambitieux. Ils sont exposés dans *Mein Kampf*, que peu de gens ont lu et moins encore pris au sérieux. Les affirmations de ce chef de parti marginal enfermé en 1924 dans la forteresse de Landsberg sont à ce point exorbitantes qu'elles ne peuvent être prises au pied de la lettre. C'est ce que pensent, pour se rassurer, les chancelleries européennes quand Hitler est nommé chancelier en 1933. Ce dernier fait d'ailleurs tout pour leur faciliter la tâche. Dans les premières années de son gouvernement, au moins jusqu'aux Jeux olympiques de 1936, Hitler n'a que le mot « paix » à la bouche et se montre soucieux de favoriser la coopération et les échanges entre anciens combattants et entre scolaires et étudiants. Au journaliste français Fernand de Brinon qui est venu à Berlin l'interviewer pour *Le Matin*, Hitler déclare, le 19 novembre 1933 :

« Un homme politique se justifie non par des mots, mais par des actes [...]. La meilleure façon pour moi de justifier *Mein Kampf* vis-à-vis de la France est de m'engager de toutes mes forces en faveur de l'entente franco-allemande. »

Hitler et ses services sont soucieux de présenter les assertions de *Mein Kampf* comme une œuvre de circonstance, le texte de jeunesse d'un chef de parti devenu chef de gouvernement et passablement assagi par la conscience de ses responsabilités nouvelles.

Comment les lecteurs étrangers de 1933 eussent-ils pu prendre au sérieux des passages exorbitants, où Hitler, en

dévoilant ses objectifs et ses méthodes, semblait plus donner libre cours au cynisme provocateur du bateleur plutôt que dérouler un programme politique ? Ce qui frappe dans ce texte est autant le fond que la forme, le caractère excessif et brutal d'un style vindicatif qui répond au Diktat de Versailles et à tout ce qui est censé menacer l'Allemagne par l'agression verbale. Pendant qu'Hitler pose au chef de gouvernement responsable et assagi, il expose sans fard ses projets aux militaires allemands. Quatre jours après son accession à la chancellerie, le 3 février 1933, il réunit les généraux de la Reichswehr, et leur expose son intention de réarmer, de détruire le traité de Versailles et de mener à bien la « conquête d'un nouvel espace vital à l'Est et sa germanisation implacable ». Le 1<sup>er</sup> avril 1933, ses services transmettent à l'état-major de l'armée le plan *Umbau* (restructuration), qui prévoit tous les détails du réarmement et d'une croissance considérable des effectifs, puisque l'armée allemande doit passer de 10 divisions (maximum autorisé par le traité de Versailles) à 63. L'Allemagne ira bien au-delà, puisque, le 1<sup>er</sup> septembre 1939, la Wehrmacht aligne 2,2 millions d'hommes, 102 divisions et 252 généraux. Les projets d'Hitler combtent d'aise des officiers supérieurs humiliés par Versailles, et qui n'ont pas attendu les nazis pour multiplier les projets de reconstitution de la force militaire allemande (Plan secret du général Hans von Seeckt, élaboré en 1923), ainsi que les coopérations secrètes, avec l'URSS notamment, pour l'entraînement des troupes et la probation des équipements (dispositions secrètes du traité de Rapallo, 1922). En 1936, lors du lancement du plan quadriennal d'équipement industriel et militaire, Hitler envoie au responsable du plan, le maréchal Goering, ministre de l'Air, un mémoire secret en forme de lettre de mission :

« Nous sommes surpeuplés et nous ne pouvons pas subsister sur notre propre sol [...]. La solution définitive réside

donc dans un élargissement de l'espace vital, source de matières premières et de la subsistance de notre peuple. Je fixe donc les objectifs suivants :

1 – L'armée allemande doit être prête à entrer en action dans les quatre ans.

2 – Dans quatre ans, l'économie allemande doit être capable de supporter une guerre. »

Les objectifs sont clairs, et les délais tenus à quelques mois près, puisque les orages désirés de la déflagration européenne se déclenchent en septembre 1939 et qu'à cette date l'Allemagne est en ordre de bataille, prête à soutenir une guerre de large ampleur. Le 10 novembre 1937, une réunion secrète entre Hitler, Goering, von Neurath, ministre allemand des Affaires étrangères avant Ribbentrop, et les chefs de l'armée confirme la date de 1940 comme une échéance idéale pour le déclenchement de la guerre.

La volonté de déclencher une guerre est donc avérée, et le projet géopolitique d'Hitler est double. Il relève tout d'abord d'un pangermanisme classique. L'Autrichien Hitler n'a pas accepté la solution *kleindeutsch* (petite-allemande) qui fut adoptée par Bismarck et par François-Joseph au XIX<sup>e</sup> siècle : un empire du nord, plutôt protestant et culturellement homogène, pour Berlin ; un empire du sud, plutôt catholique et ethniquement hétérogène (*Vielvölkerstaat*), pour Vienne. Hitler ne cesse de répéter dans *Mein Kampf* que cette option fut un désastre qui vint affaiblir la germanité en la mutilant, et que l'Empire austro-hongrois, qu'il détestait, et dont son père, haï, était fonctionnaire, fut une aberration anachronique, tout comme l'Autriche créée en 1919 est un État-croupion qui fait honte à ce que fut jadis le Saint Empire. Hitler, qui a fui le service militaire autrichien et qui a fait le choix de s'engager dans l'armée bavaroise en 1914, veut l'*Anschluss*, comme il veut le rassemble-



ment de toutes les minorités allemandes dans un grand Reich que la propagande nazie baptise à partir de 1938 *Grossdeutsches Reich* (Reich grand-allemand), retrouvant le lien sémantique avec la solution grand-allemande (*grossdeutsch*) à laquelle il fut obvié au XIX<sup>e</sup> siècle. Hitler est indubitablement pangermaniste, et nombreux sont les observateurs à sa rassurer en le voyant prôner, puis pratiquer, *ferro et igne*, « par le fer et par le feu », une politique de rapatriement dans le Reich, dite de « *Heim ins Reich* » : Hitler serait au fond un avatar de l'Allemagne éternelle, soucieuse de ramasser sa substance raciale et de faire coïncider territoire et ethnie. L'historien français Jacques Bainville, proche de l'Action française et peu suspect de sympathie avec l'Allemagne, intitule le dernier chapitre de son *Histoire de deux peuples continuée jusqu'à Hitler* (1936), « Le retour de la Walkyrie ». L'image est plaisante, fleure bon sa culture de salon, l'allusion aux *happy few* et le stéréotype pesant, mais elle manque totalement sa cible. Comme le remarque Philippe Burrin dans *La France à l'heure allemande*, Paul Reynaud est, de tous les observateurs français, le seul à clamer qu'Hitler est plus proche de Gengis Khan que de Guillaume II. Se réfugier dans des schèmes d'interprétation rassurants, car connus, mais datés, empêche de prendre la mesure de la radicale nouveauté que présentent les ambitions d'Hitler.

Au-delà du pangermanisme walkyrien, Hitler annonce dès *Mein Kampf* vouloir conquérir un « espace vital ». L'expression de *Lebensraum* est dérivée d'un imaginaire géopolitique fortement imprégné de biologie, ce qui ne surprend pas de la part d'un homme qui lit toute réalité historique à travers les concepts de race et de lutte des races. Chaque race, pour s'épanouir, a besoin d'un espace qui assure sa survie. Hitler estime que le territoire dont dispose le peuple allemand est trop étrié : on trouve chez lui l'écho de vieilles rancœurs géographiques datant

de Bismarck, qui se souciait peu de la conquête coloniale et n'avait donc pas doté l'Allemagne d'un empire ultramarin aussi imposant que celui de la France et de la Grande-Bretagne, loin s'en faut. Alors que, selon Hitler, la France et l'Angleterre prospéraient sur des empires fertiles, l'Allemagne était réduite à son territoire européen, encore amputé par le traité de Versailles de 15 % de sa superficie. Pour Hitler, le Diktat visait donc à rien moins qu'à asphyxier le peuple allemand en le privant des moyens élémentaires d'assurer sa survie, expression sournoise et violente d'un complot judéo-bolchevique hostile à son existence même. En l'absence de terres vierges encore disponibles, la construction de l'espace vital se fondera sur le droit de conquête. Ce qu'il adviendra des populations conquises n'est pas précisé, Hitler se bornant à fulminer des prophéties apocalyptiques et des menaces de destruction à l'endroit de l'ennemi juré du peuple allemand, le peuple juif. Là encore, le caractère exorbitant de certaines assertions interdit à tout lecteur censé, dans les années 1930, d'y voir les maximes du chef du gouvernement sensé d'un grand État européen, qui a donné à la culture mondiale Bach, Kant, Goethe et Hegel.

La politique étrangère d'Hitler va déranger mais rester, aux yeux des observateurs, dans les bornes de menées somme toute raisonnables jusqu'en 1936. Une fois parvenu au pouvoir, Hitler ne fait pas mystère de vouloir revenir sur les dispositions du traité de Versailles. Il quitte la SDN en octobre 1933 pour un désaccord sur la question du réarmement, que l'armée de Weimar avait commencé, en toute illégalité, dès 1919. Le Diktat de Versailles est déconstruit étape par étape : en 1935, le service militaire est rétabli et les effectifs de la nouvelle Wehrmacht surmultipliés ; en mars 1936, un an après cette restauration militaire, la région de Rhénanie, dont le traité de Versailles, pour assurer la sécurité de l'Ouest, avait banni troupes et armements,

est remilitarisée, ce qui émeut Londres et Paris, sans que les deux capitales jugent bon d'aller au-delà de la protestation formelle, d'ailleurs peu vigoureuse.

Un palier est franchi en 1938. Cette année-là, Hitler annexe l'Autriche : la Wehrmacht entre à Vienne le 13 mars 1938, avec l'accord de Mussolini qui s'était opposé à l'Anschluss quatre ans plus tôt. Là encore, la réaction des chancelleries est une protestation indignée, sans suite, car, après tout, les Autrichiens parlent l'allemand et se sont vu interdire le rattachement à l'Allemagne en 1919. Hitler se sent encouragé par la mollesse des démocraties et confirmé dans sa stratégie du fait accompli : l'état-major de la Wehrmacht, plus réticent, car craignant une mobilisation française et britannique à chaque pion avancé par le Führer, ne trouve rien à redire à ces succès, qui agrandissent le territoire du Reich sans que le moindre coup de feu ne soit tiré. Une fois l'Autriche annexée, Hitler jette son dévolu sur la région des Sudètes, au nord de la Tchécoslovaquie, où vivent plus de 2 millions de germanophones. Il est remarquable de constater, en lisant la presse allemande de l'époque, à quel point le parti-État nazi crée l'événement : on n'avait presque jamais entendu parler des Sudètes avant le printemps 1938, et voilà que, subitement, leur situation est si inhumaine et intolérable qu'il faille lui consacrer des Unes chaque jour. Comme dans le cas de l'Autriche, la presse nazie présente le rattachement au Reich comme un appel, une revendication des populations concernées, en l'occurrence du Parti nazi des Sudètes, de Konrad Henlein : l'article 1<sup>er</sup> du programme du NSDAP de 1920 ne faisait-il pas du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, cher à Wilson mais violé par le traité de Versailles, le fondement des relations internationales ? Pour dramatiser l'enjeu, la presse allemande se fait le relais de supposées exactions subies par les minorités germanophones, présentant

l'intervention éventuelle de la Wehrmacht comme une œuvre de justice et d'humanité, pour tirer les martyrs nazis des griffes de leurs oppresseurs.

Alors qu'un compromis semble possible, à l'initiative de Londres qui conjure Prague d'accorder l'autonomie aux Sudètes pour éviter la guerre, Hitler revendique brusquement, en septembre 1938, l'annexion pure et simple de la province au Reich, ainsi que des annexions pour la Pologne, alliée de Berlin depuis le pacte de non-agression de 1934, et pour le régime ami de l'amiral Horthy en Hongrie. Cette mutilation du territoire tchèque heurte Paris et Londres, mais les opinions publiques occidentales, traumatisées par la Grande Guerre, et satisfaites de la paix de 1919, sont peu suspectes de bellicisme. La politique d'*appeasement* voulue par le Premier ministre britannique Neville Chamberlain rencontre une large approbation dans des populations où rares sont ceux qui se disent prêts à « mourir pour les Sudètes ». Chamberlain prononce même un discours sans ambiguïté sur le sens de son action, à la radio, le 27 septembre 1938 :

« Il est horrible, fantastique, incroyable que nous en soyons à creuser des tranchées et à essayer des masques à gaz en raison d'une querelle qui s'est produite dans un pays lointain, entre des gens dont nous ne savons rien. Il semble encore plus impossible qu'une querelle déjà réglée en principe puisse donner lieu à une guerre [...]. Je n'hésiterais pas à entreprendre un troisième voyage en Allemagne si je pensais qu'il puisse être de quelque utilité. Quelle que soit notre sympathie pour une petite nation qui se trouve aux prises avec un grand et puissant voisin, nous ne saurions nous engager en toute circonstance à entraîner l'Empire britannique dans la guerre pour cette seule petite nation. Si nous avions à nous battre, ce devrait être pour des causes plus importantes. [...] La guerre est une chose terrible, et nous devons être bien certains, avant de nous y engager, que ce sont vraiment des problèmes essentiels qui sont en jeu. Tant

que la guerre n'a pas commencé, l'espoir subsiste de l'empêcher, et vous savez que je travaillerai pour la paix jusqu'au dernier moment. »

Pendant que Chamberlain se fait le porte-parole des millions de citoyens français et britanniques qui vivent une prémobilisation et voient ressurgir la perspective d'une guerre d'anéantissement, Hitler pousse son avantage et ne cesse de faire monter la pression politique en dénonçant l'oppression dont sont supposément victimes les germanophones de Tchécoslovaquie. Dans un discours tenu le 26 septembre devant un Sportpalast de Berlin plein à craquer, il menace et promet :

« Nous voici enfin placés en face du dernier problème à résoudre : il sera résolu ! C'est la dernière exigence territoriale que je doive imposer à l'Europe, mais c'est une exigence dont rien ne me détournera et que, si Dieu le veut, je remplirai ! M. Benes a décidé de réduire par la terreur d'honnêtes citoyens allemands et il les contraint par la violence à la fuite vers la patrie allemande. Nous constatons des chiffres horribles : en un jour, 10 000 fugitifs, le lendemain, 20 000, le surlendemain, déjà 37 000, deux jours après, 41 000, puis 70 000, et puis 80 000, 107 000, et, aujourd'hui, 214 000. Des régions entières sont dépeuplées, des villages sont brûlés, on cherche à enfumer les Allemands avec des grenades et du gaz. Et M. Benes se prélassait à Prague et se dit : "Rien ne peut m'arriver, car, derrière moi, il y a l'Angleterre et la France." Et maintenant, mes camarades, je crois que le moment est venu de parler de rupture. Le 1<sup>er</sup> octobre, il devra nous céder son territoire. C'est lui qui tient en mains la décision. La paix ou la guerre ! Maintenant, je veux l'avouer, nous avons un armement tel que le monde n'en a jamais vu et pourtant, Monsieur Benes, je suis encore prêt à négocier. Je peux aussi vous rassurer, et rassurer vos amis : les Tchèques ne nous intéressent pas. Une fois le problème des Sudètes résolu, il n'y aura plus jamais de litiges territoriaux en Europe. Mais, en ce qui concerne le problème des Sudètes, ma patience est à bout. »

Londres propose donc une conférence internationale de conciliation, approuvée par l'Italie, qui ne se sent pas prête à la guerre, et par la France : dans une saisissante réitération de la chorégraphie versaillaise (quatre négociateurs excluant l'objet de la négociation, réduit à faire antichambre et à attendre le verdict), les accords de Munich sont signés par l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne et la France, le 30 septembre 1938. La Tchécoslovaquie est abandonnée par ses alliés français et britanniques à un Reich qui mutile son territoire. Chamberlain et Daladier sont acclamés à leur retour de Munich, et les plus gênés, comme Léon Blum, confessent un « lâche soulagement » de voir la guerre s'éloigner. Tout le monde, au fond, se rassure en pensant qu'Hitler mène jusqu'à son terme une politique qui reste strictement, quoique goulûment, pangermaniste : la carte de l'Europe et des nouveaux États avait été mal dessinée en 1919 ; trop de minorités subsistaient, éparses. Hitler se borne à mener une politique dictée par Fichte et revisitée par Wilson : le droit des peuples (des minorités, en l'espèce) à disposer d'eux-mêmes au secours d'une conception ombrageusement ethnique et déterministe de la nation.

Le mirage se dissipe définitivement en mars 1939, au moment où la Wehrmacht entre à Prague : Hitler, qui jurait au moment de Munich que « les Tchèques ne [l']intéress[ai]ent pas », fait éclater le pays en deux, suscite la création d'une Slovaquie indépendante, mais gouvernée par un prélat réactionnaire, Mgr Tiso, et satellisée par le Reich, tandis que la partie tchèque du pays est occupée militairement : désormais, les démocraties occidentales ne se leurrent plus du *Heim ins Reich* et comprennent que les ambitions d'Hitler vont au-delà du pangermanisme et que son action vise à

l'édification, par la force, de cet espace vital dont parlait *Mein Kampf*.

La partie tchèque de la Tchécoslovaquie est rebaptisée « Protectorat de Bohême-Moravie ». Son gouvernement est confié à un *Reichsprotektor* allemand nommé par Berlin, remplacé par Reinhard Heydrich, numéro 2 de la SS, en septembre 1941. Le terme de « protectorat » est significatif : il a été forgé par les juristes et les diplomates français, lors du traité du Bardo qui, en 1881, assujettit la Tunisie à la France en transférant au colonisateur l'essentiel des pouvoirs du Bey, bientôt dépouillé du reste de ses prérogatives. Ce terme, dont le choix a été mûrement pensé, trahit le fond des ambitions nazies : l'espace vital de la race germanique-nordique exige une colonisation de l'Europe. Les références sont fréquentes, dans le discours nazi et dans les propos d'Hitler, aux grandes puissances impérialistes et colonisatrices – au premier chef, la Grande-Bretagne et la Rome antique. Hitler veut édifier un empire colonial allemand non pas ultramarin ou exotique, mais continental et européen, ici et maintenant. Aimé Césaire l'a bien compris qui, dans son *Discours sur le colonialisme* (1955), écrit, dans un passage polémique et saisissant :

« Il serait utile d'étudier cliniquement, en détail, ce que Hitler et l'hitlérisme ont fait, et de révéler au très distingué, très humaniste et très chrétien bourgeois du xx<sup>e</sup> siècle que [...] ce que nous ne pouvons pardonner à Hitler n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, ce n'est pas l'humiliation de l'homme en tant que tel, c'est le crime contre l'homme blanc, l'humiliation de l'homme blanc, et le fait qu'il a appliqué à l'Europe des procédés colonialistes qui avaient jusque-là été réservés aux seuls Arabes d'Algérie, aux coolies d'Inde et aux Noirs d'Afrique. »

Onze ans plus tôt, dans ses *Lettres à un ami allemand*, Camus ne disait déjà pas autre chose.

Pour Hitler et ses thuriféraires de la SS, les espaces est-européens sont de fait des *terrae nullius*, comme l'Afrique pour le colonisateur français, anglais ou portugais. Elles n'appartiennent à aucune race créatrice de culture et donc digne de s'approprier le sol : dans *Mein Kampf*, Hitler établit une typologie en trois termes des races qui peuplent le globe. Il y a une race créatrice de culture, la race nordique ; des races transmettant la culture (comme les Japonais) et des races nocives, destructrices de culture (les Sémites). Une réécriture de l'histoire universitairement et scolairement consacrée à partir de 1933 fait de l'Europe, de la Russie, mais aussi de l'Orient des terres jadis civilisées par la seule race nordique : dès lors, les Allemands sont partout chez eux, et les quatre azimuts ouvrent sur des terres historiquement indogermaniques et toutes irrédentes, où la conquête militaire allemande ne fait que rétablir une juridiction millénaire, et l'occupation une légitimité historique incontestable. Dans un discours du 2 octobre 1941, à Prague, Reinhard Heydrich parle explicitement d'« hilotisation » des populations se trouvant sur les territoires conquis. Pour la SS, la race nordique est qualitativement supérieure mais quantitativement minoritaire : elle doit constituer, dans le Reich grand-allemand issu de la conquête, une élite raciale régnant sur une vaste majorité d'indigènes asservis, comme les Spartiates ayant asservi la population des hilotes. Enfin, les références aux États-Unis, nation qui a connu un fort mouvement raciste et qui a su instaurer des quotas d'immigration au sortir de la Première Guerre mondiale, sont nombreuses chez les idéologues du régime : Hitler en parle volontiers en privé, et Rosenberg développe, parmi tant d'autres, l'exemple de la conquête et de l'esclavage américains dans *Le Mythe du xx<sup>e</sup> siècle* : l'empire colonial européen des nazis considère et traitera les Slaves et autres populations conquises à la fois



comme des esclaves noirs dont il faut exploiter la force de travail jusqu'au bout, et comme des Indiens, promis au parage dans des réserves, à la marginalisation géographique, biologique et sociale, voire à la disparition physique.

Les territoires conquis par la force des armes vont être considérés, à partir de 1939, comme des réservoirs d'énergie, de matériaux et de matériel humain dont il faut extraire et exploiter la richesse, ce qui est la fonction première assignée aux colonies par le discours des colonisateurs. Les nazis élaborent également un gigantesque projet d'ingénierie géoethnique de l'Europe, dont il s'agit de reconfigurer la carte raciale. Le premier projet, jusqu'en 1941, est celui du *Heim ins Reich* : un service spécialisé de la SS, la VoMi (*Volksdeutsche Mittelstelle*) organise le rapatriement de 1 million de germanophones présents en Italie (Adige), en URSS et dans les Pays baltes soviétiques sur le territoire du Reich nouvellement conquis, notamment en Pologne. Dans le même temps, la partie de Pologne qui est annexée au Reich (Wartheland et Danzig-Westpreussen) est soumise à une intense politique de germanisation par installation de colons agricoles. Une fois l'URSS attaquée, le 22 juin 1941, le Reich projette ses populations vers des territoires situés à l'Est et promis à la colonisation. Les plans d'aménagement du RKF (Commissariat du Reich pour le Renforcement de la Germanité, dirigé par Himmler), qui prévoient la création de villes nouvelles, de villages modèles, de lignes de chemin de fer à grande vitesse, sont grandioses.

La guerre a donc une vocation edificatrice : elle doit construire un empire nordique-germanique immense, touchant aux confins de l'Est. Elle est également destructrice, car eschatologique. La guerre à l'Est est conçue par Hitler comme la mère des batailles et la dernière des guerres. Selon lui et d'autres idéologues du

régime, il existe une lutte des races depuis l'aube des temps entre le principe nordique et le principe sémitique. L'URSS stalinienne est considérée comme le repère et le quartier général de l'ennemi juif : la destruction du judéo-bolchevisme internationaliste et subversif, celui qui a poignardé l'Allemagne dans le dos en 1918 et qui veut la mort de la civilisation nordique, créera un monde de paix, où la dialectique des races, leur affrontement à mort, aura disparu. Le Reich de mille ans est une promesse chiliaste cohérente : le règne de la paix et du bonheur pour une race enfin débarrassée de son ennemi mortel est à portée de baïonnette. Eschatologique, cette guerre l'est à un double titre : elle marque la lutte finale contre un ennemi millénaire ; elle constitue un affrontement radical, sans concession, qui verra se jeter l'un contre l'autre, avec toutes leurs forces, deux ennemis raciaux, dont l'un est voué à l'extermination totale. Dans son fameux discours du 18 février 1943, où il proclame la guerre totale, Goebbels prévient que la guerre à l'Est, apocalyptique dans tous les sens du terme, ne laissera que « des survivants et des exterminés ».

Cet imaginaire d'espérance millénariste et d'angoisse eschatologique est construit et entretenu par une pluralité de vecteurs : les discours des hiérarques du régime, la presse et le cinéma, l'enseignement scolaire et universitaire, mais aussi les fascicules de formation idéologique des soldats de la Wehrmacht et de la SS, soumis à des cours de *Weltanschauung* où ces messages sont répétés. C'est dans ce contexte culturel et mental, dans cette vision du monde, de l'espace et du temps qu'est élaboré et mis en œuvre le projet génocidaire nazi. Contrairement à ce qu'une lecture intentionnaliste naïve a pu l'affirmer, le sort des Juifs tombés sous la juridiction nazie n'est pas écrit dans *Mein Kampf*. Divers projets sont élaborés, comme celui, confié à Adolf Eichmann, d'une déportation massive à Madagascar. La conquête

de la Pologne en 1939 conduit les nazis à parquer les populations juives dans les ghettos, en exploitant leur force de travail et en les soumettant à un blocus qui doit faire son œuvre de mort. Mais ce n'est qu'avec l'attaque de l'URSS que, à l'été 1941, se profile la décision radicale d'annihiler les populations juives importantes désormais soumises au Reich en raison de son avancée fulgurante en territoire soviétique. Dès juin 1941, un « ordre des commissaires » signé par Hitler donne pour instruction aux troupes d'exécuter sans jugement tout citoyen soviétique soupçonné d'appartenir au Parti communiste ou d'être Juif : un communiste est forcément un ennemi inconciliable et dangereux, et un Juif est nécessairement solidaire des communistes. L'ennemi soviétique est jugé non conventionnel, non couvert par les conventions internationales qui régissent le droit de la guerre : l'ennemi n'est pas de nature stratégique, mais biologique. L'idée s'impose, nourrie par le biologisme nazi, que l'ennemi est un foyer de virulence biologique à détruire. L'élimination physique des Juifs est confiée, sur le front de l'Est, à des troupes spéciales, composées de SS, de policiers et d'auxiliaires, notamment baltes, biélorusses et ukrainiens. Ces *Einsatzgruppen* ont pratiqué une tuerie de masse, abattant leurs victimes au fusil et à la mitrailleuse sur le site même des charniers creusés. Christopher Browning, dans *Des hommes ordinaires*, ainsi que Christian Ingrao, dans *Les Chasseurs noirs*, se sont fait les meilleurs historiens de ce que l'on appelle désormais la « Shoah par balles ».

Le rythme et les résultats de cette extermination de terrain(s) (*killing fields*), par ailleurs coûteuse et pénible à vivre pour les bourreaux eux-mêmes, qui souffrent de tuer directement, en envisageant leur victime, sont jugés insatisfaisants. L'idée s'impose, à Berlin, de pratiquer un meurtre massif et industriellement organisé, en mettant au service de la guerre des races une ingénierie

du parcage, du marquage et de la déportation, ainsi qu'une organisation industrielle du meurtre et de la crémation : cette « machinerie du meurtre de masse » a été précisément étudiée par Jean-Claude Pressac dans *Les Chambres à gaz d'Auschwitz*. Les premières expérimentations du meurtre par gazage ont lieu à l'automne 1941, et la décision de mettre en œuvre ce que la langue technocratique et euphémisée des bourreaux appelle la « solution finale de la question juive » est consignée sur le procès-verbal d'une réunion entre hauts dignitaires de la SS et de l'État, à Wannsee, le 20 janvier 1942. Florent Brayard, dans *La Solution finale de la question juive : la technique, le temps et les catégories de la décision*, a mené une enquête précise et détaillée sur le processus d'élaboration d'un crime inédit qui fit, entre *Einsatzgruppen* et camps de la mort, plus de 6 millions de victimes. L'extermination du peuple juif décidée par les nazis est un crime inédit dans l'histoire de l'humanité : inédit par sa méthode, car il fut un crime vétilleux, précis, planifié, se revendiquant d'une rationalité organisationnelle, et même morale, implacable ; inédit par son ambition : il s'agissait d'annihiler un peuple en tant que peuple, de le détruire en totalité, en raison de la menace biologique qu'il était censé représenter. Le biologie de la vision du monde nazie a rendu possible de concevoir, d'ordonner et de mener à bien l'assassinat des femmes, des enfants, des vieillards, car tout élément vivant appartenant au peuple juif avait été déclaré virulent et nocif. Parler du génocide, de l'assassinat du *genos*, du peuple juif, est exorbitant au projet de cet ouvrage. Nous ne pouvons que renvoyer aux ouvrages fondamentaux de Raoul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, et de Saul Friedländer, *Les Années d'extermination*.

### CHAPITRE III

## Les États autoritaires : l'Espagne, le Portugal et la France de Vichy

Alors que la scène politique, culturelle et militaire des années 1930 est dominée par le fascisme italien et le national-socialisme allemand, d'autres régimes dictatoriaux s'installent en Europe de l'Ouest, avec des projets différents. Régimes autoritaires, ils ne visent pas à s'assurer un encadrement total de la société. Régimes traditionalistes et conservateurs, ils ne cherchent pas à former un homme nouveau tendu vers un objectif de conquête qui, du reste, n'est pas le leur. Néanmoins, des différences existent entre le Portugal et l'Espagne, d'une part, et la France de Vichy, d'autre part : alors que Salazar et Franco, peu tentés par le fascisme, circonscrivent les éléments fascistes à partir de 1942, c'est tout le contraire à Vichy, où ces derniers prennent une importance croissante liée aux exigences allemandes dans un contexte de recul militaire et de radicalisation politique. Salazar et Franco, nationaux-catholiques et anticomunistes, y ont gagné leur assurance de survie dans le monde de l'après-guerre, qui est celui de la guerre froide, tandis que la compromission accrue de Vichy avec le Reich signe sa perte, effective avec la formidable poussée soviétique et le débarquement de l'été 1944, puis irrémédiable avec l'effondrement allemand du printemps 1945.

## 1. LE PROJET NATIONAL-CATHOLIQUE DE SALAZAR :

## « FAIRE VIVRE LE PORTUGAL HABITUELLEMENT »

La Constitution portugaise de 1933 inaugure un régime nouveau, que Marcello Caetano, successeur de Salazar à la présidence du Conseil en 1968, qualifie de « présidentielisme du président du Conseil ». En droit, la République demeure : le président et le Parlement sont élus, sur liste unique et sans choix, sauf lors de la présidentielle de 1958 qui verra un dissident, le général Delgado, drainer les foules et se présenter contre l'avis de Salazar et contre le candidat officiel. Il demeure que l'essentiel des pouvoirs est concentré, en fait, dans les mains du président du Conseil, Antonio de Oliveira Salazar, en poste pendant trente-six ans, de 1932 à 1968.

Salazar se revendique dictateur. Brièvement élu à la députation en 1919, il n'a siégé que quelques jours au Parlement avant de démissionner pour retrouver son poste de professeur d'économie politique à l'Université de Coimbra : le mode d'élaboration de la décision propre au Parlement répugne à Salazar. Le dialogue n'est pas son fait : Salazar est plus porté au soliloque hautain qu'au colloque des raisons et des volontés. Il revendique le terme de « dictature » pour désigner son mode d'exercice du pouvoir, et se plaît à rappeler que c'est du haut de sa compétence, armé de sa connaissance des matières et des dossiers, qu'il dicte au Portugal ses décisions. Son succès à rétablir l'équilibre budgétaire l'a raffermi dans une confiance en lui qu'il exprimait dès son retour au poste de ministre des Finances en avril 1928 :

« Je sais très bien ce que je veux et où je vais [...]. Que le pays étudie, fasse des observations, réclame, discute, mais qu'il obéisse quand sera venu pour moi le moment de commander. »

Très vite, cette ouverture limitée et conditionnelle à la remontrance ou à la suggestion n'est plus de saison. Salazar définit sa magistrature comme une « dictature de l'intelligence », une sorte d'épistémocratie (gouvernement du savoir) ou de technocratie, au sens strict de gouvernement de l'expertise et de la compétence technique, mais une technocratie de droit divin, suscitée par une bienveillante Providence qui a fait la grandeur de la nation portugaise et qui lui a donné un guide génial, que Fernando Pessoa, dans un article vindicatif de 1935, qualifie au contraire de « petit comptable » étriqué « par la spécialisation raide et lourde de son destin voulu de professeur de finances » : « Il sait peut-être prévoir, il ne sait pas imaginer. »

Dans tous ses discours et entretiens, notamment avec des maurrassiens français qui viennent recueillir la parole du maître, Salazar construit l'image d'un dictateur malgré lui, d'un homme qui n'avait rien demandé, et que la détresse du pays a requis, a éloigné de sa chaire et de son cabinet, pour se sacrifier à l'intérêt général. Avant Pétain, Salazar est l'homme qui fait don de sa personne à la nation. Il n'a jamais porté les armes, n'est pas un ancien combattant de la Grande Guerre, et il n'éprouve aucune fascination pour la gestuelle paramilitaire ou l'uniforme : mal à l'aise en public, lisant des discours soigneusement rédigés sans se détacher de ses notes, toujours vêtu d'un complet gris et d'un manteau sombre, Salazar n'a rien d'un Mussolini ou d'un Hitler. Sa dictature de la raison (comptable) est celle d'un clerc ou d'un fonctionnaire vétilleux, homme de dossiers et professeur glaçant que la propagande du secrétaire d'État à la Communication Antonio Ferro célèbre comme la figure pseudo-kantienne du « dictateur de soi-même ». Ce faisant, cependant, Salazar crée les conditions de sa remarquable longévité politique : son apparence est sans âge et peut vieillir en toute quiétude, alors que l'exaltation

fasciste ou nazie de la virilité surhumaine eût sans doute moins pu s'accommoder d'un vieillard, même s'il appert que la question ne s'est pas posée.

Le projet politique de Salazar est hermétique à toute idée de révolution, dont le simple mot est banni du discours officiel portugais, alors qu'il est affectionné en Allemagne et en Italie. Salazar est de ceux qui considèrent que la République portugaise a été une anomalie historique, et que le monde moderne est une somme d'agressions envers la culture et la société de son pays : urbanisation, industrialisation et libéralisation culturelle et morale sont des abominations contre lesquelles Salazar se dresse résolument. Au maurrassien Henri Massis, venu l'interviewer, le dictateur raisonnable confie que son projet est « de faire vivre le Portugal habituellement », c'est-à-dire selon son habitus séculaire propre : rural, humble et clérical. Aux yeux de Salazar, le Portugal doit être un conservatoire culturel et social figé dans le respect de ce qui fut et de ce qui demeure. Il faut sauver ce qui peut l'être et protéger les Portugais des tentations et des aliénations de la modernité, afin que le Portugal soit, dans un monde changeant qui semble pris dans la danse de saint Gui des guerres et des révolutions, un pôle fixe et stable auquel la chrétienté européenne, dont il est le finistère, puisse être solidement amarrée. Ce conservatoire doit être protégé de l'extérieur par une neutralité stricte, effective lors de la Seconde Guerre mondiale, et par une fermeture de ses frontières : jusqu'aux années 1960, l'émigration des Portugais est strictement contingentée, jusqu'à ce que Salazar, en butte à des difficultés financières, autorise l'émigration et encourage les envois d'argent des Portugais établis à l'étranger – qui restent sous la surveillance de la PIDE. De même le Portugal ne s'ouvre-t-il au tourisme qu'à cette période : on compte un étiage de 70 000 visiteurs en 1950, car le dictateur veut préserver son peuple de tout



contact nocif et contagieux avec d'autres cultures et modes de vie. Les nécessités financières l'amènent à tolérer le tourisme, et le Portugal accueille 2 millions de visiteurs en 1973.

Depuis 1930, Salazar, qui ambitionne d'exercer seul le pouvoir, parle d'*Estado novo* : cet État nouveau doit marquer une rupture avec la République. Le désordre et l'instabilité doivent céder la place à l'ordre stable sorti tout armé des réflexions et des plans du dictateur. La Chambre des députés, élue sur la liste unique du seul parti autorisé, l'Union nationale, créée en 1932, est dotée de l'initiative des lois, mais ne propose quasiment rien. Elle ne vote guère non plus, car le président du Conseil légifère par décrets-lois. Le président, quant à lui, se borne à être élu et à exercer la fonction toute symbolique de chef de l'État.

Le vocable de *novo* ne doit pas égarer : la rénovation du Portugal est une restauration des valeurs cardinales, que Salazar énumère dans un discours célèbre du 28 mai 1936, à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire du coup d'État de 1926 – Dieu, la famille, l'autorité, la patrie et le travail :

« Aux âmes déchirées par le doute et le négativisme du siècle, nous avons tenté de restituer le réconfort des grandes certitudes. Nous n'avons pas discuté Dieu et la vertu ; nous n'avons pas discuté la patrie et son histoire ; nous n'avons pas discuté l'autorité et son prestige ; nous n'avons pas discuté la famille et sa morale ; nous n'avons pas discuté le travail et la gloire de travailler. [...] »

« Nous avons besoin d'absolu, et nous n'allons pas créer de nos mains, du sein des choses contingentes et éphémères, ce qui existe en dehors et au-dessus de nous, ni faire dévier vers l'État la fonction de décréter le culte, de définir les principes de la morale. Cette attitude nous a conduit à considérer le pouvoir comme limité par la moralité, et nous a valu de ne pas commettre l'erreur ou le crime de déifier l'État, la

force, la richesse, la technique, la beauté ou le vice. Pénétré de la valeur et de la nécessité dans la vie d'une spiritualité supérieure, sans avoir à connaître des convictions personnelles, de l'indifférence ou de l'incrédulité sincères, nous avons respecté la conscience des croyants et consolidé la paix religieuse. Nous ne discutons pas Dieu.

« Nous ne discutons pas la patrie, c'est-à-dire la nation dans son intégrité territoriale et morale, dans sa pleine indépendance, dans sa vocation historique [...]. Nous plaçons sans crainte le nationalisme portugais à la base indestructible de l'État nouveau [...].

« Nous ne discutons pas l'autorité. Elle est un fait et une nécessité : elle ne disparaît que pour se reconstituer, on ne la combat que pour la livrer en d'autres mains. Elle est un droit et un devoir, devoir qui se renie lui-même s'il ne s'exerce pas ; droit qui a sa meilleure assise dans le bien de tous. Et elle est aussi un don magnifique de la Providence, car sans elle ni la vie sociale ni la civilisation humaine ne seraient possibles [...].

« Nous ne discutons pas la famille. L'homme naît là, les générations s'y éduquent, là se forme le petit monde d'affections sans lequel l'homme peut difficilement vivre. Quand la famille se défait, la maison se défait, les liens de parenté se dénouent pour laisser les hommes devant l'État, isolés, étrangers, sans attaches et dépouillés moralement [...].

« Nous ne discutons pas le travail, ni comme droit, ni comme obligation. Ni comme droit, parce que ce serait obliger ceux qui n'ont que leur bras à mourir de faim, ni comme obligation, parce que ce serait concéder aux riches le droit de vivre du travail des pauvres. »

Salazar, élevé et stipendié par l'Église, à laquelle il doit sa carrière, est un catholique sincère. Pour autant, le Portugal ne doit pas devenir une théocratie : la place de l'Église est derrière l'État, Salazar refusant tout mélange des genres. Il signe avec le Vatican un concordat, le 25 mai 1940, mais précise, lors du discours, qu'il tient à cette occasion, que « l'État s'abstiendra de faire de la politique avec l'Église, dans l'assurance que l'Église s'abs-

tient de faire de la politique avec l'État [...]. J'estime dangereux pour l'État d'acquérir la notion d'un pouvoir tel qu'il lui permette de violenter le ciel ; et j'estime également hors de la raison que l'Église, partant de la supériorité des intérêts spirituels, cherche à élargir son action jusqu'à influencer ce que l'Évangile lui-même a voulu confier à César ». Salazar, pour marquer son indépendance face à l'Église, refuse ainsi d'abolir le mariage civil et le divorce, contrairement à ce que fait Franco en Espagne : le dictateur veut une nation chrétienne, non un État confessionnel. Pour autant, l'identité chrétienne du Portugal est martelée, notamment autour du culte qui se développe à Fatima : la Vierge serait apparue en 1917 à trois jeunes bergers dans ce village qui – le symbole est trop beau – porte le nom d'une princesse maure jadis convertie au catholicisme. Une imposante basilique y est édifiée à partir de 1928, et les pèlerinages, qui rassemblent jusqu'au million de fidèles, y sont encouragés. Les révélations de la Vierge aux bergers sont secrètes, mais en partie rendues publiques par le Vatican, en 1942 : le second secret de Fatima concerne notamment la Russie et ses « erreurs » communistes et athées. La Vierge en appelle à sa conversion pour la paix du monde : le cinquantenaire des apparitions, en 1967, permettra au pouvoir salazariste d'exalter la mission du Portugal, terre chrétienne de l'Ouest appelée à être le flambeau de la foi. La gigantesque statue du Christ-Roi qui domine le Tage et la ville de Lisbonne, inaugurée en 1958, consacre le pays à la foi chrétienne.

La patrie est un des autres éléments de la pentalogie salazariste. « Tout pour la nation, rien contre la nation », lance Salazar dans un discours de 1929 : la nation est, avec la famille et la corporation, une des communautés naturelles dans lesquelles l'homme trouve à grandir et à s'épanouir. L'identité de la nation portugaise est chrétienne, et son passé est glorieux. Un des slogans favoris

du régime, surtout au moment où, à partir de 1961, des révoltes se produisent dans les colonies, est « Le Portugal n'est pas un petit pays » : il est de fait un empire colonial (Angola et Mozambique) et il a un passé glorieux, exalté à loisir par Salazar. De même que Dollfuss, en 1933, fait célébrer le 250<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de 1683 contre les Turcs, à Vienne, Salazar organise une grande « Exposition du Monde portugais », sur le site de Belem, à Lisbonne, en 1940. L'année 1940 commémore les deux centenaires : celui de 1140, date supposée de la création du royaume portugais, et celui de 1640, date de l'indépendance recouvrée par rapport à l'Espagne voisine. L'exposition célèbre le grand empire et le grand destin de cette nation qui a découvert et civilisé des mondes. Pour autant, le nationalisme du nouveau pouvoir n'a rien d'agressif, ce qui le différencie de l'Italie et de l'Allemagne, et le rapproche de l'Espagne et de l'Autriche de Dollfuss : là encore, il s'agit, pour Salazar, de conserver ce qui doit l'être, c'est-à-dire l'empire colonial africain, après la perte des possessions asiatiques.

La famille est, avec la patrie et la corporation, une autre communauté naturelle, garante de l'ordre social. Salazar la veut traditionnelle, c'est-à-dire patriarcale, craignant Dieu et gouvernée par le principe d'autorité. Dans des propos confiés à son secrétaire à la Propagande, Antonio Ferro, et destinés à la publication, Salazar confie :

« Dans les pays où la femme mariée partage le travail de l'homme, à la fabrique, à l'usine, au bureau, dans les professions libérales, l'institution de la famille que nous défendons comme pierre angulaire d'une société bien organisée menace ruine. »

Dans la même phrase, Salazar répudie donc la société urbaine et moderne de la fabrique et du bureau, et consigne la femme à son foyer : sa vocation naturelle (chaque être et institution possédant une nature voulue

par Dieu) est d'enfanter et de pourvoir à l'éducation de ses enfants, l'homme ayant pour fonction de ramener de l'extérieur les moyens de la subsistance quotidienne.

L'autorité est le principe de stabilité et de constance des communautés : celles de l'État, du prêtre, du père sont garantes de la paix sociale et de la solidarité entre les hommes. Du point de vue de l'État, on l'a vu, la question est tôt tranchée par Salazar : en 1937, il définit l'État nouveau comme « antiparlementaire, antidémocrate, antilibéral » et assume pleinement son opposition à ces principes dissolvants de l'ordre traditionnel.

Le cinquième et dernier terme de la pentalogie salazariste est le travail. Ce dernier doit être organisé dans des corporations, qui ont longtemps perduré au Portugal, puisqu'elles n'ont été dissoutes qu'en 1834. Le corporatisme reçoit une consécration constitutionnelle en 1933 : la Constitution de 1933, qui souhaite limiter « le profit exagéré du capital afin d'empêcher que celui-ci ne s'écarte de sa fonction humaine et chrétienne », est fortement inspirée par les encycliques pontificales de Léon XIII et du Pie XI. *Quadragesimo anno* date de 1931 et Salazar, intellectuel catholique, la connaît fort bien.

Encore une fois, il convient de ne pas voir dans le corporatisme un projet fasciste. Certes, il y a le précédent italien de 1928, mais le corporatisme, réalité pré-révolutionnaire, abolie en 1790, est une idée cardinale de la doctrine sociale de l'Église : Salazar se réclame du catholicisme social de René de La Tour du Pin et d'Albert de Mun, il cite les encycliques pontificales fondatrices de la doctrine sociale de l'Église. Le corporatisme est également une idée présente dans le radical-socialisme français, soucieux, depuis ses programmes de 1901 et de 1907, de dépasser l'affrontement entre capital et travail par une coopération des classes. Ces réflexions, incarnées notamment par Léon Bourgeois, aboutissent notamment à la création du Conseil économique et social

par le gouvernement du Cartel des gauches dirigé par Édouard Herriot en 1925.

Salazar considère que le corporatisme, en permettant l'intégration verticale des travailleurs et des patrons, met fin aux abus du capital, calme les émotions du travail et permet une coexistence harmonieuse des classes, une paix sociale que les méfaits du libéralisme et sa contestation extrémiste, la subversion communiste, mettaient en péril. Discours dominant dans le Portugal de Salazar, le corporatisme se révèle une pratique sociale lente et hésitante. Ce n'est qu'à partir de 1938 que les premiers éléments de base sont créés, syndicats ouvriers par branche et *gremios* patronaux, ainsi que maisons du peuple et maisons des pêcheurs pour le secteur primaire. Les premières corporations, intégrant paritairement ouvriers et patrons et coiffant ces éléments primaires, ne sont cependant fondées qu'en 1967.

Salazar se revendique humaniste, d'un humanisme thomiste qui se soucie de l'épanouissement et du bonheur de l'individu, ce qui le conduit à répudier le « politique d'abord » de Maurras dont il s'avoue par ailleurs très proche, même si son refus d'une restauration monarchique l'éloigne de l'Action française et de son véritable équivalent portugais, l'intégralisme lusitanien. Son humanisme revendiqué ne l'empêche pas de recourir à tous les moyens de la coercition d'État. En 1933, il crée la Police de vigilance et de défense de l'État (PVDE), rebaptisée Police internationale de défense de l'État (PIDE) en 1945. Directement rattachée à la présidence du Conseil, cette police politique dispose de 2 300 agents et d'un réseau d'informateurs cinq fois plus nombreux. Elle possède également ses propres centres de détention au Portugal et dans l'Empire. Officiellement, la peine de mort n'est pas en vigueur dans l'Estado novo, mais la PIDE assassine le général Delgado en 1965 et pratique coups et torture. La procédure pénale portugaise est éga-

lement en contradiction avec les principes fondamentaux du droit : depuis la dictature de Sidonio Pais, la distinction entre magistrat instructeur et juge, instaurée en 1911, avait été supprimée. L'instruction est secrète et à charge. À partir de 1945, l'instruction est, dans certains cas, directement confiée à la PIDE et le jugement confié à des tribunaux politiques spéciaux.

La répression d'État doit frapper d'apathie toute velléité d'opposition. La prophylaxie à la contestation est la propagande, confiée en octobre 1933 à un secrétaire à la Propagande nationale, Antonio Ferro, un proche de Salazar, qui orchestre la publication de textes hagiographiques et la production d'une imagerie célébrant le dictateur comme un croisé, un père de la nation et un guide providentiel, nouveau Don Sébastien que le messianisme portugais attendait depuis le *xvi<sup>e</sup>* siècle.

La répression policière s'abat avant tout sur les hommes de gauche, mais aussi à l'extrême droite de Salazar, qui met fin au mouvement fasciste portugais du national-syndicalisme, financé par les subsides italiens du Minculpop. Les 25 000 chemises bleues de ce mouvement souhaitaient une révolution nationale et critiquaient Salazar pour son traditionalisme étroit, désespérant qu'il puisse être le guide charismatique de la nation portugaise. Le mouvement national-syndicaliste, qui donne de la voix après l'accession d'Hitler au pouvoir, est dissous en juillet 1934, et son chef, Rolao Preto, exilé au même moment.

Salazar va cependant tolérer des concessions, fussent-elles formelles, au fascisme, dans la seconde moitié des années 1930. Le fascisme a le vent en poupe : Hitler et Mussolini ont formé l'Axe, l'Italie est vainqueur en Éthiopie, l'Allemagne réarme. Dans l'Espagne voisine, la croisade antibolchevique et catholique de Francisco Franco reçoit le soutien de la Phalange, bientôt consacrée, en 1937, parti unique. Dans ce contexte, la rhétorique,

l'esthétique et les apparences du fascisme se diffusent au Portugal, même si la profondeur du projet conservateur reste inentamée. Le 19 mai 1936, alors que le voisin espagnol est gouverné par le Frente Popular et que les violences de gauche et de droite se multiplient, Salazar crée la Mocidade Portuguesa (Jeunesse portugaise), vêtue de kaki et de vert et portant le S de « Salazar » et de « Servir » sur la boucle de sa ceinture. L'adhésion y est obligatoire à partir de 10 ans : le sport y est de rigueur, dans une ambiance paramilitaire, avec chefs d'escadrons et cris de guerre. Le 9 septembre, la peur des rouges et de la contagion espagnole conduit à la création de la Légion portugaise, milice adulte de 50 000 hommes en 1939, qui semble accréditer, à la fin des années 1930, le basculement du Portugal dans le fascisme, d'autant plus que des organisations sociétales d'encadrement de la population sont elles aussi créées : la FNAT (Fédération nationale pour l'allégresse dans le travail, 1935), qui est une réplique de la *Kraft durch Freude* nazie, doit encadrer les loisirs des ouvriers, tandis que l'Œuvre des mères pour l'éducation nationale enrégimente les mamans dans des activités communes et des cours d'idéologie obligatoires. Toutes ces organisations tombent en sommeil à partir de 1945, d'une part parce que le « badigeon romain » dont parle René Rémond est, après la guerre, passé de mode, d'autre part parce que le dictateur Salazar était plus embarrassé que séduit par l'enrégimentement des masses pratiqué par le fascisme. Comme l'écrit Yves Léonard,

« loin de vouloir galvaniser les foules en les entraînant dans une politique étrangère agressive et expansionniste, le salazarisme souhaite au contraire faire du Portugal un havre de paix en Europe, un pays à l'abri des turbulences du monde<sup>1</sup> ».

1. Yves Léonard, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 1996, p. 148.



Quant au sujet salazariste, au citoyen rêvé par le dictateur,

« vivant essentiellement à la campagne, il est celui de la “leçon de Salazar” des manuels scolaires : respectueux, obéissant et croyant en Dieu ; travailleur et heureux de son rôle social dans la production nationale ; fier de sa patrie ancienne incarnée dans un château médiéval ; attentionné à l’égard de sa femme et de ses enfants<sup>1</sup> ».

## 2. L'ESPAGNE DE FRANCO

L’effondrement militaire des Républicains espagnols devient une certitude technique à partir de l’automne 1938. Dès février 1939, le gouvernement français de Daladier, qui veut éviter un encerclement de la France par des puissances fascistes, dépêche à Burgos un ambassadeur dont le conservatisme nationaliste et, avec l’âge, volontiers catholique enchante le Caudillo : le maréchal Philippe Pétain, qui ne quittera son ambassade que pour entrer, en avril 1939, dans le gouvernement de Paul Reynaud. Le 1<sup>er</sup> avril 1939, Francisco Franco fait son entrée à Madrid. Alors qu’il n’était que l’un des conjurés de juillet 1936, et encore pas le plus saillant, Franco est devenu, par son habileté manœuvrière et par la disparition successive et opportune d’adversaires potentiels, chef de l’État et général en chef dès le 1<sup>er</sup> octobre 1936 puis, le 9 avril 1937, chef du parti unique espagnol. Aux yeux des 500 000 républicains qui prennent le chemin de l’exil, aux yeux de l’Europe Franco est, à l’époque, volontiers qualifié de fasciste. Si l’usage polémique de ce terme possède sa légitimité

1. Antonio Costa Pinto, « Le salazarisme et le fascisme européen », in *Vingtième siècle. Revue d’histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, n° 62, avril-juin 1999, p. 15-26.

émotionnelle, il n'en est pas de même du point de vue épistémologique. Certes, Franco a bénéficié des faveurs logistiques et stratégiques de Mussolini et de Hitler, dont le résultat le plus fameux a été le bombardement de Guernica par la Luftwaffe en 1937. Certes, Franco a placé sa lutte sous la bannière de l'anticommunisme, faisant de la guerre civile un affrontement mystique entre l'Espagne catholique et l'abomination athée. Nous allons cependant voir que les rapports de Franco avec le fascisme, intérieur et extérieur, sont complexes et évolutifs. Porté au conservatisme national-catholique, Franco a su opportunément épouser la rhétorique et la gestuelle fascistes et donner des gages de la meilleure volonté à Hitler et à Mussolini, avant de fort intelligemment se détourner d'eux et de marginaliser les fascistes espagnols à partir de 1942. Un sens aigu de la conjoncture et une prudence cauteleuse caractérisent les orientations du Caudillo.

Du point de vue externe, Franco, conscient de l'épuisement de son pays après quatre ans de guerre civile, proclame la neutralité de l'Espagne au moment où, en septembre 1939, se déclenche la guerre entre l'Allemagne et les démocraties occidentales. La défaite de la France, en juin 1940, le fait évoluer vers une situation, inédite en droit international et dans la pratique diplomatique, de non-belligérance, position intermédiaire entre la neutralité et l'intervention. Pressé par Hitler, qu'il rencontre à Hendaye le 23 octobre 1940, d'entrer dans la guerre contre l'Angleterre qui résiste seule, Franco tempore habilement. Il franchit le pas à la fin du mois de juin 1941 : membre, avec l'Allemagne, le Japon et l'Italie, du pacte Antikomintern depuis mars 1939, violemment anticommuniste, Franco voit dans l'opération Barbarossa (22 juin 1941) une poursuite de cette « croisade contre le bolchevisme » qu'il a entamée en Espagne durant la guerre civile. Contre le communisme, « cau-

chemar de notre génération », Franco envoie 18 000 soldats espagnols, la Division Azul (division bleue), qui se bat dans la région de Leningrad. La coopération entre l'Espagne et l'Axe est également d'ordre économique : Franco fournit au Reich des métaux rares dont il a besoin pour alimenter ses usines d'armement.

Du point de vue interne, tout semble identifier le nouveau pouvoir espagnol au fascisme. D'abord, son alliance avec Hitler et Mussolini. Ensuite, la violence de la répression antirépublicaine. Dès avant la victoire finale, Franco promulgue, le 9 février 1939, une loi sur les responsabilités politiques qui confie le soin de l'épuration à des tribunaux militaires d'exception. Quiconque est soupçonné de sympathie avec le défunt *Frente popular* ou le gouvernement républicain légitime est déféré devant ces cours à la procédure expéditive, qui prononcent le plus souvent l'acquittement ou la mort. Au début de l'été 1939, Franco confie à Ciano, ministre italien des Affaires étrangères, que ses pelotons fusillent en moyenne 200 personnes par jour à Madrid et à Barcelone. Au total, la répression, dont la mémoire, très douloureuse, a fait l'objet d'un retour politique et juridique dans l'Espagne du Premier ministre José-Luis Zapatero à l'automne 2007, a sans doute provoqué la mort de plus de 200 000 personnes entre avril 1939 et juillet 1944.

Outre les condamnations à mort, les privations de liberté se multiplient : la population carcérale passe de 12 000 prisonniers en 1936 à 270 000 détenus en 1940, pour revenir à près de 80 000 en 1944. La terreur franquiste frappe tous ceux qui sont accusés d'être les soutiens idéologiques du républicanisme et de la gauche : 6 000 instituteurs sont fusillés, et 7 000 emprisonnés, tandis que 270 professeurs des universités, soit 63 % du corps, sont révoqués.

Le régime semble proche, par sa propension à la violence assumée, du modèle nazi. Il l'est également par

l'exercice du pouvoir. Franco est chef de l'État depuis 1936. Après la victoire, il conforte sa position par la loi du 8 août 1939 sur la *Jefatura del Estado*. Le Caudillo jouit de la plénitude des pouvoirs exécutif et législatif, sans s'interdire des incursions dans le domaine du judiciaire. Le *Caudillo* est, dès lors, l'équivalent ibérique du *Führer* ou du *Duce*. Franco gouverne, en outre, en s'appuyant sur un parti unique, dont le nom complexe et baroque, généreusement éclectique, offre peut-être une clef pour développer une lecture plus fine des rapports entre franquisme et fascisme.

Le parti unique de l'Espagne franquiste a été créé le 9 avril 1937, à l'initiative de Ramon Serrano Suner, ministre de l'Intérieur du gouvernement nationaliste en guerre civile. Beau-frère de Franco, Suner est un fasciste convaincu et fait office de médiateur entre le Caudillo et les organisations fascistes espagnoles qu'il fusionne sous le nom de *Falange espanola tradicionalista y de las JONS*. Les JONS (*Juntas de ofensiva nacional-sindicalista*) constituent un mouvement fasciste fondé en octobre 1931 par Ramiro Ramos, dans le contexte des premières réformes menées par le gouvernement Azana après la proclamation de la République (mars 1931) et la victoire des radicaux et socialistes. À la fois nationalistes, exaltant la grandeur de l'Espagne passée, et fortement marquées par la tradition de l'anarcho-syndicalisme ibérique, les JONS affichent leur sympathie pour Mussolini et Hitler, tout en relevant d'un premier fascisme, antibourgeois et antidémocratique, celui, sansepolcriste, de 1919 en Italie et celui, rouge-brun, des SA en Allemagne. En février 1934, les JONS fusionnent avec la *Falange espanola* de José Antonio Primo de Rivera. Le fils du dictateur avait fondé la Phalange en octobre 1933 et recevait des subsides de Rome. Les chemises bleues de la *Falange espanola de las Juntas de ofensiva nacional-sindicalista* se joignent à l'armée

pour briser la révolte ouvrière des Asturies en octobre 1934. Le mouvement devient une force d'appoint bienvenue pour les généraux putschistes pendant la guerre civile. À partir de juillet 1936, il assure des fonctions de police et de sécurisation des territoires, mais aussi un rôle opérationnel dans des opérations de combat. La Phalange est devenue un mouvement de masse : ses 36 000 membres de 1936 sont 650 000 en 1939. Franco, qui ne partage pas leur radicalisme révolutionnaire, adopte leur programme en 26 points dès 1936, mais veille à agréger à la Phalange d'autres composantes de la droite, passablement plus traditionalistes et respectueuses de l'ordre social : c'est ainsi que, en avril 1937, sont adjoints à la Phalange des mouvements carlistes (monarchistes espagnols) et que le nom du parti unique s'orne d'un *tradicionalista* supplémentaire qui trahit un syncrétisme frisant l'incohérence. Il exprime en tout cas la volonté fermement exprimée par Franco de rassembler dans un mouvement unitaire toutes les forces de droite qui ont soutenu l'armée dans sa lutte contre le *Frente popular* et le bolchevisme menaçant.

Le succès volant au secours de la victoire, les effectifs de la « Phalange espagnole traditionaliste et des JONS » augmentent sensiblement après avril 1939, passant de 650 000 à 932 000 membres. C'est dans les effectifs du parti unique que se recrutent les nouvelles élites espagnoles : l'hémorragie de la guerre, de l'émigration et de la terreur a laissé vacantes d'innombrables places d'encadrement dans les municipalités, les universités, dans les entreprises. Les ministres de Franco en sont de même issus. Enfin, elle contrôle le syndicat corporatiste unique, ainsi qu'un éphémère *Frente de Juventudes*, un Front de la Jeunesse fondé en août 1939, qui disparaît cependant presque aussitôt.

En est-ce assez pour assimiler le franquisme au fascisme ? Comme en France ou au Portugal, la contagion

symbolique fasciste est réelle : les enfants des écoles chantent chaque matin, bras tendu, l'hymne de la Phalange. Mais le caractère éphémère du Front de la Jeunesse montre bien que l'encadrement de celle-ci se fait par l'école, cléricalisée, par l'Église et par la famille, et que le nouveau pouvoir n'a pas de projet de création d'un homme nouveau par une rénovation physique et morale de la jeunesse.

À l'intérieur comme à l'extérieur, Franco navigue et louvoie. S'il aurait pu s'accommoder, en tacticien et en bon politique, d'une victoire du fascisme et du nazisme, et d'une présence accrue des fascistes espagnols au sein de son propre régime, il n'est pas mécontent de tirer parti de l'évolution de la conjoncture internationale pour redonner plus de pouvoir aux traditionalistes à Madrid. Le débarquement allié en Afrique du Nord (opération Torch), le 8 novembre 1942, le rend moins assidu auprès de Rome et de Berlin : suite au débarquement marocain et algérien, il remplace au ministère des Affaires étrangères son beau-frère, Ramon Serrano Suner, germanophile militant et partisan de l'alliance avec l'Axe, par un anglophile, l'amiral Jordana. Aux échelons inférieurs, la Phalange est envahie de nouveaux membres issus de la CEDA, ce parti de droite catholique, qui soutiennent par leur action et par leurs idées le recadrage national-catholique du mouvement et du régime. Fin observateur de cette tectonique politique, Anthony Eden, ministre britannique des Affaires extérieures, assure à Franco, le 4 décembre 1942, la non-ingérence des Alliés dans les affaires espagnoles. Le putsch italien qui remplace Mussolini par Badoglio, en juillet 1943, incite le Caudillo à aller plus loin : lui qui avait, un temps, promis 1 million de soldats pour la croisade contre le bolchevisme, décide de retirer les hommes de la division *Azul*, rapatriés, à l'exception de volontaires qui restent sur place pour revêtir l'uniforme de la Waffen-SS, en octobre

1943, et à repasser de la non-belligérance à la neutralité. Cette décision pleine d'à-propos va pouvoir se monnayer, après la guerre, en abstention bienveillante de la part des vainqueurs. En 1945, seul Staline veut pousser l'avantage de la coalition contre les régimes « fascistes » en faisant franchir les Pyrénées par les armées du débarquement : les volontaires espagnols réfugiés dans l'Hexagone y sont d'ailleurs prêts. Anglais, Américains et Français posent un regard plus doux sur le franquisme : pour eux, l'ennemi n'est pas au sud, mais à l'Est, et le régime franquiste n'est pas si fasciste que les Russes le disent. Cette *Realpolitik* de guerre froide naissante repose sur une analyse au fond assez juste de la situation espagnole : hésitant et calculateur à l'extérieur, divisant et régnant à l'intérieur, Franco n'a rien d'un sosie du Duce ou du Führer. Son régime repose sur une idéologie nationale-catholique rendue tout à fait respectable par son anticommunisme viscéral, d'autant plus que, le 11 septembre 1945, le salut romain, bras tendu, qui était un des rites de la Phalange, est interdit en Espagne.

La sympathie du Vatican, avec qui il signera un concordat bienvenu en 1953, est un viatique important pour le régime franquiste en quête, après guerre, de respectabilité internationale : dès le 1<sup>er</sup> juillet 1937, avec l'aval de Pie XI, une « lettre collective des évêques espagnols » a rangé l'Église dans le camp des nationalistes contre un *Frente popular* accusé de libre-pensée, de crimes athées et de subversion morale et sociale. Le 7 juin 1941, Pie XII dote Franco du droit de présentation des évêques, autrefois dévolu au roi. Les nouveaux évêques doivent désormais prêter un serment de fidélité personnelle au chef de l'État. En mai 1942, Enrique Pla y Deniel, archevêque de Tolède et primat des Espagnes, prononce un discours d'intronisation où il salue « ce gouvernement qui a reconnu dans ses lois l'Église comme une société parfaite, qui a rétabli notre unité

catholique proclamée par le roi Récarède », monarque wisigoth qui, à la fin du VI<sup>e</sup> siècle, se convertit au catholicisme et y convertit son royaume : pour saugrenue qu'elle puisse paraître, cette vénérable référence exprime bien l'adhésion de l'Église au projet franquiste de restauration sociale, culturelle et religieuse de l'Espagne traditionnelle : le *bienno* réformateur républicain des années 1931-1933 est effacé dès 1936, avec l'interdiction du divorce et le rétablissement du mariage religieux obligatoire, et donc indissoluble. Le catholicisme est proclamé religion d'État et doté, à ce titre, d'un budget public. Par ailleurs, l'enseignement privé est développé, tandis que les cours de religion deviennent obligatoires dans le public, où sont nommés, en qualité de professeurs ou d'inspecteurs, de nombreux prêtres.

Les piliers de la société nouvelle sont donc : la famille patriarcale traditionnelle, indissoluble et craignant Dieu ; l'Église, restaurée dans sa superbe et dans son omniprésence sociétale ; et la corporation. L'organisation sociale voulue par Franco respecte à la lettre les prescriptions des encycliques *Rerum novarum* (1891) et *Quadragesimo anno* (1931). Dans une Espagne où les violences sociales et politiques ont fait rage depuis 1934 avant de le céder à une guerre civile de trois ans, Franco veut dépasser l'affrontement des classes par une intégration verticale du capital et du travail au sein des corporations créées par la Charte du Travail (*Fuero del Trabajo*) du 9 mars 1938. Ces corporations composent une nouvelle Chambre, les Cortès corporatistes, dont l'avis au chef de l'État est consultatif, créée par la loi du 17 juillet 1942.

La société de l'Espagne nouvelle est donc placée sous la bienveillante et paternaliste gouverne de communautés traditionnelles, restaurées par le Caudillo après une décennie d'égarement et de réformes libérales et laïques. Comme la terre ne ment pas, la ruralisation de l'Espagne est encouragée par la loi du 23 juillet 1942, qui crée un



régime de fermage favorable aux petits exploitants : cette faveur veut fixer les Espagnols dans les campagnes et vient compenser le rappel, en février 1940, de toutes les mesures de réforme agraire, qui avait comblé d'aise des latifondiaires qui avaient compté, dès la première heure, parmi les soutiens des nationalistes.

La vigueur des réformes de 1931-1933 suscite cette réaction sans nuance, qui veut renouer avec un XIX<sup>e</sup> siècle monarchiste et de droit divin, mais sans roi : l'autocratie espagnole est dirigée par un régent à vie qui entretient à loisir et à dessein le flou sur ses intentions en matière de succession royale. La question sera tranchée plus tard.

### 3. VICHY : UN RÉGIME AUTORITAIRE EN SITUATION D'OCCUPATION

Des régimes autoritaires que nous avons étudiés jusqu'ici, celui de Vichy est le seul à être confronté à une situation d'occupation, qui va peser considérablement sur son évolution, d'autant plus que, la guerre ne tournant pas à l'avantage de l'occupant, le régime d'occupation se durcit et encourage une radicalisation de l'État français dans un sens fasciste.

À bien des égards, le régime de Vichy participe d'une conception du pouvoir et de la société que nous avons vue à l'œuvre en Autriche entre 1933 et 1938, au Portugal à partir de 1933 et en Espagne à partir de 1936. Si elle n'est pas autant nationale-catholique qu'en Autriche ou dans la péninsule Ibérique, la révolution nationale voulue par Pétain est clairement nationale-conservatrice, avec des aspects antisémites et xénophobes que ses homologues développent moins.

Le régime de Vichy est né de la défaite face à l'Allemagne, dans des conditions exposées plus haut. La création du nouveau pouvoir fédère tous les ennemis du

régime républicain, mobilise tous ceux qui attribuent la défaite au libéralisme républicain, au Front populaire, et au travail de sape de ce que l'Action française de Charles Maurras appelle l'anti-France, ces « quatre États confédérés » que l'académicien martégal ne cesse de dénoncer depuis l'affaire Dreyfus : les métèques (les étrangers), les protestants (Jules Ferry et ses séides), les francs-maçons et les Juifs. Si la dénonciation des protestants par le vieux catholique latin qu'est Maurras prête quand même à sourire en 1940, celle des trois autres catégories séduit et convainc. Quant aux partisans de la République, ils sont soit pourchassés, comme les passagers du *Massilia*, soit abasourdis par le choc allemand et par « l'étrange défaite », que Marc Bloch, historien et observateur attentif des événements, attribue en grande partie à ceux qui « au fond de leur cœur [...] étaient prêts d'avance à désespérer du pays qu'ils avaient à défendre et du peuple qui leur fournissait leurs soldats. Ici, nous quittons le domaine militaire. C'est plus loin et plus profond qu'il faut chercher les racines d'un malentendu trop grave pour ne pas devoir compter parmi les principales raisons du désastre<sup>1</sup> ». Ces gens-là, pour Marc Bloch, sont ceux qui, radicalisés dans leur haine de la gauche par la victoire du Front populaire et la guerre d'Espagne, murmuraient : « Plutôt Hitler que Blum. »

Cette conjonction est large, et le caractère hétéroclite des soutiens donne à l'idéologie dite de la « Révolution nationale » une nature syncrétique, faisant du régime de Vichy, selon le mot de Stanley Hoffmann, une dictature « pluraliste », ce qui ouvre la voie à des hésitations, des tensions et des évolutions que nous examinerons plus loin. Du point de vue idéologique, la pensée du maréchal Pétain et l'idéologie dominante à Vichy sont un creuset où

1. Marc Bloch, *L'Étrange Défaite*, Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 2000, p. 158.

se rencontrent des influences diverses : la critique contre-révolutionnaire de Joseph de Maistre et le refus résolu des idéaux de 1789 ; leur conception de l'individu et de la société, le catholicisme social de René de La Tour du Pin et d'Albert de Mun, puis des encycliques de 1891 et 1931, qui prétendent mettre fin à toute conflictualité par l'union harmonieuse et organique des classes au sein des corporations ; le nationalisme de la terre et des morts de Barrès, qui fustige le déracinement contemporain et se dresse vent debout contre les phénomènes contemporains de l'urbanisation et de l'industrialisation ; la xénophobie et l'antisémitisme de l'Action française de Charles Maurras, mais aussi l'esprit ancien combattant des Croix-de-Feu du colonel de La Roque, à qui Pétain emprunte la devise « Travail, famille, patrie ». Parmi les pères spirituels, quoique bien involontaires, du pétainisme, on peut aussi citer André Tardieu, ancien collaborateur de Clemenceau et de Poincaré, ancien ministre et président du Conseil, qui n'avait cessé de réclamer, dans la France des années 1930, un renforcement du pouvoir exécutif, ainsi que les polytechniciens du groupe X-Crise, qui préconisaient depuis 1931 un dirigisme économique volontariste.

En attendant, et avant que les contours idéologiques et politiques du nouveau régime ne se précisent, le maréchal Pétain incarne un moment et un recours, une figure rassurante qui, dans un désastre auquel il a largement contribué et – dans les dernières semaines du moins – hâté et souhaité, sait dire aux Français que la défaite a des causes et a un sens, comme dans ce fameux discours du 25 juin 1940. Immédiatement postérieur à l'armistice du 22 juin, il développe une étiologie de la débâcle et ouvre sur une perspective enluminée d'images évangéliques :

« Les conditions auxquelles nous avons dû souscrire sont sévères. Une grande partie de notre territoire va être temporairement occupée. Dans tout le nord, et dans tout l'ouest de notre pays, depuis le lac de Genève jusqu'à Tours,

puis, le long de la côte, de Tours aux Pyrénées, l'Allemagne tiendra garnison. Nos armées devront être démobilisées, notre matériel remis à l'adversaire, nos fortifications rasées, notre flotte désarmée dans nos ports. En Méditerranée, des bases navales seront démilitarisées. Du moins l'honneur est-il sauf. Nul ne fera usage de nos avions et de notre flotte. Nous gardons les unités navales et terrestres nécessaires au maintien de l'ordre dans la métropole et dans nos colonies ; le gouvernement reste libre, la France ne sera administrée que par des Français.

Vous étiez prêts à continuer la lutte. Je le savais. La guerre était perdue dans la métropole. Fallait-il la prolonger dans les colonies ?

Je ne serais pas digne de rester à votre tête si j'avais accepté de répandre le sang des Français pour prolonger le rêve de quelques Français mal instruits des conditions de la lutte.

Je n'ai placé hors du sol de France ni ma personne ni mon espoir. Je n'ai jamais été moins soucieux de nos colonies que de la métropole. L'armistice sauvegarde le lien qui l'unit à elles ; la France a le droit de compter sur leur loyauté.

C'est vers l'avenir que désormais nous devons tourner nos efforts. Un ordre nouveau commence.

Vous serez bientôt rendus à vos foyers. Certains auront à les reconstruire. Vous avez souffert, vous souffrirez encore. Beaucoup d'entre vous ne retrouveront pas leur métier ou leur maison. Votre vie sera dure.

Ce n'est pas moi qui vous bernerai par des paroles trompeuses. Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal. La terre, elle, ne ment pas. Elle demeure votre recours. Elle est la patrie elle-même. Un champ qui tombe en friche, c'est une portion de France qui meurt. Une jachère à nouveau emblavée, c'est une portion de la France qui renaît.

N'espérez pas trop de l'État. Il ne peut donner que ce qu'il reçoit. Comptez, pour le présent, sur vous-mêmes et, pour l'avenir, sur vos enfants que vous aurez élevés dans le sentiment du devoir.

Nous avons à restaurer la France. Montrez-la au monde qui l'observe, à l'adversaire qui l'occupe, dans tout son

calme, tout son labeur et toute sa dignité. Notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié. C'est à un redressement intellectuel et moral que, d'abord, je vous convie. Français, vous l'accomplirez et vous verrez, je vous le jure, une France neuve sortir de votre ferveur. »

Du point de vue de ses soutiens, la Révolution nationale a des allures d'auberge espagnole de la droite, sans présumer de quelques transfuges de la gauche, comme le syndicaliste CGT René Belin fervent partisan du corporatisme, vite écarté, ou encore certaines personnalités de la SFIO (Faure, Spinasse...) ralliées à Pétain en raison de leur pacifisme intégral. Pétain déçoit vite ceux qui voient dans la victoire allemande une occasion historique d'établir un régime fasciste en France. Ceux-ci demeurent à Paris, en zone occupée, et recueillent les subsides et les encouragements des Allemands, qui les font peser comme une menace sur le gouvernement de Vichy, avant d'imposer leur entrée au gouvernement à partir de 1942. Ces intellectuels et hommes politiques, que l'on appelle les collaborationnistes de Paris, ont été étudiés par Pascal Ory dans un ouvrage de 1976, *Les Collaborateurs*. Il s'agit, pour les hommes politiques, principalement de Marcel Déat et de Jacques Doriot, dont Philippe Burrin a, dans *La Dérive fasciste*, étudié les parcours. Marcel Déat est un ancien député socialiste, qui fut ministre de l'Air en 1936 dans le cabinet du radical-socialiste Albert Sarraut. Radicalement pacifiste, il est opposé à la guerre et signe dans *L'Œuvre*, en 1939, l'article, qui deviendra *a posteriori* fameux, intitulé « Mourir pour Danzig ? ». Convaincu que l'ordre nouveau nazi s'est imposé définitivement avec les victoires de 1940, il tente de créer un parti fasciste français unique, le Rassemblement national populaire, en 1941. Il est concurrencé en cela par Jacques Doriot, ancien

député communiste et maire de Saint-Denis, tribun impressionnant, qui a fondé le Parti populaire français en 1936, puis, avec Déat, la Légion des volontaires français (LVF), division qui part se battre avec le Reich contre l'URSS, où Doriot est décoré de la Croix de fer. Nombre de collaborationnistes lieront leur sort au Reich jusqu'à accepter le versement de la LVF dans la Waffen-SS en septembre 1944, et à suivre la débâcle allemande jusqu'à Sigmaringen ou à Berlin.

Tiré à hue et à dia, Pétain ne dispose pas moins d'un discours politique et social cohérent. Dans un entretien accordé à la presse américaine du 22 août 1940, Pétain prend soin de préciser :

« La Révolution nationale ne se fait pas contre l'oppression politique mais contre un ordre périmé. Elle s'accomplit au lendemain d'une défaite, sept ans après la révolution allemande, dix-huit ans après la révolution italienne, et dans un esprit tout à fait différent de ces deux révolutions historiques. »

Le terme de « révolution » résonne avec les événements fasciste et nazi, que Pétain cite tout en prenant soin de s'en distinguer. La Révolution nationale se veut une révolution contre la Révolution, un retour à une forme d'organisation sociale et à un mode d'exercice du pouvoir antérieurs aux bouleversements néfastes de 1789.

Les actes constitutionnels des 10 et 11 juillet 1940 instaurent une monarchie, sans monarque certes, mais présidée par un autocrate doté de la totalité des pouvoirs exécutifs et législatifs, qui impose un serment de fidélité personnelle aux magistrats et aux fonctionnaires. La souveraineté populaire est ainsi supprimée, le Maréchal désignant son successeur par des actes successifs (acte IV du 12 juillet 1940 puis acte IV *quater* du 10 février 1941), d'abord Darlan puis Laval : « Surtout, aucun mode d'élection ni de désignation autre que par le

fait du Prince-Maréchal n'est envisagé », comme le note Henri Rousso<sup>1</sup>.

La Révolution française a également inauguré un âge individualiste, qui a dissous les solidarités traditionnelles et les communautés qualifiées de naturelles. Pétain entend y remédier, en substituant au triptyque républicain « Liberté, égalité, fraternité » une nouvelle devise, « Travail, famille, patrie ». Significativement, cette nouvelle devise ne se réfère pas à l'individu et à ses droits naturels (liberté et égalité, adjoints à une fraternité qui est garante de l'existence du lien social), mais aux communautés censément naturelles qui l'encadrent et le constituent. En 1941, l'État français publie les *Principes de la communauté*, déclaration qui doit remplacer celle, obsolète et issue d'un passé d'erreurs honnies, de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. On remarque au passage que le mot de « communauté » est préféré à celui, trop rousseauiste, de « société », tandis que l'article 1<sup>er</sup> dispose :

« L'homme tient de la nature ses droits fondamentaux, mais ils ne lui sont garantis que par les communautés qui l'entourent : sa famille qui l'élève, la profession qui le nourrit, la nation qui le protège. »

La réserve du « mais » est fondamentale : l'individualisme jusnaturaliste est enterré, et le sujet est présenté comme un éternel mineur, démuné, voire inexistant sans le secours et la présence des communautés qui lui donnent existence et sens.

La famille est la première de ces communautés, cellule fondamentale de la société, structure d'éducation par laquelle l'enfant apprend les valeurs qui font de lui un être social. La famille vue de Vichy est résolument

1. Henry Rousso, *Vichy. L'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 2001, p. 64.

traditionnelle : patriarcale, elle est hiérarchisée et consacre le pouvoir du père sur son épouse et leurs enfants, éduqués par une mère au foyer. La fête des mères est instaurée en 1941, un salaire est projeté pour les mères éduquant leurs enfants, et l'imagerie du régime diffuse à satiété le modèle de la famille française, avec son père actif, lisant le journal, une mère cousant et surveillant du coin de l'œil deux bambins épanouis, sous le regard d'un Maréchal en portrait, icône tutélaire et grand-père de la nation. Vichy rejoint ici les préoccupations natalistes de la III<sup>e</sup> République : alarmé par le vieillissement de la population et le déficit des classes creuses, Daladier avait en effet promulgué un Code de la famille en 1939.

La patrie est la communauté naturelle suprême, celle qui coiffe et subsume toutes les autres, celle qui, *in fine*, donne son identité aux Français. En 1940, elle est mal en point. La réaction à la défaite est de refondre une nation de bon aloi. Fidèle en cela aux idées de la droite nationale et de l'Action française, Pétain entreprend de purger la nation française de ses éléments allogènes : dès le 17 juillet 1940, une semaine après la création de l'État français, une loi du Maréchal exclut de l'emploi public tout fonctionnaire de père étranger, ce qui conduit à 2 300 radiations. Le 22 juillet, une nouvelle loi prévoit de retirer la nationalité française aux « Français de fraîche date », naturalisés depuis 1927 (15 000 retraits). L'anti-France maçonnique est visée par la loi du 13 août 1940 qui interdit les sociétés secrètes et publie les noms des membres des loges maçonniques dans le *Journal officiel*. Quant aux Juifs, un statut des Juifs est promulgué par les lois du 3 octobre 1940 et du 2 juin 1941, qui les radie de la fonction publique, leur interdit nombre de professions et les réduit à un statut de minorité juridique.

Contre la société ouverte de la tradition nationale française, contre le libre choix de Rousseau et l'adhésion



universelle à la République, Vichy promeut une conception fermée de la nation, fondée sur l'héritage et le sang, et non plus sur la volonté et le sol. Le « Nos ancêtres les Gaulois » de l'enseignement scolaire républicain est pris au pied de la lettre, et les mythes d'origine et de continuité donnent leur pleine mesure : la France est gauloise, comme l'atteste cette francisque, arme de jet franque, que le Maréchal choisit comme symbole de l'État français ; le manche en est le bâton étoilé du Maréchal et sa double hache évoque les ailettes d'un casque gaulois. Unie par et dans son histoire, la nation est une communauté harmonieuse qui ne peut connaître aucune dissension, dialectique ou débat : les partis politiques sont interdits, de même que les syndicats. Tout projet électif est reporté *sine die* et dépend de la bonne volonté du Maréchal, libre de convoquer à nouveau des Chambres à la date qui lui plaira ou de le faire, ou pas. La nation de la Révolution nationale est essentiellement dépolitisée, affranchie de ce souci de débattre qui fait la vie démocratique : tout ce qui diffère et tout ce qui peut dissoudre doit être écarté, pour permettre à la communauté nationale de se ramasser sur une identité naturelle qui la fait se confondre avec elle-même.

La patrie doit être régénérée par l'élimination des allo-gènes et par le renforcement physique et moral des endo-gènes. Le 7 août 1940 est créé le Commissariat général à l'éducation physique et sportive, confié à Jean Borotra puis, à partir de 1942, à un militaire. Ce Commissariat encourage l'activité des fédérations, finance leurs structures et veille au développement du sport dans l'enseignement primaire et secondaire. La régénération de la race française par la discipline et par l'effort s'effectue notamment dans les Chantiers de jeunesse, créés le 30 juillet 1940 comme substitut au service militaire interdit par la convention d'armistice : mobilisés à 20 ans, les jeunes hommes y effectuent des travaux

d'intérêt général sous la direction d'officiers d'active ou de réserve.

Une intense propagande exalte le passé glorieux de la nation, fustige ses pires ennemis, les Anglais qui, au moment de Mers-El-Kebir, se voient rappeler la mort de Jeanne d'Arc, et entretient le culte de la personne du Maréchal, deux fois sauveur de la France, en 1917 et en 1940, ce qui fait du régime de Vichy, selon le mot d'Henri Rousso, une « dictature charismatique », où l'attachement à la personne du Maréchal tient lieu d'adhésion au pouvoir et de lien entre les différentes fractions qui s'y opposent.

L'identité de la famille et de la nation françaises est essentiellement chrétienne. La tradition républicaine de la laïcité est bafouée par Vichy : les écoles congréganistes, supprimées en 1904-1905, sont encouragées à se développer, les subventions aux autres écoles privées confessionnelles augmentent, tandis que l'enseignement religieux (optionnel) est créé dans le primaire public et que les Écoles normales d'instituteurs, foyers de hussards noirs républicains, sont purement et simplement supprimées. Le 12 novembre 1940, *La Croix* se réjouit, ainsi que le proclame son titre, que « [l]'école sans Dieu a[it] vécu », sans que le régime, dont certains responsables se sentent liés à la laïcité, n'aille toutefois plus loin. Cela n'empêche pas les autorités supérieures de l'Église française d'afficher leur proximité avec la Révolution nationale. La condamnation par Pétain, dans son discours radiodiffusé du 25 juin 1940, de « l'esprit de jouissance », le ton doloriste et christique de son message (« Vous souffrirez encore », « Je fais don de ma personne à la France »), la condamnation de l'anti-France, ainsi que la politique d'ordre moral et de fixisme culturel et social réjouissent les évêques, notamment le premier d'entre eux. Le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon et primat des Gaules, accueille le Maréchal en novembre

1940 en affirmant : « Pétain, c'est la France, et la France, c'est Pétain » et : « Travail, famille, patrie, ce sont nos valeurs. »

Le travail, quant à lui, doit être organisé sur le mode traditionnel, détruit par la Révolution française, de la corporation. En enjambant le XIX<sup>e</sup> siècle, il s'agit de revenir sur le funeste décret d'Allarde qui a mis en 1790 fin aux jurandes, confréries et autres métiers d'Ancien Régime. Revenu à la foi catholique de son enfance et nostalgique de la France d'avant, Pétain veut créer en France ce système corporatif dont les encycliques pontificales font depuis 1891 la panacée sociale. Le corporatisme est prôné en France par l'Action française mais aussi par de nombreux radicaux qui, d'ailleurs, ont créé le Conseil économique et social en 1925. Sur le modèle de l'Ordre des avocats, créé par Napoléon en 1804, Pétain crée des ordres professionnels pour les professions médicales (médecins, pharmaciens et dentistes) le 7 octobre 1940, puis pour les architectes, les vétérinaires et les experts-comptables. Henry Roussio, qui a consacré de nombreux travaux à la question de l'organisation économique sous Vichy, a cependant bien montré que la Charte du Travail de 1941 marque une défaite du principe corporatiste : le pouvoir reste, dans l'entreprise, aux mains du patron. On constate dans la politique économique de Vichy une victoire des conceptions dirigistes et technocratiques, représentées par le secrétaire d'État à la production industrielle, Jean Bichelonne, X-Mines, ancien du groupe de réflexion X-Crise, et soucieux d'organiser la production économique sur un mode administré et centralisé, comme il le proclame dans cette conférence de 1943 :

« Nous travaillons tous à fonder pour l'après-guerre l'économie logique, l'économie intelligente et humaine qui permettra à notre pays de surmonter les effets de la concurrence économique. »

Dès le 16 août 1940 sont créés les Comités d'organisation (CO), censés être les précurseurs des futures corporations, mais qui restent dépourvus jusqu'en 1944 de toute représentation ouvrière, alors que, comme les partis politiques, tous les syndicats ouvriers ont été dissous. Le dirigisme d'État l'emporte sur le corporatisme avec la création, le 10 septembre 1940, d'un Office central de répartition des produits, puis, le 30 avril 1941, du Centre d'information interprofessionnel, autant d'instruments de coordination et de contrôle centralisé, issus des réflexions et des recommandations des technocrates du groupe X-Crise qui, depuis 1931, prônaient de sauver l'économie du marasme par une programmation et un pilotage de l'activité par les meilleurs esprits, véritable gouvernement platonicien des techniciens-rois. Le décalage entre le projet corporatiste et la pratique dirigiste et technocratique montre bien, sur le seul exemple des questions économiques, les débats dont le régime de Vichy est traversé. Du point de vue politique également, les différentes tendances qui le composent s'affrontent, et un second Vichy, plus nettement aligné sur l'Allemagne, succède en 1942 au premier Vichy, plus traditionaliste et plus étranger à l'influence des collaborationnistes ouvertement fascistes de Paris.

Sous la pression des Allemands, Pétain nomme Laval, qu'il avait écarté en décembre 1940, vice-président du Conseil en avril 1942. Le 22 juin 1942, pour célébrer le premier anniversaire de l'entrée en guerre du Reich contre l'URSS, Laval tient un discours fameux où il déclare «souhaite[r] la victoire de l'Allemagne», donnant ainsi un gage considérable à l'occupant, conquis par l'alignement économique, policier et militaire de la France de Vichy sur le Reich en guerre. La collaboration est accrue par Laval à tous les niveaux : la création du STO, exigée par Fritz Sauckel, envoi de la main-d'œuvre française en Allemagne, tandis que la

police et la gendarmerie françaises collaborent à l'arrestation et à la déportation des Juifs de France, et que la LVF se bat sur le front de l'Est. Laval n'a rien d'un nazi, mais il croit la victoire du Reich inéluctable et souhaite assurer, par des gages répétés de bonne volonté, une place appréciable à la France dans l'ordre nouveau d'après-guerre. La présence allemande s'accroît quand la Wehrmacht envahit la zone sud le 11 novembre 1942, en réaction au débarquement allié du 8 novembre en Afrique du Nord. L'acte constitutionnel n° 12 pris dans la foulée autorise Laval à promulguer des actes sous sa seule signature, sans contreseing du Maréchal. Le 13 novembre 1943, les Allemands interdisent à Pétain de s'exprimer à la radio, ce qui conduit le chef de l'État à entrer dans une retraite intérieure. Avec l'aggravation de la situation allemande, les collaborationnistes de Paris entrent en force au gouvernement de Vichy : Philippe Henriot, Marcel Déat et Joseph Darnand, chef de la milice, sont nommés ministres en 1944. Ancien soldat de la Grande Guerre, ancien militant d'Action française passé à la Cagoule, Joseph Darnand crée la Milice le 30 janvier 1943. Après avoir été reçu dans la SS au grade de *Sturmbannführer* (commandant), il est nommé, à la demande des Allemands, secrétaire général au maintien de l'ordre le 30 décembre 1943, puis secrétaire d'État à l'Intérieur. Il conçoit son organisation comme une police supplétive du SD allemand, pourchassant et purgeant la nation française de tous les éléments censés en menacer l'intégrité, mais aussi comme un équivalent français à la SS allemande, et, à ce titre, embryon d'un futur parti unique et d'une organisation totalitaire française. Philippe Henriot, quant à lui, est un ancien député de droite passé au collaborationnisme actif. Nommé secrétaire d'État à l'Information en janvier 1944, il parle chaque jour sur les ondes de Radio-Paris pour flétrir une résistance qui finit par l'abattre. Enfin,

Marcel Déat entre au gouvernement comme ministre du Travail en mars 1944. Le dernier Vichy est caractérisé par la fuite en avant collaborationniste et par les crimes de la Milice. Cette radicalisation accrédite l'idée d'une fascisation de Vichy, qui lie désormais entièrement son sort à celui du Reich, l'accompagnant dans la retraite et la débâcle, à Sigmaringen, en août 1944.

La place des organisations fascistes signe une spécificité française, due à la situation particulière de l'Occupation. Alors que la tendance est à la mise en veille en Espagne et au Portugal, elle est à l'affirmation en France, dont le régime connaît une influence croissante, à partir de 1943, des radicaux fascistes de Paris qui obtiennent des responsabilités dans l'organigramme de gouvernement et qui s'engagent militairement (LVF et SS) ainsi que policièrement (Milice), en ne celant pas des projets de reconfiguration totalitaire de la nation pour un après-guerre hypothétique. Pétain, qui a été réduit au silence par les Allemands, se met alors en vacance du pouvoir et refuse de signer les décrets de nomination des nouveaux ministres de 1944. Cet acte de résistance passive sera insuffisant pour accréditer, à la Libération et lors de son procès, la thèse défendue par son avocat, M<sup>e</sup> Isorni, de l'épée et du bouclier : Pétain a été, plaide le ténor du barreau, un bouclier arc-bouté sur la défense de la France contre l'occupant, pendant que de Gaulle, à Londres, était l'épée combattante de la France libre. Or Pétain s'est bel et bien engagé sincèrement dans la Révolution nationale, qu'il estimait indispensable, et dans celle de la collaboration, inévitable à ses yeux pour assurer un rang à la France dans la nouvelle Europe réorganisée par les armes allemandes. Contrairement à de Gaulle, il a agi comme si la guerre était, en 1940, finie, et qu'il fallait s'accommoder au mieux de l'hégémonie du Reich.

La compromission accrue du gouvernement de Vichy avec l'occupant se termine dans les fourgons de la

Wehrmacht, avec l'évacuation, en août 1944, vers le château de Sigmaringen, catabase tragique évoquée par Céline dans son roman *D'un château l'autre*. Alors qu'en 1942 les Américains envisageaient encore de maintenir le gouvernement du Maréchal après le débarquement et la défaite allemande, l'ultracollaborationnisme des années 1942 et suivantes rend impossible tout maintien de ce pouvoir compromis. Vichy, dans les circonstances exceptionnelles de l'Occupation, a suivi le chemin inverse de Franco et de Salazar, assez habiles pour écarter personnel et références fascistes et gagner, dans le monde de la guerre froide, une respectabilité nationale, catholique et anticomuniste qui a conduit les Américains et les Anglais à ne pas inquiéter leurs dictatures, en place jusqu'au milieu des années 1970.





## BIBLIOGRAPHIE

- ALLEN W. S., *The Nazi Seizure of Power. The Experience of a Single German Town*, Chicago, 1965 ; trad. franç., *Une petite ville nazie : 1930-1945*, Paris, 1967 ; rééd., Paris, UGE, 2003, 395 p.
- ALY G., *Hitlers Volkstaat. Raub, Rassenkrieg und nationaler Sozialismus*, Frankfurt (Main), Fischer, 2005, 445 p. ; trad. franç., *Comment Hitler a acheté les Allemands : le III<sup>e</sup> Reich, une dictature au service du peuple*, Paris, 2005, 373 p.
- ANDERSON B., *L'Imaginaire national : réflexions sur l'origine du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996, 212 p.
- AUDOIN-ROUZEAU S., BECKER A., *14-18 : retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, 272 p.
- AUDOIN-ROUZEAU S., BECKER A., INGRAO Ch., ROUSSO H. (dir.), *La Violence de guerre. Approche comparée des deux conflits mondiaux*, Bruxelles, Complexe, 2002, 348 p.
- AUDOIN-ROUZEAU S., PROCHASSON Ch., *Sortir de la Grande Guerre. Le monde et l'après-1918*, Paris, Tallandier, 2008, 512 p.
- AYÇOBERRY P., *La Question nazie. Les interprétations du national-socialisme*, Paris, Seuil, 1979, 434 p.
- AYÇOBERRY P., *La Société allemande sous le Troisième Reich, 1933-1945*, Paris, Seuil, Points, 1998, 439 p.
- AZÉMA J.-P., BÉDARIDA F., *1938-1948. Les années de tourmente, de Munich à Prague*, Paris, Flammarion, 1995, 1 137 p.
- BARTOV O., BECKER J.-J., BURRIN Ph. (et al.), *Les Sociétés en guerre : 1911-1946*, Paris, Armand Colin, 2003, 286 p.

- BARTOV O., *L'Armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette, 1999, 319 p.
- BEAUPRÉ N., DUMENIL A., INGRAO Ch. (dir.), *1914-1945 : l'ère de la guerre. Nazisme, occupation, pratiques génocides*, t. II, 1939-1945, Paris, Viénot, 2004, 302 p.
- BEAUPRÉ N., *Écrire en guerre, écrire la guerre (France-Allemagne, 1914-1920)*, Paris, Éd. du CNRS, 2006, 300 p.
- BEAUPRÉ N., *Le Traumatisme de la Grande Guerre, 1918-1932-1933*, Lille, Presses du Septentrion - Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2012, 304 p.
- BENNASSAR B., *Franco*, Paris, Perrin, 1995, 409 p.
- BERGER P., *Kurze Geschichte Österreichs im 20. Jahrhundert*, Vienne, Facultas Universitätsverlag, 2007, 452 p.
- BERSTEIN S., WINOCK M., WIEVIORKA O., *La République recommencée. De 1914 à nos jours*, Paris, Seuil, « Histoire de la France contemporaine », 2008, 740 p.
- BOURDON A.-A., *Histoire du Portugal*, Paris, Chandeigne, rééd. 2010, 216 p.
- BRACHER K.-D., *Die Deutsche Diktatur*, 1969 ; trad. franç., *La Dictature allemande. Naissance, structure et conséquences du national-socialisme*, Paris, Privat, 1986, 681 p.
- BROSZAT M., *Der Staat Hitlers*, DTV, 1970 ; trad. franç., *L'État hitlérien*, Paris, Fayard, 1985, 625 p.
- BROWNING Ch., *Des hommes ordinaires. Le 101<sup>e</sup> bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 2005 ; rééd., Paris, Tallandier, « Texto », 2007, 366 p.
- BURLEIGH M., *The Third Reich : A New History*, New York, Hill & Wang, 2000, 965 p.
- BURLEIGH M., WIPPERMANN W., *The Racial State. Germany 1933-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, 386 p.
- BURRIN Ph., « Le fascisme », in Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, vol. II, Paris, Seuil, 1992.
- BURRIN Ph., *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Seuil, « Points », 2000, 319 p.
- BURRIN Ph., *La Dérive fasciste : Doriot, Déat, Bergery*, Paris, Seuil, 1986, 530 p.

- BURRIN Ph., *La France à l'heure allemande*, Paris, Seuil, « Points », 1995, 564 p.
- CABANES B., *La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris, Seuil, 2004, 555 p.
- CHAPOUTOT J., *Le Meurtre de Weimar*, Paris, Puf, 2010, 138 p.
- CHAPOUTOT J., *Le Nazisme et l'Antiquité*, Paris, Puf, « Quadrige », 2012, 650 p.
- CHAPOUTOT J., *Le Nazisme. Une idéologie en actes*, Documentation photographique n° 8085, Paris, La Documentation française, 2012, 64 p.
- CHARLE Ch., *Discordance des temps. Une brève histoire de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2011, 494 p.
- CHARLE Ch., *La Crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne, 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Seuil, 2001, 529 p.
- CONTE E., ESSNER C., *La Quête de la race. Une anthropologie du nazisme*, Paris, Hachette, 1995, 451 p.
- COSTA PINTO A., « Le salazarisme et le fascisme européen », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, n° 62, avril-juin 1999, p. 15-25.
- DARD O., *Le Rendez-vous manqué des relèves des années 30*, Paris, Puf, 2002, 332 p.
- DARD O., *Les Années trente*, « La France contemporaine », Paris, Le Livre de poche, « Références », 1999, 278 p.
- DE FELICE R., *Brève histoire du fascisme*, 2000 ; trad. franç., Paris, Audibert, 2002, 160 p.
- DE FELICE R., *Le Fascisme. Un totalitarisme à l'italienne ?*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1988, 315 p.
- DULPHY A., *Histoire de l'Espagne de 1814 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1992 ; rééd., 2005, 128 p.
- FAYE J.-P., *Le Siècle des idéologies*, Paris, A. Colin, 1996 ; rééd., Paris, Pocket, « Agora », 2002, 254 p.
- FEST J., *Les Derniers Jours de Hitler*, Paris, Perrin, 2002, 207 p.
- FORO Ph., *L'Italie fasciste*, Paris, Armand Colin, 2006, 281 p.
- FRANK R., GIRAULT R., *Histoire des relations internationales contemporaines*, t. II : *Turbulente Europe et nouveaux mondes*, Paris, Masson, 1988, 279 p. ; rééd., Payot.

- FREI N., *Der Hitlerstaat* ; trad. franç., *L'État hitlérien et la société allemande, 1933-1945*, Paris, Seuil, 1994, 375 p.
- FRIEDLÄNDER S., *Les Années d'extermination, 1939-1945*, Paris, Seuil, « L'Univers historique », 2008, 1028 p.
- FURET F., *Le Passé d'une illusion*, Paris, 1995 ; rééd. in *Penser le XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 2007, 1 136 p.
- GAY P., *Le Suicide d'une République. Weimar, 1918-1933*, 1968 ; rééd., Paris, Gallimard, « Tel », 1993, 269 p.
- GEARY P. J., *The Myth of Nations. The Medieval Origins of Europe*, Francfort, Fischer, 2002 ; éd. franç., *Quand les nations refont l'histoire. L'invention des origines médiévales de l'Europe*, Paris, Aubier, « Collection historique », 2004, 242 p.
- GELLATELY R., *Backing Hitler. Consent and Coercion in Nazi Germany*, Oxford, Oxford University Press, 2001 ; trad. franç., *Avec Hitler. Les Allemands et leur Führer*, Paris, Flammarion, 2003, 449 p.
- GENTILE E., *La Religion fasciste : la sacralisation de la politique dans l'Italie fasciste*, Paris, Perrin, 2002, 354 p.
- GENTILE E., *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétations*, Paris, Gallimard, « Folio », 2004, 528 p.
- GIRARDET R., *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986, 216 p.
- HANISCH E., *Der lange Schatten des Staates. Österreichische Gesellschaftsgeschichte im 20. Jahrhundert, 1890-1990*, Vienne, Überreuter, 1994, 599 p.
- HERMET G., *L'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Puf, « L'Historien », 1986 ; rééd., Puf, « Premier Cycle », 1992, 309 p.
- HOBSBAWM E. J. (dir.), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983 ; trad. franç., *L'Invention de la tradition*, Paris, Éd. Amsterdam, 2006, 370 p.
- HOBSBAWM E. J., *Nations et nationalismes depuis 1780*, Paris, Gallimard, « Folio », 1992, 373 p.
- INGRAO Ch., *Croire et détruire*, Paris, Fayard, 2010, 521 p.
- INGRAO Ch., *Les Chasseurs noirs*, Paris, Perrin, 2006, 292 p.
- JÄCKEL E., *Hitler idéologue*, Paris, Gallimard, « Tel », 1995, 175 p.

- JACKSON J., *Defending Democracy: The Popular Front in France, 1936-1938*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 353 p.
- JACKSON J., *The Politics of Depression in France, 1932-1936*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, 303 p.
- JOHNSON E., *Nazi Terror. The Gestapo, Jews and Ordinary Germans*, 1999 ; trad. franç., *La Terreur nazie. La Gestapo, les Juifs et les Allemands ordinaires*, Paris, Albin Michel, 2001, 587 p.
- KECHICHIAN A., *Les Croix-de-Feu à l'âge des fascismes. Travail, famille, patrie*, Seyssel, Champ Vallon, 2006, 411 p.
- KERSHAW I., *L'Opinion allemande sous le nazisme. Bavière, 1933-1945*, Paris, CNRS Éd., 1995 ; rééd., 2002, 376 p.
- KERSHAW I., *Le Mythe Hitler. Image et réalité sous le III<sup>e</sup> Reich*, Paris, Flammarion, 2006, 414 p.
- KERSHAW I., *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 1992 ; rééd., 1997, 538 p.
- KRUMEICH G. (dir.), *Versailles 1919. Ziele, Wirkung, Wahrnehmung*, Essen, Klartext, 2001, 390 p.
- LEONARD Y., *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 1996, 223 p.
- MACMILLAN M., *Peacemakers / Versailles 1919. Six Months that Changed the World*, Londres-New York, John Murray, Random, 2001.
- MARCADE J., *Le Portugal au XX<sup>e</sup> siècle, 1910-1985*, Paris, Puf, 1988, 240 p.
- MATARD-BONUCCI M.-A., *L'Italie fasciste et la persécution des Juifs*, Paris, Puf, « Quadrige », 2012, 645 p.
- MATARD-BONUCCI M.-A., MILZA P. (dir.), *L'Homme nouveau dans l'Europe fasciste (1922-1945). Entre dictature et totalitarisme*, Paris, Fayard, 2004, 365 p.
- MAZOWER M., *Hitler's Empire. Nazi Rule in Occupied Europe*, Londres, Penguin, 2009, 726 p.
- MAZOWER M., *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle*, Bruxelles, Complexe-IHTP, 2005, 443 p.
- MICHAUD É., *Un art de l'éternité. L'image et le temps du*

- national-socialisme*, Paris, Gallimard, « Le Temps des Images », 1996, 392 p.
- MILZA P., *Fascisme français. Passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987, 450 p.
- MILZA P., *Histoire de l'Italie*, Paris, Fayard, 2005, 1 098 p.
- MILZA P., *Les Fascismes*, Paris, Imprimerie nationale, 1985, 504 p.
- MILZA P., *Mussolini*, Paris, Fayard, 1999, 985 p.
- MONIER F., *Les Années vingt, 1919-1930* ; rééd., Paris, Le Livre de poche, 1999, 217 p.
- MOSSE G. L., *The Nationalization of the Masses. Political Symbolism and Mass Movements in Germany from the Napoleonic Wars through the Third Reich*, New York, Howard Fertig, 1975, 252 p.
- MOSSE G. L., *La Révolution fasciste. Vers une théorie générale du fascisme*, Paris, Seuil, « xx<sup>e</sup> siècle », 2003, 269 p.
- MOSSE G. L., *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 293 p.
- OGAN B., WEISS W., *Faszination und Gewalt : zur politischen Ästhetik des Nationalsozialismus*, Nuremberg, Tümmel, 1992, 303 p.
- ORY P., *Du fascisme*, Paris, Perrin, 2003, 293 p.
- ORY P., *Les Collaborateurs, 1940-1945*, Paris, Seuil ; rééd., Seuil, « Points », 2007, 316 p.
- OSTERHAMMEL J., *Die Verwandlung der Welt. Eine Geschichte des 19. Jahrhunderts*, Munich, Beck, 2011, 1 568 p.
- PAXTON R. O., *La France de Vichy*, Paris, 1973 ; rééd., Seuil, « Points », 1999, 465 p.
- PAXTON R. O., *The Anatomy of Fascism*, New York, Knopf, 2004 ; trad. franç., *Le Fascisme en action*, Paris, Seuil, 2004, 439 p.
- PÉCOUT G., *Naissance de l'Italie contemporaine, 1770-1922*, Paris, Armand Colin, 2004, 408 p.
- PEUKERT D., *La République de Weimar. Années de crise de la modernité*, 1987 ; trad. franç., Paris, Aubier, 1995, 301 p.
- POLIAKOV L., *Bréviaire de la haine. Le III<sup>e</sup> Reich et les Juifs*,

- Paris, Calmann-Lévy, 1951 ; rééd., Pocket, « Agora », 1993, 397 p.
- POLIAKOV L., *Le Mythe aryen*, Paris, Calmann-Lévy, 1971 ; rééd., Pocket, « Agora », 1994, 436 p.
- PROST A., WINTER J., *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, « Points », 2004, 345 p.
- REICHEL P., *Der schöne Schein des Dritten Reiches : Faszination und Gewalt des Faschismus* ; trad. franç., *La Fascination du nazisme*, Paris, Odile Jacob, 1993, 455 p.
- ROUSSO H., *Le Régime de Vichy*, Paris, Puf, « Que sais-je ? », 2007, 127 p.
- ROUSSO H., *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, « Points », 1990, 414 p.
- ROUSSO H., *Vichy. L'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard, « Folio », 2001, 748 p.
- SOLCHANY J., *L'Allemagne au xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, Puf, « Nouvelle Clio », 2003, 490 p.
- SOUCY R., *Fascismes français ? 1933-1939. Mouvements antidémocratiques*, Paris, Autrement, 2004, 475 p.
- SOUCY R., *Le Fascisme français, 1924-1933*, Paris, Puf, 1989, 348 p.
- STERN F., *Politique et désespoir. Les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne préhitlérienne*, Paris, Armand Colin, 1990, 359 p.
- STERN F., *Rêves et illusions. Le drame de l'histoire allemande*, Paris, Albin Michel, 1989, 377 p.
- STERN J.-P., *Hitler, le Führer et le peuple*, Paris, Flammarion, 1985 ; rééd., Flammarion, « Champs », 1995, 308 p.
- STERNHELL Z., *La Droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, 1978 ; rééd., 1990, 441 p.
- STERNHELL Z., *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe, 1988, 470 p. ; rééd., Paris, Gallimard, « Folio », 2012, 1 075 p.
- TAGUIEFF P.-A., *L'Imaginaire du complot mondial. Aspects d'un mythe moderne*, Paris, Fayard-Mille et une nuits, 2006, 215 p.
- THIESSE A.-M., *La Création des identités nationales. Europe,*

*XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, « L'Univers historique », 1999, 307 p.

TRAVERSO E., *1914-1945. La guerre civile européenne*, Paris, Stock, 2007 ; rééd., Pluriel, 2009, 376 p.

VILAR P., *La Guerre d'Espagne, 1936-1939*, Paris, Puf, « Que sais-je ? », 2002, 125 p.

VOCELKA K., *Geschichte Österreichs*, Munich, Heyne, 2002, 127 p.

WEGNER B., *Hitlers politische Soldaten : die Waffen-SS 1933-1945*, Paderborn, Ferdinand Schöningh Verlag, 1982, 363 p.



## TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	1
-------------------	---

### PREMIÈRE PARTIE

### LES QUESTIONS POSÉES PAR LA MODERNITÉ

CHAPITRE I. – Le XIX <sup>e</sup> siècle	
1. Le fait national .....	9
2. La révolution industrielle .....	14
3. L'avenir de la science : la raison et ses doubles .....	27
CHAPITRE II. – Orages d'acier : la Grande Guerre	
1. Mobilisation totale, guerre totale.....	41
2. L'expérience de la violence et de la mort de masse .....	47
3. Malaise dans la civilisation .....	53
CHAPITRE III. – Paix ratée et brutalisation : y a-t-il eu un entre-deux-guerres ?	
1. Gagner la paix ? .....	60

2. La guerre continuée.....	66
3. La « brutalisation des sociétés européennes » .....	70

## DEUXIÈME PARTIE

### UNE DÉMOCRATIE OBSOLÈTE ?

#### CHAPITRE I. – 1918, victoire de la démocratie ?

1. L'ordalie de 1918, les problèmes des années 1920.....	79
2. Crise de la démocratie italienne et instauration du régime fasciste (1918-1926) .....	90
3. Les difficultés des démocraties européennes..	101
<i>L'Allemagne</i> .....	101
<i>L'Autriche</i> .....	104
<i>La France : la difficile sortie de guerre d'une démocratie</i> .....	107
<i>L'Espagne de Miguel Primo de Rivera : sept ans de dictature (1923-1931)</i> .....	110
<i>Fragilité et instabilité de la République portugaise (1910-1926)</i> .....	114

#### CHAPITRE II. – Les alternatives à la démocratie

1. La critique communiste : l'imposture de la démocratie formelle.....	119
2. La tentation fasciste.....	123
3. Ni libéralisme ni communisme : le projet national-catholique. L'exemple de l'Autriche. ....	138

#### CHAPITRE III. – La fin des démocraties européennes

1. La fin de la République de Weimar et l'accession des nazis au pouvoir (1930-1933) .....	154
--	-----

2. L'avènement des dictatures ibériques : Salazar et Franco.....	164
<i>Le Portugal, du putsch militaire à la pérennisation de la dictature (1926-1933)</i> .....	164
<i>L'Espagne, de la République à la dictature franquiste (1931-1939)</i> .....	167
3. La France, de la crise des années 1930 au régime de Vichy .....	174

### TROISIÈME PARTIE

## EXPÉRIENCES

#### CHAPITRE I. – Fascisme, nazisme et sociétés

1. La coercition et le consentement.....	189
2. Régénérer l'homme .....	199
3. La communauté du peuple .....	208

#### CHAPITRE II. – L'impérialisme fasciste et nazi

1. La guerre, principe et horizon .....	219
2. <i>Imperium romanum</i> .....	227
3. Hitler et la colonisation de l'Europe .....	234

#### CHAPITRE III. – Les États autoritaires : l'Espagne, le Portugal et la France de Vichy

1. Le projet national-catholique de Salazar : « faire vivre le Portugal habituellement » .....	250
2. L'Espagne de Franco .....	261
3. Vichy : un régime autoritaire en situation d'occupation .....	269

Bibliographie.....	285
--------------------	-----



## DANS LA COLLECTION « QUADRIGE »

### Dictionnaires

---

- AMBRIÈRE Madeleine, *Dictionnaire du XIX<sup>e</sup> siècle européen*
- ANDRIANTSIMBAZOVINA Joël, GAUDIN Hélène, MARGUENAUD Jean-Pierre, *Dictionnaire des droits de l'homme*
- ARABEYRE Patrick, HALPÉRIN Jean-Louis, KRYNEN Jacques, *Dictionnaire historique des juristes français, XII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*
- ARMOGATHE Jean-Robert, *Histoire générale du christianisme* (2 vol.)
- BAECQUE Antoine de, CHEVALLIER Philippe, *Dictionnaire de la pensée du cinéma*
- BÉLY Lucien, *Dictionnaire de l'Ancien Régime*
- BENCHEIKH Jamel Eddine, *Dictionnaire de littératures de langue arabe et maghrébine francophone*
- BEVORT Antoine, JOBERT Annette, LALLEMENT Michel, MIAS Arnaud, *Dictionnaire du travail*
- BONVINI Emilio, BUSUTIL Joëlle, PEYRAUBE Alain, *Dictionnaire des langues*
- BORLANDI Massimo, BOUDON Raymond, CHERKAoui Mohamed, VALADE Bernard, *Dictionnaire de la pensée sociologique*
- BOUDON Raymond, BOURRICAUD François, *Dictionnaire critique de la sociologie*
- BOUVIER Alain, GEORGE Michel, LE LIONNAIS François, *Dictionnaire des mathématiques*
- CANTO-SPERBER Monique, *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*
- CHATÉLÉT François, DUHAMEL Olivier, PISIER Évelyne, *Dictionnaire des œuvres politiques*
- CRÉPIEUX-JAMIN Jules, *ABC de la graphologie*
- DELON Michel, *Dictionnaire européen des Lumières*
- DELPORTE Christian, MOLLIÉ Jean-Yves, SIRINELLI Jean-François, *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*
- DOUIN Jean-Luc, *Dictionnaire de la censure au cinéma*
- ENCKELL Pierre, RÉZEAU Pierre, *Dictionnaire des onomatopées*
- FILLIOZAT Pierre-Sylvain, *Dictionnaire des littératures de l'Inde*
- FOULQUIÉ Paul, *Dictionnaire de la langue pédagogique*
- GAUVARD Claude, LIBERA Alain de, ZINK Michel, *Dictionnaire du Moyen Âge*
- GEORGE Pierre, VERGER Fernand, *Dictionnaire de la géographie*
- GISEL Pierre, *Encyclopédie du protestantisme*
- HERVIEU-LÉGER Danièle, AZRIA Régine, *Dictionnaire des faits religieux*
- HOUDÉ Olivier, *Vocabulaire de sciences cognitives*
- HUISMAN Denis, *Dictionnaire des philosophes*
- IZARD Michel, BONTE Pierre, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*
- LACOSTE Jean-Yves, RIAUDEL Olivier, *Dictionnaire critique de théologie*
- LAFON Robert, *Vocabulaire de psychopédagogie et de psychiatrie de l'enfant*
- LALANDE André, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*
- LAPLANCHE Jean, PONTALIS Jean-Bertrand, *Vocabulaire de la psychanalyse*
- LECLANT Jean, *Dictionnaire de l'Antiquité*
- LECOURT Dominique, *Dictionnaire de la pensée médicale*  
— *Dictionnaire d'histoire et philosophie des sciences*
- LÉVY André, *Dictionnaire de littérature chinoise*
- LIGOU Daniel, *Dictionnaire de la franc-maçonnerie*
- MARCELLI Daniel, LE BRETON David, *Dictionnaire de l'adolescence et de la jeunesse*
- MARZANO Michela, *Dictionnaire du corps*  
— *Dictionnaire de la violence*
- MERLIN Pierre, CHOAY Françoise, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*
- MONCELON Claire, VERNETTE Jean, *Dictionnaire des groupes religieux aujourd'hui*
- MONTBRIAL Thierry de, KLEIN Jean, *Dictionnaire de stratégie*

MOUNIN Georges, *Dictionnaire de la linguistique*  
 ORIGAS Jean-Jacques, *Dictionnaire de littérature japonaise*  
 PIÉRON Henri, *Vocabulaire de la psychologie*  
 POULAIN Jean-Pierre, *Dictionnaire des cultures alimentaires*  
 POUPARD Paul, *Dictionnaire des religions*  
 PRIGENT Michel, BERTHIER Patrick, JARRETY Michel, *Histoire de la France littéraire*  
 (3 vol.)  
 ROMILLY Jacqueline de, *Dictionnaire de littérature grecque ancienne et moderne*  
 SAVIDAN Patrick, MESURE Sylvie, *Le dictionnaire des sciences humaines*  
 SIRINELLI Jean-François, *Dictionnaire historique de la vie politique française au*  
*XX<sup>e</sup> siècle*  
 SOBOUL Albert, *Dictionnaire historique de la Révolution française*  
 SOURDEL Dominique, SOURDEL-THOMINE Janine, *Dictionnaire historique de*  
*l'islam*  
 SOURIAU Anne, SOURIAU Étienne, *Vocabulaire d'esthétique*  
 TEYSSIER Paul, *Dictionnaire de littérature brésilienne*  
 VAN ZANTEN Agnès, *Dictionnaire de l'éducation*  
 ZUBER Roger, FUMAROLI Marc, *Dictionnaire de littérature française du XVII<sup>e</sup> siècle*

## Droit/Sciences politiques/Relations internationales

---

ADLER Alexandre, CARMOY Hervé de, *Où va l'Amérique d'Obama ?*  
 BARBICHE Bernard, *Les institutions de la monarchie française à l'époque moderne*  
 BAUZON Stéphane, *La personne biojuridique*  
 BÉNÉTON Philippe, *Introduction à la politique*  
 BIDET Jacques, DUMÉNIL Gérard, *Altermarxisme*  
 BONFILS Sébastien, FRISON-ROCHE Marie-Anne, *Les grandes questions du droit*  
*économique*  
 CARBONNIER Jean, *Droit civil*  
 — *Sociologie juridique*  
 CASTAGNÈDE Bernard, *La politique sans pouvoir*  
 COHEN-TANUGI Laurent, *Le droit sans l'État*  
 COLAS Dominique, *Sociologie politique*  
 DELBECQUE Eric, *Quel patriotisme économique ?*  
 DELMAS-MARTY Mireille, *Le flou du droit*  
 DROZ Jacques, *Histoire générale du socialisme* (3 t.)  
 ELLUL Jacques, *Histoire des institutions. L'Antiquité*  
 — *Histoire des institutions. Le Moyen Âge*  
 — *Histoire des institutions. XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*  
 — *Histoire des institutions. Le XIX<sup>e</sup> siècle*  
 GANDHI, *Autobiographie ou mes expériences de vérité*  
 KEPEL Gilles, *Al-Qaïda dans le texte*  
 MONTBRIAL Thierry de, *L'action et le système du monde*  
 MULHMANN Géraldine, PISIER Évelyne, CHATELÈT François, DUHAMEL Olivier,  
*Histoire des idées politiques* (2 t.)  
 NEMO Philippe, *Histoire des idées politiques dans l'Antiquité et au Moyen Âge*  
 — *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains*  
 — *Les deux Républiques françaises*  
 PETITOT Jean, NEMO Philippe, *Histoire du libéralisme en Europe*  
 REYNIÉ Dominique, *L'extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*  
 RIALS Stéphane, *Villey et les idoles*  
 SALAS Denis, *Du procès pénal*  
 SFEZ Lucien, *La politique symbolique*  
 SUPIOT Alain, *Critique du droit du travail*  
 TENZER Nicolas, *Pour une nouvelle philosophie politique*  
 TOUCHARD Jean, *Histoire des idées politiques* (2 t.)  
 TURPIN Dominique, *Droit constitutionnel*

VILLEY Michel, *Le droit et les droits de l'homme*  
VOGEL Louis, *L'Université, une chance pour la France*

## Économie

---

BENAMOUZIG Daniel, CUSIN François, *Économie et sociologie*  
BERNSTEIN Peter Lewyn, *Des idées capitales*  
CARMOY Hervé de, *L'Euramérique*  
DEMEULENAERE Pierre, *Homo œconomicus*  
DENIS Henri, *Histoire de la pensée économique*  
ELBAUM Mireille, *Économie politique de la protection sociale*  
ESNAULT Bernard, HOARAU Christian, *Comptabilité financière*  
ETNER François, *Microéconomie*  
FLOUZAT Denise, *Japon, éternelle renaissance*  
HAYEK Friedrich August, *Droit, législation et liberté*  
— *La route de la servitude*  
HIRSCHMAN Albert Otto, *Les passions et les intérêts*  
NIVEAU Maurice, CROZET Yves, *Histoire des faits économiques contemporains*  
OGER Brigitte, LEFRANCO Stéphanie, *Lire les états financiers*  
PALIER Bruno, *Gouverner la sécurité sociale*  
SEN Amartya, *Éthique et économie*  
VELTZ Pierre, *Mondialisation, villes et territoires*

## Histoire/Géographie/Arts

---

AUBOYER Jeannine, AYMARD André, *L'Orient et la Grèce antique*  
— *Rome et son Empire*  
BARBICHE Bernard, *Les institutions de la monarchie française à l'époque moderne*  
BARJOT Dominique, CHALINE Jean-Pierre, ENCREVÉ, André, *La France au*  
*XIX<sup>e</sup> siècle, 1814-1914*  
BÉLY Lucien, *La France moderne, 1498-1789*  
BRAUDEL Fernand, LABROUSSE Ernest, *Histoire économique et sociale de la France*  
(4 vol.)  
CHAUNU Pierre, *Histoire de l'Amérique latine*  
CHAPOUTOT Johann, *Le nazisme et l'Antiquité*  
CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *Histoire des universités*  
CONTAMINE Philippe, CORVISIER André, *Histoire militaire de la France* (4 vol.)  
EINAUDI Jean-Luc, *Un rêve algérien*  
GANDHI, *Autobiographie ou mes expériences de vérité*  
GAUVARD Claude, *La France au Moyen Âge du V<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*  
GRIMAL Pierre, *La mythologie grecque*  
HAUSER Arnold, *Histoire sociale de l'art et de la littérature*  
JOUANNA Arlette, *La France du XV<sup>e</sup> siècle*  
KASPI André, DURPAIRE François, HARTER Hélène, LHERM Adrien, *La civilisation*  
*américaine*  
LACROIX Jean-Michel, *Histoire des États-Unis*  
LE GLAY Marcel, LE BOHEC Yann, VOISIN Jean-Louis, *Histoire romaine*  
LE GOFF Jacques, *Marchands et banquiers du Moyen Âge*  
LEBECQ Stéphanie, *Histoire des îles Britanniques*  
LEROI-GOURHAN André, *Les religions de la préhistoire*  
MALSON Lucien, BELLEST Christian, *Le jazz*  
MARX William, *Les arrière-gardes au XX<sup>e</sup> siècle*  
MATARD-BONUCCI Marie-Anne, *L'Italie fasciste et la persécution des juifs*  
MIOSSEC Jean-Marie, *Géohistoire de la régionalisation en France*

MOUSNIER Roland, *Les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*  
 — *Les institutions de la France sous la monarchie absolue*  
 ORRIEUX Claude, SCHMITT PANTEL Pauline, *Histoire grecque*  
 PHAN Bernard, *Chronologie de la mondialisation*  
 POUMARÈDE Géraud, *Pour en finir avec la Croisade*  
 RÉMOND René, *Histoire des États-Unis*  
 SALA-MOLINS Louis, *Le Code Noir ou le calvaire de Canaan*  
 SCHËLCHER Victor, *Esclavage et colonisation*  
 SIRINELLI Jean-François, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*  
 SOBOUL Albert, *La Révolution française*  
 TULARD Jean, *La France de la Révolution et de l'Empire*  
 VAN YPERSELE Laurence, *Questions d'histoire contemporaine*  
 VERGER Jacques, *Les universités au Moyen Âge*  
 WERTH Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique*

## Littérature

---

ALAIN, *Stendhal et autres textes*  
 ANDREAS-SALOMÉ Lou, *Ma vie*  
 AUROUX Sylvain, *La question de l'origine des langues*, suivi de *L'historicité des sciences*  
 BELLEMIN-NOËL Jean, *Psychanalyse et littérature*  
 BONY Alain, BAUDOIN Millet, WILKINSON Robin, *Versions et thèmes anglais*  
 CARON Jean, *Précis de psycholinguistique*  
 COUDERC Christophe, *Le théâtre espagnol du Siècle d'Or (1580-1680)*  
 DELEUZE Gilles, *Proust et les signes*  
 DURAND Gilbert, *L'imagination symbolique*  
 ECO Umberto, *Sémiotique et philosophie du langage*  
 FREDOUILLE Jean-Claude, ZEHACKER Hubert, *Littérature latine*  
 GÉNÉTIOT Alain, *Le classicisme*  
 HAMON Philippe, *Texte et idéologie*  
 HAMSUN Knut, *Faim*  
 HENAULT Anne, *Les enjeux de la sémiotique*  
 JARRETY Michel, *La poésie française du Moyen Âge au XX<sup>e</sup> siècle*  
 JULLIEN François, *La valeur allusive*  
 LARTHOMAS Pierre, *Le langage dramatique*  
 MARTIN Robert, *Comprendre la linguistique*  
 MEYER Michel, *Le comique et le tragique*  
 MIQUEL André, *La littérature arabe*  
 MOLINIÉ Georges, *La stylistique*  
 MONNERET Philippe, *Exercices de linguistique*  
 MONTAIGNE Michel Eyquem de, *Les Essais. Livres I à III*  
 MOURA Jean-Marc, *Littératures francophones et théorie postcoloniale*  
 PRIGENT Michel, *Le héros et l'État dans la tragédie de Pierre Corneille*  
 REBOUL Olivier, *Introduction à la rhétorique*  
 RIEGEL Martin, PELLAT Jean-Christophe, RIOUL René, *Grammaire méthodique du français*  
 ROMILLY Jacqueline de, *La tragédie grecque*  
 — *Précis de littérature grecque*  
 SAÏD Suzanne, TRÉDÉ Monique, LE BOULLUEC Alain, *Histoire de la littérature grecque*  
 SENGHOR Léopold Sédar, *Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache de langue française*  
 SOLER Patrice, LABRE Chantal, *Études littéraires*  
 SOUILLER Didier, FIX Florence, HUMBERT-MOUGIN Sylvie, ZARAGOVA Georges, *Études théâtrales*



SOUTET Olivier, *Linguistique*  
 VIALA Alain, *Lettre à Rousseau sur l'intérêt littéraire*  
 — *Le théâtre en France*  
 WALTER Henriette, FEUILLARD Colette, *Pour une linguistique des langues*  
 ZINK Gaston, *Phonétique historique du français*  
 ZINK Michel, *Littérature française du Moyen Âge*  
 ZWEIG Stefan, *Montaigne*

## Philosophie

---

ALAIN, *Propos sur les Beaux-Arts*  
 — *Propos sur des philosophes*  
 ALQUIÉ Ferdinand, *Le désir d'éternité*  
 ALTHUSSER Louis, *Montesquieu, la politique et l'histoire*  
 ALTHUSSER Louis, *Lire Le Capital*  
 ARKOUN Mohammed, *La pensée arabe*  
 ASSOUN Paul-Laurent, *Freud et Nietzsche*  
 — *Freud, La philosophie et les philosophes*  
 — *L'École de Francfort*  
 AUBENQUE Pierre, *Le problème de l'être chez Aristote*  
 — *La prudence chez Aristote*  
 AUROUX Sylvain, DESCHAMPS Jacques, KOULOUGHLI Djamel, *La philosophie du langage*  
 BACHELARD Gaston, *La dialectique de la durée*  
 — *La flamme d'une chandelle*  
 — *La philosophie du non*  
 — *La poétique de l'espace*  
 — *La poétique de la rêverie*  
 — *Le droit de rêver*  
 — *Le matérialisme rationnel*  
 — *Le nouvel esprit scientifique*  
 — *Le rationalisme appliqué*  
 BALIBAR Étienne, *Droit de cité*  
 BEAUFRET Jean, *Parménide. Le Poème*  
 BERGSON Henri, *L'évolution créatrice*  
 — *Durée et simultanéité*  
 — *Écrits philosophiques*  
 — *Essai sur les données immédiates de la conscience*  
 — *Introduction à la métaphysique*  
 — *L'âme et le corps*  
 — *L'énergie spirituelle*  
 — *L'intuition philosophique*  
 — *La conscience et la vie*  
 — *La pensée et le mouvant*  
 — *La perception du changement*  
 — *La philosophie de Claude Bernard*  
 — *La vie et l'œuvre de Ravaisson*  
 — *Le rêve suivi de Fantômes des vivants*  
 — *Le rire*  
 — *Les deux sources de la morale et de la religion*  
 — *Matière et mémoire*  
 — *Sur le pragmatisme de William James*  
 — *Le cerveau et la pensée*  
 — *Le possible et le réel*  
 — *Le souvenir du présent et la fausse reconnaissance*  
 BINOCHÉ Bertrand, CLERO Jean-Pierre, *Bentham contre les droits de l'homme*  
 BLANCHÉ Robert, *L'axiomatique*  
 BLONDEL Maurice, *L'action, 1893*  
 BODÉUS Richard, GAUTHIER-MUZELLEC Marie-Hélène, JAULIN Annick, WOLFF Francis, *La philosophie d'Aristote*

BOUTANG Pierre, *Ontologie du secret*  
 BRAHAMI Frédéric, *Introduction au Traité de la nature humaine de David Hume*  
 BRÉHIER Émile, *Histoire de la philosophie*  
 BRISSON Luc, FRONTEROTTA Francesco, *Lire Platon*  
 BRISSON Luc, MASSÉ Arnaud, THERME Anne-Laure, *Lire les présocratiques*  
 BRISSON Luc, PRADEAU Jean-François, *Les Lois de Platon*  
 BRONNER Gérard, GÉHIN Étienne, *L'inquiétant principe de précaution*  
 CANGUILHEM Georges, *Le normal et le pathologique*  
 CANGUILHEM Georges, *Du développement à l'évolution au XIX<sup>e</sup> siècle*  
 CANTO-SPERBER Monique, *Éthiques grecques*  
 CAUQUELIN Anne, *L'invention du paysage*  
 — *À l'angle des mondes possibles*  
 CHOLET Philippe, FOLSCHÉID Dominique, WUNENBURGER Jean-Jacques, *Méthodologie philosophique*  
 CLAVIER Paul, LEQUAN Mai, RAULET Gérard, TOSEL André, BOURIAU Christophe, *La philosophie de Kant*  
 COBAST Éric, ROBERT Richard, *Culture générale* (2 vol.)  
 COMTE Auguste, *Premiers cours de philosophie positive*  
 COMTE-SPONVILLE André, *Traité du désespoir et de la béatitude*  
 CONCHE Marcel, *Essais sur Homère*  
 — *Présence de la nature*  
 DAGOGNET François, *Le corps*  
 DAVID-MÉNARD Monique, *Les constructions de l'universel. Psychanalyse, philosophie*  
 DELEUZE Gilles, *Nietzsche et la philosophie*  
 — *La philosophie critique de Kant*  
 — *Le bergsonisme*  
 DERRIDA Jacques, *La voix et le phénomène*  
 DESANTI Jean-Toussaint, *Introduction à l'histoire de la philosophie*  
 — *Une pensée captive*  
 DESCARTES René, *La Recherche de la Vérité par la lumière naturelle*  
 — *Méditations métaphysiques*  
 DESCOMBES Vincent, *Le platonisme*  
 DIAMOND Cora, *L'importance d'être humain*  
 DUMÉNIL Gérard, LÖWY Michael, RENAULT Emmanuel, *Lire Marx*  
 DURKHEIM Émile, *L'éducation morale*  
 ELLUL Jacques, *Islam et judéo-christianisme*  
 FERRY Luc, RENAULT Alain, *Philosophie politique*  
 FESTUGIÈRE André-Jean, *Épicure et ses dieux*  
 FOCILLON Henri, *Vie des formes*  
 GOURINAT Jean-Baptiste, BARNES Jonathan, *Lire les stoïciens*  
 GROTIUS Hugo, *Le droit de la guerre et de la paix*  
 GUITTON Jean, *Justification du temps*  
 GUSDORF Georges, *La parole*  
 HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, *Principes de la philosophie du droit*  
 — *Le magnétisme animal*  
 HEIDEGGER Martin, *Qu'appelle-t-on penser ?*  
 HENRY Michel, *La barbarie*  
 — *Voir l'invisible. Sur Kandinsky*  
 JACCARD Roland, *La tentation nihiliste suivi de Le cimetière de la morale*  
 JANKÉLÉVITCH Vladimir, *Henri Bergson*  
 — *Philosophie première*  
 JAQUET Chantal, *L'unité du corps et de l'esprit*  
 JURANVILLE Alain, *Lacan et la philosophie*  
 KAMBOUCHNER Denis, *Les Méditations métaphysiques de Descartes*  
 KANT Emmanuel, *Critique de la raison pratique*  
 — *Critique de la raison pure*  
 KEARNEY Richard, O'LEARY Joseph Stephen, *Heidegger et la question de Dieu*  
 KERVÉGAN Jean-François, *Hegel, Carl Schmitt*  
 LABRUSSE-RIOU Catherine, *Écrits de bioéthique*

LARMORE Charles, DESCOMBES Vincent, *Dernières nouvelles du Moi*

LE BLANC Guillaume, *Canguilhem et la vie humaine*

LE RIDER Jacques, *Modernité viennoise et crises de l'identité*

LECOURT Dominique, *L'Amérique entre la Bible et Darwin*

— *Contre la peur*

— *Humain, posthumain*

LEVINAS Emmanuel, *Le temps et l'autre*

LIBERA Alain de, *La philosophie médiévale*

LOCKE John, *Lettre sur la tolérance*

LYOTARD Jean-François, *La phénoménologie*

MARION Jean-Luc, *Étant donné*

— *De surcroît*

— *La croisée du visible*

— *Sur la théologie blanche de Descartes*

MARX Karl, *Le Capital. Livre I*

MATTEI Jean-François, *Platon et le miroir du mythe*

— *Philosopher en français*

— *La barbarie intérieure*

MERLEAU-PONTY Maurice, *La structure du comportement*

MEYER Michel, *Le Philosophe et les passions*

— *De la problématique*

— *Petite métaphysique de la différence*

— *Principia rhetorica*

— *Questionnement et historicité*

MICHAUD Yves, *Hume et la fin de la philosophie*

— *Locke*

— *La crise de l'art contemporain*

MILL John Stuart, *L'utilitarisme. Essai sur Bentham*

MONTAIGNE Michel Eyquem de, *Les Essais* (3 vol.)

MOREL Pierre-Marie, GIGANDET Alain, *Lire Épicure et les épicuriens*

MOUNIER Emmanuel, *Le personnalisme*

NEMO Philippe, *La belle mort de l'athéisme moderne*

NOZICK Robert, *Anarchie, État et utopie*

PARIENTE-BUTTERLIN Isabelle, *Le droit, la norme et le réel*

PENA-RUIZ Henri, *Dieu et Marianne*

PIAGET Jean, *Le structuralisme*

— *L'épistémologie génétique*

POTTE-BONNEVILLE Mathieu, *Michel Foucault, l'inquiétude de l'histoire*

RAWLS John, *Libéralisme politique*

REVUE DIOGÈNE, *Une anthologie de la vie intellectuelle au XX<sup>e</sup> siècle*

RIALS Stéphane, *Oppressions et résistances*

ROBIN Léon, *Platon*

RODIS-LEWIS Geneviève, *La morale de Descartes*

ROMANO Claude, *L'aventure temporelle*

— *L'événement et le temps*

ROSSET Clément, *La philosophie tragique*

— *Logique du pire*

— *Schopenhauer, philosophe de l'absurde*

— *L'anti-nature*

— *Propos sur le cinéma*

RUE DESCARTES, *Gilles Deleuze*

RUE DESCARTES, *Emmanuel Levinas*

SABOT Philippe, *Lire « Les mots et les choses » de Michel Foucault*

SARTRE Jean-Paul, *L'imagination*

SCHMITT Carl, *Théorie de la Constitution*

— *Le nomos de la Terre*

SCHOPENHAUER Arthur, *Le monde comme volonté et comme représentation*

— *Aphorismes sur la sagesse dans la vie*

SMITH Adam, *Théorie des sentiments moraux*

SOULEZ Philippe, WORMS Frédéric, *Bergson*

STRAUSS Leo, *Qu'est-ce que la philosophie politique ?*

TALON-HUGON Carole, *Art et éthique*  
 TOLSTOÏ Léon, *Qu'est-ce que l'art ?*  
 VERNANT Jean-Pierre, *Les origines de la pensée grecque*  
 VILLEY Michel, *La formation de la pensée juridique moderne*  
 WOLFF Francis, *Dire le monde*  
 WORMS Frédéric, *Bergson ou les deux sens de la vie*  
 WORMS Frédéric, RIQUIER Camille, *Lire Bergson*  
 WOTLING Patrick, *Nietzsche et le problème de la civilisation*  
 ZARKA Yves Charles, *Comment écrire l'histoire de la philosophie ?*  
   — *Hobbes et la pensée politique moderne*  
   — *L'islam en France*  
 ZARKA Yves Charles, PINCHARD BRUNO, *Y a-t-il une histoire de la métaphysique ?*  
 ZOURABICHVILI François, SAUVAGNARGUES Anne, MARRATI Paola, *La philosophie de Deleuze*

## Psychologie/Psychanalyse

---

ABRIC Jean-Claude, *Pratiques sociales et représentations*  
 ANDRÉ Jacques, *Aux origines féminines de la sexualité*  
 ANZIEU Didier, MARTIN Jacques-Yves, *La dynamique des groupes restreints*  
 ASSOUN Paul-Laurent, *Psychanalyse*  
   — *Le freudisme*  
 BARDIN Laurence, *L'analyse de contenu*  
 BERTSCH Jean, FAMOSE Jean-Pierre, *L'estime de soi : une controverse éducative*  
 BIDEAUD Jacqueline, HOUDÉ Olivier, PEDINIELLI Jean-Louis, *L'homme en développement*  
 BOUTINET Jean-Pierre, *Anthropologie du projet*  
 CHABERT Catherine, ANZIEU Didier, *Les méthodes projectives*  
 CHILAND Colette, *L'entretien clinique*  
 COURNUT Jean, *Pourquoi les hommes ont peur des femmes*  
 CRAHAY Marcel, *Psychologie de l'éducation*  
 DAVIS Madeleine, WALLBRIDGE David, Winnicott. *Introduction à son œuvre*  
 DENIS Paul, *De l'âge bête*  
 DENIS Paul, JANIN Claude, *Psychothérapie et psychanalyse*  
 FÉDIDA Pierre, *Crise et contre-transfert*  
   — *Le site de l'étranger*  
 FOUCAULT Michel, *Naissance de la clinique*  
   — *Maladie mentale et psychologie*  
 FREUD Sigmund, *Abrégé de psychanalyse suivi de Some Elementary Lessons in Psycho-Analysis*  
   — *Actuelles sur la guerre et la mort*  
   — *Au-delà du principe de plaisir*  
   — *Autoprésentation. Textes autobiographiques*  
   — *Cinq psychanalyses*  
   — *Contributions à la psychologie de la vie amoureuse*  
   — *De la psychanalyse*  
   — *Dora*  
   — *Freud et la création littéraire*  
   — *Inhibition, symptôme et angoisse*  
   — *L'analyse finie et l'analyse infinie suivi de Constructions dans l'analyse*  
   — *L'avenir d'une illusion*  
   — *L'Homme aux loups*  
   — *L'Homme aux rats*  
   — *L'homme Moïse et la religion monothéiste*  
   — *L'interprétation du rêve*  
   — *La première théorie des névroses*  
   — *La question de l'analyse profane*  
   — *La technique psychanalytique*  
   — *Le délire et les rêves dans la « Gradiva » de W. Jensen*  
   — *Le petit Hans*

- *Leçons d'introduction à la psychanalyse*
- *Le malaise dans la culture*
- *Le moi et le ça*
- *Le Président Schreber*
- *Métapsychologie*
- *Nouvelle suite des leçons d'introduction à la psychanalyse*
- *Psychologie des masses et analyse du moi*
- *Totem et tabou*
- *Trois essais sur la théorie sexuelle*
- *Un souvenir d'enfance de Léonard de Vinci*

GESELL Arnold, ILG Frances L., *Le jeune enfant dans la civilisation moderne*

GREEN André, *Le discours vivant*

- *Le complexe de castration*

GROSSKURTH Phyllis, Melanie Klein : *son monde et son œuvre*

HOUDÉ Olivier, *10 leçons de psychologie et pédagogie*

IONESCU Serban, *Traité de résilience assistée*

JACCARD Roland, *L'exil intérieur*

JONES Ernest, *La vie et l'œuvre de Sigmund Freud* (3 vol.)

KAPSAMBELIS Vassilis, *Manuel de psychiatrie clinique et psychopathologique de l'adulte*

KLEIN Melanie, *La psychanalyse des enfants*

KLEIN Melanie, HEIMANN Paula, ISAACS Susan, RIVIÈRE Joan, *Développements de la psychanalyse*

LAGACHE Daniel, *La jalousie amoureuse*

LAPLANCHE Jean, *Entre séduction et inspiration : l'homme*

- *Problématiques I*
- *Problématiques II*
- *Problématiques III*
- *Problématiques VI*
- *Sexual. La sexualité élargie au sens freudien*
- *Nouveaux fondements pour la psychanalyse*
- *La révolution copernicienne inachevée*
- *Vie et mort en psychanalyse*

LE BON Gustave, *Psychologie des foules*

LEBOVICI Serge, DIATKINE René, SOULÉ Michel, *Nouveau traité de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent* (4 vol.)

LEBOVICI Serge, SOULÉ Michel, *La connaissance de l'enfant par la psychanalyse*

MARTY Pierre, M'Uzan Michel de, CHRISTIAN David, *L'investigation psychosomatique*

MIJOLLA-MELLOR Sophie de, *La mort donnée. Essai de psychanalyse sur le meurtre et la guerre*

- *Traité de la sublimation*

MILLER Alice, *Le drame de l'enfant doué*

MOSCOVICI Serge, *Psychologie sociale*

PAROT Françoise, RICHELLE Marc, *Introduction à la psychologie*

PIAGET Jean, INHELDER Bärbel, *La psychologie de l'enfant*

POLITZER Georges, *Critique des fondements de la psychologie*

QUINODOZ Jean-Michel, *La solitude apprivoisée*

RIME Bernard, *Le partage social des émotions*

ROSOLATO Guy, *Le sacrifice*

ROUSSILLON René, *Paradoxes et situations limites de la psychanalyse*

- *Agonie, clivage et symbolisation*

SCHAEFFER Jacqueline, *Le refus du féminin*

SCHULTZ Johannes Heinrich, *Le training autogène*

SIMON Janine, DIATKINE René, *La psychanalyse précoce*

SUZUKI Teitaro Daisetz, FROMM Erich, MARTINO Richard de, *Bouddhisme Zen et psychanalyse*

TOUBIANA Éric-Pierre, *Addictologie clinique*

WALLON Henri, *Les origines de la pensée chez l'enfant*

- *Les origines du caractère chez l'enfant*

WEIL-BARAIS Annick, *L'homme cognitif*

WIDLÖCHER Daniel, *Le psychodrame chez l'enfant*  
— *Traité de psychopathologie*  
— *Métapsychologie du sens*  
ZAZZO René, *Les jumeaux, le couple et la personne*

## Religions

---

ARVON Henri, *Le bouddhisme*  
BENOIT XVI, *La théologie de l'Histoire de saint Bonaventure*  
FEBVRE Lucien, *Martin Luther, un destin*  
GISEL Pierre, *La théologie*  
GORCEIX Bernard, *La bible des Rose-Croix*  
HALBWACHS Maurice, *La topographie légendaire des évangiles en Terre sainte*  
NAUDON Paul, *La franc-maçonnerie*  
RENOU Louis, *L'hindouisme*  
REVUE DIOGÈNE, *Chamanismes*  
SOURDEL Dominique, *L'islam médiéval*

## Sociologie/Ethnologie/Éducation

---

ALAIN, *Propos sur l'éducation*, suivis de *Pédagogie enfantine*  
ALTER Norbert, *L'innovation ordinaire*  
— *Sociologie du monde du travail*  
ALTET Marguerite, *Les pédagogies de l'apprentissage*  
ARON Raymond, *La sociologie allemande contemporaine*  
— *Les sociétés modernes*  
BALANDIER Georges, *Anthropologie politique*  
— *Sens et puissance*  
BARLUET Sophie, *Édition de sciences humaines et sociales : le cœur en danger*  
BERTHELOT Jean-Michel, *Les vertus de l'incertitude*  
— *Épistémologie des sciences sociales*  
BOUDON Raymond, *Croire et savoir. Penser le politique, le moral et le religieux*  
— *Études sur les sociologues classiques* (2 vol.)  
— *Effets pervers et ordre social*  
— *Essais sur la théorie générale de la rationalité*  
— *La place du désordre*  
— *La rationalité*  
BOUHDIBA Abdelwahab, *La sexualité en Islam*  
BOURDIEU Pierre, *Sociologie de l'Algérie*  
BRONNER Gérard, Keucheyan Razmig, *La théorie sociale contemporaine*  
CHAMPY Florent, *La sociologie des professions*  
CHAUVEL Louis, *Le destin des générations*  
CHEBEL Malek, *L'imaginaire arabo-musulman*  
DAMON Julien, *Questions sociales et questions urbaines*  
— *Éliminer la pauvreté*  
DUJARIER Marie-Anne, *L'idéal au travail*  
DURAND Marc, *L'enfant et le sport*  
DURKHEIM Émile, *Éducation et sociologie*  
— *De la division du travail social*  
— *La science sociale et l'action*  
— *Leçons de sociologie*  
— *Le socialisme*  
— *Le suicide*  
— *Les règles de la méthode sociologique*  
DURKHEIM Émile, KARSENTI Bruno, *Sociologie et philosophie*  
DUVIGNAUD Jean, *Sociologie du théâtre*  
ERNER Guillaume, *Expliquer l'antisémitisme*

GARFINKEL Harold, *Recherches en ethnométhodologie*  
 GEERTZ Clifford, *Savoir local, savoir global*  
 GIDDENS Anthony, *La constitution de la société*  
 GIULY Éric, *La communication institutionnelle. Privé/public : le manuel des stratégies*  
 GURVITCH Georges, *Traité de sociologie*  
 HABERMAS Jürgen, *Logique des sciences sociales et autres essais*  
 HULIN Michel, *La mystique sauvage*  
 KARSENTI Bruno, *L'homme total*  
 LABURTHE-TOLRA Philippe, WARNIER Jean-Pierre, *Ethnologie, Anthropologie*  
 LE BRETON David, *Anthropologie du corps et modernité*  
 — *L'interactionnisme symbolique*  
 LÉVI-STRAUSS Claude, *L'identité*  
 — *Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss*  
 LÉVY-BRUHL Lucien, *Carnets*  
 MARSULT Christelle, *Socio-histoire de l'éducation physique et sportive*  
 MARY André, *Les anthropologues et la religion*  
 MAUSS Marcel, *Essai sur le don*  
 — *Techniques, technologie et civilisation*  
 MAUSS Marcel, LÉVI-STRAUSS Claude, *Sociologie et anthropologie*  
 MIALARET Gaston, *Sciences de l'éducation*  
 MONNEYRON Frédéric, *La frivolité essentielle*  
 NISBET Robert A., *La tradition sociologique*  
 PAUGAM Serge, *La société française et ses pauvres*  
 — *La disqualification sociale*  
 — *L'enquête sociologique*  
 — *Le salarié de la précarité*  
 — *Repenser la solidarité*  
 PAUGAM Serge, DUVOUX Nicolas, *La régulation des pauvres*  
 PERRIN Michel, *Les praticiens du rêve*  
 POULAIN Jean-Pierre, *Sociologies de l'alimentation*  
 POUTIGNAT Philippe, STREIFF-FENART Jocelyne, *Théories de l'ethnicité*  
 PRAIRAT Eirick, *De la déontologie enseignante*  
 ROCHÉ Sebastian, *Sociologie politique de l'insécurité*  
 RODINSON Maxime, *Les Arabes*  
 SANSOT Pierre, *Les gens de peu*  
 SCHNAPPER Dominique, *La compréhension sociologique*  
 SCHWARTZ Olivier, *Le monde privé des ouvriers*  
 SIMMEL Georg, *Philosophie de l'argent*  
 — *Les pauvres*  
 SIMON Pierre-Jean, *Histoire de la sociologie*  
 SINGLY François de, *Fortune et infortune de la femme mariée*  
 STEINER Philippe, VATIN François, *Traité de sociologie économique*  
 SUPIOT Alain, *Pour une politique des sciences de l'Homme et de la société*  
 VAN ZANTEN Agnès, *L'école de la périphérie*  
 WEBER Florence, *Manuel de l'ethnographe*

Cet ouvrage a été composé par IGS-CP (16)

Achevé d'imprimer en janvier 2016  
sur les presses numériques de l'Imprimerie Maury S.AS.  
Z.I. des Ondes – 12100 Millau  
N° d'impression : 115/53431F

*Imprimé en France*